



## L'Ukraine en marche vers l'indépendance

**INÉLUCTABLEMENT**, l'Ukraine poursuit sa marche vers l'indépendance, et s'en donne les moyens sans attendre le référendum du 1<sup>er</sup> décembre, dont le résultat ne fait aucun doute. Confirmant une résolution déjà votée il y a dix jours, le Parlement ukrainien a adopté, mardi 22 octobre, une série de lois précisant les modalités de la création d'une armée nationale - y compris aviation et marine - de 400 000 hommes et de 30 000 gardes nationaux, soit presque l'équivalent de l'armée française pour une République d'ailleurs aussi peuplée que notre pays.

A Moscou, on veut se consoler en soulignant que l'Ukraine n'a pas les moyens d'un tel investissement. Mais les dirigeants ukrainiens ne cachent pas que c'est l'armée soviétique stationnée chez eux qui pourra en former l'ossature. Une division évacuée de Tchecoslovaquie vers l'Ukraine a d'ailleurs déjà annoncé qu'elle se plaçait sous autorité ukrainienne. C'est la solution qu'elle a tout naturellement trouvée pour refuser l'ordre, peu attrayant, de se déployer dans le Caucase, où couvent d'autres guerres du type de celle qui endeuille toujours le Karabakh.

**COMMENT** prendre au sérieux, dans ces conditions, la menace, proférée par M. Gorbatchev - devant un Parlement surcroît réprobateur - d'un décret « annulant » toute création d'armées républicaines ? Ou son appel, le lendemain, coigné par huit dirigeants républicains, à une association de l'Ukraine à l'Union ? « Disons-le carrément : à une association de l'Ukraine à l'Union ? Nous sommes convaincus que le peuple multinational de l'Ukraine n'envisage pas l'avenir sans relations fédérales avec tous les peuples de notre pays. Ils par une histoire de plusieurs siècles », affirme candidement cet appel, qui reprend la vieille idée exprimée notamment par Lénine, et selon laquelle l'URSS n'est pas viable sans sa « tête » ukrainienne.

Le problème est que la majorité des Ukrainiens et leur classe politique sont convaincus du contraire. Non qu'ils refusent la nécessité évidente d'accords économiques avec le reste de l'Union, mais ils s'estiment, non sans raison, mieux armés économiquement que les autres Républiques soviétiques et pensent donc s'en sortir mieux seuls qu'en partageant les fardeaux des autres.

ILS préparent depuis plus d'un an la création d'une monnaie ukrainienne, qui, séparée de la leur, permettra de se protéger, autrement que par des barrières physiques, de l'inflation galopante qui submerge l'Union. Ce que certains banquiers français, comme les analystes de Paribas, trouvent d'ailleurs judicieux d'étendre à toutes les entités en formation sur le trop vaste espace soviétique, où plus personne ne peut gouverner.

A terme, l'effritement paraît inévitable. Que les Russes, et pas seulement M. Gorbatchev, n'arrivent pas à se faire à l'idée d'une indépendance de leurs petits frères slaves n'est sans doute pas le meilleur atout pour résoudre les autres problèmes, de taille, liés aux relations russo-ukrainiennes : négociations communes du désarmement nucléaire et surtout statut des minorités, notamment dans les régions, russes avant 1954, de Crimée et du port d'Odessa, lequel est un enjeu capital pour le commerce du blé et des hydrocarbures, c'est-à-dire pour le sort de tous les « Soviétiques ». Même l'Ukraine, quelle qu'elle soit sa volonté de s'isoler de la Russie, ne pourra pas à l'avenir rester entièrement à l'écart du naufrage de l'ensemble soviétique.

MO147 - 1024 0 - 6.00 F



## L'ONU chargée d'organiser des élections

# L'accord de Paris sur le Cambodge met fin à plus de vingt ans de conflits

La conférence internationale sur le Cambodge devait s'ouvrir, mercredi 23 octobre, dans l'après-midi, au centre de l'avenue Kléber, à Paris, en présence de M. François Mitterrand, du prince Sihanouk et du secrétaire général des Nations unies. Les participants, en premier lieu les cinq membres permanents

du Conseil de sécurité, les pays de la région et les quatre factions khmères réunies dans le Conseil national suprême, signeront un accord pour mettre fin à un conflit qui dure depuis vingt et un ans. Ce texte confère à l'ONU une autorité de tutelle pour ramener la paix et organiser des élections libres.

## Le plongeon dans l'inconnu

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

La majeure partie du centre de Phnom-Penh vit, dès la nuit tombée, dans l'obscurité. L'électricité coûte trop cher. Au petit matin, dans les quartiers résidentiels, des armées de maçons, souvent vietnamiens, repèrent les villas destinées à accueillir légations étrangères, hauts fonctionnaires internationaux ou contingents des Nations unies. Elles se louent déjà à 3 000 ou 4 000 dollars par mois.

Le Cambodge, après vingt et

un ans de massacres et de guerres, attend la paix. Avec ses soldats de tout bord, ses déserteurs armés, ses paysans misérables, sa poignée de riches, ses dizaines de milliers de mines plantées à travers champs et forêts, ses orphelins et veuves de guerre, il plonge dans l'inconnu. Ignorant jusqu'à l'état des lieux, personne n'ose prédire ce qui peut advenir de ce pays ravagé.

L'accord de Paris reste encore, selon la formule d'un ancien ambassadeur occidental, « la moins mauvaise des solutions ». La paix est donc au coin de la rue. Mais quelle paix ? Les ser-

vices de renseignement constatent déjà que les deux principales forces en présence, la guérilla des Khmers rouges et l'armée de Phnom-Penh, ont commencé à cacher des armes. Personne ne veut être pris au dépourvu au cas où les choses tourneraient à l'aigre.

Les démobilisations partielles s'annoncent, en outre, un parfait casse-tête pour les « casques bleus » de l'ONU.

JEAN-CLAUDE POMONTI

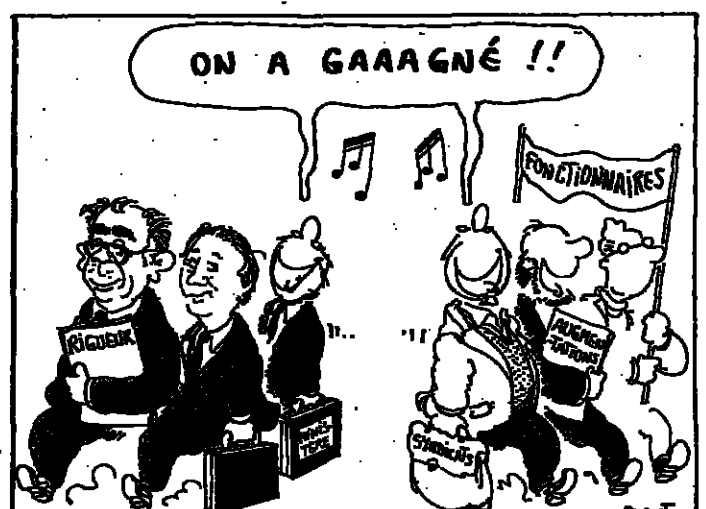
Lire la suite page 9

et l'article de PATRICE DE BEER page 8

## 6,5 % de hausse d'ici à 1993

# Effort salarial pour les fonctionnaires

Le compromis élaboré mardi 22 octobre entre le gouvernement et quatre syndicats de fonctionnaires (CFDT, FEN, CFTC et FGA) va permettre aux fonctionnaires de bénéficier d'une augmentation générale de 6,5 % de leur rémunération d'ici au 1<sup>er</sup> février 1993. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a d'autre part plaidé devant le Conseil économique et social pour le maintien d'une « gestion sérieuse de l'économie ».



# Changer la République

Pour répondre à la crise de la démocratie française, le président du RPR propose de réformer les institutions

par Jacques Chirac

La République est aujourd'hui atteinte de langueur. Chacun constate qu'il existe chez nombre de Français une défiance envers le pouvoir, envers ceux qui l'exercent ou ceux qui y aspirent. Les symptômes de l'anémie démocratique sont connus et perceptibles depuis suffisamment longtemps pour qu'il soit illusoire de penser qu'ils disparaîtront d'eux-mêmes.

Quand, consultation après consultation, la moitié du corps électoral se tient éloigné des urnes, quand une fraction non négligeable de l'opinion cède aux mirages de l'extrémisme, la crise du politique prend la dimension d'une crise de la démocratie et,

au-delà, d'une crise de la République.

Au premier rang des explications, il y a, bien entendu, le poids de dix années presque ininterrompues de socialisme : politisation de la fonction publique à tous les niveaux, utilisation de la police et de la justice à des fins partisanes, détournement des prérogatives de la puissance publique pour servir le parti au pouvoir et, pour finir, auto-amnistie des principaux responsables.

Mais se contenter de cette évidence serait un peu court. Le mal qui frappe notre vie politique vient aussi, pour partie, de la marche de nos institutions. Que l'on m'en tienne bien. Pour l'essentiel, elles ont réussi. Depuis plus de trente ans, elles

ont permis l'exercice serein de la souveraineté populaire, elles ont assuré la stabilité politique du pays et elles ont facilité la conduite de l'action gouvernementale à l'intérieur et à l'extérieur pour peu que l'équipe au pouvoir en ait manifesté la volonté. Elles se sont, de surcroît, révélées efficaces dans toutes les situations politiques, y compris lors des crises les plus graves, et à l'occasion de toutes les formes d'alternance que notre vie démocratique a suscitées. Cette réussite est tellement étonnante que, pendant près de dix ans, le débat constitutionnel, si âpre au cours des jeunes années de la V<sup>e</sup> République, s'est complètement éteint.

Lire la suite page 2

## Impatiences et bonne gestion

par Alain Vernholes

Malgré l'élévation quasi continue de leur niveau de vie depuis quarante ans, les Français supportent toujours aussi mal les périodes de ralentissement économique. Les grèves et les manifestations qui se succèdent depuis quelques jours rappellent avec leurs revendications d'autres périodes plus troublées : les récessions ou les coups d'arrêt à la croissance de 1975 et 1980 qui, à l'époque, avaient plus ou moins été déclinés ou favorisés par de très fortes hausses des prix pétroliers.

Ces périodes mauvaises auxquelles nous devons être habitués parce qu'elles reviennent assez régulièrement en France, comme elles le font dans tous les grands pays industrialisés, déclenchent à chaque fois des réflexes de peur et de précaution. Réflexes qui ne sont pas l'apanage de seuls particuliers mais aussi des entreprises. Les premiers réduisent leurs dépenses

pour épargner davantage, transformant pendant quelques mois en pécule collectif ce qui est habituellement considéré comme vertu. Les secondes réduisent leurs stocks et coupent dans leurs programmes d'investissement, déclenchant ou aggravant réduction d'activité et suppressions d'emplois. L'épisode de la guerre du Golfe a forcé le trait jusqu'à la caricature, le pire étant que nous n'en sommes pas encore complètement remis.

Lire la suite page 33 et les articles de MICHEL NOBLECOURT et JEAN-MICHEL NORMAND page 31

## POINT

Le mouvement des infirmières « Opération zéro » dans les hôpitaux Lire notre dossier page 18

Les Etats-Unis prêts à normaliser leurs relations avec le Vietnam page 7

Un entretien avec M. Antoine Waechter page 11

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42  
« Le Monde des carrières » pages 34 et 35  
« Le Monde immobilier » pages 36 et 37

ARTS • SPECTACLES  
Le 12<sup>e</sup> Festival de jazz de Paris  
Après Miles, le déluge ?  
La bohème au clavier  
Great Black Music : Les tribulations du regard pages 19 à 30

# Prisons hybrides

Les nouveaux établissements mi-publics mi-privés n'ont pas sorti le monde carcéral de l'ornière

par Agathe Logeart

Le jour où il posa la première pierre de la première de ses prisons hybrides, issues du croisement inattendu du service public et de l'entreprise privée, M. Albin Chandon, alors garde des sceaux, lança, comme excité par le risque : « C'est pire qu'une bouillotte à la mer... » La scène se passait dans le Pas-de-Calais, à Bapaume, le 21 avril 1988. De cette friche de bord de route, en rase campagne, une prison a donc surgi.

Prévue pour six cents détenus, elle n'est aujourd'hui qu'à moitié pleine, alors que d'autres établissements du parc ancien restent surpeuplés, comme celui de Nice, sur-occupé à 250 %, livré au caïdat, et parfois aux exactions de surveillants dont certains ont été surpris

en train de trafiquer qui de l'alcool, qui de la drogue. A l'exception des syndicats minoritaires ancrés à gauche comme la CFDT et le CGT, les représentants des personnels pénitentiaires avaient d'abord été enthousiasmés par l'ampleur du programme de construction de nouvelles prisons. Aujourd'hui ils déchantent.

Lire la suite page 13

## EDUCATION • CAMPUS

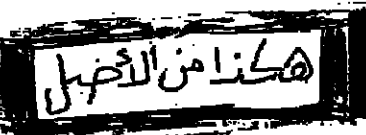
« Branle-bas de combat dans les « prépas » » Saint-Martial fait de la résistance « Les Français boudent Tempus » Au secours des DEUG pages 15 à 17

Paula Jacques

Deborah

et les anges dissipés

MERCURE DE FRANCE



## DÉBATS

Idéologies

## Les âmes mortes du communisme

par Daniel Rondeau

Daniel Rondeau a réagi à l'article de Bertrand Poirot-Delpech publié dans le Monde du 18 septembre.

**V**OUS avez expédié d'un trait de plume, dans votre dernière «Diagonale», les quarante millions de victimes du système communiste, comme si vous redoutiez que, à trop évoquer, à l'heure du bilan, la gauche ne se retrouve grosse d'une mauvaise conscience qui la mette à genoux. Vos lecteurs n'attendaient pas forcément de vous que vous les rejettiez dans la fosse commune de l'oubli. Le communisme a conduit d'une poignée de fer, pendant des décennies, des millions d'hommes vers les abattoirs de ses camps de redressement par le travail. Vous savez bien que des populations entières ont été décimées.

Nos sociétés occidentales en général, et la société française en particulier, vivent depuis la fin de la seconde guerre mondiale avec le souvenir sans cesse réanimé des victimes de la barbarie nazie. Elles furent juives pour la plupart. Leur mémoire trace une ligne rouge dans l'absolu de nos consciences. Les fumées des camps de la mort n'ont pas fini de nous obséder. Ces contre-jours tardifs du remords veillent sur notre pays. L'antisémitisme, chez nous, n'a guère le droit de cité. Poursuivi par la justice, justement isolé par la presse, il est condamné à mourir en solitaire de sa haine.

Si les mots ont encore un sens, au bout du compte, un mort est un mort, et quarante millions de morts, c'est bien, comme l'écrivait Jacques Julliard, vingt fois Auschwitz. Il n'y a pas d'autre bilan du communisme. Il est proprement aberrant, au moment où le monde est à refaire, de traquer ces quarante millions de morts par-dessus la jambe.

Mais je vous entends protester : « Ces morts ne permettent pas de prétendre qu'il n'y a rien à garder

du communisme. L'attente de lendemains qui chantent est aussi chevillée aux corps des malheureux que l'espoir de la vie éternelle. » Laissons là la vie éternelle, si vous le voulez bien, et parlons plutôt des lendemains qui chantent et de la France, puisque c'est notre pays. Vous semblez oublier que les dirigeants successifs du Parti communiste français se sont usés, les uns après les autres, à désemparer l'espérance.

## Un grand parti passeiro

Car c'est vrai que les clameurs d'octobre 1917 ont retenti comme des promesses de salut aux oreilles d'un certain nombre de Français parmi les plus pauvres. Un communisme populaire était installé très vite autour de Paris. Il campait dans les ateliers et au cœur de toutes les provinces industrielles. Des milliers d'hommes, armés de la force nue des idées, avaient décidé de résister à l'enfermement du travail et à l'indigne condition qui tout souvent leur était faite. Ce communisme populaire trouva tout naturellement son inspiration dans le grand tremblement de la révolution russe, mais aussi dans l'imagerie de la Commune de Paris, dans la lecture de Hugo, de Valéry et de l'Evangile, dans les mutineries de 1917, ainsi que dans une forte tradition anarchiste et socialiste française. Oui, il y eut une grande espérance. Qu'en ont fait les dirigeants du PCF ?

Leur tâche à tous fut peu réjouissante. Les hommes de Moscou à Paris n'ont eu de cesse de faire de l'espérance une dépouille, un cadavre momifié, traquant partout les hérésies, les frondes, les insoumissions, mais aussi la simple liberté de pensée, portant sans trêve la guerre dans leurs propres rangs au nom de la pureté d'un dogme pourtant variable et télégraphié du Komintern cinq minutes avant chaque changement d'orientation stratégique.

Non seulement ils ont désemparé leurs fidèles, leurs cadres, mais ils se sont aussi, à la longue, désemparés eux-mêmes. Et c'est ainsi que le PCF est devenu un grand parti pas-

sion, les plus ardents des communistes se lassant d'avaler et de faire avaler des couleuvres et de répandre autour d'eux la paranoïa, l'exclusion, la délation ou le mensonge.

La résistance anti-nazie donna à ce communisme populaire un dernier sursaut. L'effluve était pourtant mal engagé. Le pacte germano-russe pesait tellement sur le PCF que Jacques Duclos tenta d'obtenir des Allemands, dans les premiers jours de l'Occupation, la liberté de publication pour l'*Humanité*, avec la bénédiction de la Kommandantur. Mais il se trouve que le Parti communiste et le syndicalisme ouvrier, en contribuant depuis longtemps à l'intégration des ouvriers étrangers, italiens ou polonais dans leur majorité, avaient préparé l'émergence d'une nouvelle variété du patriotisme français (Bonnet). Des énergies communistes se dressèrent sans attendre les ordres ou les contordrements de l'occupant. A la fin de la guerre, deux partis communistes cohabitaient sous la même enseigne : le premier est celui des morts et des survivants, de tous ceux qui ont traversé la guerre les armes à la main, « noirs de barbe et de nuit... », celui des valeureux, tels Guingouin et Tillon, pour ne citer qu'eux ; le second est celui de l'appareil franco-moscouite. Ce dernier mettra à quia le premier, tout en chantant ses louanges. L'espérance, encore une fois, se sera la ceinture. A la fin des années 60, elle ment de sa belle mort. Année après année, de la guerre d'Espagne à celle d'Algérie, les dirigeants communistes avaient ruiné le communisme populaire. La messe des funérailles finales fut célébrée à Nanterre, dans la dévotion, en mars 1968, par Daniel Cohn-Bendit.

Pourtant, ces tueurs d'espérance jouissent longtemps d'un prestige peu commun dans la gauche française, qu'ils méprisaient royalement, et même dans l'ensemble de la gauche. C'est l'ensemble des anarchistes parisiens s'étaient parés de la dépouille de l'espérance. Ils habitaient le cadavre, ils pouvaient même le faire visiter et recréer pendant des années des rentes morales que leur procurait ce fantôme recel, menaçant de leur brutalité

puissance tous ceux qui auraient voulu leur chercher des noises. Car les maîtres rouges, dans les municipalités, dans les usines et dans les syndicats qu'ils contrôlaient, n'y ont jamais allés avec le dos de la cuillère, gérant d'une même poigne des MJC, des cantines, l'avancement des instituteurs, des « débats » syndicaux et des grèves d'OS, maniant selon les besoins la barre de fer, la calculette ou le bourrage des urnes. Un exemple pris dans d'autres cercles que ceux des banlieues ouvrières : Aragon lui-même, membre éminent du PCF, rayonnant de tout son talent, que j'admire énormément, fit tous sa vie de militant, jusqu'à « printemps de Prague » le mal comme au hasard. Il aligna de son verbe sanglant poèmes et écrits réfractaires. Il a tiré et bu jusqu'à la lie le vin aigre du « tonneau de la haine ». Et tant pis si j'écrase et tant pis si je broie.

## Soljenitsyne cette âme d'ours

Le mal était si grand que la gauche tout entière se tourna vers lui à regarder la vérité en face. Elle ferma les yeux le plus longtemps possible, comme vous souhaitez peut-être qu'elle continue à le faire, sur le détail et sur l'essentiel. Elle n'aurait pas parlé des quarante millions de morts. Elle faisait semblant de croire à la fiction de l'espérance et des lendemains qui chantent. Les moins hypocrites allant jusqu'à se persuader de la réalité de ce qui n'était qu'une fable.

Il fallut Soljenitsyne pour renverser la vapeur. Cette âme d'ours planta ses griffes dans l'histoire de son peuple pour la dispute aux apocryphes. Mai 68, qui soit dit en passant ne peut exister que parce que le communisme populaire, cette incarnation de l'espérance dont vous parlez, était bien mort, puis Guekman et sa *Cuisinière* s'engouffrèrent dans la brèche.

En 1970, les ouvriers de Gdansk avaient brûlé les locaux du Parti communiste polonais en criant : « A bas les fascistes rouges ! ». Quoi, dans la gauche non communiste, accepta

de les entendre ? Pourtant, à coups d'épaves, de grèves, de pèlerinages, la Pologne se tira presque seule des bas-fonds du totalitarisme, par la mystique et le syndicalisme. Ces Européens à belle figure luttaient contre les forces du néant. Jean-Paul II, Lech Walesa et Ronald Reagan, avec son poker menteur de la « guerre des étoiles », achevèrent le travail et mirent le communisme à genoux.

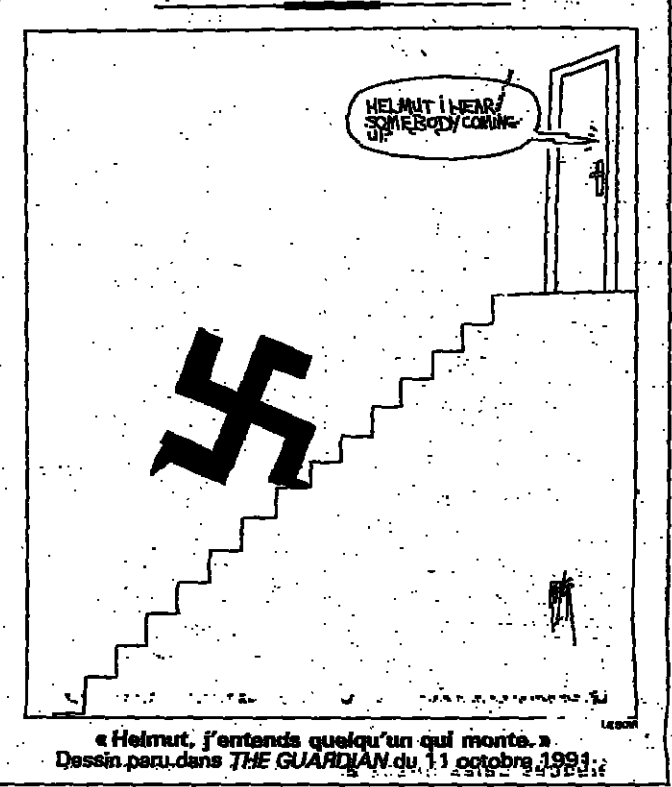
Aujourd'hui, la bataille de la démocratie contre le totalitarisme rouge est gagnée. Les « anciens bouffeurs de coco », comme vous nous surnommez, n'en sont pas mécontents. Que les intellectuels français cessent de

plourmicher sur la mort d'une tyrannie. Le communisme est fini ? Tant mieux. L'espérance ne peut que s'en mieux porter. A gauche, la route est libre. Enfin !

Un tel ruse est de ce que rappelle Daniel Rondeau. Je refuse donc le sursaut de sa lettre. Rondeau n'est servi de son texte comme d'un prétexte à épouser le « mensonge » dont une possibilité souffrir les « ex-bouffeurs de coco » depuis que leur cible politique s'évanouit. Sa lettre confirme mon diagnostic, tout en s'efforçant par ses insinuations et ses « comme si » de l'ignorer. Pourquoi un mensonge d'homme, saisi à la gorge, ne peut-il être saisi à la gorge ? R. P.-D.

► Daniel Rondeau est journaliste et écrivain.

## TRAIT LIBRE



## Changer la République

Suite de la première page

Trente années ont donc profondément enraciné les institutions conçues et voulues par le général de Gaulle. Mais ces trente années ont aussi progressivement façonné une pratique institutionnelle qui a conduit à une dérive monarchique du pouvoir. L'affirmation progressive de la prééminence présidentielle au sein de l'exécutif d'abord, puis vis-à-vis du Parlement, a atteint aujourd'hui son paroxysme. M. Mitterrand exerçant avec délice un pouvoir quasi solitaire ; simultanément, la justice souffre des atteintes à son indépendance, en raison de l'usage dévoyé, par l'exécutif, des prérogatives qu'il tient de la Constitution pour la nomination et le déroulement de carrières des magistrats.

Dans le même temps, le sentiment des Français à l'égard des institutions a évolué. Un grand nombre d'entre eux sont des enfants de la V<sup>e</sup> République. Accoutumés à son fonctionnement, ils voient moins ses immenses avantages au regard du régime qui l'a précédé que ses imperfections et ses insuffisances. Ils ne se satisfont plus d'une vie démocratique qui consiste à déposer un bulletin dans l'urne à intervalles plus ou moins rapprochés, tout en les maintenant à l'écart des grandes décisions qui, pourtant, les concernent.

Aussi longtemps que persistera chez les Français le sentiment que la justice est sous influence, que le Parlement est un théâtre d'ombres, que l'exercice de la souveraineté se résume, une fois tous les sept ans,

à la désignation d'un homme providentiel qui échappe aussitôt à tout contrôle démocratique, la distance, aujourd'hui manifeste, entre le citoyen et le pouvoir ne pourra qu'augmenter.

## Satisfaire à trois exigences

Pour remédier à ce grave affaiblissement de notre démocratie, il faut changer le cours des choses. Pour dire qu'il faut changer la République. Que l'on me comprenne bien. Les mots ont un sens. Changer la République ne veut pas dire changer de République. La démarche consistant à bouleverser nos institutions pour revenir en arrière ou pour nous projeter dans un système présidentiel satisfaisant, au choix, les nostalgiques du régime précédent ou les admirateurs de tel ou tel exemple étranger. Elle présenterait le défaut rédhibitoire d'un projet de mettre à plat un édifice constitutionnel dont j'ai rappelé les immenses qualités. Changer la République, c'est satisfaire à trois exigences : contraindre l'exécutif à se remettre davantage en question ; rendre son autonomie et ses capacités d'initiative au Parlement ; garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire. C'est ainsi que l'on peut espérer réconcilier les Français avec leur démocratie.

En premier lieu, le citoyen doit être plus proche d'un pouvoir exécutif que tout concourt, en dehors de l'élection présidentielle, à placer hors de sa portée.

Il faut tout d'abord accroître le recours à la démocratie directe en élargissant le champ d'application du référendum à des sujets qui en sont aujourd'hui exclus, qu'il s'agisse de l'organisation de l'éducation, de la politique de l'immigration ou encore de la protection sociale. Je suis convaincu que pour résoudre, dans l'intérêt du pays, certaines des grandes questions autour desquelles s'organise notre vie politique, il faudra une décision du plus incontestable des arbitres, le peuple souverain lui-même.

L'extension du champ du référendum montrerait l'intérêt des Français pour leurs affaires publiques est intact : dès lors qu'ils prendraient part directement aux grandes décisions qui les concernent, je suis persuadé qu'ils manifesteraient leur volonté en très grand nombre. Il sera d'ailleurs probablement nécessaire d'aller

plus loin en instaurant un droit d'initiative parlementaire et un droit d'initiative populaire en matière législative, afin de permettre aux Français et à leurs représentants de décider des questions que le peuple aura à trancher.

Sans doute faudra-t-il également conclure le débat ouvert sur la modification de la durée du mandat présidentiel.

C'était l'objet de l'initiative prise par Georges Pompidou en 1973 et qui avait reçu l'approbation du Sénat et de l'Assemblée nationale, sans toutefois aboutir. L'immense délégation de pouvoirs que reçoit le détenteur de la fonction présidentielle n'est telle que dans la mesure où sa légitimité est intacte. Cela risque de ne plus être le cas dès lors qu'un trop long exercice du pouvoir vient l'affaiblir. Des propositions existent. Il faudra y réfléchir et choisir. L'essentiel, tout est de cause, qu'un se représentant à intervalles plus brefs à l'épreuve du suffrage universel, le président de la République éviterait les conséquences néfastes de l'usure du pouvoir. L'efficacité du contrôle démocratique par le citoyen s'en trouverait accrue.

## Limiter l'usage du 49-3

Le deuxième impératif, c'est rendre au Parlement son autonomie et une capacité d'initiatives qui sont aujourd'hui beaucoup trop faibles. Il faut d'abord un meilleur partage, en sa faveur, du travail législatif. Les textes proposés par les parlementaires doivent avoir une place dans les travaux des assemblées ; un nombre minimal de jours par session pourraient être réservés à leur examen et, dans le même esprit, un nombre minimal de propositions de loi émanant de chaque groupe parlementaire devraient être examinées. En prolongement de son rôle de législateur, un suivi du Parlement sur l'application des lois qu'il a votées est sans doute nécessaire.

Le Parlement doit aussi retrouver les capacités de contrôle qui sont la contrepartie indispensable de la liberté d'action de l'exécutif. Leur renforcement passe par l'extension des pouvoirs et des moyens des commissions d'enquête et de contrôle, dont les conclusions devraient donner lieu à une large information de l'opinion publique.

Je crois également venu le moment de modifier les conditions d'emploi de l'article 49, alinéa 3, de notre Constitution, qui permet l'adoption d'un texte sans l'approbation explicite du Parlement. Il ne s'agit évidemment pas de supprimer cette disposition, qui conduit chacun, gouvernement et Parlement, à assumer ses responsabilités politiques dans les moments cruciaux de notre vie publique. Il me semble, en revanche, que l'esprit de cette disposition n'est plus respecté, dès lors que son utilisation devient systématique à la moindre difficulté de procédure parlementaire sur un projet quelconque ; elle empêche toute discussion entre le Parlement et l'exécutif, placés dans une alternative de « tout ou rien » qui annule les facultés d'innovation et d'amendement de Parlement.

## Mettre la justice à l'abri

Autant l'usage par le gouvernement de l'article 49-3 me semble légitime lorsqu'il s'agit de constituer une loi ou non une majorité pour repousser son projet de budget et, par là même, sa politique économique, autant je m'interroge sur le bien-fondé de cet usage lorsqu'il s'agit, par exemple, d'un projet de loi sur le médicament. A défaut de réserver l'usage de l'article 49-3 aux textes essentiels, ce qui se heurte à l'impossibilité de les définir, la solution réside dans la limitation du nombre de recours que le gouvernement pourra faire à cette procédure pendant une même session parlementaire.

Enfin, respecter le citoyen et le Parlement, c'est mettre un terme aux changements incessants de loi électorale afin de la mettre à l'abri des manipulations partisanes. A cette occasion, il conviendrait d'ouvrir un débat sérieux et sérieux sur les conditions de représentation des différents composés de l'opinion publique, sans pour autant mettre en cause le principe majoritaire. Cela ne peut se faire, bien entendu, qu'au lendemain d'élections législatives.

Dernier changement que les Français attendent dans leurs institutions, c'est que l'indépendance de la justice soit réellement garantie. La tentation existe pour tout gouvernement d'essayer d'influen-

cer la justice. Les socialistes ont élevé cette tentation à la hauteur d'un principe, qu'il s'agisse de la nomination des magistrats ou des pressions pour empêcher l'avancement normal de dossiers qui indisposent le pouvoir actuel ou ses amis.

Il faut donc mettre la justice à l'abri du pouvoir politique. Dans ce but, la nomination des membres du Conseil supérieur de la magistrature doit échapper au pouvoir de la République et être confiée à la Cour de cassation, au cours d'appel et aux tribunaux, qui désignent en leur sein leurs représentants. Dans la nouvelle composition figurant, en outre, trois personnalités extérieures, un conseiller d'Etat, un avocat et un professeur de droit.

L'institution verrait ses compétences élargies à la gestion des carrières : tous les magistrats et le ministre de l'Intérieur auraient obligation de la consulter pour les changements d'affectation des officiers de police judiciaire.

Cette réforme de niveau constitutionnel ne suffit évidemment pas à garantir une parfaite indépendance, qui est d'abord affaire de mentalité. Elle démontrera toutefois solennellement aux Français que tout est mis en œuvre pour qu'ils se reconnaissent dans leur justice.

Tout ne sera pas résolu pour autant. Il y a d'autres changements importants, de nature sociale, culturelle et économique, à conduire dans notre société. Mais vivre autrement nos institutions est un préalable nécessaire.

Notre peuple a conquis plus tôt que beaucoup d'autres sa liberté, et il a su la préserver à travers les épreuves. Il a derrière lui une longue histoire démocratique. Au moment où d'autres accèdent à leur tour à la démocratie et en mesurent le prix par ce qu'ils ont longtemps souffert, prenons garde de ne pas apparaître immobiles et indifférents. Le chemin de la démocratie ne s'interrompt pas. Au-delà des conquêtes essentielles, il existe d'autres terres de liberté à parcourir ensemble. Alors, les Français retrouvent l'amour de leur République, et la France son rôle de messagère de la liberté.

JACQUES CHIRAC

Le Monde EDITIONS

## AU KREMLIN comme si vous y étiez

Khrouchtchev, Brejnev, Gorbatchev et les autres sous les feux de la glasnost

Bernard Féron et Michel Tatu

Que l'histoire d'un régime policier prenne les allures d'un roman policier n'est pas pour surprendre. Cette fois ce sont les témoins qui parlent et qui, grâce à la glasnost, rendent aux peuples de l'URSS la mémoire confisquée par Staline.

En vente en librairie





# L'armée fédérale jette le masque

### Trois impératifs

**LIVRES**

**POLONAIS**  
et livres français

sur la Pologne et  
l'Europe de l'Est

**Livres russes**

Catalogues sur demande

**LIBELLA**

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-26-51-09



مركز التجميل



## L'avis de chacun nous intéresse.

Chez Du Pont de Nemours, la mise au point d'un nouveau produit pour la protection des plantes fait appel aux experts les plus universels, scientifiques, agriculteurs, agronomes, écologistes... sans compter les hérissons. L'opinion de chacun est indispensable. Il faut savoir répondre à toutes les exigences : efficacité, faible dose d'utilisation, absence de résidus, sélectivité, respect de l'environnement... Du Pont de Nemours a investi dans

un effort de recherche particulièrement novateur qui a déjà porté ses fruits.

Nos derniers herbicides sont moins nocifs que le sel marin et s'utilisent pourtant en quantités infinitésimales. Aucun résidu dans les cultures n'a pu être décelé malgré les analyses les plus sophistiquées. Ils prouvent ainsi qu'ils savent respecter la qualité de la chaîne alimentaire et de l'eau.

Notre hérisson en témoigne.

### Du Pont et la vie.

Notre nouvel herbicide ALLIE\* fait partie des centaines de nouveaux produits développés par Du Pont de Nemours qui participent à la sauvegarde de l'homme à travers le monde.

Des investissements annuels de l'ordre de 7 milliards de francs et une étroite collaboration avec des spécialistes d'horizons aussi variés que l'agriculture, la médecine et l'énergie permettent aux hommes de

Du Pont de Nemours de mettre la technologie au service de la vie.

Pour toute information, contacter : Du Pont de Nemours (France) S.A., 137 rue de l'Université - 75334 Paris Cedex 07 - Tél : (1) 45.50.63.81.

\* Marque déposée de Du Pont de Nemours. 20% de METSULFURON-METHYLE - Homologation N° 840225



De meilleurs produits pour une vie meilleure.

**DU PONT**

مركز التحليل

## DIPLOMATIE

# Un entretien avec le président du Pérou

« Nous avons besoin de l'Europe pour nous réinsérer dans un monde de paix et de développement »  
nous déclare M. Alberto Fujimori avant sa visite à Paris

Dans le cadre de sa première tournée européenne qui l'a déjà mené à Bruxelles et à Madrid, le président péruvien Alberto Fujimori est attendu, jeudi 24 octobre, à Paris, où il sera notamment reçu par le président François Mitterrand. A trois semaines du début des négociations franco-péruviennes sur la dette de ce pays, M. Fujimori aura aussi un entretien avec M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, avant de partir pour Rome dans la soirée.

LIMA  
de notre envoyé spécial

M. Alberto Fujimori, au pouvoir depuis juillet 1990, n'apparaît pas comme un homme exubérant ou volubile. Il est sérieux et opiniâtre. Son plan brutal de stabilisation économique d'août 1990, parainé par le FMI, a dramatiquement frappé une population dont la majorité était déjà aux limites de la survie. Dans n'importe quel autre pays d'Amérique latine, un tel plan aurait provoqué des émeutes populaires sanglantes. Les mouvements de guérilla, celui d'inspiration gué-

variste Tupac Amaru (MRTA) et surtout les rebelles « maoïstes » du Sentier lumineux ont certes poursuivi leurs actions mais, jusqu'à présent, la majorité des Péruviens a accepté le choc et la cote du chef de l'Etat reste bonne. Celui-ci a accepté, avant de partir pour l'Europe, de répondre à nos questions.

« Quelle est aujourd'hui votre préoccupation principale ? »  
- Le trafic de drogue. Car il n'affecte pas seulement notre situation économique ; il finance le terrorisme. Sans les narco, la lutte contre les organisations subversives et d'abord contre le Sentier lumineux serait plus facile.

« Estimez-vous que ce trafic est en augmentation ? »

- Il est stationnaire. Nous avons marqué des points importants grâce à l'aide de l'étranger et d'abord des Etats-Unis, mais c'est insuffisant. L'élément nouveau et positif est le rapprochement des autorités avec les paysans producteurs de coca, la matière première de la cocaïne. Les cocaneros ne sont plus nos ennemis, ils ne sont plus les alliés des narco et des terroristes. Ils sont résolus à changer d'activité mais cela implique une modification de tout le système de production dans les régions affectées et d'abord dans la vallée du Huallaga. Nous ne disposons malheureusement pas des moyens modernes pour lutter contre les trafiquants. Il conviendrait d'installer un réseau régional de contrôle radar pour détecter les avionsnettes des narco, les pourchasser et les capturer.

« Pensez-vous que la lutte des autorités colombiennes contre le cartel de Medellín a favorisé une dissémination des laboratoires de production de cocaïne en Amérique du Sud ? »

- Sans doute. On a pu noter des infiltrations mais pas d'une grande ampleur, du moins au Pérou et

pour le moment. Nous n'avons pas repéré de grand laboratoire. La lutte contre le fléau de la drogue doit être internationale. C'est le bon sens. En ce qui nous concerne, l'ac-



cord que nous avons signé en mai dernier avec les Etats-Unis (1) doit être complété dans les six mois.

Pas de soldats américains au Pérou

« Y a-t-il déjà du personnel militaire nord-américain dans les zones concernées par le trafic ? »

- Absolument pas. Pas de bérets verts au Pérou, pas d'opérations militaires comme en Bolivie. Pour le moment, il y a seulement coopération entre la DEA, l'agence américaine chargée de la lutte contre le trafic de drogue, et la police péruvienne anti-drogue. Ce qu'il faut bien comprendre, en revanche, c'est qu'on ne peut pas dissocier le trafic de la subversion terroriste. Il faut donc gagner la population à notre

cause. Un simple programme de substitution de la coca ne mènerait à rien, nous en avons fait l'expérience, et une éradication brutale des champs de coca ne provoquerait que des drames. Ce qu'il faut, c'est créer les conditions d'une économie de marché, construire des routes avec l'aide de l'armée, les protéger, rechercher la commercialisation des produits tropicaux comme le bois précieux, café, cacao, huile de palme ou les fruits. Pendant mon voyage en Europe, je compte prendre des contacts avec des sociétés internationales intéressées.

« On parle beaucoup de la nouvelle stratégie anti-subversive du gouvernement. En quoi consiste-t-elle ? »

- La défense de la légalité ne peut pas se faire seulement par les armes des militaires ou des policiers. Pendant des années, on a privilégié cet aspect sans que personne, apparemment, ne s'aperçoive des dangers d'une telle politique. C'est très grave. Il faut combattre le Sentier lumineux sur son terrain, lui arracher des populations qu'il peut contrôler par la terreur. Le terrorisme ne va plus bénéficier du climat mou qui était celui des gouvernements démocratiques faillards de ces douze dernières années. Je le dis. Le peuple péruvien a supporté une avalanche de malheurs : l'hyperinflation, le terrorisme, le trafic de drogue, la corruption, les tremblements de terre, le choléra, les désastres naturels. Mais il est resté debout et il se bat. Le Sentier est revenu aux méthodes barbares de ses débuts, l'intimidation ; les meurtres. Il assassine les dirigeants des clubs de mères, des organisations populaires, des religieux, des coopérateurs étrangers. C'est la terre brûlée, le nihilisme, une réaction désespérée, pas une progression. Nos services de renseignements sont de

plus en plus performants. L'armée est engagée dans des actions civiles de développement. Avant, quand un village était occupé par le Sentier, même brièvement, on décrivait en haut lieu que tous les habitants étaient « senderistes » et on réprimait sans discrimination, d'où les massacres collectifs. Ces méthodes sont terminées.

« Il reste que le Congrès américain fait dépendre l'aide des Etats-Unis du strict respect des droits de l'homme... »

- Sans doute. Il y a eu des bavures. Par des éléments qui ont échappé au contrôle de leur hiérarchie, du commandement policier ou même militaire. Il y a encore des progrès à faire.

« Les organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme sont très critiques sur le Pérou et dénoncent ce que vous appelez des bavures. »

- Je condamne les violations des droits de l'homme avec énergie. Je condamne les responsables. La persécution se fera avec la loi dans la mesure. Mais je critique les organisations qui dénoncent seulement les excès commis par les forces de l'ordre et qui font le silence sur les atrocités perpétrées par les subversifs, Sentier lumineux et MRTA. C'est leur obligation de tout dénoncer. La seule guerre n'est pas à sens unique. Dans la nouvelle stratégie anti-subversive, les forces armées sont à l'avant-garde de la lutte pour le développement et la justice sociale. Et le Pérou, qui vient de réintégrer la communauté financière internationale, entend aussi se réinsérer dans un monde de paix et de développement. Et pour cela, nous avons besoin de l'Europe. »

Propos recueillis par MARCEL NIEDERGANG

(1) Le Congrès américain vient finalement de donner son feu vert à une aide de 80 millions de dollars au Pérou pour la lutte contre le trafic de drogue.

La Ve République :

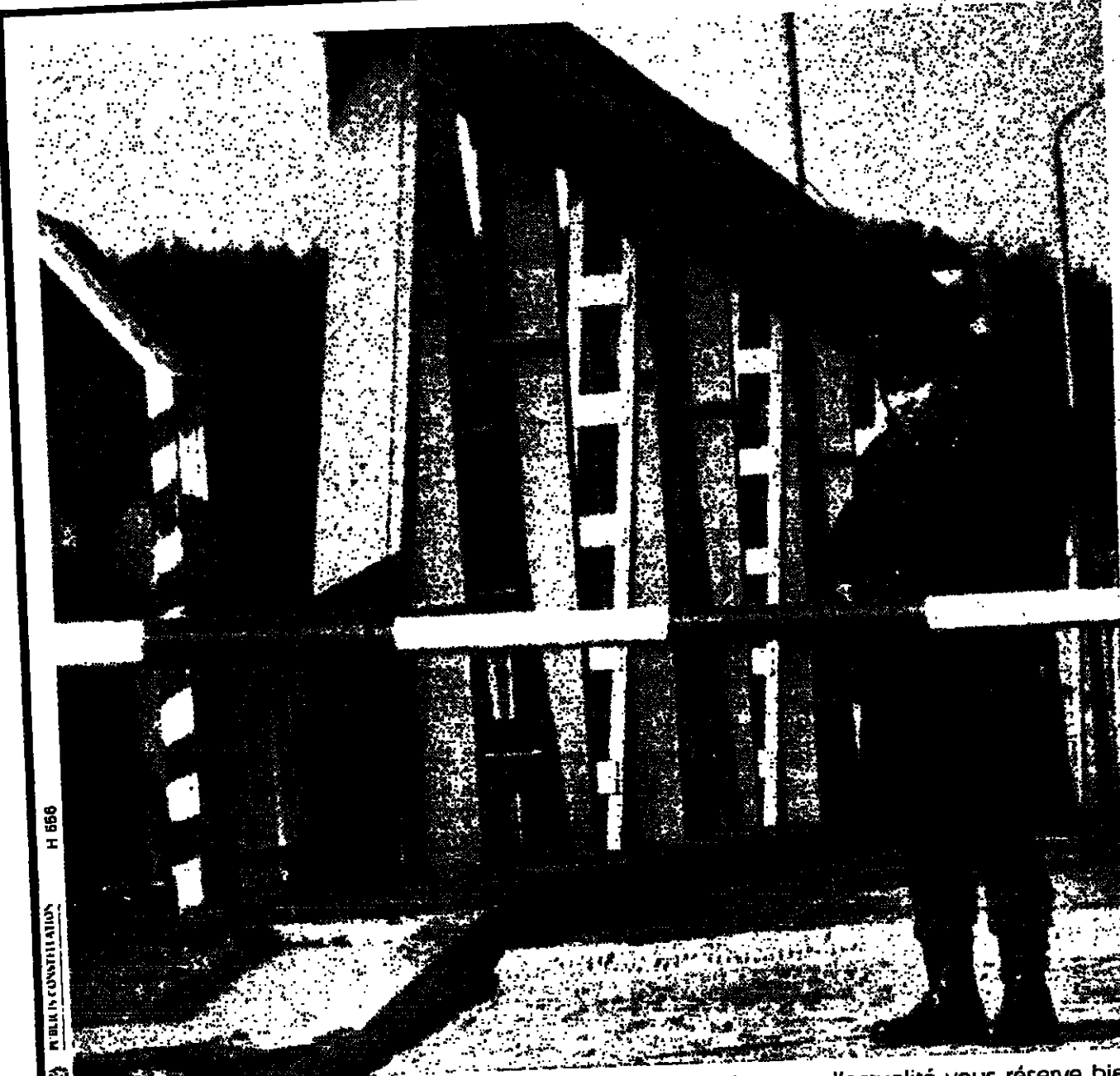
compromis

ou

modèle ?



DALLOZ - LES INDISPENSABLES



Ce ne sont pas des problèmes de frontières qui doivent vous arrêter.

photo: N. OUIDU / GAMMA

Que vos clients soient en France ou à l'étranger, l'actualité vous réserve bien des surprises, bonnes et mauvaises. Aujourd'hui, avec EUREXEL, ne profitez que du meilleur. EUREXEL conjugue les compétences de la SFAC et de la COFACE pour protéger vos crédits dans le monde entier. Pour des indemnités encore plus élevées et encore plus rapides, adoptez le contrat EUREXEL PLUS. EUREXEL - 48 rue Pierre Charron. 75008 PARIS

SFAC  
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ASSURANCE CRÉDIT

COFACE

telephone: (1) 47.20.50.06.

X  
EUREXEL

AUSSI LOIN QU'IRONT VOS AFFAIRES.



lu Pérou

ne sont  
des problèmes  
frontières  
doivent  
s'arrêter.

X  
EUREXEL

## DIPLOMATIE

A sept semaines du sommet de Maastricht

### La France veut lutter contre l'«europessimisme» ambiant

A sept semaines du conseil européen de Maastricht (Pays-Bas), qui devrait déboucher sur la signature d'un traité d'union économique, monétaire et politique, la France veut lutter contre la frilosité ambiante. Le ministre des affaires européennes dénonce les «dérives» de certains propos.

Le ministre délégué chargé des affaires européennes, M. Elisabeth Guigou, au cours d'un point de presse informel, mardi 22 octobre, n'a pas caché le plaisir avec lequel elle venait d'entendre la proclamation de la République sur France Inter. Non pas qu'elle ait eu le moindre doute sur son credo européen, a-t-elle précisé, mais parce que, dans le contexte ambiant, quelque peu émollient pour l'idée européenne, «la fermeté de l'engagement européen» du chef de l'Etat participe, selon elle, d'une saine et utile pédagogie.

A sept semaines de l'important conseil européen de Maastricht, qui devrait déboucher sur une

union à la fois politique et économique, le ministre s'inquiète, en effet, du climat actuel qui tend à faire de la Commission de Bruxelles le «bouc émissaire» des difficultés du moment : de l'affaire De Havilland jusqu'aux questions agricoles en passant par le problème de l'évolution du budget communautaire.

L'impossibilité dans laquelle se trouvent, pour l'instant, les Douze de tracer la voie d'un règlement pacifique en Yougoslavie n'est pas de nature, non plus, à redorer le blason de l'Europe. S'agissant de la Commission, M. Guigou a rappelé, comme elle l'avait fait au Sénat en réponse à une question orale (le Monde du 10 octobre), que le conseil était également corresponsable d'un certain nombre de décisions et qu'il était trop facile de faire porter à la seule Commission la responsabilité de décisions contestées.

Elle souhaite lutter contre cette forme d'«europessimisme» qui traduit le besoin de «se repaître frileusement sur soi». Comme devant les sénateurs, elle a également vivement regretté les «dérives» du langage politique et les «propos

simples» de certains. «Nous devons collectivement réagir», estime M. Guigou, qui poursuit sa croisade pour qu'une meilleure information sur l'Europe rende plus difficiles les débordements «démagogiques».

En reconnaissant que, dans ce domaine, «l'expression gouvernementale rencontre vite ses limites», elle a annoncé la tenue à Paris, en janvier prochain, de deux journées nationales consacrées à l'Europe, notamment sur le thème de l'identité nationale face à l'Europe. Ces rencontres seront ouvertes au monde politique, culturel, économique et social.

#### Approfondir puis élargir

L'enjeu est d'autant plus important, considère M. Guigou, que les événements à l'Est ont renforcé le sentiment de «l'urgence européenne». En une autre époque, il eût été envisageable de laisser du temps au temps. Mais, compte tenu des bouleversements actuels, il est essentiel pour l'Europe que, sur le plan de la politique étrangère et de sécurité, Maastricht représente «une étape significative» dans le processus d'approfondissement européen à douze.

Il s'agit donc, au-delà des «visions idéalistes» d'un certain «romantisme» (dont les Allemands ne sont pas toujours exempts quand ils songent à l'élargissement de la CEE à l'Est), d'avancer résolument pour que cette ville des Pays-Bas devienne demain le symbole d'une étape essentielle pour l'Europe communautaire. Cet approfondissement est la clé de voûte du futur élargissement de la Communauté : «Il faut approfondir tout en donnant une perspective à l'élargissement», affirme le ministre.

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, ne dit pas autre chose quand il explique que le conseil européen de décembre est «une échéance vitale» et que «la Communauté telle qu'elle est n'est pas suffisamment armée pour répondre au défi de la Grande Europe. Elle ne pourra le faire et se donner la capacité de s'ouvrir plus largement à l'extérieur qu'en s'approfondissant à l'intérieur» (1).

PIERRE SERVENT

(1) Tribune publiée par la revue *Bénédictine*, numéro d'octobre-novembre.

#### EN BREF

■ AUSTRALIE : grève générale en Nouvelle-Galles du Sud. - Pour la première fois depuis soixante-quinze ans, une grève générale a paralysé, mardi 22 octobre, l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud (NSW) et sa capitale Sydney. Le mouvement a été violemment dénoncé par le gouvernement conservateur de l'Etat. Ses promoteurs entendaient protester contre l'introduction d'une nouvelle législation du travail. Parmi les points les plus controversés de la loi figurent la suppression du *close shop* (syndicalisation obligatoire) et le renforcement des accords d'entreprise au détriment des accords de branche. - (UPI).

■ CONGO : interpellation d'un officier de marine soviétique. - Recherché par Interpol, M. Nicolas Levin Andreievitch, de nationalité soviétique, capitaine d'un bateau battant pavillon chypriote, a été interpellé à Pointe-Noire par la police congolaise, a rapporté, mardi 22 octobre, la radio nationale. L'officier de marine aurait accepté, il y a deux ans, à la demande de la police sénegalaise, d'abandonner sur un radeau de fortune, au large de Dakar, cinq Mauritanais qui ne remplissaient pas les conditions d'entrée au Sénégal. L'un d'eux avait péri en mer. - (AFP, Reuter).

■ ETHIOPIE : un charnier découvert dans une prison. - Les dépouilles de soixante et onze personnes, tuées sous le régime du président Mengistu, ont été retirées des latrines d'une prison, à Debre Berhan, à l'est d'Addis Abeba, a rapporté mardi 21 octobre la télévision nationale. Les victimes seraient des étudiants incarcérés à la fin des années 70. - (Reuter).

■ KENYA : les placements à l'étranger représenteraient la moitié de la dette extérieure. - Selon divers économistes, hommes d'affaires ou membres de l'opposition, le montant des fonds placés à l'étranger par les Kényans dépasserait les 80 milliards de shillings, soit environ 3 milliards de dollars. Cette somme représente la moitié de la dette extérieure du pays. Les détournements de fonds et la corruption, à grande échelle, avaient motivé la suspension de l'aide danoise, annoncée la semaine dernière (le Monde du 17 octobre). Le président arap Moi a lancé, dimanche 20 octobre, un appel à ses concitoyens pour qu'ils rapatrient leurs avoirs à l'étranger, avec officiel des difficultés de l'économie kényane. - (AFP).

■ NIGER : trois mille réfugiés tchadiens ont quitté le pays. - Quelque 3 000 Tchadiens, réfugiés au Niger depuis onze mois à la suite du renversement du président Hissène Habré, ont quitté la région frontalière de Diffa dans la plus grande discrétion, au cours du week-end, a indiqué mardi 22 octobre la radio nigérienne. Leur destination n'a pas été précisée ; pour certains il s'agit du Tchad, pour d'autres de la Libye. - (AFP, Reuter).

■ JAPON : la reine Beatrix des Pays-Bas rappelle au Japon les crimes de guerre commis contre des Hollandais. - En visite officielle au Japon, la reine Beatrix des Pays-Bas a, le mardi 22 octobre, en présence de l'empereur Akihito, rappelé de façon plus abrupte que ne l'aurait prévu le protocole, les crimes commis par le Japon durant la dernière guerre à l'encontre de ses compatriotes. Plus de 20 000 d'entre eux, capturés en Indonésie, alors colonie des Pays-Bas, ont disparu dans des camps nippons. Plus de la moitié étaient des civils, qui sont morts de faim. - (AFP, UPI).

■ HAITI : visite du Père Aristide en France et en Suisse. - Le président haïtien le Père Jean-Bertrand Aristide, renversé le 30 septembre par un coup d'Etat, devait quitter mercredi 23 octobre Caracas, où il a trouvé refuge, pour se rendre en Suisse et en France, a annoncé le ministre vénézuélien des relations extérieures. Le Père Aristide, qui espère pouvoir discuter de la situation de son pays avec les autorités françaises, se rendra à Genève jeudi, à l'invitation du Conseil oecuménique des Eglises. - (AFP, AP, Reuter).

## AFRIQUE

ZAIRE : après émeutes et pillages

### Plusieurs centaines d'Européens ont été évacués de Lubumbashi

La vague d'émeutes et de pillages qui a ravagé Lubumbashi, capitale de la province minière du Shaba, dans la nuit du lundi 21 au mardi 22 octobre (nos dernières éditions du 23 octobre), a conduit la plupart des Occidentaux à quitter le pays. Environ la moitié des 1 000 à 1 400 Européens résidant à Lubumbashi (essentiellement des Belges et des Français) ont été évacués, mardi après-midi, par des avions de l'armée belge. Quelque 400 d'entre eux étaient attendus, dans la nuit de mardi, à Brazzaville, capitale du Congo.

Selon la télévision zairoise, d'autres localités de l'ex-province du Katanga, dans le sud-est du pays, ont été le théâtre d'émeutes analogues - Likassi et Kolwezi, notamment. Le Shaba, dont est originaire M. Nguz Karl I Bond, un des principaux chefs de file de l'opposition, n'a pas été la seule province à être touchée par les pillages. Certaines localités, comme Mbuji-Mai, située dans la province voisine du Kasai, fief du premier ministre limogé, M. Etienne Tshisekedi, ou comme Kisangani, capitale-fantôme du haut Zaire, dans le nord-est, ont connu, elles aussi, des drames identiques.

A Kinshasa, déjà dévastée par les pillages des 23 et 24 septembre, des heurts ont opposé, dans la matinée de mardi, manifestants et soldats de la garde civile, dans différents quartiers populaires. Aucune victime n'a cependant été signalée. Les mili-

taires belges, qui ont assuré l'évacuation des Européens de Lubumbashi, sont moins d'un millier, présents surtout dans la province du Shaba. Il n'en reste qu'un petit nombre dans les autres villes, déjà presque totalement évacuées, après la première vague d'émeutes de septembre. La situation reste d'autant plus précaire qu'aucune solution politique ne semble devoir se dessiner rapidement. Depuis un mois, le Zaire est sans gouvernement. Les partis de l'opposition, réunis mardi à Kinshasa, ont renouvelé leur confiance à M. Tshisekedi - révoqué par le président Mobutu - et l'ont confirmé comme candidat au poste de premier ministre. - (AFP, Reuter).

MAROC : devant le comité des droits de l'homme de l'ONU

### Les représentants de Rabat affirment que la question des militaires détenus est «en voie de règlement»

GENÈVE

de notre correspondant

Le comité des droits de l'homme de l'ONU, composé d'experts indépendants, réuni à Genève pour une session de deux semaines, s'est intéressé, mardi 22 octobre, à la situation au Maroc. Lors de sa précédente session, en juillet, la délégation de Rabat avait refusé de s'engager à cause de la présence de caméras de télévision.

Cette fois-ci, un compromis avait été trouvé : une seule caméra filmait les débats depuis une galerie où avaient pris place le ministre M. Abdelmoumen Diori, opposant au régime de Hassan II.

Le représentant du ministère marocain de la justice, M. Atmani, a indiqué que la

suite des tentatives de coup d'Etat, en 1971 et 1972, était «en voie de règlement».

ISABELLE VICHNIAC

Des prix à vous faire partir !

THAILANDE

prix à partir de

8760 F

Transport A/R compris

Mini-circuit

10 jours de Plein temps 4 nuits

Séjour Penthouses, 3 nuits Orchid Lodge

VO

Tél. : 40 53 07 11

181, bd Poirene, 75017 PARIS

Saddam Hussein continue à défier la communauté internationale en détenant toujours 2 101 Koweïtiens innocents parmi lesquels des enfants, des femmes et des vieillards.

En nous aidant à libérer nos Koweïtiens prisonniers en Irak, nous consolidons ensemble le droit international.

Comité chargé de la défense des Koweïtiens prisonniers en Irak

2, rue de Lubeck - 75016 PARIS

Le Monde  
EDITIONS  
LES GRECS, LES ROMAINS ET NOUS  
L'Antiquité est-elle moderne ?  
TOME I : MYTHES ET HISTOIRES  
Roger-Pol Droit  
EN VENTE EN LIBRAIRIE  
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
Le Monde  
DES LIVRES





## SUR LA PAIX AU CAMBODGE

### Le plongeon dans l'inconnu

Suite de la première page

Les «casques bleus» auront déjà la tâche bien malaisée de rendre effectif un cessez-le-feu appliqué, en principe, depuis le 1<sup>er</sup> mai sur un territoire peuplé de huit à neuf millions d'habitants, dont plusieurs régions, couvertes de forêts denses, sont très difficiles d'accès et dont la superficie est de plus de 180 000 kilomètres carrés. L'accord est avant tout politique et une vigilance permanente sera indispensable pour que les parties en présence soient contraintes de le respecter.

Ce qui pose avant tout le problème des Khmers rouges, partie prenante à l'accord et qui comptent déjà deux représentants, MM. Khieu Samphan et Son Sen, au sein du Conseil national suprême (CNS). Dès la fin de 1988, alors que le corps expéditionnaire vietnamien n'avait pas encore évacué le Cambodge et que les négociations demeuraient dans l'impasse faute d'un rapprochement sino-vietnamien, M. Pol Pot avait défini la ligne que les Khmers rouges appliquent depuis.

Le plan de M. Pol Pot

Ces derniers ont annoncé l'abolition du PC et leur conversion au multipartisme et à la démocratie. Mais tout indique qu'ils suivent la

stratégie de reconquête du pouvoir élaborée par celui qui fut le maître du Cambodge de 1975 à 1978 et qui passe pour demeurer le principal animateur du mouvement.

M. Pol Pot estime que, dans la phase actuelle de lutte politique imposée par des circonstances défavorables, les Khmers rouges doivent concentrer leurs attaques contre les «exploiteurs» et les «capitalistes». Pour renforcer leur emprise sur le monde rural, il leur faut une représentation au sein de l'Assemblée nationale - de 20 % à 30 % des sièges - et un pied dans l'administration. Ils doivent avoir leurs propres banques et maintenir d'étroites relations économiques avec la Thaïlande, les zones qu'ils tiennent le mieux, dans les frontières du royaume. Il leur faut également maintenir de bonnes relations avec la Chine, autre «allié stratégique», ce qui expliquerait la souplesse dont les Khmers rouges ont fait preuve dans la négociation.

Bref, une partie de l'élite et des forces des Khmers rouges demeureront dans la clandestinité tandis que le mouvement s'efforcera d'exploiter les faiblesses des autres formations, notamment la corruption rampante, pour pénétrer l'administration et tenter ainsi, par d'autres moyens, de reprendre le pouvoir. Tout en admettant que «certains exilés» ont été commises de 1975 à 1978, la direction khmère rouge estime toujours que son passage au

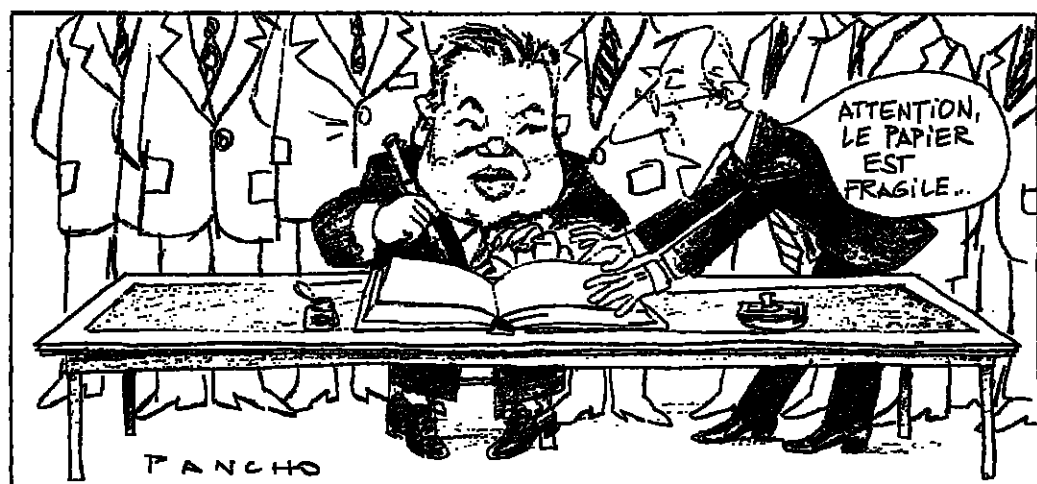
pouvoir a été l'âge d'or de l'histoire du Cambodge.

Pour beaucoup, l'intervention de l'ONU et le retour du prince Sihanouk, que les Khmers rouges peuvent difficilement taxer de complicité avec le Vietnam, ont donc pour principal objectif d'empêcher que cette reconquête du pouvoir se réalise. Faute d'un compromis sur le dos des Khmers rouges, que la Chine n'aurait pas accepté, il s'agit donc de tenir en laisse et, si possible, de réduire un mouvement certes affaibli mais qui a encore quelques profondes racines dans la société khmère. Les milliers de fonctionnaires et de «casques bleus» de l'ONU auront tout pour tâche de créer les conditions du non-retour des Khmers rouges au pouvoir.

Le véritable pari d'un règlement international à la fois boiteux et coûteux est d'obtenir l'évanouissement à terme d'un mouvement politico-militaire qui a joué un rôle de premier plan dans l'histoire récente du pays. Et qui aurait donc, si cet objectif est atteint, signé son arrêt de mort le 23 octobre. Dans la fluidité de la situation actuelle, l'ambition n'est pas mince.

#### Un environnement radicalement différent

Même si le HCR, le Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU, organise au mieux le retour de quelque trois cent mille réfugiés, une bonne partie de ces derniers, habitués à l'assistance, ne resteront pas sur les terres qui leur auront été allouées. Des précédents suggèrent qu'après avoir croulé pendant douze ans dans des camps en Thaïlande, où bon nombre de leurs enfants sont nés, même les paysans reprendront difficilement



leurs anciennes activités. En outre, la plupart ne pourront pas rejoindre leur village d'origine, dont les terres ont été occupées depuis longtemps. De nombreux réfugiés devraient donc, après quelque temps, se retrouver à la périphérie de villes dont ils gonfleront inévitablement la masse des chômeurs que la démobilisation des forces armées aura déjà renforcée.

Il est difficile de mesurer l'impact d'une forte présence étrangère pendant au moins quinze mois et sans doute davantage. Elle va créer des emplois et, si la paix est relative, un gros effort de reconstruction sera entrepris. Avec la levée annoncée de l'embargo américain, il sera facile de régler la dette (39 millions de dollars) du Cambodge au Fonds monétaire international. L'assistance des grands organismes de crédits internationaux est assurée.

Pour sa part, le Japon a déjà affiché l'intention de nourrir un effort exceptionnel de reconstruction. La France, de son côté, est déjà active. A court terme, cependant, l'intervention étrangère risque également de renforcer les disparités déjà criantes entre une petite minorité, qui s'est déjà visiblement enrichie ces dernières années, et la grande masse des gens qui vivent nettement au-dessous du seuil du revenu à la campagne et même à Phnom-Penh.

Coupé du reste du monde sous le règne des Khmers rouges, placé en quarantaine pendant la longue période d'occupation vietnamienne qui a suivi, le Cambodge va se retrouver, d'ici quelques semaines, dans un environnement radicalement différent. Une multitude de troupes et d'experts étrangers participeront, directement ou indirectement, à sa gestion, contribuant à

calmer le jeu entre factions militaires, à lutter contre le banditisme, à réinstaller réfugiés et personnes déplacées, à nourrir la population, à reconstruire une infrastructure dévastée et même à tenter d'y recenser un corps électoral.

Cette influence sera très sensible - et ne peut être que positive - dans les centres urbains et, à un moindre degré, à leurs alentours. Ailleurs, à la périphérie du Cambodge utile, on jouera sans doute au chat et à la souris. Les Khmers rouges, présents un peu partout, tenteront d'être les maîtres d'un jeu qui consistera à défaire le lendemain ce qui s'est fait le jour même. Y réussiront-ils? Le pari est que le carcan peut être assez solide pour leur couper peu à peu les ailes.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## L'OUVERTURE : LA LIBERTÉ DES CHOIX.

L'ouverture, c'est vous garantir tous les services de votre société. Prenez rapidement contact avec nous pour découvrir tous les bénéfices de "The Open Advantage".

une liberté de choix et surtout pouvoir respecter ceux-ci. Pour cela, nous avons développé des milliers de solutions avec nos collaborateurs et nos partenaires dans le monde entier. Nous nous impliquons fortement dans les organismes chargés de la mise au point des nouvelles normes. Nous multiplions les échanges technologiques et les concessions de licences. C'est aussi cela "The Open Advantage". Vous voulez offrir à vos collaborateurs un accès plus large aux informations qui leur sont nécessaires et vous souhaitez que chaque application soit disponible pour nous le partagerons avec vous. Quelle que soit votre décision, nous sommes en mesure de vous conseiller et d'intervenir sur plus de 8 000 produits de 800 marques différentes. Cette ouverture de choix, c'est encore un atout de "The Open Advantage".

digital™

Logo Le logo Digital™ est une marque déposée de Digital Equipment Corporation.

### Les Khmers rouges veulent démanteler l'administration de Phnom-Penh

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Tout en présentant l'accord de Paris comme une victoire historique, les Khmers rouges ont appelé, mardi 22 octobre, au démantèlement de l'administration actuelle de Phnom-Penh. Leur radio a ajouté que les Vietnamiens «ont pas encore renoncé à leur ambition d'annexer le Cambodge et de l'intégrer au sein de leur fédération indochinoise».

Les Khmers rouges estiment que leur victoire n'est que «préliminaire» et que de nombreuses tâches demeurent. La priorité, disent-ils, est l'union entre Cambodgiens afin de poursuivre l'offensive en vue de démanteler et de dissoudre au maximum, dans les villages, les communes, les districts et les provinces, tout type d'autorités mises en place par les agresseurs vietnamiens pour les remplacer, à tous les niveaux, par des «conseils nationaux».

Entre-temps, en territoire thaïlandais, la situation demeure très précaire au camp de réfugiés de Site-8, contrôlé par les Khmers rouges. Ces derniers se sont engagés, la semaine dernière, à ne pas procéder au rapatriement forcé vers les zones qu'ils contrôlent au Cambodge des quelque quarante-trois mille pensionnaires du camp. Mais des

témoins étrangers, qui travaillent pour des organisations humanitaires, ont affirmé mardi que les réfugiés de Site-8 n'avaient reçu aucune garantie contre un rapatriement forcé et que les administrateurs convoqués le 30 septembre par le commandement khmère rouge n'avaient toujours pas répondu. En outre, ils ont constaté la présence, de nuit, de soldats khmers rouges à l'intérieur et aux alentours du camp.

Selon différentes sources, les Khmers rouges prévoient d'évacuer la population, du 20 au 23 octobre, vers une zone qui serait infestée de mines et où le paludisme sévirait. Aucun préparatif sérieux - stocks de nourriture et de médicaments - n'aurait été entrepris en vue de l'accueil des réfugiés. Les organisations humanitaires redoutent que les Khmers rouges se soient contentés, face aux protestations, de reporter le transfert.

Le commandant thaïlandais sur la frontière a déclaré mardi au quotidien The Nation qu'«un nombre substantiel de civils cambodgiens dans les camps de la frontière, en particulier à Site-8, ne veulent pas retourner au Cambodge maintenant parce que leur sécurité n'est pas garantie». Il a ajouté que les forces thaïlandaises locales avaient été placées en état d'alerte, au cas où des réfugiés tenteraient de s'évader de Site-8.

J.-C. P.

## AMÉRIQUES

CHILI : lors de sa visite officielle

### Le chancelier Kohl a évoqué le sort de la colonie allemande «Dignidad»

SANTIAGO

de notre correspondant

En visite officielle au Chili du samedi 19 au mardi 22 octobre, le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, a exprimé son soutien à la politique de démocratisation menée par le président Patricio Aylwin. Devant les journalistes, les deux dirigeants ont évoqué la discrète demande d'asile de l'ancien numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, que le Chili a rejeté (le Monde du 23 octobre), ainsi que le sort de la colonie allemande «Dignidad», située à 350 km au sud de Santiago. A ce sujet, M. Kohl s'est déclaré partisan «d'abattre tous les murs construits par ceux qui ont quelque chose à cacher». Or, le mur qui protège la mystérieuse enclave de Dignidad est encore debout, au grand dam des défenseurs des droits de l'homme, qui ont pu établir que des dizaines de prisonniers politiques y furent torturés et

exécutés par la police politique du régime militaire.

Le décret pris en février par le gouvernement chilien, par lequel ce domaine agricole exploité depuis 1961 par trois cents ressortissants allemands a été privé de sa personnalité juridique, n'a pas suffi à démanteler ce «petit Etat dans l'Etat», et c'est la justice qui devra trancher. Quoi qu'en dise aujourd'hui le chancelier allemand, Dignidad a bénéficié de la protection de Bonn jusqu'à la défaite du général Pinochet au plébiscite de 1988. Pour quelles obscures raisons? La colonie s'est-elle prêtée à des trafics en tout genre. L'hypothèse n'est pas gratuite, puisque le président de «l'association des amis de Dignidad» en Allemagne n'est autre que M. Gerhard Mertins, un important négociant en armes d'outre-Rhin que l'on dit proche des services de contre-espionnage (BND) de la République fédérale.

G. B.

**L'opposition fait feu de tout bois  
contre l'« immobilisme » présidentiel**

M. Mitterrand a écu-  
M. Lacombe répéter que la F  
ne devait pas « laisser se délab

M. Mitterrand continuera de «aider» en coulisse M<sup>me</sup> Crémieux comme il le fait depuis la ren-

Cette prise de position de l'ancien premier ministre tend à combler l'isolement actuel du président de la République, accusé dans le meilleur des cas d'être sourd, aveugle et dans le pire d'être inconscient des réalités. M. Mitterrand, apparemment, n'est à ce point ignorant surtout pas qu'il n'a fini de s'entendre reprocher par ses adversaires de vivre « hors temps » — selon l'expression du président du groupe RPR, M. Besson. — Pons — au moment où il s'apprête, samedi, son soixante-troisième anniversaire.

voir socialiste» est «à bout de souffle». M. Mitterrand, à-t-il dit, «est apparu sans projet : il répond aux attentes du pays».

Le président du CDS, M. F. Méhaignerie, s'est dit «choqué» par les propos du chef de file sur les agriculteurs, propos rétorqués, selon lui, de la «méconnaissance» et de l'«incompréhension» de leur auteur, ainsi que d'une «incapacité, hier comme aujourd'hui, à apporter des réponses à une situation dramatique de millions de familles». Selon le député d'Yveline, «on doit refuser tout

M. Bayrou a les souvenirs de la culture. M. Jean-Marie Le Pen ceux de son pays. Ce président a été élu grâce à son refus d'appuyer la police pour gouverner, déclarant le chef du Front national, M. Mitterrand a bouclé la France, il est redevenu ministre de l'Intérieur de la IV<sup>e</sup> République. Tous ces jeunes, M. Le Pen, les socialistes, députés (UDF-PR) de Vendôme tendu « le non » et satisfait du pape socialiste, qui est maître de toutes responsabilités et qui hâte entre aporisme le lieu commun ». Dans le même genre, l'alternative rouge et verte.

[illegible][illegible]

pas  
posi-  
ne-  
an-  
La  
de  
ex-  
tion  
rave  
ries  
er le  
», a  
oy a  
e la  
assi-  
ren-  
les  
et à  
fran-  
le la  
ussir

## Il n'y a pas de déclare le pr

# « crise sociale »

## premier ministre

signature de cet accord qui n'  
revient pas sur la ligne économique  
qui est celle du gouvernement.

Le premier ministre a déclaré  
d'autre part : « Je ne vis pas cette  
période difficilement. C'est un  
période comme nous en avons eu  
beaucoup. Il n'y a pas de quoi  
comme je l'entends quelquefois  
expliquer que nous sommes dans  
une période de « crise sociale. »

Interrogé sur les réactions  
à l'attention, qui estime que  
M. Pierré a parlé mardi en l'

Devant le soixante-quatorzième congrès de l'Association des maires de France, qui s'est ouvert le 22 octobre à Paris (le Monde du 20-21 octobre), M. Philippe M. Giraud, ministre de l'Équipement, a félicité d'avoir tenu ses engagements en prévision de la loi, comme promis, par le statut de l'élu local. Le ministre, en sons grés, lui a répondu que M. Michel Giraud, président (R) de l'Association, en rappelant que celle-ci réclame une telle réforme depuis de nombreuses années, a dit : « Mais comment accepter que collectivement les maires supportent une charge financière des retraites qui n'est pas la leur ? » M. Giraud a-t-il ajouté, alors que la fiscalité créée de nouvelles recettes ? L'Etat ? M. Marchand a précisé que l'Assemblée nationale a examiné la loi de finances pour 1981.

La France a regroupé sous un commandement unique ses moyens aériens nucléaires, qu'ils soient stratégiques ou préstratégiques, à la différence de ce qui existait jusqu'à présent où les unités concernées dépendaient, selon leurs missions, de deux états-majors distincts. Ce commandement est placé sous l'autorité du général de corps aérien Jacques Deveaud, le « patron » des Forces aériennes stratégiques.

- Le premier  
 - Le second  
 - Le troisième  
 - Le quatrième  
 - Le cinquième  
 - Le sixième  
 - Le septième  
 - Le huitième  
 - Le neuvième  
 - Le dixième

-soi  
 -aux  
 D N  
 et le  
 -stres  
  
 à la  
 -stres  
 sont  
 tant  
 -silo-  
 -nis-  
 a) et  
 -pro-  
 -silo-  
 -le de  
  
 -ient

## October 1991

- **PROCHE-ORIENT** : Palestine, par *Ignacio Ramonet*. - Rancœurs et craintes dans les communautés orientales d'Israël, par *Simone Bitton*.
- **UNION SOVIÉTIQUE** : Les Républiques tentées par l'autoritarisme, par *Bernard Frédéric*. - La Russie menacée, à son tour, de démembrement ? par *Marc Ferro*. - La troisième semaine d'août, par *John Berger*.
- **CEE** : L'Europe à l'heure et à la, par *Bernard Cassen*.
- **DÉVELOPPEMENT** : Être comme eux, par *Eduardo Galeano*. - Trompe-l'œil et fausses ruptures, par *Jacques Decornoy*. - "Pérou « ajusté », Péruviens écrasés", par *Michel Chossudovsky*.
- **ÉCONOMIE** : Puissance et crise des géants américains de l'assurance, par *Frédéric F. Clairmonte*.
- **CULTURE** : La littérature congolaise, par *Ivan-Michel Devesa*.

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

signature de cet accord qui ne revient pas sur la ligne économique qui est celle de l'« indépendance ».

Le premier ministre a déclaré d'abord : « Je ne vis pas cette période difficilement. C'est une période comme nous en avons vécue beaucoup. Il n'y a pas de quoi se plaindre, comme je l'entends dans les journaux. Expliquer que nous sommes dans une période de crise sociale ».

Interrogé sur les réactions de l'opposition, qui estime que M. Altmanard a parlé mardi en lieu et place du premier ministre, M. Cresson a affirmé : « Le président de la République dit ce qu'il entend de dire. Ce n'est pas nécessaire pour le pays. C'est le chef de l'Etat qui trouve tout à fait normal qu'il s'exprime dans une période d'agitation où les gens effectivement s'interrogent ».

« Je voudrais vous assurer sur ce point, dit-il, que le gouvernement qui dirige le premier ministre, qui dirige le gouvernement », ajouta M. Cresson, avant de préciser : « Ce n'est pas parce que je parle pas sans arrêt, que je ne travaille pas sans arrêt, que je ne somme pas le train de progresser. (...) Nous pensons de cette manière, qui n'est pas une manière tapageuse, mais que moi je ne fais pas de la politique-spectacle. Contribuer à la solution de la France d'une façon la plus normale d'interrogation, c'est tout à fait normal ».

**BBC**  
**ENGLISH**

**L'ANGLAIS DE LA BBC**  
1 livre + 2 audiocassettes  
**199 F\***  
Renseignements gratuits  
sur demande  
**ÉDITIONS-BUCHES BBC (M)**  
8, rue de Berni, Paris 8  
**45-62-44-24**  
\* PLUS PORT

c) Quatre ans de prison pour militants présumés d'Isparretarak. Le tribunal correctionnel de Van a condamné, mardi 22 octobre, Xavier Manterlos, militant du sumé d'Isparretarak, à quatre années de prison et deux ans d'interdiction de séjour en Pays bas. Cet ami de Philippe Basset a été jugé, le 24 septembre, pour « association de malfaiteurs et tentative de destruction » (*Monde* du 23 septembre) après un attentat contre une agence in-bilière. Cette condamnation, *si extrêmement sévère* par rapport aux et la déstabilisation des militants alors que, samedi 10 octobre, est organisée à Bay une manifestation de solidarité avec les militants de la cause qui incarcérés.

(FAS). Cette décision est présentée comme une source officielle comme une volonté du gouvernement français d'affirmer clairement, au regard de l'ensemble de la communauté internationale, la vocation des armes nucléaires à des fins préventives (dites encore « *déterritoriales* ») et de contribuer à l'ensemble du dispositif national de dissuasion.

Une telle initiative a pour conséquence d'éviter de ce point de vue l'usage des armes nucléaires à savoir une dissociation entre un « *découplage* » selon l'expression plus spécialement soviétique — entre armes stratégiques et armes tactiques, baptisées « *armes tactiques* » dans le champ d'application par les Américains. C'est cette distinction à la France refuse, au nom d'une trinité de la dissuasion qui fait nucléaire une panoplie formant tout homogène.

Sur un plan pratique, ce concept se traduit, depuis un mois maintenant, par l'intégration de la 4<sup>e</sup> brigade de chasse, basée à Lure (Haute-Saône), dans les FAS. L'unité, qui comprend trois escadrons de quinze Mirage 2000 N, a relevé précédemment des unités aériennes tactiques (FATAC), mais vouées à l'intercept

compléter la flotte actuelle des  
bardiers militaires. Mirage-25  
sont en service dans les FAS  
peuvent transporter le même  
armement que les semblables plus  
gros que le Mirage-2000.

A l'occasion du regroupement  
des moyens aériens et de  
dépôts d'armes nucléaires  
à l'étranger, de sous un  
commandement qui reste entre  
Taverny (Val-d'Oise), les FAS  
également réaménagés leur  
d'Alors, tous les avions ravitail-  
C-135 F, dont certains étaient  
à Mont-de-Marsan (Landes),  
rentrés à Paris. De même, les  
d'inspection des FAS, qui  
des personnes navigants et les  
piéniers sur la base de Bordeaux-  
Mérignac (Gironde), a été dis-  
missions ont été attribuées  
escadron renforcé de trois  
de l'IV qui est stationné à  
même base et qui, tout en  
chargé de la défense de la  
pour remplir des missions  
opérationnelles nucléaires et de re-  
sance stratégique, comme le  
apparaît.

Les FAS continuent, par d'administrer la base des missiles sol-sol stratégiques enfouis dans des silos fixés sur le plateau d'Albion, en haute

ent de  
leurs  
ou de  
même  
erré à  
S ont  
positif  
ailleurs  
t bésé  
ont été  
centre  
formait  
méca-  
ux-Mé-  
ux. Ses  
à un  
Mirage  
ur cette  
en étant  
demeure  
de bon-  
s autres

ailleurs,  
dix-huit  
ues S 3  
sur le  
rovence.



## POLITIQUE

### Un entretien avec M. Antoine Waechter

« Le national-égoïsme est à l'opposé des valeurs défendues par les Verts »

M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts, s'explique, dans l'entretien qu'il nous a accordé, sur la stratégie de son mouvement à l'égard du Front national et sur ses alliances éventuelles au lendemain des élections régionales.

« On vous reproche souvent de faire preuve de complaisance vis-à-vis de l'extrême droite. Ne prônez-vous pas vous-même le flanc à ces critiques en refusant, par exemple, de désigner le Front national des autres forces politiques ? »

« Certains malentendus ont été amplifiés par les fantasmes que des commentateurs développent à l'égard d'une formation politique, les Verts, qu'ils ne connaissent pas. Dès 1985, nous avons adopté une motion qui précise que les Verts feront tout pour empêcher la participation du Front national à un exécutif. D'autre part, quand on examine sérieusement les positions du Front national et les nôtres, on se rend bien compte qu'il y a une distance incommensurable entre les deux. Pour l'essentiel, le Front national fonde toute sa démarche sur la préférence nationale, sur la défense des privilèges de la nation. Ce national-égoïsme est à l'opposé des valeurs défendues par les Verts. »

« Pourquoi, dès que l'un de vos adhérents passe un accord avec vos concurrents de Génération Ecologie, est-il automatiquement exclu, quand, dans le même temps, l'un de vos responsables, condamné pour avoir écrit un texte antisémite, continue à participer à toutes vos réunions ? »

« Il faut savoir que la procédure d'exclusion est du ressort des régions et non du national, ce qui est de nature à compliquer parfois la gestion des problèmes. D'autre part, personne n'a été exclu pour sympathie à l'égard de Génération Ecologie. Mais nos statuts interdisent la double appartenance. Quant au cas que vous évoquez, celui de Jean Beire, il est assez complexe. Il était justifié de condamner son texte, mais non la personne elle-même, qui a fait la démonstration, de par son passé, qu'elle n'est ni raciste ni antisémite. »

« Constituer une majorité culturelle »

« Votre principe du « ni gauche, ni droite » ne s'applique-t-il pas, d'une certaine façon, au slogan « tous pourris » de M. Le Pen ? »

« Le principe « ni gauche ni droite » est la traduction des différences conceptuelles très fortes qui nous séparent des autres formations politiques. Ces dernières fondent l'essentiel de leur politique sur deux postulats que nous ne partageons pas. Le premier de ces postulats affirme le caractère illimité des ressources de la planète, d'où découle une logique économique fondée sur la recherche d'une croissance forte de la production matérielle. Nous opposons à cette fuite en avant une logique du partage : les ressources sont limitées, mais les inégalités entre le Nord et le Sud sont considérables et la pauvreté subsiste à l'intérieur de notre société ; seule une volonté de partage des richesses et du travail permettra de les résoudre. »

« Le second postulat, que nous mettons en cause, est celui selon lequel la technologie peut résoudre tous les problèmes. Ce n'est pas

vrai : la technologie ne peut que minimiser certains effets, reculer certaines limites, mais non supprimer les causes structurelles. Un exemple : ce n'est pas le pot catalytique qui résoudra le problème posé par l'explosion du transport routier et aérien. »

« Cette double réflexion nous conduit à des logiques économiques et sociales radicalement opposées aux logiques de la droite et de la gauche. De fait, nous nous situons en dehors du champ idéologique qui, depuis deux siècles, structure le paysage politique en droite et gauche. »



« Ceux qui vous connaissent savent qu'en effet vous prônez une remise en cause radicale de la logique productiviste. Croyez-vous que vos électeurs en ont bien conscience ? »

« Nous voulons d'abord constituer une majorité culturelle autour de nos idées, avant de disposer d'une majorité électorale. Pour cela, il faut faire en sorte que notre électeur adhère pleinement aux tenants et aux aboutissants de la pensée écologiste. Je note d'ailleurs une évolution positive : grâce à notre stratégie, nous avons désormais un électeur largement autonome qui ne se reporte, au second tour des élections, ni sur la droite ni sur la gauche. »

« Vous êtes prêt à passer des accords de partenariat au lendemain des élections régionales. Avec qui ? »

« Pour nous, l'important n'est pas de savoir avec qui, mais de savoir pour quoi faire. Ce seront les éléments non négociables que nous mettrons dans le contrat qui désigneront le partenaire possible. Je ne crois pas qu'il y ait aujourd'hui une seule formation capable de signer un tel contrat. Mais j'ai la conviction que les rapports de forces électoraux et l'implication de la pensée écologiste dans l'opinion publique sont de nature à faire évoluer rapidement l'une ou l'autre de ces formations au point d'en faire un partenaire possible. C'est exactement ce qui s'est passé en Allemagne : après des années pendant lesquelles l'ensemble de la classe politique a tiré à boulets rouges sur les Grünen, une formation, en l'occurrence le SPD, a adopté progressivement les thèses écologistes et, à partir de là, un partenariat contractualisé est apparu comme possible. »

« Empêcher une alliance avec le Front national »

« Peut-on imaginer les Verts associés avec les socialistes dans le Nord, avec l'UDF en Provence ou avec les centristes en Alsace ? »

« C'est parfaitement imaginable. Notre prochaine assemblée générale de Saint-Brieuc va débattre de l'attitude à adopter au moment du second tour, c'est-à-dire lors de la constitution des exécutifs régionaux. Personnellement, je défends l'idée d'un partenariat sur la base d'un contrat établi sans complaisance, dont la signature serait déjà une victoire. Et si nous ne trouvons pas de partenaires, hypothèse probable dans la majorité des cas, les Verts éviteront le blocage de l'institution, mais ils refuseront de participer à une majorité. »

« Dans ce cas, nous présenterons vraisemblablement notre propre candidat aux deux premiers tours de l'élection du président. Au troisième, qui se joue à la majorité relative, soit nous nous abstenons, soit nous adoptons une attitude qui permette d'empêcher une alliance avec le Front national. Cela pourrait nous conduire à favoriser l'élection d'un exécutif minoritaire, de gauche ou de droite, afin de le dissuader de passer alliance avec le Front national. »

« Aujourd'hui, tout le monde vous tend la main. Comment appréciez-vous les offres de services qui vous sont faites par le PS, le RPR ou l'UDF ? »

« C'est la reconnaissance du poids des Verts dans le paysage politique français. Toutefois, l'attitude qui consiste à l'envisager que la formation d'une majorité sans s'intéresser à la démarche programmatique n'est pas correcte. Les Verts n'entendent pas se limiter à minimiser les effets d'un système, ils veulent modifier le système, lui-même et faire disparaître les causes de la crise écologique. Je crois que les différentes formations qui envisagent une alliance avec les Verts ne se rendent pas compte que cela suppose de leur part une sacrée évolution dans leur approche des différentes politiques. »

« Regrettez-vous, comme le fait M. Brice Lakrande, la division des écologistes ? »

« Je conteste ce terme de division, qui suppose la séparation d'une partie d'un tout. Or, Génération Ecologie est une création de toutes pièces, constituée pour l'essentiel de socialistes, de radicaux

et de centristes. Cette formation est embryonnaire en termes de structures, elle est incapable d'élaborer une doctrine. D'ailleurs, s'il devait y avoir un processus d'élaboration d'une pensée cohérente, je serais curieux de voir comment que Lionel Stoléru ou Gabriel Cohn-Bendit, Jean-Louis Borloo ou Roger Winterhalter (1) pourraient s'entendre sur une ligne politique commune. En raison même de cette extraordinaire hétérogénéité, je ne crois pas à l'avenir politique de Génération Ecologie. En revanche, les véritables écologistes de ce mouvement pourront, un jour, trouver leur place chez les Verts. »

« Vingt mille adhérents en 1995 »

« C'est tout de même curieux d'observer dans un mouvement qui a le vent en poupe toujours autant de difficultés pour s'ouvrir sur l'extérieur. »

« Si le taux d'abstention n'est pas trop élevé aux élections régionales, nous sommes susceptibles de représenter 4 à 5 millions de Français en mars 1992. Or, les Verts comptent aujourd'hui moins de six mille adhérents. Ce rapport adhérents-électeurs est beaucoup trop faible. Notre nombre doit s'accroître. Mais nous devons en même temps éviter d'être noyés sous un flot d'opportunistes qui ne chercheraient qu'un label pour être mieux élus. Il ne faut pas que l'accroissement du nombre se traduise par un affaiblissement de notre identité. »

« Je pense qu'un succès aux élections régionales ou notre entrée à l'Assemblée nationale, en 1993, entraînera une nouvelle progression de nos effectifs, à l'image de ce qui s'est passé en 1989 après les élections municipales et européennes. Notre objectif est d'atteindre le chiffre de vingt mille adhérents en 1995. »

Propos recueillis par

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Ancien militant du PSU, M. Winterhalter est maire de Lutzelbach (Haut-Rhin) et président de la Fédération nationale des élus autogestionnaires. Il devrait conduire la liste de Génération Ecologie contre celle de M. Waechter.

Saisie par un cadre du Front national

### La cour d'appel de Rennes annule une condamnation pour racisme

RENNES

de notre correspondant

Condamné, le 27 juin 1991, par le tribunal correctionnel de Nantes à une amende de 3 000 F pour provocation à la discrimination raciale, M. Arnaud de Périar, conseiller régional des Pays de la Loire, membre du comité central et secrétaire départemental du Front national en Loire-Atlantique, a été relaxé, mardi 22 octobre, par la cour d'appel de Rennes. Il était reproché à M. de Périar d'avoir participé à une campagne d'affichage sur le thème du « SIDA », sigle de « socialisme, immigration, délinquance, affarisme », assorti d'un appel à rejoindre le Front national et d'un graphisme symbolisant le virus du sida.

CH. T.

# CLIO BACCARA



3 et 5 portes

1.4 automatique et 1.7

De série :

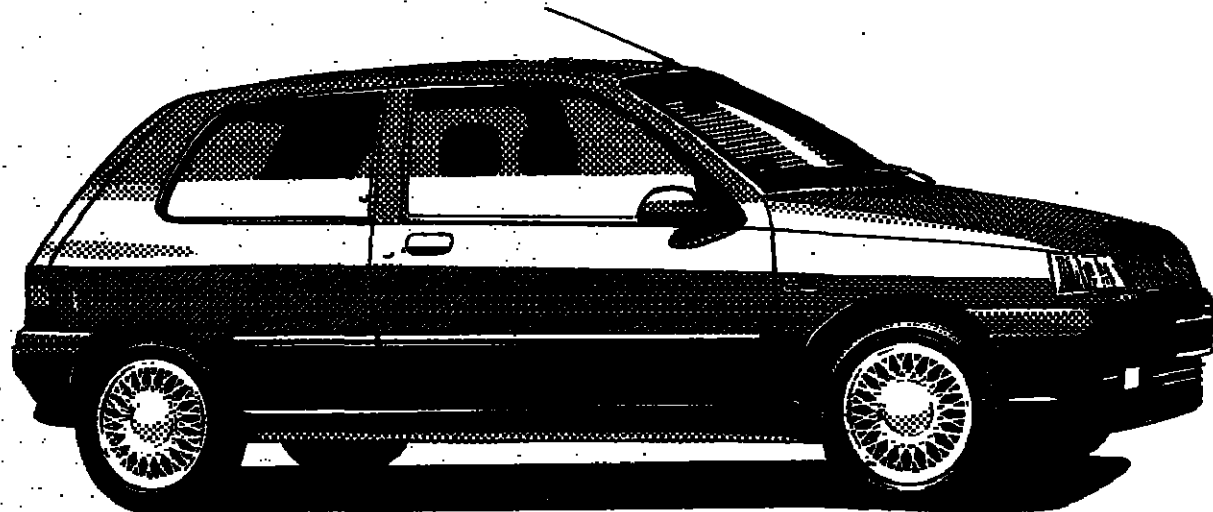
Climatisation

Sellerie cuir

Console stéréo 4x6 W

Direction assistée

MODÈLE PRÉSENTÉ : CLIO BACCARA 3 PORTES 1.4 AUTOMATIQUE



**RENAULT**  
LES VOITURES  
A VIVRE

Essayez-la dans tout le Réseau Renault Paris-Ile-de-France.

## POLITIQUE

L'examen du budget du ministère des affaires sociales et de l'intégration

## M. Bianco juge « inadmissible » d'« affoler » la population à propos du sang contaminé

Les députés ont achevé, dans la nuit du 22 au 23 octobre, l'examen du budget du ministère des affaires sociales et de l'intégration. D'un montant de 39 milliards 245 millions de francs, ce budget enregistre une progression nominale de 0,94 % mais l'opposition met l'accent sur sa baisse de plus de 2 % en francs constants. Face à l'hostilité conjuguée de l'opposition et des communistes, le ministre, M. Jean-Louis Bianco, a demandé la réserve sur le vote de ces crédits. Les débats ont été dominés par la controverse sur le sang contaminé et les manifestations d'infirmités.

Il n'était guère possible, mardi 22 octobre au Palais Bourbon, d'échapper à la « question infirmités ». Il y eut d'abord le registre de l'offensive de charisme. Comme le président de la République, le matin même, M. Bianco a couvert les infirmités d'une sollicitude émue. Il a ainsi admis qu'elles exercent « un métier difficile au contact de la souffrance, de la maladie, de la mort » et que « leur place dans l'hôpital n'a pas été assez reconnue ».

Puis est venu le moment des accents polémiques. Tandis que M. Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis) gratifiait à intervalles réguliers

M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, de l'aimable sobriquet de « canon à eau », M. Alain Calmet (sup. PS, Cher) a regretté de voir certaines délégations d'infirmités « manipulées par des éléments politiques d'extrême droite », souvent à leur insu.

Il était tout aussi délicat, en ce mardi riche en actualité liée à la santé, de faire l'impasse sur la controverse provoquée par la transfusion de sang contaminé. M. Bianco a rappelé que l'Etat devait « améliorer l'indemnisation des hépatites et participer à celle des transfusés » et qu'à cette fin des négociations étaient en cours entre le ministère des finances et les compagnies d'assurances. « Si elles n'aboutissent pas, a-t-il indiqué, je présenterai un projet d'indemnisation dès que le débat budgétaire le permettra, soit avant la fin novembre ».

Mais surtout, M. Bianco n'a pas caché son irritation devant les révélations publiées dans la presse sur les infections par le virus de l'hépatite. Il a fait allusion, sans le citer expressément, à l'article du Monde daté du 22 octobre. Parlant de « campagne » de presse, il a déclaré qu'il est « inadmissible que par le choix d'un titre — quel que soit le sérieux du contenu de l'article — on vise à affoler la population en laissant croire que quatre cent mille personnes seraient menacées. Il faut savoir que la contamination éventuelle par le virus de l'hépatite concerne beaucoup moins de monde. Heureusement des spécialistes ont

commencé à rétablir la vérité. De plus, le virus n'a rien à voir avec celui du sida, même s'il est dangereux dans certains cas ». Et il conclut : « Je demande donc instamment aux responsables, directeurs de publication, journalistes et hommes politiques, de ne pas diffuser de nouvelles alarmistes ».

## Priorité à la prévention

Une fois ces questions d'actualité tranchées, l'Assemblée put se consacrer pleinement à l'examen des différents postes budgétaires. M. Durieux a mis l'accent sur la priorité accordée aux efforts de prévention, financés par des crédits en augmentation de 44 % depuis trois ans. Il a notamment cité la création d'un haut comité de la santé publique, chargé de publier chaque année un rapport sur l'état de santé des Français, ainsi que le renforcement des moyens donnés aux observatoires régionaux de la santé et la tenue de registres épidémiologiques.

La seconde priorité affichée par le gouvernement, a souligné M. Durieux, est la maîtrise des dépenses de santé. Faisant référence à l'accord récemment signé entre l'Etat et les caisses de Sécurité sociale, il a expliqué que « la solution consiste à négocier avec les professionnels un dispositif de régulation contractuelle ». Cette démarche n'a rigoureusement rien à voir, a-t-il sou-

ligné, avec « les slogans entendus ici ou là » évoquant une « étatisation » ou un « expropriation ».

Pour sa part, l'opposition a jugé ces dépenses à la fois excessives et insuffisantes. L'exercice vient de la « dérive » du Revenu minimum d'insertion (RMI), dénoncée par M. Gilbert Galetier, rapporteur spécial (UDF) de la commission des finances pour la santé, qui a rappelé que le montant de cette allocation progressait de 45 % en 1992. En ce qui concerne les insuffisances, M. Christian Cabat, rapporteur (RPR) pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, s'est alarmé du « grignotage des financements des aides à la famille », tandis que M. Jean-Pierre Delalande, rapporteur (RPR) spécial de la commission des finances pour les personnes âgées, s'est déclaré « consterné par l'augmentation de 7 % des crédits consacrés à la rénovation des hôpitaux ».

Ce projet de budget n'a pas recueilli plus de bienveillance sur les bancs communistes. M. Gilbert Millet (PC, Gard) a estimé que les options gouvernementales visaient à « remodeler le paysage sanitaire sur des bases profondément inégalitaires ». C'est donc, sans surprise, que les intentions des uns et des autres ont été exprimées — le RPR, l'UDF, l'UDC et le PC votèrent contre, le PS votant pour — contraignant le gouvernement à demander, une fois de plus, la réserve sur le vote de ce budget et des amendements.

FRÉDÉRIC BOBIN

Le financement des partis politiques

## La commission d'enquête a entendu des promoteurs et des distributeurs

La commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales a entendu, mardi 22 octobre, MM. André Antolini, président de la Fédération nationale des promoteurs et des constructeurs, Michel Bon, président-directeur général de Carrefour, et Paul-Louis Halley, président de Promodès. Tous trois ont nié tout versement occulte de leur entreprise à des partis politiques.

Ils sont honnêtes, scrupuleux et ils ont de la morale à revendre, eux. Ils ne sont pas comme ces hommes politiques dont ils ont découvert les vicieuses en lisant les journaux, ou, pis, comme ce vulgaire arriviste de la profession, qui ose raconter devant les caméras de télévision que la corruption des élus ou des fonctionnaires n'est qu'une donnée marketing supplémentaire à intégrer dans le calcul du coût de l'installation d'un hypermarché. MM. Michel Bon, président-directeur général de Carrefour, et Paul-Louis Halley, président-directeur général de Promodès, ne faisaient pas dans le même monde que M. Michel-Edouard Leclerc.

Pas question, raconte M. Bon, d'accepter des cadeaux de plus de 100 F chez les cadres de l'entreprise, licenciement sur simple

souppes de conduite malhonnête, embauche liée à la signature d'une lettre sur le respect de l'éthique dans la société. Et lorsque l'on ajoute à ces principes une situation de leader sur le marché de la grande distribution, on ne se sent vraiment pas concerné par le financement occulte des partis politiques.

On constate seulement, comme l'a précisé subtilement M. Bon, que le nombre d'autorisations d'implantation obtenues par son groupe est largement inférieur à celui auquel sa part de marché pourrait donner droit (8,7 % contre 17 %). En cinq ans, affirme-t-il, Carrefour n'a reçu que cinq autorisations ministérielles sur les vingt et une demandes déposées, et encore n'étaient-elles pas faites en son nom propre. Même constat chez Promodès, dont le président-directeur général, M. Paul-Louis Halley, s'est aussi présenté en victime de ses scrupules et de son honnêteté : cinq autorisations sur vingt demandes. Il n'a pas pu s'empêcher de glisser au passage que M. Leclerc, lui, semblait avoir eu plus de chance...

Unis dans la morale, unis contre leur concurrent breton, les deux PDG entendus par la commission d'enquête se sont également retrouvés dans la soumission à l'appel de la loi Royer, qui, selon M. Bon, « ne sert qu'à promouvoir de la corruption ». « A partir du moment où l'enrichissement d'une personne dépend de l'autorisation d'une autre, il y a un risque de corruption », a observé le président-directeur général de Carrefour.

Mais où sont-ils donc ces fameux corrupteurs ? se sont interrogés les députés-enquêteurs, vaguement agacés par les déclarations d'innocence qui se succèdent depuis l'ouverture des travaux de la commission. Si ce n'est chez les hypermarchés, c'est peut-être chez les promoteurs. Le représentant de leur fédération nationale, M. André Antolini, avait pourtant vite les déclarations. Il n'a jamais entendu parler de « pressions » des promoteurs sur les collectivités locales, pour obtenir un terrain. En revanche, a-t-il glissé, il n'ignore pas complètement que les représentants de sa profession puissent « subir parfois des sollicitations ». C'est donc la faute aux hommes politiques...

Seule concession du président de la Fédération nationale des promoteurs et des constructeurs aux membres de la commission stupéfiés : « Je lis les journaux comme tout le monde. Si je vous disais que je n'ai jamais entendu parler de fausses factures ou de sociétés fantômes, vous auriez l'impression que je me paie votre tête ». Non, ou si peu...

PASCALE ROBERT-DIARD

## Estimations et décisions

par Jean-Yves Nau et Franck Nauchi

L'ARTICLE du Monde visé par M. Jean-Louis Bianco et qui avait pour titre « Quatre cent mille personnes auraient été contaminées par du sang infecté » était fondé sur une note à « diffusion restreinte » signée le 11 août 1989 par le docteur Michel Garreta, alors directeur général du CNTS et adressée à M. Jean-Paul Jean, conseiller technique auprès de M. Claude Evin, et au professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé.

Intitulée « Morbidité virale transfusionnelle », elle concluait au chapitre des hépatites virales post-transfusionnelles (B et non-A, non-B) à un chiffre de quatre cent cinquante mille receveurs vivants contaminés. « Beaucoup moins médiatiques que celui du sida, connus depuis beaucoup plus longtemps, ils représentent en fait un risque transfusionnel plus insidieux. Seuls les délais importants pour l'évolution des maladies expliquent la relative ignorance de la communauté internationale jusqu'à une époque récente », écrivait le docteur Garreta.

A ces estimations, le directeur général du CNTS ajoutait celles concernant les cas d'infection post-transfusionnelle par le virus du sida et les situait à trois mille six cents.

Avant de publier notre article, nous avons fait lire ce document à plusieurs spécialistes d'épidémiologie qui nous ont confirmé pour l'essentiel ces données. Nous n'avons par ailleurs nullement mis en cause la politique de dépistage instituée progressivement en

France vis-à-vis de l'hépatite B (depuis 1972) et de l'hépatite C (depuis 1990) qui, contrairement aux affirmations de M. Bianco, ne permet pas la prévention de l'ensemble des hépatites non-A, non-B.

Aujourd'hui, plusieurs responsables de la transfusion sanguine — dont certains avaient à l'époque pris connaissance du document du docteur Garreta sans en dénoncer le contenu — contestent ces estimations. On attend qu'ils fournissent à cet égard des données objectives. Ils fondent en partie leur argumentation sur le fait que l'hépatite est « moins grave » que le sida et sur le fait que grâce au dépistage de l'hépatite C la situation s'est améliorée depuis deux ans.

## Un risque réel

Sur ces points techniques, il faut préciser que l'hépatite virale, qui peut être mortelle, peut évoluer — dans 50 % des cas estimés — vers la chronicité et la cirrhose. L'hépatite C n'est qu'un sous-ensemble du groupe des hépatites non-A, non-B et son dépistage ne permet nullement la prévention totale de ces dernières. D'autres contestent « l'arnalage » qui consisterait à publier aujourd'hui ces données épidémiologiques alors que l'affaire de la contamination de plusieurs milliers de personnes par le virus du sida à partir de sang infecté prend une dimension judiciaire et politique. Pourtant, même si la gravité des

faits n'est pas égale dans les deux cas, les problèmes soulevés touchent à la sécurité transfusionnelle et à l'attitude des responsables médicaux et des décideurs politiques.

L'utilisation de produits sanguins — qui pourrait la conteste ? — est indispensable à la pratique médicale et le système transfusionnel français fondé sur le bénévolat de millions de donneurs a amplement démontré sa valeur et son efficacité. Pour autant, se refuser à reconnaître publiquement, comme cela a été longtemps le cas, que le sang humain, filé dormi, puisse être infecté, minimiser le risque thérapeutique transfusionnel ou ne pas bâtir un véritable système d'hémo-vigilance, c'est-à-dire réduire les chances pour les malades contaminés de bénéficier au plus tôt d'une thérapeutique efficace, sont des attitudes difficilement admissibles.

Faute d'avoir abordé à temps le problème du risque infectieux, les responsables de la transfusion sanguine sont conduits aujourd'hui, après l'inculpation de trois responsables administratifs et médicaux, à en appeler au président de la République quant à la poursuite de leur activité. Alertés à plusieurs reprises depuis 1980, les gouvernements successifs se sont refusés à prendre des décisions sur certaines de ces questions. Les informations données sur les errements passés conduisent le gouvernement actuel à annoncer des réformes, sous la pression.

Le dépôt d'une motion de censure

## L'opposition dénonce la « brutale aggravation du chômage »

Les présidents des groupes RPR, UDF et UDC ont déposé, mardi 22 octobre, une motion de censure, au titre de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, une motion de censure, dont voici le texte : « L'Assemblée nationale, considérant que le gouvernement n'a pas pu prévenir la brutale aggravation du chômage, et que, de ce fait, il ne dispose plus de marges de manœuvre nécessaires pour faire face au malaise social qui se généralise, à la dégradation des rapports sociaux et au développement de nouvelles formes d'extrême pauvreté ; considérant par ailleurs que le gouvernement n'a pas su tirer toutes les conséquences de l'échec de la politique économique qu'il conduisait et que son budget ne modifie pas ses orientations ; considérant notamment que le projet de loi de finances n'empêchera pas en 1992 une nouvelle montée du chômage,

la dégradation du monde rural du fait de la crise de l'agriculture, l'insécurité et le mal vivre dans les banlieues ; considérant enfin que l'aggravation du déficit budgétaire et l'alourdissement de la dette publique entraveront durablement la politique de redressement de la France qu'il convient de mettre en œuvre, décide, en application de l'article 49-2 de la Constitution, de censurer le gouvernement ».

Cette motion, que le groupe communiste ne votera pas, est la deuxième qui vise le gouvernement de M<sup>me</sup> Edith Cresson. La première, déposée en réponse à l'engagement de responsabilité du gouvernement sur le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, avait recueilli, le 17 juin dernier, 265 voix alors que la majorité requise s'établissait à 289.

Au conseil des ministres

## M. Mitterrand exhorte le gouvernement à « faire respecter l'ordre public »

M. François Mitterrand est intervenu à plusieurs reprises au conseil des ministres, mercredi 23 octobre, confirmant ainsi sa volonté de participer à la défense de la politique du gouvernement. Il a notamment souligné avec force que « le gouvernement doit poursuivre une action résolue pour faire respecter l'ordre public », a rapporté M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement. Sans que celui-ci l'indique, le chef de l'Etat a même demandé au ministre de l'intérieur de donner des consignes très strictes aux préfets et de ne pas hésiter à muter ceux qui ne seraient pas à la hauteur de leur tâche.

M<sup>me</sup> Edith Cresson s'étant réjouie de l'accord intervenu dans la fonction publique en expliquant que « l'effort budgétaire est important, mais raisonnable » et que « les syndicats avaient fait preuve de sens des responsabilités », M. Mitterrand a d'après M. Lang, élicité le premier ministre et M. Jean-Pierre Soisson d'avoir réussi à faire évoluer positivement ces négociations. Le chef de l'Etat a ajouté que le ministre de l'économie et celui du budget ayant « apporté leur soutien à cette négociation », c'est « le type même d'une bonne action accomplie par le gouvernement » et « un vrai travail d'équipe ». Toujours d'après le ministre de la culture, il a aussi

déclaré : « Il faut que le gouvernement continue à se battre avec énergie. Le jour viendra où l'opinion publique reconnaîtra les utiles effets de la politique gouvernementale ». Il a enfin qualifié d'« acte audacieux » la baisse du taux d'intérêt décidée par M. Pierre Bérégovoy.

A propos du conflit des infirmières, le premier ministre a observé que sept organisations « largement représentatives » participent aux négociations et que M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, « montre beaucoup de flexibilité ». Après une communication de M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, et de M. Marcel Debarge, secrétaire d'Etat au logement, sur la politique du logement, le président de la République a affirmé, d'après M. Lang, qu'il s'agit d'« un dossier important ».

Au cours de son traditionnel tour d'horizon de politique étrangère, M. Roland Dumas ayant évoqué la conférence sur le paix au Cambodge, « qui avait mis fin à vingt ans de guerre civile », M. Mitterrand, cité par M. Lang, a tenu à « souligner qu'il s'agit d'un grand succès de la diplomatie française », car « c'est grâce à la France que ce résultat a pu être acquis ». Aussi le président de la République s'est-il félicité de la « persévérance » et de la « ténacité

de nos négociateurs ». Le ministre des affaires étrangères a affirmé que « la France est plus que jamais active sur la scène mondiale ».

Le conseil des ministres a nommé M. Jean-François Collin directeur général de l'Agence nationale pour l'emploi, et M. Gilbert Comte, écrivain et membre du cabinet de M<sup>me</sup> Cresson, inspecteur général de l'administration.

Le Sénat renforce la lutte contre les chèques sans provision. — Le Sénat a adopté en première lecture, mardi 22 octobre, un projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement. Pour faire face aux « chèques en bois », émis à raison de un pour mille, le projet présenté par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice, institue notamment une pénalité de 120 F par tranche de 1000 F pour les auteurs de chèques impayés. Après consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, le gouvernement a introduit un amendement pour permettre aux commerçants et artisans de vérifier, auprès d'un fichier géré par la Banque de France, que le chèque qui leur est remis en paiement n'est pas émis par une personne interdite de chèque.

"Paroles dégelées..."  
Qui a réuni ces témoignages brûlants  
sur la vie en Lituanie?\*



36 17 ELECTRE

TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS

Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300000 titres. Mise à jour permanente.

Un service du Cercle de la Littérature

\*Tapez dans titre : Paroles dégelées



JUSTICE

Pour obtenir une augmentation des créations de postes

# Le personnel pénitentiaire relance son mouvement revendicatif

Les syndicats de surveillants de prison tentent de relancer le mouvement qui avait affecté les établissements pénitentiaires à la fin du mois de septembre. Les instances nationales des quatre principaux syndicats de surveillants, l'UAP, Force Ouvrière, la CGT et l'Union des syndicats pénitentiaires (USP), devaient tenter de surmonter leurs divergences lors d'une réunion mercredi 23 octobre, à Fleury-Mérogis (Eure-et-Loir).

Ces discussions allaient se tenir à la veille

d'un mouvement revendicatif lancé, à l'occasion de la grève générale Force ouvrière, par FO-pénitentiaire (32,48 % des personnels de surveillance), qui appellait à paralyser les prisons jeudi 24 octobre « par le blocage des écluses et la fermeture des ateliers ».

Les syndicats jugent insuffisantes les créations de postes (quatre cents) prévues par le projet de budget de la justice pour 1992. Ils demandent près de mille postes

supplémentaires, afin, disent-ils, de faire fonctionner « normalement » les établissements pénitentiaires du parc classique, mais aussi les prisons semi-privées lancées en 1985 par la garde des sceaux de l'époque, M. Alain Chalon.

Ce programme de treize mille nouvelles places de prison avait pour but de soulager les établissements pénitentiaires victimes de surpopulation. Leur mise en route s'est révélée difficile.

240 francs par jour. Lorsqu'elle avait examiné ce dossier, l'inspection des finances avait estimé que « tous les marchés conduits à des coûts de fonctionnement plus élevés que dans les établissements existants sans qu'une différence de qualité puisse être justifiée » (2). L'administration pénitentiaire avait rejeté ces arguments. Méfiante, malgré tout, elle avait décidé de conserver la gestion de quatre prisons sur les vingt-cinq nouvelles. Résultat de l'expérience : on estime, place Vendôme, que la gestion publique revient de 15 % à 20 % moins cher à la collectivité.

## Vices de fabrication

Mais tout n'est pas affaire de gros sous. Le propos de ce plan d'une ampleur sans précédent était aussi de doter la France de prisons décentes, tant du point de vue des agents de l'Etat que des détenus. Or, là aussi, on peut s'interroger sur la qualité de l'opération. Pour tenter de comprendre, on peut, par exemple, aller à Neuville, en Dordogne.

Ce centre de détention, prévu pour quatre cents places de détenus dont le reliquat de peine va de six mois à trois ans, abrite moins de deux cents détenus, par manque de personnel de surveillance. Ceux qui font « tout dans la maison » se plaignent du très fort taux d'heures supplémentaires, de l'impossibilité de prendre deux jours de repos consécutifs, et assurent que, désormais, ils évitent de répondre au téléphone, tant ils craignent qu'on les fasse revenir pour les besoins du service. La nouvelle prison a été posée à l'écart d'une commune de trois mille habitants, fort mal desservie, qui a fait don du terrain à l'Etat, en caressant l'espoir assez vain de ramener son environnement.

La modernité de cette prison, l'absence de cette odeur si caractéristique de l'enfermement en font un lieu étrange, un peu lunaire. « On nous avait promis le Périgord vert, soupire un détenu. Mais on ne peut toucher l'herbe qu'en glissant sur des dalles de ciment. On nous a promis une voiture baptisée « Samourai » armée de fusils Beretta à pompe. A l'intérieur, une centaine de caméras protégées par des bulles de plastique sont installées aux endroits stratégiques. Tout le monde, y compris le directeur, circule à l'aide d'une carte magnétique dont le circuit imprimé programme les déplacements autorisés.

Enfermés dans des postes d'observation, qui reposent sur deux noms de PIC, PCC ou PCL, les surveillants ont dû apprendre à lâcher leurs clés pour maîtriser les rudes lois de l'informatique. L'un d'eux, un jour, a craqué, jetant à terre sa belle console toute neuve. Les surveillants se plaignent d'être enfermés, de l'intérieur et de l'extérieur, alors qu'ils voient les détenus évoluer d'un bâtiment à l'autre, déjouant sans grande difficulté les parcours interdits, puisqu'il suffit d'une carte pour faire passer plusieurs prisonniers.

## L'importance de la « cantine »

Qu'un grain de sable grippe la machine — une grille qui tarde à s'ouvrir — et l'expérience a montré. Comme elle monte régulièrement à propos de la nourriture. « Avec leurs micro-ondes, leurs récepteurs en plastique, leurs récepteurs à ondes, sans odeurs », proteste un détenu. Alors, régulièrement, on retrouve ces fameuses

réceptions (les « banks ») jetés par les fenêtres. Quant aux « cantines » (3), elles sont de 15 à 20 % plus chères que dans les établissements publics. « Comment voulez-vous qu'on ait les moyens de cantiner un poulet-frites à 70 francs », interroge un détenu, qui, comme ses compagnons, a l'impression que « le privé se fait des ronds sur notre misère ».

Restent les rapports du public et du privé. C'est du directeur, régit le « CUP », le chef d'unité privée, souvent recruté parmi d'anciens militaires, et en particulier des sous-marins. Il gagne entre 200 000 et 300 000 francs par an, et a droit, lui, aux notes de frais et souvent à une voiture de fonctions. Il ne vit pas aux abords de la prison, comme le directeur (dont, à Neuville, le jardin est un sujet de distraction pour les détenus qui ont dessus une vue plongeante), et n'est pas astreint aux mêmes horaires. Le CUP, parfois, appelle le détenu « monsieur », ce qui n'est pas vraiment la règle dans la pénitentiaire. Cette dyarchie entraîne, à l'occasion, des frictions. Qui sont-ils l'un par rapport à l'autre, le directeur d'un côté, le CUP de l'autre ? Des partenaires, des concurrents, un fournisseur et son client ? Il faut souvent arrondir les angles : surveillants et détenus observent ce tango.

L'administration pénitentiaire est bien consciente de ce que, chaque jour, on risque le dérapage. « On n'est pas étonné que les gardiens, même divisés, s'engouffrent dans les failles du système. On attendait tant, trop peut-être, du privé. Mais la méconnaissance de la vie en détention a parfois conduit à des erreurs difficiles à rattraper : ainsi, les détenus privés ont encore du mal à comprendre à quel point la nourriture a une valeur symbolique, en prison. De même a-t-on sûrement présumé des capacités du privé à trouver du travail aux détenus, et à le rémunérer correctement.

Au moment où certains directeurs d'établissement se voient contraints de prendre leur bâton de pèlerin pour estimer leur bilan, le ministère de la justice considère qu'en matière de travail pénal le privé est à la traîne : on estime à 15 % le nombre de détenus qui travaillent dans le parc à gestion mixte, alors que le taux moyen souhaité dans le public est de 60 %. Des groupements ont par ailleurs été rappelés à l'ordre parce qu'ils versaient des salaires horaires de 5 ou 6 francs (contre 10 francs dans le public). Un salaire minimum horaire de 14 francs environ a finalement été négocié.

Ce n'est pas un détail lorsque l'on sait que le prix des cantines peut varier du simple au double selon les établissements, et que le nombre de détenus considérés comme indigents est en augmentation. Selon les critères du Secours catholique, pour qui un indigent est celui qui a moins de 50 francs sur son compte et n'a pas reçu de colis dans le mois qui a précédé Noël, ils sont 13 000 aujourd'hui sur un peu moins de cinquante mille détenus.

## AGATHE LOGEART

(1) M. Chalon tablait sur une population pénale de 70 000 détenus au tournant du siècle (leur nombre taitoie régulièrement les 50 000 en période de hautes eaux) et avait un temps envisagé de faire construire et totalement pour par des centres privés 25 000 places.

(2) Dans un rapport très sévère daté du 31 janvier 1989.

(3) En jargon pénitentiaire, la « cantine » est l'achat par le détenu sur son compte d'un certain nombre de biens de consommation.

Accusé d'avoir soustrait plusieurs millions de francs

# L'ex-bâtonnier de Dijon a été inculpé d'abus de confiance aggravé

M. Robert Bernier, bâtonnier du barreau de Dijon (Côte-d'Or), a été inculpé, mercredi 23 octobre, d'abus de confiance aggravé et placé sous mandat de dépôt pour « avoir détourné des fonds qui étaient pour le compte de clients ».

## DJON

de notre correspondant

M. Bernier, âgé de cinquante-deux ans, avocat au barreau de Dijon depuis 1965, avait été élu en janvier dernier bâtonnier de l'ordre des avocats de Dijon. Il avait demandé d'être suppléé dans ses fonctions, mardi 15, « pour raisons de santé ». Trois jours plus tard, M. Bernier remettait sa démission à l'ordre. Lundi 21 au soir, ce dernier, réuni en séance extraordinaire et en formation disciplinaire, a prononcé « l'interdiction provisoire de M. Bernier, à raison de faits gravement répréhensibles, révélés par une expertise précédemment ordonnée par le conseil de l'ordre » (nos dernières éditions du 23 octobre). Dès le lendemain matin, l'avocat était entendu par le procureur de la

République de Dijon, M. Bernard Blais, puis placé en garde à vue dans les locaux du SRPJ de Dijon.

Le 11 octobre dernier, une expertise comptable du fonds CARPA (Caisse autonome de règlement pécuniaire des avocats), ordonnée par le conseil de l'ordre, avait révélé un « trou » de 2,9 millions de francs sur le sous-compte de M. Bernier. Ce dernier aurait pu entre 12 et 15 millions de francs en sept à huit ans, pour les utiliser à des fins personnelles. Il aurait ensuite maigri ses prélèvements en contractant des emprunts qui se monteraient à 8 millions de francs.

Spécialisé dans le droit social et avocat du CNPF, M. Bernier était par ailleurs chargé de défendre M. Albert Bach, le second négociant de céréales et d'oléagineux de France, dont la liquidation financière a été prononcée en juillet 1991 par le tribunal de commerce de Dijon. M. Bach a été accusé d'exercer illégalement le métier de banquier auprès des producteurs de céréales. Si pour l'instant aucune preuve formelle ne peut être établie entre les deux affaires, de fortes présomptions pourraient orienter l'enquête en ce sens.

CHRIS MAISIAT

## L'affaire Frydman-L'Oréal

# L'ancien PDG de Paravision est inculpé de discrimination raciale

M. Michel Pietrini, PDG de Lanvin et ancien président de Paravision, une filiale du groupe L'Oréal chargée de l'exploitation de catalogues de films (le Monde des 6 et 7 juin), a été inculpé mardi 22 octobre de faux en écriture de commerce et usage et de discrimination raciale rendant plus difficile l'exercice d'une activité économique quelconque dans des conditions normales, par M. Jean-Pierre Getti, juge d'instruction au tribunal de Paris.

Cette inculpation s'inscrit dans le cadre d'un dossier ouvert à la suite d'une plainte contre X... avec constitution de partie civile déposée le 19 décembre 1990 par M. Jean Frydman, soixante-six

ans, ancien administrateur et vice-président de Paravision international. M. Frydman se plaint d'avoir « été démissionné » contre sa volonté le 30 mars 1989, à l'initiative de l'ancien PDG du groupe L'Oréal, M. François Dalle, qui aurait ainsi choisi de se plier aux exigences de la Ligue arabe à Damas, alors que le groupe était en train de négocier son « déboycottage ».

Il y a quelques jours, M. Pietrini et Dalle qui, depuis l'ouverture de l'information judiciaire, avaient le statut de « témoins assistés », demandaient à être inculpés pour pouvoir faire valoir l'intégralité de leurs droits à la défense.

## Trafic d'influence et corruption

# La mission d'inspection du tribunal de Saint-Denis de la Réunion est terminée

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

de notre correspondant

Provisoirement relevé de ses fonctions par le ministère de la justice, M. Jacques Schiano, procureur de la République au tribunal de Saint-Denis, est rentré le 18 octobre à la Réunion.

Mis en cause par M. Jérôme Lako, le concierge du tribunal inculpé samedi 5 octobre pour trafic d'influence et corruption (le Monde du 10 octobre), M. Schiano est mêlé à une curieuse transaction qui a eu lieu cet été : à la fin du mois d'août, un entrepreneur de l'île, M. Narayanan, a acheté au concierge du tribunal une voiture d'une valeur de 180 000 francs, sous les yeux de M. Jacques Schiano, qui était présent au moment des discussions. Lors des interrogatoires, M. Lako avait évoqué des « relations privilégiées » avec le procureur de Saint-Denis.

Le jour même du retour de M. Schiano, s'est achevée la mission de l'inspection générale des

services judiciaires délégués à la Réunion par le garde des sceaux.

Une semaine d'enquête auprès des différentes juridictions du département a permis à l'inspecteur Jean Geronimi d'étudier « l'étendue et la nature des dysfonctionnements » de l'institution judiciaire dans l'île. Ces dysfonctionnements, a précisé l'inspecteur général, ne sont pas spécifiques à l'institution judiciaire à la Réunion, soulignant malgré tout que l'inspection générale attachait un grand intérêt au problème de la durée du mandat des magistrats dans un contexte insulaire qui peut entraîner certaines « complexités ».

Souhaitant apaiser la tourmente déclenchée par l'affaire Lako, M. Geronimi a néanmoins souligné que la mission de l'IGSJ a rencontré sur place « des magistrats de grande valeur » ainsi que des « réalisations exemplaires ».

A. D.

## EN BREF

Inculpations des responsables de l'usine de Forbach où trois employés avaient été tués. — MM. Patrick Muller et Philippe Magnen, directeur et PDG de l'entreprise Electron Beam Services (EBS) de Forbach (Moselle), dont trois salariés avaient été gravement irradiés en août dernier par un accélérateur de particules, ont été inculpés par le parquet de Sarreguemines de « blessures involontaires ayant entraîné une incapacité temporaire de travail supérieure à trois mois », et d'« infraction aux règlements sur l'hygiène et la sécurité relatifs aux générateurs électriques de rayonnement utilisés dans l'industrie ». Par ailleurs, le tribunal de Sarregue-

mines a mis en délibéré à quinzaine sa décision concernant la réouverture de la société EBS, fermée début septembre (le Monde du 10 septembre). MM. Giovanni Nespoli et Daniel Leroy, les jeunes entrepreneurs les plus brulés par le faisceau d'électrons, sont toujours traités à l'hôpital militaire Percy de Clamart.

Rectificatif. — Une erreur de composition a rendu incompréhensible, dans le Monde du 23 octobre, le montant officiel de l'ancien salaire des frères Chaumet (qu'il fallait tripler, selon l'accusation, pour obtenir leur salaire réel) : ce montant était de 70 000 F par mois.

## En Lot-et-Garonne

# Détournement de subventions régionales à l'apprentissage

BORDEAUX

de notre correspondant

Le conseil régional d'Aquitaine versait à la chambre des métiers de Lot-et-Garonne des subventions qui ne parvenaient pas à leurs destinataires, les apprentis. C'est le trésorier de la chambre des métiers, M. Jean-Claude Mourgues, qui a donné l'alerte en refusant d'approuver, le 28 juin, les comptes de l'assemblée consultative qui préside M. Pierre Couët, par ailleurs président de la chambre régionale des métiers d'Aquitaine. Auparavant, M. Mourgues avait détaillé, devant le bureau de la chambre, la liste des « anomalies » qu'il avait relevées, parmi lesquelles figuraient des remboursements abusifs de notes de frais et d'indemnités kilométriques.

Mais, surtout, le trésorier s'indignait de ce que, « depuis des années, les familles d'apprentis ne percevaient pas les frais de déplacement » qui leur étaient dus. Finalement, il fit part de ses soupçons au président du conseil régional d'Aqui-

taine, le 8 juillet. Ce dernier demanda une enquête à l'inspection de l'apprentissage. Les résultats, communiqués lundi 21 octobre en séance plénière du conseil général, sont nets : la plus large partie de la subvention allouée en 1990 à la chambre des métiers de Lot-et-Garonne (642 904 francs) n'a pas été versée aux apprentis.

Le conseil régional a saisi le préfet et le trésorier payeur général de Lot-et-Garonne, afin qu'ils contrôlent les années antérieures. Le mariage durait, en effet, semble-t-il, depuis plusieurs années. Au total, 4 380 405 francs auraient été détournés de leur destination initiale. « A ce stade, on ne peut déterminer si les subventions ont servi à d'autres usages », a indiqué Alain Bourmazel, le vice-président en charge du dossier. Saura-t-on un jour à quoi a servi l'argent des apprentis ? En tout cas, le procureur de la République d'Agen a demandé au SRPJ une enquête préliminaire.

GINETTE DE MATHA





مركز التوثيق

# Le Monde

## EDUCATION • CAMPUS

### Branle-bas de combat dans les « prépas »

Soupçonné de vouloir réduire la durée de formation des ingénieurs  
M. Jospin a déclenché la fronde des directeurs de grandes écoles et des enseignants

**M**AIS quelle mouche a donc piqué, depuis peu, le monde des grandes écoles et des classes préparatoires ? Le 9 octobre, c'est la conférence des grandes écoles au grand complet et son président, M. Daniel Gourisse, directeur de l'Ecole centrale de Paris, qui dénonce les projets « inacceptables » du ministre de l'éducation nationale. Le même jour, M. Denis Monasse, nouveau président de l'Union des professeurs de spéciales (UPS), qui regroupe la quasi-totalité des enseignants de mathématiques et de physique des classes préparatoires scientifiques, souligne leur « opposition totale, résolue et unanime » aux réformes qui seraient concoctées Rue de Grenelle. Le 12 octobre, c'est l'Union des physiciens qui monte au créneau en écrivant à M. Lionel Jospin qu'elle s'opposera à ses projets « dangereux et injustifiés ».

La cause de ce branle-bas de combat est a priori bien connue. Elle se résume en deux courtes lignes de la communication faite le 26 juin dernier devant le conseil des ministres par M. Jospin pour présenter ses projets de rénovation des enseignements supérieurs : « Un débat est ouvert sur l'éventuelle réduction de la durée de la préparation aux grandes écoles d'ingénieurs dans les classes préparatoires », lâche le ministre, ce jour-là.

#### L'effet d'un électrochoc

Y a-t-il là de quoi fonder un chat ? Sans aucun doute, répondent aujourd'hui responsables d'écoles de « prépas », « par cette petite phrase s'appuyant sur un document plus copieux, largement inspiré par le conseiller spécial du ministre, M. Claude Allègre, et qui aborde deux points ultrasensibles. Tout d'abord la qualité de la formation dans les écoles d'ingénieurs, où, « plus encore que dans les filières universitaires, une rénovation pédagogique est nécessaire ».

En second lieu, les conditions du recrutement des élèves : « Les classes préparatoires scientifiques, étant des classes destinées à la sélection pour les grandes écoles, il y a lieu de s'interroger sur leur durée, souligne le document ministériel. Alors que les programmes des lycées se sont allongés, que l'industrie réclame des ingénieurs plus jeunes, que l'étranger forme ses ingénieurs en moins de temps que nous, faut-il

maintenir la durée des études en classes préparatoires aux grandes écoles à deux ans ? Ne faudrait-il pas mieux la ramener à un an, ce qui permettrait aux écoles d'accueillir des élèves toujours plus nombreux et plus jeunes ? Nous voulons fermement ouvrir ce débat. »

Ces quelques lignes ont fait l'effet d'un électrochoc. Pour les responsables d'écoles et les professeurs de prépas scientifiques, les griefs invoqués sont inacceptables. Ainsi du retard ou de l'inadaptation dont souffriraient les grandes écoles. Efficacité, rentabilité, haut niveau de culture générale, collaboration étroite avec les milieux professionnels, bonne insertion des diplômés des écoles sur le marché du travail, ouverture vers la recherche et contribution à la formation continue, rien ne justifie, aux yeux de M. Daniel Gourisse par exemple, les critiques du ministre.

La réaction est encore plus vive sur l'éventuelle réduction à un an des classes préparatoires. Les professeurs de spéciales sont, sur ce point, virulents. Les prépas, soulignent-ils, sont « avant tout des instruments de formation scientifique de base pour les étudiants », plus que des instruments de sélection. Loin de s'allonger, les programmes scientifiques des lycées ont au contraire été, depuis une dizaine d'années, « considérablement réduits », ce qui rend le rôle et les deux années de classes préparatoires « encore plus indispensables ». Quant aux comparaisons internationales, elles justifient à leurs yeux le maintien de la durée actuelle des formations d'ingénieurs en cinq ans puisque les ingénieurs allemands qui sortent des universités techniques sont formés théoriquement en six ans et en réalité en sept ou huit années.

Bref, les « dangers » d'un tel projet leur paraissent évidents. La réduction à un an transformerait les prépas en une longue séquence de bachotage, à l'image de ce qui se passe aujourd'hui dans les classes préparatoires commerciales, qui réclament en vain depuis des années leur passage à deux ans. Cela ferait disparaître « toute motivation pour la culture scientifique », conduirait « à former des scientifiques ayant une formation de base insuffisante et détruirait complètement les cursus actuels des écoles ».

Enfin cela aurait, « des conséquences désastreuses » sur les enseignants de prépas en supprimant les possibilités de progression de car-

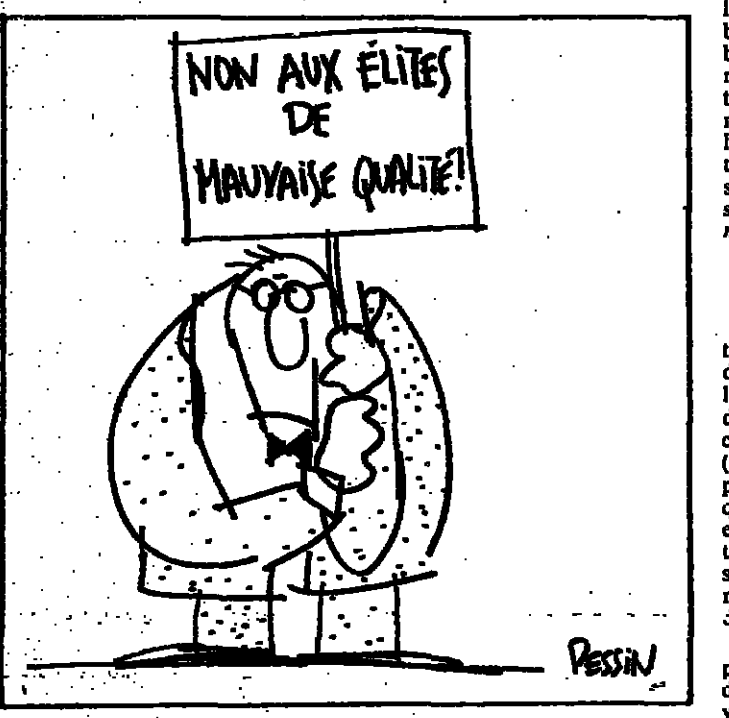
rière, en risquant d'alourdir les obligations de service, bref en dévalorisant les enseignants en poste et en dissuadant les jeunes de s'engager dans cette voie aujourd'hui prestigieuse.

En un mot, s'il allait jusqu'au bout de ses intentions, le ministre déstabiliserait tout le système de formation des élites françaises. Et l'émotion est d'autant plus vive que la conférence des grandes écoles et les professeurs de prépas étaient parvenus, au début de l'année, après des mois de délicats arbitrages, à un projet de rénovation des classes préparatoires scientifiques qui faisait l'objet d'un large consensus, y compris, semblait-il à l'époque, du ministre, dont la

puisse déboucher sur une réforme à court terme.

Mais cela n'empêche pas de continuer à distiller, ici ou là, auprès de directeurs d'écoles ou d'enseignants moins réfractaires, des arguments justifiant que l'on ait lancé un tel pavé dans la mare. « Il faut bien distinguer deux problèmes, souligne ainsi M. Allègre. C'est de la durée de formation des ingénieurs en France et son passage de cinq à quatre ans ; et celui de la réduction à un an des classes préparatoires qui est lié mais distinct. »

La formation des ingénieurs à bac + 4 ? Elle s'appuie tout d'abord — chacun le sienne — sur les comparaisons internationales. Les Américains, les Japonais, les Néerlandais



direction des enseignements supérieurs avait été associée aux discussions (le Monde du 16 février). Le changement d'attitude du ministre, au printemps dernier, et l'interruption de toutes les discussions qui devaient conduire à la mise en place de cette réforme dès 1993 sont donc vécus comme un désaveu supplémentaire.

Face à cette levée de boucliers, le ministre de l'éducation nationale fait pour l'instant l'innocent. « Nous avons voulu ouvrir ce débat. Il s'engage et doit se poursuivre », répond-il en substance. En précisant qu'un tel débat bouscule trop de tabous pour imaginer qu'il

soient calés sur un « standard » à bac + 4. Les Britanniques sont plus économes encore puisque la formation de base de leurs ingénieurs dure en principe trois ans sans entamer pour autant la réputation de Cambridge. Quant aux Allemands, un tiers de leurs ingénieurs sont formés en six ans au minimum, mais c'est pour mieux se consacrer à la recherche. Malgré de sérieux efforts en la matière, les grandes écoles françaises semblent en retard sur leurs homologues étrangères, comme en témoignent, par exemple, le déficit national en matière de brevets industriels.

D'autre part, le modèle français

des écoles demeurerait « bien loin » des préoccupations de l'industrie », comme le soulignait, en décembre 1990, le rapport remis aux ministres de l'éducation nationale et de l'industrie par M. Michel Gouilloud, directeur général adjoint de Schlumberger, entouré d'un groupe de travail comprenant notamment des experts de la plupart des grandes entreprises françaises.

Trop abstraites, négligeant à la fois les impératifs de la production et l'expérience de la recherche, elles reposent sur des critères de sélection « trop étroits ». Or il est intéressant de noter que l'idée même de la réduction des prépas est précisément suggérée par le rapport Gouilloud qui préconise un standard de base des formations d'ingénieurs à bac + 4, soit dans des écoles préparées en un an, soit par des formations de type maîtrise. Une idée reprise, depuis, par le ministre de l'éducation avec la création des instituts universitaires professionnalisés (IUP) débouchant en quatre ans sur le diplôme d'ingénieur-maître.

#### De l'huile sur le feu

Enfin l'on n'écarte pas l'hypothèse que la violence des réactions de M. Gourisse, par exemple, soit liée à la grogne qui se manifeste depuis quelque temps au sein de la conférence des grandes écoles (notamment de la part des écoles provinciales ou commerciales) et qui a rendu moins facile que prévu, en juillet dernier, sa réflexion à la tête de la conférence. De là à le soupçonner de crier au loup pour rassurer les rangs des directeurs d'écoles, il n'y a qu'un pas.

Quant à l'émoi déclenché par la perspective de réduction de la durée des classes préparatoires, on y voit volontiers, dans les couloirs du ministère, une réaction très corporatiste de la part des professeurs de prépas qui constituent aujourd'hui l'aristocratie des enseignants du secondaire.

Autant d'arguments qui risquent à nouveau de verser de l'huile sur le feu. Et qui alimenteront, à n'en pas douter, l'assemblée générale des grandes écoles qui se tient, les 24 et 25 octobre, à Toulouse. A moins qu'il s'agisse surtout de préparer le terrain pour le discours que M. Jospin doit prononcer, à cette occasion, devant les responsables d'écoles.

GÉRARD COURTOIS

### Ecole « blanche » en Grande-Bretagne

LONDRES

de notre correspondant

La Haute Cour britannique vient de rendre, le 18 octobre, un jugement qui fera jurisprudence : en dépit de la loi sur l'égalité raciale, la plus haute juridiction britannique après la Chambre des lords a estimé que des parents peuvent retirer leur enfant d'une école lorsque la proportion d'étrangers y est trop forte et qu'une telle attitude ne relève pas du racisme.

L'affaire remonte à 1988. Lorsque Katrina, alors âgée de cinq ans, est rentrée à la maison en chantant — en hindi — « Une pomme de terre, deux pommes de terre », la compagne apprise par tous les enfants britanniques, sa mère, M<sup>me</sup> Jenny Stephen, n'a plus hésité : elle l'a changée d'école. Katrina a quitté Abingdon Road School, où la proportion d'élèves d'origine asiatique dépasse 60 %, pour Marton Grove School, distante de 3 kilomètres, mais où 98 % des enfants sont blancs. M<sup>me</sup> Stephen, dont le mari est d'origine africaine, a affirmé qu'elle n'avait aucune objection à l'égard des Asiatiques, mais qu'elle souhaitait simplement que sa fille apprenne à parler l'anglais et non le hindi. La municipalité de la petite ville de Middlebrough, dans le comté de Cleveland, a soutenu la décision de la mère, ainsi que la direction régionale du ministère de l'éducation.

#### Une préférence « souveraine »

L'histoire a fait suffisamment de bruit pour que la Commission sur l'égalité raciale s'empare du cas de Katrina et constate le choix des parents. La Haute Cour vient donc de trancher en faveur de la décision de transfert. M. Justice Macpherson, au nom de la Cour, a estimé que le comté de Cleveland n'était pas coupable de discrimination raciale et que la commission n'avait pu établir de faits contraires à la loi. Le jugement souligne, en outre, que la loi sur l'éducation de 1980 supplante celle sur les relations raciales, de 1976. Autrement dit, la préférence des parents en matière d'éducation de leur enfant doit être considérée comme « souveraine ».

La Commission sur l'égalité des races, qui envisage de faire appel, affirme, de son côté, que ce jugement va donner aux municipalités « le droit de procéder à des discriminations » et qu'il peut avoir pour effet d'entraîner un véritable mouvement de ségrégation raciale à l'école. L'arrêt de la Haute Cour rappelle un cas semblable, qui s'est déroulé il y a quatre ans : vingt-deux familles de la ville de Dewsbury, dans le comté du West-Yorkshire, avaient refusé d'envoyer leurs enfants dans une école où la proportion d'élèves asiatiques atteignait 85 %. Une salle de classe avait été organisée au-dessus d'un pub, les autorités locales refusant d'accorder aux familles des places dans une école « blanche ».

En tranchant nettement l'affaire de Katrina, la Haute Cour va très certainement faire jurisprudence et peut-être entraîner d'autres parents à réagir contre la forte proportion d'enfants d'origine asiatique dans bon nombre d'écoles britanniques.

LAURENT ZECCHINI

### Saint-Martial fait de la résistance

Dans ce village du Périgord, parents et élus font feu de tout bois pour sauver leur école

PERIGUEUX

**M.** ROGER BEAUJARNÉ, l'inspecteur d'académie de Dordogne, commence à perdre patience. Après avoir mis une première fois en garde M. Jean Andrieu, le maire de Saint-Martial-d'Albarède, ainsi que plusieurs parents d'élèves, il vient de les avertir qu'il avait l'intention de saisir le procureur de la République et de lui demander, d'engager des poursuites pour infraction scolaire.

Les menaces du représentant de l'éducation nationale laissent le village de marbre. Officiellement, l'école communale est fermée depuis la fin du mois de juin. Officieusement, cinq élèves continuent à la fréquenter quotidiennement. Tout le village vient d'ailleurs d'écrire une longue lettre à M. François Mitterrand pour lui expliquer quelle force tranquille l'anne.

Saint-Martial-d'Albarède faisait partie cette année de la traditionnelle « charrette des fermes ». Compte tenu du nombre de postes qu'il avait à sa disposition et des besoins qui apparaissent dans certains secteurs géographiques à forte expansion démographique, l'inspecteur d'académie avait considéré que le maintien d'une classe unique dans cette commune du Périgord vert relevait du domaine du super-

flu. Les douze enfants déjà scolarisés étaient priés de rejoindre l'école primaire d'Excideuil, le chef-lieu de canton, distant d'un peu plus de deux kilomètres. Le 10 septembre, jour de la rentrée, enfants, parents et élus ont occupé l'école comme cela se fait souvent lorsque les suppressions entrent en vigueur. Mais ici, cette manifestation n'est pas restée sans lendemain. Depuis sept semaines, Saint-Martial est entré en résistance.

#### Marcel Pagoul à l'appel

Contre leur gré, les élèves du cours moyen ont pris le chemin d'Excideuil. Sinon, ils couraient le risque de se voir interdire, en fin d'année, l'accès au collège ou au lycée. En revanche, Christelle, Annabelle, Michel, Miguel et Sophie viennent tous les matins s'asseoir dans la salle de classe de cette école rayée de la carte. Elle a été transformée en « garde-les-instruc » sous la direction d'Emmanuel Moreau, un « gardien bénévole » qui n'est autre qu'un professeur de mathématiques à la retraite. Il n'est d'ailleurs pas le seul adulte à donner de son temps. Avec l'aide de plusieurs personnes, il veille à ce que les enfants ne se rouillent pas les poches en attendant la réouverture de l'établissement.

Les gens de Saint-Martial qui se battent sans le soutien des syndicats enseignants sont devenus allergi-

ques à un certain type de discours pédagogique qui voue la classe unique aux gémonies. Roger Pignon, l'un des animateurs de la fronde de Saint-Martial, cite volontiers Marcel Pagoul. L'écritain a appris à lire seul dans la classe où son père travaillait avec des camarades plus âgés. « La classe unique est une bonne chose. Le fait d'avoir le même maître pendant plusieurs années, à condition qu'il soit très compétent, permet de réparer des cassures. Les gosses progressent à leur rythme. Les petits bénéficient de l'enseignement dispensé aux plus grands. On passe son temps à réformer l'école sans succès, les jeunes ne savent même plus lire et c'est ce modèle qu'on veut nous imposer. »

M. Jean Andrieu, le maire de Saint-Martial-d'Albarède, ne cite pas de noms. Mais il sait que deux écoles bien moins fréquentées que la sienne ont survécu leur tête sans doute parce qu'elles se situaient dans des cantons renouvelables lors des élections du printemps prochain. Pourtant sa commune a gagné vingt-cinq habitants entre les deux derniers recensements et dépasse la barre des quatre cents. L'école était passée de huit à quatre-vingt élèves en quelques années. Comme les autres, les enfants de Saint-Martial avaient droit aux classes vertes et bénéficiaient d'un petit ordinateur. Et la municipalité ne mesurait jamais ses deniers quand il fallait rallonger un petit

quelque chose pour la cantine ou le chauffage.

« Dans une petite école de campagne, l'enfant prolonge la vie familiale mais commence aussi l'apprentissage de la collectivité. C'est un stage intermédiaire indispensable. Mais maintenant, la mode est aux batteries scolaires. Au nom de la rentabilité, le service public crée des déserts. Si notre école saute, le commerce « multiple » rural et la boutique militent de personnes et pris à rebrousse-poil nombre de syndicalistes enseignants. Il demande l'arrêt de l'expérimentation Mauger, du nom de ce chargé de mission au cabinet de M. Jospin, qui mène une grande étude sur l'avenir en milieu rural.

#### Une croix sur le monde rural ?

Le maire de Saint-Martial appartient au comité départemental de défense de l'école rurale, composé d'élus locaux de tous bords, de syndicalistes agricoles et de militants trotskistes. Fend le y a quelques mois, il a reçu le soutien de plusieurs milliers de personnes et pris à rebrousse-poil nombre de syndicalistes enseignants. Il demande l'arrêt de l'expérimentation Mauger, du nom de ce chargé de mission au cabinet de M. Jospin, qui mène une grande étude sur l'avenir en milieu rural.

Avec cinq autres départements, la Dordogne fait en effet partie du champ d'observation retenu par les têtes pensantes du ministère de l'éducation nationale. « Le rapport Mauger prévoit des écoles avec au

moins trois classes, sinon un regroupement de soixante-quinze élèves minimum est obligatoire », souligne l'un des animateurs du comité de défense. « Cela nous promet des coupes désastreuses. » Les responsables de l'éducation nationale considèrent pour leur part que les petites écoles ne sont pas sur le même pied d'égalité que les établissements à plusieurs classes. Ceux-ci offrent un bien meilleur service en matière de locaux, d'accueil, de restauration, de bibliothèque, et ils disposent de moyens techniques supérieurs. A leurs yeux, la petite classe unique qui survit encore dans nombre de communes pénalise les enfants sur le plan pédagogique.

« Arrêtons la démagogie », lançait ainsi M. Pierre Mauger lors d'un entretien accordé, le 11 mai dernier, au journal Sud-Ouest. « L'école n'est pas faite pour les enseignants, les maîtres, les parents, les transporteurs mais... pour les enfants. On ne doit raisonner que dans le cadre de leurs intérêts. »

Un discours de moins en moins facile à tenir, à quelques mois des cantonales, et alors que l'école rurale est en train de devenir un thème électoral en Périgord. L'opposition, qui ambitionne de conquérir le conseil général, affirme volontiers que les socialistes périgourdins ne sont plus qu'un relais de transmission du pouvoir parisien et qu'ils ont fait une croix sur le monde rural.

DOMINIQUE RICHARD

**ISTH** INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES PO PARIS

• Sessions annuelles et semestrielles  
• Sessions du soir

**SUCCÈS CONFIRMÉS**

45 85 59 35 - 42 24 10 72

PLUS QU'UN INSTITUT UNE INSTITUTION

## EDUCATION • CAMPUS

## REPÈRES

**CHÈQUE-DÉJEUNER.** - A défaut de restaurant universitaire, les étudiants de Nîmes et de Dunkerque bénéficient, pour l'année 1991-1992, de chèques-déjeuner. D'une valeur de 25 francs à Dunkerque et de 28 francs à Nîmes, ces titres sont remis aux étudiants par la MINEF en fonction du nombre de jours ouvrables. La participation des étudiants est de 11,50 francs, soit le prix d'un ticket de restaurant universitaire. Le restant est financé par le CROUS et les collectivités locales. Seule différence : le montage financier : à Dunkerque, la marque Coca-Cola sponsorise ce produit.

**COMETT.** - Dans le cadre du programme européen COMETT, destiné à encourager la coopération université-entreprises dans la Communauté, une association originale Eurosini a été constituée, le 18 octobre, à Marseille. Elle regroupe, à l'initiative de la faculté de sciences économiques d'Aix-Marseille-II, des institutions aussi prestigieuses que l'université Bocconi de Milan, la London Business School, l'École d'administration des affaires de l'université de Liège, l'ESSEC et l'Institut d'administration des affaires de l'université d'Aix-Marseille-II. Leur objectif est de coopérer pour créer un outil multimédia de formation : ce « jeu d'entreprise », intitulé PME 93, est une simulation économique destinée à préparer les dirigeants et futurs dirigeants de PME européennes à affronter le marché unique de 1993. Les étudiants des universités et écoles signataires pourront « jouer » simultanément dans les différents pays de la Communauté.

**ÉCOLES.** - Un arrêté du 18 octobre 1991 (publié au JO du 20 octobre) fixe les modalités du concours externe de recrutement des nouveaux professeurs d'école. La France et les mathématiques constituent le noyau dur du concours, mais ce dernier s'attachera à évaluer, en plus des connaissances disciplinaires des candidats, « leur connaissance des objectifs, et leur connaissance des documents pédagogiques ». Les autres disciplines de l'écrit, biologie-géologie, histoire-géographie, sciences physiques et technologie, seront optionnelles. A l'oral, les candidats auront le choix entre langues vivantes, musique et arts plastiques. Enfin, douze langues et dialectes régionaux ainsi que onze « langues d'immigration » pourront faire l'objet d'une épreuve facultative de rattrapage.

Un décret, publié le même jour, institue un concours de recrutement de professeurs d'écoles réservé spécifiquement aux fonctionnaires d'autres administrations, dit

second concours interne. Les candidats devront justifier de trois années de services publics et d'un diplôme de niveau bac+3. Un cycle préparatoire, accessible par concours, sera réservé aux candidats de la fonction publique ne pouvant justifier d'un diplôme à bac+2.

**INDUSTRIE.** - L'opération « Jeunes-Industrie » lancée le 19 septembre dernier par l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) pour favoriser le rapprochement entre les élèves des collèges et les entreprises, a débouché le 17 octobre, sur un premier partenariat concret entre des entreprises de la Côte-d'Or et quarante-deux élèves de huit collèges de cette région. Sous la conduite d'un responsable de l'entreprise et d'un professeur de leur collège, les élèves seront chargés de réaliser différents projets (conception d'un livre d'accueil pour les nouveaux embauchés, film vidéo de présentation de l'entreprise, etc.).

**RÉFORME CNU.** - La réforme du Conseil national des universités, l'organisme chargé du recrutement et des promotions des enseignants du supérieur, a franchi une nouvelle étape. Préparée depuis des mois et présentée dans une nouvelle mouture, au mois de septembre, ces projets ont été examinés, sans opposition majeure des syndicats d'enseignants par le conseil technique paritaire du 18 octobre. La seule modification importante consistait à prévoir une liste d'aptitude différente pour chacun des corps d'universitaires (professeurs et maîtres de conférences). Le projet doit maintenant être soumis à l'avis du Conseil d'Etat. Il pourrait être opérationnel pour la campagne de recrutement 1992.

**« UNIVERSITÉS 2000 ».** - Une prochaine réunion du comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) consacrée au schéma de développement de l'enseignement supérieur (« Universités 2000 ») devrait se tenir le 7 novembre prochain. Un premier CIAT, le 3 octobre dernier, avait examiné les schémas universitaires d'une dizaine de régions associant l'Etat et les collectivités territoriales concernées. La ministre de l'éducation espère parvenir à bouclier, d'ici au début de novembre, les schémas de la plupart des régions, et M. Claude Allègre, conseiller spécial de M. Jospin, a multiplié le semaine dernière les déplacements sur le terrain, à Rouen, au Havre et à Amiens, pour tenter de déboucher les dossiers. Si ces derniers arbitrages aboutissent à un accord, resterait en suspens le cas, extrêmement épineux, de la région Ile-de-France.

## Les Français boudent Tempus

Le programme européen d'aide aux universités de l'Est ne suscite en France qu'une participation mitigée. Et soulève interrogations et critiques

Le conseil des ministres de la Communauté européenne a adopté, le 7 mai 1990, un « programme de mobilité trans-européenne pour l'enseignement supérieur », il lui réserve un nom de guerre plus séduisant : ce sera « Tempus ». Destiné à aider les pays d'Europe centrale et orientale à restructurer leur système d'enseignement supérieur, ce programme de coopération entre deux continents a été adopté, au mois de juillet, une mission d'évaluation à M. Jean-Claude Nemery, directeur de l'UFR de droit et de sciences politiques de l'université de Reims. Ce dernier a entrepris une vaste série d'entretiens avec des responsables d'écoles et d'universités françaises. Ses premières conclusions - l'enquête sera terminée à la fin de l'année - concernent essentiellement les relations entre établissements d'enseignement supérieur. Or Tempus s'adresse en fait à la coopération, voire à l'aide au développement. « Cette méprise empêche la prise en compte d'un principe majeur. Dans Tempus, il ne s'agit pas de réclamer un financement. Il faut qu'il soit demandé. Or un certain nombre d'universités et d'écoles ignorent jusqu'à l'existence de bureaux Tempus dans les pays éligibles. »

Cette distorsion est accentuée par la myopie des établissements français. En effet, ils ne s'attachent, pour tout projet à l'étranger, qu'aux aides les plus proches, c'est-à-dire celles accordées par le gouvernement, au détriment des actions communautaires, maintenues dans le flou. Plus de 4 000 accords bilatéraux d'échange entre la France et les six pays concernés sont ainsi recensés au titre de l'enseignement supérieur, alors que la France ne gère, rappelle-t-elle, que 52 dossiers Tempus.

Un processus complexe

Un tel manque d'enthousiasme suscite bien des interrogations. Tempus avait pourtant toutes les chances de séduire l'Hexagone. Le domaine d'action, tout d'abord : il s'agit, pour les établissements d'enseignement supérieur et les entreprises qui souhaitent participer au développement de leurs homologues à l'étranger, d'obtenir un financement communautaire pour des échanges d'enseignants ou d'étudiants et l'édition de nouvelles structures pédagogiques. En outre, les six pays concernés - Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie - entretiennent déjà des relations avec la France, notamment dans le domaine de l'enseignement supérieur. L'an prochain, le champ de compétence de Tempus devrait être étendu aux trois pays baltes et à l'Albanie.

Pour expliquer cette faible participation, les responsables universitaires français invoquent en premier lieu la lourdeur du programme. Sa complexité, soulignent-ils, n'aurait rien à envier aux anciens systèmes des démocraties populaires. En effet, Tempus s'inscrit dans le cadre général des aides communautaires en vue de la restructuration économique de l'Est. Chaque année, les six pays éligibles déterminent, à l'intérieur du budget PHARE, la part qui leur revient pour l'enseignement supérieur. L'an prochain, le champ de compétence de Tempus devrait être étendu aux trois pays baltes et à l'Albanie.

Dans le même temps, les établissements occidentaux se portent candidats à l'obtention d'un financement. Chaque dossier, qui requiert la participation d'au moins deux pays de la CEE et d'un pays de l'Est, est transmis au pays éligible concerné. Il décide, avec la Commission de Bruxelles, d'accepter ou non le projet. En cas de désaccord entre les deux parties, l'avis d'un

comité d'experts est sollicité, sans toutefois lier la Commission.

Ce processus très lourd fait l'objet de nombreuses critiques, certains dénigrent la bureaucratie communautaire. Mais le reproche n'est pas très original et ne saurait suffire à justifier la timidité française, les autres États membres étant logés à la même enseigne.

Pour tenter de comprendre la timidité française, le ministère de l'éducation nationale a confié, au mois de juillet, une mission d'évaluation à M. Jean-Claude Nemery, directeur de l'UFR de droit et de sciences politiques de l'université de Reims. Ce dernier a entrepris une vaste série d'entretiens avec des responsables d'écoles et d'universités françaises. Ses premières conclusions - l'enquête sera terminée à la fin de l'année - concernent essentiellement les relations entre établissements d'enseignement supérieur. Or Tempus s'adresse en fait à la coopération, voire à l'aide au développement. « Cette méprise empêche la prise en compte d'un principe majeur. Dans Tempus, il ne s'agit pas de réclamer un financement. Il faut qu'il soit demandé. Or un certain nombre d'universités et d'écoles ignorent jusqu'à l'existence de bureaux Tempus dans les pays éligibles. »

Premier constat, Tempus est incompris. Ce malentendu original transforme ce programme en un ERASMUS vers l'Est, simple réseau de relations entre établissements d'enseignement supérieur. Or Tempus s'adresse en fait à la coopération, voire à l'aide au développement. « Cette méprise empêche la prise en compte d'un principe majeur. Dans Tempus, il ne s'agit pas de réclamer un financement. Il faut qu'il soit demandé. Or un certain nombre d'universités et d'écoles ignorent jusqu'à l'existence de bureaux Tempus dans les pays éligibles. »

Cette distorsion est accentuée par la myopie des établissements français. En effet, ils ne s'attachent, pour tout projet à l'étranger, qu'aux aides les plus proches, c'est-à-dire celles accordées par le gouvernement, au détriment des actions communautaires, maintenues dans le flou. Plus de 4 000 accords bilatéraux d'échange entre la France et les six pays concernés sont ainsi recensés au titre de l'enseignement supérieur, alors que la France ne gère, rappelle-t-elle, que 52 dossiers Tempus.

Les universités et écoles auraient-elles le réflexe plus bilatéral que communautaire ? Sans aucun doute. Mais ce choix n'est pas sans conséquence puisque le rapport entre le financement d'un projet par l'Etat ou par la CEE varie, selon le professeur Nemery, de 1 à 301 ! Ainsi, un projet Tempus bénéficie, en moyenne, de 110 000 écus (770 000 francs).

La forte présence des Britanniques dans Tempus peut s'expliquer selon la même logique. En Grande-Bretagne, les fonds gouvernementaux ne sont débouqués que si le financement communautaire est accordé. L'acceptation d'un dossier Tempus n'est ainsi plus une finalité, mais un palier vers un projet plus vaste. Un système qui pourrait être sans difficulté adopté en France, souligne le chargé de mission.

Pour remédier à cet état de fait, un certain nombre de mesures ont déjà été adoptées. Ainsi, la création de deux bureaux Tempus en France devrait permettre aux établissements d'enseignement supérieur et

aux entreprises d'accéder plus facilement à l'information. M. Nemery souhaiterait aussi qu'un responsable Tempus soit présent dans chaque ambassade, que les financements bilatéraux deviennent complémentaires de ceux de la Commission et que les circuits administratifs soient simplifiés.

**Opacité du système de sélection**

En plus de ces résistances françaises, Tempus doit faire face à un certain nombre de critiques plus générales. L'opacité du système de sélection des dossiers (318 projets retenus sur 1 700 demandés en 1991) est la cible privilégiée des candidats récalcitrants. « Il nous est impossible de motiver nos décisions », réplique M. David O'Sullivan, chef de l'unité en charge du programme à la Commission de Bruxelles, sans risquer une correspondance interminable avec les établissements. La première année, 600 projets méritaient d'être retenus. Or nous avions les moyens d'en financer seulement 153. »

Le programme Tempus se voit aussi reprocher de mettre les universités de l'Est sous tutelle de l'Ouest. En 1990, indique M. Sandor Kovács, directeur de l'Ecole des hautes études commerciales de

Budapest, nous étions vraiment dominés par l'Ouest. Mais, pour la deuxième année, nous affirmons nos priorités. Cette fois, nous voulons consacrer nos efforts sur la formation de nos enseignants. L'année 1991-1992 devrait, à cet égard, permettre de mieux partager les responsabilités puisque, désormais, des universités de l'Est peuvent assurer la coordination de projets.

Enfin, les détracteurs de Tempus soulignent l'absence d'évaluation du programme, reprochant à la Commission de fonctionner comme un tiroir-caisse : elle distribuerait des fonds sans assurer la plus courte visite sur le terrain ni dispenser le moindre conseil aux opérateurs. « La mise en œuvre du programme a commencé, dans les projets les plus avancés, il y a quelques mois », rappelle M. O'Sullivan. Il faut encore un peu de temps pour que tout prenne forme » il précise que dans l'évaluation sont actuellement en cours, en plus de celle commanditée par le ministère de l'éducation français : l'une par la Cour des comptes européenne, l'autre par des consultants, à la demande de la Commission. L'on devrait ensuite y voir plus clair et ajuster éventuellement le programme.

MICHELLE AULAGNON

## Sup de Co Katowice

KATOWICE

de notre envoyé spécial

Ici, les gouttes de pluie laissent des traces noires sur les pare-brise, et lorsque le temps est sec, les stigmates de la saie marquent les visages aussi sûrement que ceux des mineurs de l'Est. Katowice, ville de Haute-Silésie, digne d'un cauchemar d'écologiste, produit le quasi-totalité du charbon, du zinc et du plomb de la Pologne. Et si le chômage n'est pas encore ravagé les sobriétés minières et les vingt-sept usines de traitement de métaux, les quatre millions d'habitants de l'agglomération savent bien que cette industrie lourde, non compétitive, est en survis.

C'est dans cette période de calme avant la tempête qu'a été inaugurée, le 12 octobre, l'Ecole internationale de commerce de Silésie. Murs fraîchement repeints, ordinateurs encore protégés de leur film plastique, chaises et tables en aluminium, les « appartements » du nouvel établissement ne peuvent se confondre avec les autres départements de l'Académie d'économie. Seul vestige d'un passé pourtant récent, le tableau d'affichage rappelle que les décrets de formation militaire. Signe des temps, on y apprendra désormais les lois du marché.

« Personne ne pouvait garantir que cette école verrait le jour », M. Jacques Ait, le directeur du groupe de l'Ecole supérieure de commerce de Toulouse, qui est à l'origine de cette initiative, s'en frotte encore les yeux. Tout comme M. Jozef Kolonko, son homologue polonais, fraîchement nommé directeur de l'Ecole de Silésie. Pourtant, les vingt-six étudiants de la première promotion sont bien là, décidés à saisir leur chance. Ils viennent même d'acquiescer à un junior-entreprise qui, comme ses grandes sœurs de l'Ouest, entend proposer études de marché et conseils en gestion pour le compte d'entreprises polonaises.

L'incertitude encore sensible des uns et des autres s'explique par les difficultés rencontrées. Lorsque, en juillet 1990, deux responsables de l'ESC Toulouse se rendent à Katowice, ils n'ont pas encore vu des échanges d'étudiants. Mais la grille prend entre les hommes de la cité rose et ceux de la ville noire. « Nous nous sommes rendu compte que leurs programmes étaient totalement décalés par rapport aux besoins du marché », explique un Toulousain. Ici, après cinq ans d'études, les diplômés de l'Académie sont inemployables sur la mise en place d'une administration. En revanche, la gestion d'une entreprise privée n'a

jamais été assurée. La priorité est donnée à la recherche d'un financement. Le programme Tempus vient d'être institué. Les organisations mobilisent les contacts. L'université de Strathclyde, en Ecosse, s'associe rapidement au projet. En revanche, les autorités en Pologne sont plus difficiles à obtenir. La situation politique instable, les changements constants d'intellectuels, la mise en cause d'opinions déjà conclues, les résistances malvenues, représentent autant d'embûches. Seul le soutien de la ville (l'industrie) permettrait de constituer le dossier.

Perfusion financière

A Bruxelles, le projet est accepté. Plus de 1,5 million de francs sont débouqués au titre de Tempus pour deux années académiques. La Fondation France-Pologne, chargée de l'aide bilatérale, s'associe au projet et accorde, près de 450 000 francs pour la même période. L'Ecole internationale de commerce de Silésie, forte de ses parrains occidentaux, prend forme. Les objectifs sont ambitieux : l'équipe polonaise doit, en moins de trois ans, arracher l'autonomie au sein du plan financier. Elle devra former elle-même ses cadres et fonctionner grâce aux frais de scolarité des élèves et aux fonds recueillis auprès des entreprises locales.

Pour l'instant, la perfusion financière entretient l'illusion. Les enseignants voient leur traitement doubler par rapport à leurs collègues de l'Académie, et les étudiants, subjugués par les moyens mis à leur disposition, croient participer à un conte de fées où les zlotys se transforment d'un coup de baguette magique en dollars.

Pourtant, le tulle de l'Ouest reste fort. L'enseignement dispensé est celui de l'ESC Toulouse : mêmes cours, mêmes ouvrages de référence. Quelques professeurs silésiens se sont rendus en France et en Grande-Bretagne afin d'y suivre les cours, et deux enseignants de Toulouse et de Strathclyde se rendront à Katowice.

Pas question, cependant, pour les nouveaux responsables de l'Ecole de Silésie d'en faire seulement la copie conforme de sa grande sœur française. Dès l'année prochaine, les cours seront adaptés à la réalité de l'Est, soulignent les Polonais. Quoi qu'il arrive, le soutien financier de la Communauté européenne disparaît, sous cette forme, en 1993. On pourra alors mesurer si la grille a pris.

M. A.

## COURRIER

### Eviter la consanguinité

Les différentes réformes sur les modalités de recrutement des enseignants chercheurs qui se sont succédées au cours des vingt dernières années montrent l'hésitation du législateur entre deux objectifs : la garantie de la qualité du candidat recruté apportée par une instance nationale et l'indépendance des établissements dans le choix de leur personnel.

Ces différentes réformes ont abouti en grande partie à cause de l'école d'influence que certains membres ont acquise sur les commissions. A cet égard une attention toute particulière devrait être portée à la limitation de la durée cumulée des mandats locaux ou nationaux pour éviter la constitution des effets sont généralement reconnus néfastes.

Le dernier projet (1) du ministère de l'éducation nationale, donne aux instances locales le pouvoir de choisir leur personnel sur une liste établie nationalement. Mais les universités sauront-elles trouver l'équilibre entre l'ouverture nécessaire par des recrutements externes et le souci d'assurer une promotion d'excellence à leurs candidats locaux ? Le risque est que certaines recrutent exclusivement par promotion interne, ainsi déclinant-elles, par la « consanguinité scientifique » introduite par ce type de promotion.

En 1988-1989 il y a eu moins de 200 nominations par mobilité sur environ 3 000 recrutements. A l'instar de ce qui a été fait pour les enseignants du secondaire, on pourrait accorder une prime d'installation aux enseignants nommés par mobilité. Cette mesure permettrait d'assurer le relais entre le moment de la nomination et le démarrage d'une structure de type « Jeune Equipe » introduite par la direction des études doctorales et de la recherche. En second lieu il conviendrait d'élargir l'instance locale de choix aux disciplines connexes (tout en limitant le nombre et le mandat de ses membres comme cela se fait dans la quasi-totalité des universités européennes où des structures ad hoc sont mises en place pour chaque recrutement).

Cet élargissement permettrait de limiter l'influence des groupes dominants monospécialité. Enfin, en ce qui concerne la promotion des professeurs, s'il est normal que les instances locales donnent un avis sur les candidats pour une promotion, cette dernière devrait être le résultat d'une compétition nationale car on juge, à ce niveau, une notoriété nationale pour le passage en première classe voire internationale pour le cas de la promotion à la classe exceptionnelle.

MOHAMED NAJIB  
professeur à l'ENSERB  
université Bordeaux-I.

(1) Le Monde du 3 octobre.

**Les clefs du savoir**

Le système politique français

Yves Mény

Montchrestien



هكذا انتم

## EDUCATION • CAMPUS

### POINT DE VUE

## Au secours des DEUG : le bac en première

par Michel Guilloud

Les trois quarts des étudiants titulaires d'un DEUG (diplôme d'études universitaires générales) ont redoublé pour l'obtenir. Plus : la moitié de ceux qui commencent un premier cycle universitaire ne l'achèvent pas. Il y a là, pour les étudiants comme pour leurs professeurs, un gâchis de temps et de motivation qui défie l'imaginaire.

Les responsables universitaires invoquent deux causes principales à ces résultats décevants : les incertitudes et les échecs des étudiants à l'entrée ; l'insuffisance d'encadrement et de locaux pour donner aux étudiants de nos premiers cycles le temps de surmonter leurs échecs ou erreur d'orientation. Il y a donc bien là un cercle vicieux qui trouve son origine dans l'embaras manifesté par les jeunes au départ de l'enseignement supérieur : la moitié des élèves de terminale ne savent pas quelles études supérieures entreprendre ; ils se décident dans les heures qui suivent leur succès au bac.

Dans les IUT (instituts universitaires de technologie), les plus efficaces et les mieux reconnues de nos formations universitaires de premier cycle, le constat n'est guère différent. Un sondage récent (1) montre que plus des deux tiers des étudiants n'obtiennent leur diplôme universitaire de technologie que trois ans ou plus après le bac parce qu'ils ont passé une année à se chercher, le plus souvent stérilement, en commençant un DEUG.

A la sortie de l'IUT, confusion encore : deux sur cinq des diplômés font volte-face et décident d'embrayer sur des études longues. Dans ces deux cas, combien trop fréquents, le jeune diplômé change d'avis parce qu'il s'est trompé, soit sur sa vocation, soit sur la vocation des IUT, soit sur les deux.

Restent les classes préparatoires aux grandes écoles, modèle d'efficacité parmi les formations accessibles à la sortie du bac. On y trouve des élèves superbement encadrés, travaillant d'arrache-pied pour se présenter à des concours grâce auxquels ils intégreront à peu près certainement une grande école — voie royale qui leur permettra de débiter dans la vie active à des salaires proches de 200 000 F par an.

Ici aussi, pourtant, force est de constater un nouveau gâchis, à la fois quantitatif et éducatif. Quantitatif : les élèves se « gavent » des mêmes sujets pendant deux et souvent trois ans. Pédagogique également : les connaissances acquises ont pour seule raison d'être le passage de concours sans souci de besoins scientifiques ou professionnels ultérieurs.

### Une nécessaire cooptation

Une constatation, dès lors, s'impose : depuis l'âge de dix ans, le bachelier français n'a pas cessé de bachoter, mais sans véritablement prendre le temps de choisir son orientation. Ne nous étonnons donc pas si les lycéens devenus étudiants passent davantage de temps à se poser des questions de temps à se poser des questions qu'à suivre des cours. Et ne blâmons pas non plus les cadres universitaires — déjà trop peu nombreux — s'ils baissent parfois les bras devant ce gaspillage.

Un nombre croissant de professeurs de lycée se mobilisent déjà pour améliorer l'orientation de leurs élèves. Renforçant ces bonnes volontés, M. Lionel Jospin a annoncé, au début de l'été, des réformes destinées à affiner les diagnostics scolaires, prévenir certains problèmes et remédier à d'autres. Cependant pour aller plus loin, il faut faire jouer un rôle plus grand aux acteurs, eux-mêmes et donner aux jeunes les moyens d'assumer la responsabilité de leur propre avenir. A cette fin, je voudrais proposer à tous d'accepter une petite révolution.

De la part des professeurs et animateurs universitaires, l'effort consisterait à aller recruter au lycée, au lieu d'attendre que défile le flot des bacheliers. Les lycéens ont besoin d'entendre les représentants des premiers cycles répondre aux questions les plus diverses et vanter les mérites de leurs cursus respectifs comme de la vie dans leurs universités. Les universités fourniraient la documentation nécessaire, les animateurs se rendraient dans les lycées et les lycéens dans les facultés. Quand les élèves auraient pris leur choix, ils pourraient entrer en contact avec les représentants

des facultés sélectionnées, ne seraient-ce que par téléphone. Cela se fait aujourd'hui dans les meilleurs IUT.

Cet effort d'information permettrait de ramener au minimum les erreurs d'orientation. Ouvrant un dialogue, il permettrait de créer une sorte de cooptation entre étudiants et professeurs, condition nécessaire de la réussite.

Il reste que les enseignants avec lesquels j'ai pu m'entretenir font le plus souvent preuve de scepticisme quant à l'effet d'un tel effort de communication. Pour l'essentiel, leur pessimisme repose sur le manque d'intérêt que paraissent manifester les lycéens : soumis à une rude pression pour passer leur bac ou angoissés par l'aspect de loterie que prend l'obtention ou non d'une mention, les jeunes ne montrent ni curiosité véritable ni volonté de fournir l'effort indispensable pour se renseigner sérieusement. Il faut bien convenir que ce pessimisme, en l'état actuel des choses, semble justifié.

Pour permettre à la communication de s'établir, il faut donc faire un pas en avant et accepter une sorte de révolution : faire passer le bac en fin de première. L'année de terminale deviendrait alors celle pendant laquelle le lycéen pourrait explorer et évaluer son avenir en commençant certes à approfondir quelques domaines de connaissances, mais surtout en réfléchissant minutieusement ses choix, en questionnant des interlocuteurs qualifiés et en allant inventurer sur le terrain les options qui lui sont vraiment ouvertes.

Faire de la dernière année de lycée une année-charnière avec la période universitaire est, il faut le rappeler, une solution qui a fait ses preuves aux Etats-Unis.

### Un changement éréable

Une telle terminale, d'allure « sabbatique », comporte certes des écueils à éviter : perte de motivation chez les élèves, études mal sanctionnées, saturation de l'encadrement du premier cycle universitaire qui aurait la charge de dialoguer avec les lycées. Ces difficultés ne sont pas insurmontables.

En premier lieu, pouvoir disposer du personnel nécessaire est une question de gestion, bien plus que de ressources globales. Toutes les années-étudiants aujourd'hui gâchées, ce sont autant d'années-professeurs gaspillées. C'est par là qu'il faudra regagner ce que l'on devrait investir.

Ensuite, pour motiver les élèves de dernière année de lycée, il faudra personnaliser les programmes, en particulier afin de pousser les élèves dans leurs domaines d'excellence et les aider à combler leurs lacunes. Là où les jeunes sont les meilleurs, les lycées devraient pouvoir commencer à leur faire prendre de l'avance pour donner un coup de fouet à leur cursus. Là où, au contraire, les résultats obtenus au bac paraissent légers pour s'engager dans la filière choisie, les élèves de terminale devraient pouvoir suivre des cours de rattrapage.

Enfin, bien que la pédagogie de terminale soit du ressort du lycée, les responsables de premiers cycles destinés à recevoir les élèves devraient collaborer à cette personnalisation. Trois exemples suffiront : le choix des matières de rattrapage dont dépend l'admission finale, pour les candidats un peu faibles ; pour les plus brillants, l'élaboration de programmes leur permettant de prendre de l'avance ; et pour tous, la définition des contrôles continus et des résultats à ces contrôles en dessous desquels les admissions pourraient être annulées. Une telle pédagogie — à la fois plus individualisée et plus spécialisée — rapprocherait les enseignants du secondaire de ceux du supérieur et adouciterait la rupture entre la discipline du lycée et la liberté de l'université.

Qu'on se le dise. Donnons aux lycéens les moyens d'assumer davantage de responsabilités. Ils relèveront le défi. Le rôle des maîtres enseignants sera plus stimulant et notre industrie, pourvue de meilleurs cadres, s'en trouvera gagnante.

► M. Michel Guilloud est directeur général adjoint de Schlumberger, membre du Haut Comité Education-Economie et président du conseil d'administration de l'institut de physique du globe de Paris.

(1) Cité dans le rapport « Quels indicateurs pour l'industrie ? ».

### SOURCES

## La rapide insertion des bacheliers professionnels

Les baccalauréats professionnels sont-ils efficaces ? Une première étude du Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CERQ), menée sur la toute première promotion de « bacs pros » (1987), avait répondu par l'affirmative, indiquant qu'à près de 90 % les bacheliers professionnels avaient trouvé un emploi dans les six mois suivant leur entrée sur le marché du travail (Le Monde du 4 juillet). Une nouvelle étude du CERQ portant sur la deuxième génération de bacheliers sortie en 1988 (1) vient de confirmer ces résultats et précise que près d'un tiers du bac pro sur quatre est resté chez l'employeur où il a effectué son stage.

Neuf mois après leur sortie du lycée, le taux de chômage des bacs pros 1988 était de 12 %. Peu d'entre eux auront connu une durée totale de chômage supérieure à un an (1 % pour les hommes, 8 % pour les femmes ; 2 % dans l'industrie, 6 % pour le tertiaire). Au contexte conjoncturel près, le CERQ rappelle que ces taux s'élevaient en 1983 pour les bacheliers technologiques ayant choisi d'entrer sur le marché du travail,

bac en poche, à 8 % des hommes et 25 % des femmes.

Créés en 1985, les baccalauréats professionnels semblent donc répondre à leur vocation initiale : réactiver la finalité professionnelle du niveau de qualification (IV niveau bac) que n'assuraient plus les bacs technologiques, la quasi-totalité de cas bacheliers poursuivant désormais leurs études. La compétence professionnelle des bacs pros, qui débouchent majoritairement sur des emplois d'ouvriers qualifiés ou d'employés, semble d'autant mieux reconnue que ceux qui sortent non diplômés (par ailleurs titulaires d'un CAP ou d'un BEP) accèdent tout aussi rapidement à l'emploi.

### Poursuite d'études

Néanmoins, le CERQ observe que les entreprises ont largement favorisé, ces dernières années, le recrutement au niveau bac et n'excluent pas que « se développe un processus de substitution des bacheliers professionnels au détriment des diplômés de CAP ou de BEP ». Le bac pro pourrait ainsi, à

terme, constituer une « version modernisée » des CAP et BEP.

Si les bacs pros trouvent rapidement du travail, la qualité de cette insertion, en revanche, n'est pas homogène, note le CERQ. Les hommes (répartis essentiellement dans les filières industrielles) accèdent plus souvent à un premier emploi sur contrat à durée indéterminée que les femmes, très nombreuses dans les filières tertiaires. En outre, les femmes subissent un fort déclassement dans le temps : 37 % de celles qui sont classées dans les professions intermédiaires du secteur tertiaire au premier emploi se retrouvent classées employées au dernier emploi, tandis que 13 % des hommes qui démarrent comme ouvriers qualifiés ont au contraire une mobilité positive.

Le CERQ confirme enfin que les bacheliers professionnels, pourtant formés pour rentrer dans la vie active, souhaitent entreprendre des études supérieures. 28 % des bacs pros en 1987, 32 % en 1988 ont effectivement poursuivi leurs études, notamment dans les sections de techniciens supérieurs (57,5 % des poursuites d'études, contre

19,5 % en premier cycle universitaire et 7,5 % en IUT). La synergie amorcée entre bacs pros et STS se confirme d'ailleurs par la limitation du taux d'abandon en première année de STS à 14 %, 42 % des bacheliers professionnels obtenant le brevet de technicien supérieur (BTS) en deux ans, contre 52 % pour les bacheliers technologiques. Certaines filières de STS, notamment tertiaires, paraissent même mieux adaptées aux bacs pros : 60 % de réussite en deux ans en « bureautique secrétariat » (contre 50 % pour les bacs technos). En revanche, la réussite tient encore de l'éphémère. Seuls 10 % des bacheliers professionnels obtiennent un DEUG en deux ans.

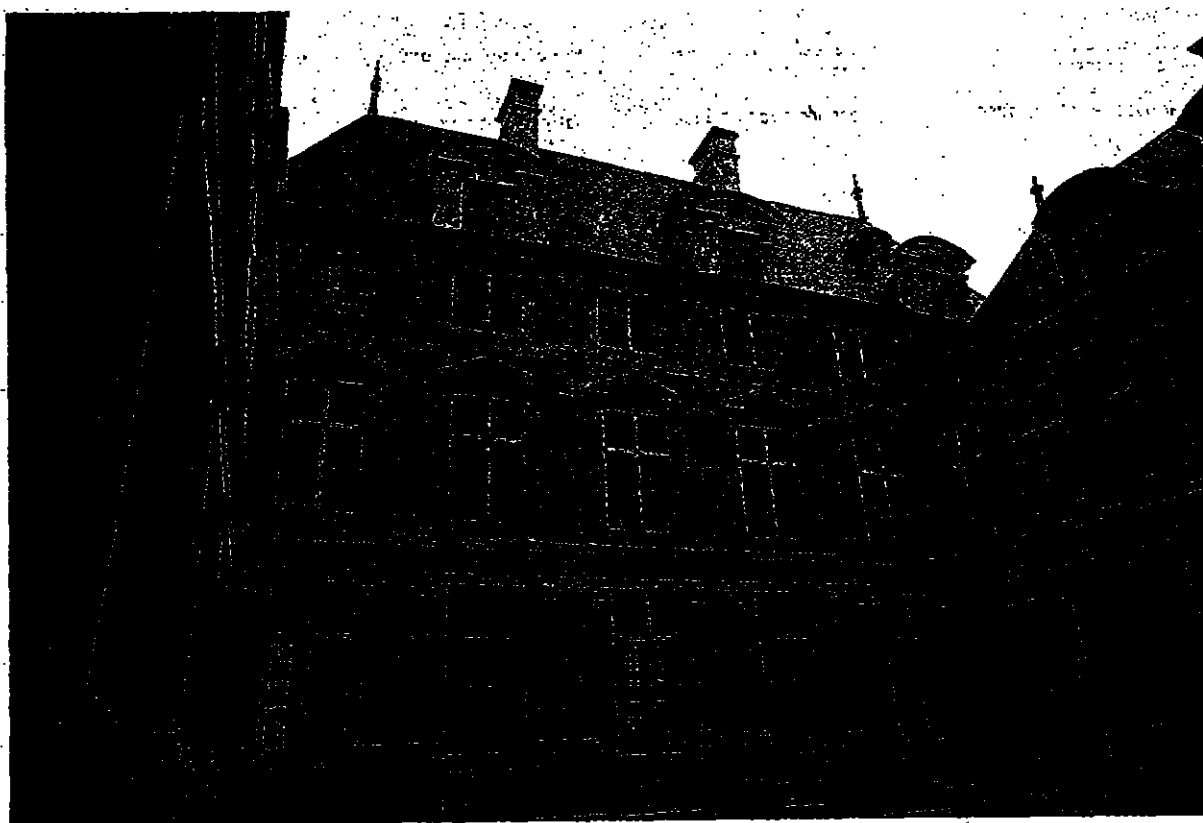
JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Cette étude porte sur 4 600 réponses. La promotion 1988 des bacheliers professionnels comprenait douze filières au lieu de cinq la première année, dont sept industrielles et cinq tertiaires.

► « La réussite des bacheliers professionnels sur le marché du travail », CERQ Bref. n° 69, octobre 1991.

### INVESTISSEMENT PIERRE

## LE MARCHÉ DE L'IMMOBILIER D'ART EST IMPERTURBABLE.



Depuis 15 ans, nous guidons les investisseurs dans les placements les mieux adaptés à leur situation personnelle et à leur fiscalité.

Notre philosophie repose sur quatre principes : rentabilité immédiate, sécurité du placement, fiscalité avantageuse et constitution d'un patrimoine générateur de plus-value à terme.

Nous proposons des investissements dans des immeubles de qualité, situés dans les meilleurs emplacements de Paris et à des prix bien placés dans le marché (il suffit de les comparer).

Selon votre situation — imposition fiscale élevée, capacité d'investissement mal évaluée, volonté

de procéder à un arbitrage patrimonial — nous déterminons avec vous la solution la mieux adaptée et nous vous conseillons dans le choix financier le plus judicieux, avec une possibilité de crédit à 100 %.

Investissement immobilier avec garantie locative.

Nous vous faisons bénéficier : — d'un rendement de votre investissement, en vous assurant une rentabilité, adossée à une caution bancaire, pendant une durée de six ans, les loyers étant réévalués en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Une garantie unique en France, — d'une plus-value à terme en raison du caractère exceptionnel des

placements immobiliers « haut de gamme » proposés à la vente.

Pour vous aider dans votre réflexion, nous avons édité une brochure présentant une vue d'ensemble de nos placements (investissement immobilier avec garantie locative, statut de loueur professionnel en meublé, opération de restauration réalisée dans le cadre de la Loi Malraux, placement bénéficiant des incitations fiscales de la Loi Méhaignerie).

Pour vous la procurer, envoyez-nous votre carte de visite.

JRH Conseil  
4, rue de Castiglione 75001 Paris  
TEL. 4261 52 38 - Fax. 4260 81 20.

JRH  
CONSEIL

Notre Passion, l'Immobilier d'Art

# POINT/LE MOUVEMENT DES INFIRMIÈRES

## « Opération zéro » dans les hôpitaux

### Sur le pavé de Paris

« Alexandre » était là, bien sûr, le grand Minkowski, professeur de médecine aux infirmières reconnues. Au premier rang, bordé de « blouses blanches », et finalement juché sur la plate-forme d'un camion pour une harangue chaleureuse. Il était là, l'un des rares de son rang, à vrai dire, pour s'indigner que « les infirmières soient traitées comme des domestiques ».

« Alexandre » parle d'or. Ce mardi 22 octobre, il flottait à Paris sur la manifestation des infirmières ce je-ne-sais-quoi d'orgueil froissé qui lui donnait des allures de riposte. Après les fameux incidents du 17 octobre, après tant de sit-in, de défilés et de cortèges depuis le début du mois, laborieuses et aide-soignantes, « manipulatrices » et infirmières foudraient le pavé de Paris comme pour laver une blessure d'honneur. Elles étaient, comme l'affichait l'une d'entre elles, des « héroïnes au bord de l'overdose ».

### « Ni bonne ni bonne... »

En colère, passionnée. Au point de converger à vingt mille vers la place Vauban, marchant en rang serré derrière un immense calicot fédérateur proclamant : « A ceux qui soulagent, Mitterrand oppose la violence ». Offensives aussi, sifflant en passant devant la rue de Béherville, où résidait le dent de la République, s'opposant à réclamer la démission de leur ministre Bruno Durieux. Persifflées enfin, ravies d'entendre sur des airs populaires la pavane

d'une politique de la santé présentée comme bien souffrante...

De Rennes à Béziers, de Lille à Dax, ce n'était qu'un cri, tantôt timide et bon enfant, tantôt exaspéré, pour demander : « Ne tirez plus sur les infirmières ! » Et aux gouvernements, tentés de les trouver bien gentilles et rigolantes pour mieux les amadouer, elles réservaient un slogan ternaire sans excessive tendresse : « Ni bonne, ni bonne, ni bonne ! »

Une nouvelle génération, en somme, combattive à l'image de Mireille Cez, présidente de la Coordination nationale infirmière, qui accusait, après trois bonnes heures de marche sur talons hauts, François Mitterrand de « laisser pourrir la situation » et de jouer des différends opposant la Coordination aux syndicats. Des déviances qui étaient brutalement au terme de la manifestation, lorsque la Coordination tint forum au pied des Invalides et que d'autres, parés d'un titre magique (« Nous sommes les acteurs de la santé »), s'hardirent à quelques milliers à foncer vers le ministère.

Ceux-là ne voulaient pas, disaient-ils, laisser « dériver leur lutte ». Ils réclamaient sur-le-champ des « négociations à ciel ouvert » et une audience à Bruno Durieux. Dans leur audace, ils provoquèrent quelque émoi en secouant un peu vivement les barrières Vauban destinées à protéger le ministère. Mais la gendarmerie, requise pour l'occasion, garda la tête froide et le ministre de la santé ne les reçut point.

LAURENT GRELSAMER

Trois ans après la naissance de leur mouvement revendicatif, les infirmières sont descendues, une fois de plus, dans la rue. Mardi 22 octobre, elles étaient environ 20 000 à défilé à Paris, de la place de la Bastille à la place Vauban, près du ministère de la santé, pour réclamer de meilleures conditions de travail, une augmentation des effectifs et des salaires plus élevés.

La Coordination nationale infirmière a appelé, à partir de mercredi 23 octobre, l'ensemble des hôpitaux à une « opération zéro infirmière ». Si cet appel est suivi,

« seules les urgences vraies et la sécurité des patients » devraient être assurées. Selon les modalités définies par la coordination, les infirmières réquisitionnées, assignées ou grévistes sont présentes et se regroupent sur le site hospitalier, la continuité des soins étant assurée par les médecins.

A la différence de 1988, le mouvement infirmier fait entendre plusieurs voix. La coordination unitaire de l'époque a éclaté, avec, d'un côté, deux syndicats professionnels, la Coordination nationale infirmière et l'Union infirmière France, de l'autre, la fédé-

ration CRC (Coordonner, rassembler, construire), qui exprime des revendications intercatégorielles. Aujourd'hui, pas moins de huit organisations syndicales et professionnelles participent aux négociations, qui devaient reprendre, mercredi à 17 h 30, avec le ministre de la santé, M. Bruno Durieux. Celui-ci proposait notamment la création de 4 500 postes de soignant sur trois ans, la diminution du travail de nuit de 39 heures à 36 heures et de meilleures rémunérations pour les dimanches et jours fériés.

## 11 400 francs en fin de carrière, primes comprises

A l'heure actuelle, le salaire net moyen des infirmières s'établit (hors primes) à 7 100 francs en début de carrière et à 10 400 francs en fin de carrière, après vingt-deux ans de service. Il faut y ajouter une prime annuelle de 7,5 %, dont l'attribution dépend de la présence au travail et une indemnité de 6 francs par heure au titre du travail de nuit et de 150 francs pour le dimanche. Une infirmière travaillant en permanence de nuit gagne ainsi environ 800 francs supplémentaires. En outre, dans les établissements de l'Assistance publique de Paris, une prime de 300 francs est accordée, notamment au titre d'indemnité de résidence.

Compte tenu du niveau des primes, le salaire net de début de carrière atteint 7 802 francs. Après cinq ans, il se situe aux alentours de 8 804 francs. En fin de carrière, il atteint 11 433 francs.

Ces rémunérations ne tiennent pas compte des dispositions prévues dans le cadre de l'accord conclu le 9 février 1990 pour la modernisation de la grille indiciaire de la fonction publique. Celle-ci prévoit des améliorations progressives. A compter du 1<sup>er</sup> août 1993, une infirmière percevra 7 800 francs nets (hors primes) en début de carrière et 11 400 francs nets (hors primes) en fin de carrière (sans compter les augmentations générales de salaires). Les infirmières de salle d'opération ont la possibilité de recevoir une « nouvelle bonification indiciaire », permettant de

reconnaître en terme salarial la spécificité de certains emplois.

De leur côté, les infirmières spécialisées pourront bénéficier d'un « classement indiciaire intermédiaire » (CII) destiné à mieux

récompenser les qualifications à la suite d'études de niveau bac + 2.

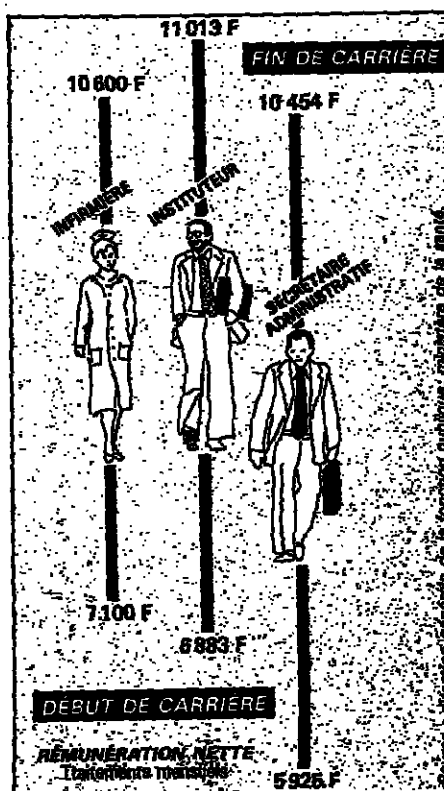
Toutefois, ces améliorations catégorielles n'ont, au plan individuel, qu'un impact modeste car elles doivent s'étaler sur une

durée de plusieurs années. Selon le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), le salaire net moyen des personnels hospitaliers publics (hors médecins et pharmaciens) a été de 101 600 francs en 1990, soit une progression quasi nulle (0,2 %) du pouvoir d'achat après une hausse de 4,7 % en 1989, consécutive aux décisions intervenues à la suite de l'accord de 1988.

Les infirmières libérales tirent sensiblement mieux leur épingle du jeu que leurs collègues salariés. En 1990, leurs honoraires (267 000 francs par personne en moyenne, soit 9,9 milliards de francs) ont augmenté de 5,1 %, soit 1,7 point de plus que l'inflation. Les 37 083 infirmières et infirmiers du secteur libéral (on en compte près de 65 pour 100 000 habitants) enregistrent chaque année un fort développement de leur effectif, qui s'est accru de 2 000 nouveaux professionnels l'an passé. Cet accroissement démographique soutenu et l'absence de révolution tarifaire n'ont, semble-t-il, pas trop pesé sur leur rémunération.

Dans une étude récente (*Blancs salariés*, n° 54, avril 1991), la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) souligne que les infirmières libérales réalisent de plus en plus de soins aux personnes âgées. Ces soins sont mieux rémunérés que les actes traditionnels.

JEAN-MICHEL NORMAND



Ces trois types de fonctionnaires appartiennent à la catégorie B (niveau baccalauréat) et disposent en principe d'un niveau de qualification assez comparable. Les primes, variables selon les emplois, n'ont pas été prises en compte.

## Une journée ordinaire

L'enfant respire avec difficulté. Sa poitrine bat comme celle d'un oiseau affolé. Son regard craintif suit les mouvements des dames en blanc qui s'activent autour de lui : deux infirmières et une aide-soignante. Il crie. Une main caresse rapidement son front en sueur. On n'a pas le temps de s'attendrir. L'aiguille cherche les veines. Une fois, deux fois. En vain. L'infirmière « passe le train » à une autre. Inutile de s'acharner. « Plus on insiste, pire c'est ».

Sans se parler, les trois femmes exécutent avec rapidité les gestes utiles. On remplit les tubes de sang.

L'enfant est épuisé. Il cherche l'air de toutes ses forces. Il est arrivé dans les bras de ses parents aux urgences. L'intense a diagnostiqué une « bronchiolite », une inflammation des dernières ramifications bronchiques. Il a prescrit des médicaments. Penché au-dessus du petit garçon, les infirmières l'observent, lisent la fiche de prescription, se regardent. « Ce traitement ne suffira pas », lâche l'une d'elles. Vite, on appelle le médecin. Pourrait-il prescrire des bronchodilatateurs en aérosol et une perfusion pour alimenter l'enfant qui n'a rien mangé depuis le matin ? Le médecin est d'accord.

Le diagnostic, les prescriptions, c'est lui. Mais rien ne remplace l'expérience des infirmières et les heures passées à guetter les signes de la maladie. « Ce savoir et nos responsabilités face aux malades ne sont pas reconnus », explique Béatrice en se dirigeant vers les parents au bout du corridor. « Vous pouvez appeler à n'importe quelle heure de la nuit, il y aura toujours quelqu'un pour vous répondre », leur dit-elle. Il est minuit. Béatrice a pris son service à 14 heures, elle devait partir à 22 heures. « On râle, mais on reste une ou deux heures de plus s'il le faut. Par conséquent, j'ai 200 heures à récupérer ».

Arrivée en août 1988 dans le service de pédiatrie P2 et de néonatalogie de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul, Béatrice, trente-trois ans, remplace, depuis un an, une surveillante partie en retraite. Pour 8 000 francs par mois. Reçue deuxième à son diplôme, elle n'a pas eu de mal à trouver un poste, comme elle le

souhaitait, auprès des enfants. « A l'époque, les infirmières générales de l'Assistance publique de Paris se réunissaient à la bibliothèque de la Sorbonne et offraient des postes aux élèves, se souvient-elle. Les mieux classées à l'examen choisissaient les meilleures places. Il y avait plus de demandes que d'offres ».

### « Notre métier a changé »

Aujourd'hui, c'est l'inverse. Dans le service, une quinzaine de postes – dont six infirmières et trois puéricultrices – n'ont pu être pourvus, faute de candidats. Fermée pour l'instant, une unité de six lits est obligée de garder porte close. Presque toutes les fins de semaine, il faut faire appel à du personnel intérimaire rémunéré. « On n'accepte plus ce que nos aînés acceptaient », explique Béatrice. On a toujours fait appel à notre conscience professionnelle pour canaliser notre ras-le-bol. C'est plus facile avec les femmes. Notre métier a changé, il a évolué avec les techniques médicales. Il faut qu'il soit reconnu à sa juste valeur ».

En arrivant, à 14 heures, Béatrice, cortège la quinzaine par « les transmissions ». Une surveillance sur le départ lui explique les changements dans le service depuis la veille. Sur sa blouse, un badge signale qu'elle est en greve. On ignore les noms des petits pensionnaires. Un « entrant » est arrivé en début de matinée pour une bronchite asthmatiforme. Un autre n'a pas « des selles très jaunes ». Celui-ci aura un scanner...

En début d'après-midi, le bureau bourdonne comme une ruche. Béatrice répond au téléphone, remplit les feuilles de sortie, discute avec les parents, renseigne les internes. « Non seulement les infirmières servent de secrétaires, accueillent les visiteurs mais elles nous donnons aussi des conseils, explique l'un d'eux. Récemment, mon patron m'a renvoyé à une surveillante pour obtenir des renseignements d'ordre clinique sur la méningite ».

Béatrice commence sa « tournée ». Deux des huit unités en

fonctionnement du service ne disposent que d'une aide-soignante. « En 1985, quand j'ai débuté, on avait le temps de s'occuper des enfants, explique l'une d'elles. Maintenant les cas sont plus graves et il y a moins de personnel. Alors on est pressé. Les enfants le sentent, ils vomissent leur biberon, il faut leur faire un lavement de plus pour nos deux unités ».

Dans les moments de découragement, Béatrice envisage de faire une formation de puéricultrice. « Ça me permettrait éventuellement de quitter l'hôpital et de diriger une crèche, pense-t-elle. Avec des horaires normaux et plus compatibles avec une vie de famille ». Elle aimerait aussi faire des études universitaires, le matin avant de venir à l'hôpital. « Il faudrait une reconnaissance de notre niveau bac + 3 avec des équivalences possibles ». Pour l'instant, Béatrice veut devenir surveillante. Même si dans ce métier, « on doit se sentir encore un million de la chaîne ».

La nuit tombe. Un petit est passé de son lit à barreaux dans les bras d'un interne. Il a pleuré des heures durant mais personne n'avait un moment à lui consacrer. « Nos relations s'enveniment avec les parents », explique Sandra, l'infirmière de garde. On manque de personnel, on change de salle. Il n'est arrivé de travailler dans six unités différentes en sept jours ».

Après deux ans d'attente, Sandra a quitté le foyer où elle partageait une chambre avec sa petite fille pour un appartement HLM dans le 19<sup>e</sup>. Elle travaille tous les week-ends, ce qui lui permet de gagner 540 francs de plus par mois – soit environ 8 000 francs au total – et d'avoir un rythme plus régulier. Sinon, elle doit travailler sept jours de suite, se reposer deux jours, puis travailler de nouveau trois jours.

Tout à l'heure, elle tra cherchait sa fillette la crèche de l'hôpital. Il faut la réveiller, prendre le RER, le métro. Deux changements. Pendant ce temps, Béatrice s'apprête à grignoter sur le coin d'une table à l'office. En attendant un autre enfant qui n'arrive pas à respirer à cause d'une bronchiolite...

MARTINE LARONCHE

## Les principales revendications

L'augmentation des effectifs, des salaires et l'amélioration des conditions de travail figurent parmi les principales revendications des infirmières.

Augmentation des effectifs. – La Coordination nationale infirmière et la Fédération santé de la CGT réclament la création de 20 000 postes d'infirmières, l'Union infirmière France insiste plus particulièrement sur la nécessité de compléter les postes budgétés actuellement non pourvus et sur la mise en place d'une évaluation nationale de la charge de travail. Selon les statistiques du ministère de la santé, sur les 365 515 infirmières diplômées d'Etat depuis 1953, c'est-à-dire de moins de soixante ans, seulement 240 711, soit les deux tiers, continuent actuellement à exercer leur profession. Ces chiffres ne prennent pas en compte les infirmières de secteur psychiatrique, qui sont au nombre de 61 204. On estime qu'une infirmière exerce sa profession en moyenne pendant huit à neuf ans.

Hausse des salaires. – La Coordination nationale infirmière réclame un salaire net de 10 000 F. L'Union infirmière France de 9 500 F. La CFDT santé insiste sur de meilleurs salaires en fin de carrière.

Amélioration des conditions de travail. – Il s'agit de la diminution du temps de travail (trente-cinq heures de jour et trente-deux heures de nuit pour l'Union et la Coordination), l'aide au logement près du lieu de travail, la création de crèches supplémentaires dans les hôpitaux, le remplacement immédiat des congés de maternité, parentaux ou de maladie, une meilleure rémunération des contraintes inhérentes à la profession (astreintes, travail de nuit, du dimanche et des jours fériés).

Mémoire reconnue de la profession. – L'Union infirmière France souhaite la mise en place d'un « véritable statut à la hauteur des missions confiées », ainsi que l'élargissement du champ de compétences des infirmières. Par exemple, les soins palliatifs ou encore les actes de petite chirurgie ou les pansements devraient être placés sous la responsabilité des infirmières.

Pouvoir décisionnel accru à l'hôpital. – L'Union infirmière France réclame la mise en place

rapide, et en concertation avec les professionnels, des décrets d'application de la loi portant réforme hospitalière. Celle-ci prévoit la création d'un service de soins infirmiers, d'une commission de soins infirmiers (qui donne son avis sur le projet d'établissement), et la présence d'une infirmière au conseil d'administration de l'hôpital. La Coordination réclame, pour sa part, une représentation de la profession, avec

voix délibérative, dans toutes les instances décisionnelles.

Revalorisation du diplôme d'Etat. – Les infirmières veulent une reconnaissance financière de leur niveau d'études bac + 3. Elles veulent bénéficier d'équivalences pour accéder à des formations universitaires (psychologie, sociologie...), voire une formation infirmière en université.

M. La.

## L'attrait de la Suisse

BERNE

de notre correspondant

La pénurie chronique de personnel soignant et les conditions proposées aux candidats pour remplir les vides expliquent en grande partie l'attrait qu'exerce la Suisse sur les étrangers. Le phénomène est perceptible en particulier dans les cantons frontaliers, mais il se vérifie également à l'intérieur du pays. Il y aurait environ cinq mille postes de travail vacants dans la profession, et 36 % concerneraient les infirmières diplômées. Les perspectives ne semblent guère meilleures, certaines projections prévoyant plus de six mille postes à pourvoir en l'an 2000.

### Recrutement au Québec

Dans leur tentative de revaloriser la profession, les autorités n'hésitent pas à consentir des efforts financiers. Sans doute les salaires des infirmières en Suisse sont-ils plus élevés qu'ailleurs : dès la première année, une jeune diplômée peut gagner, par an, 34 800 francs suisses à Genève et 33 400 à Fribourg (1 franc suisse équivaut à 3,89 francs français). Mais la semaine de travail reste en général fixée autour de quarante-deux heures, et le coût de la vie est aussi plus élevé en Suisse que dans les pays voisins. Si bien que le statut d'infirmière commence à être mis en question, les associations professionnelles estimant de plus en plus que la profession s'est dévalorisée aux yeux du public, sinon de l'usage.

Reste que les conditions de travail en Suisse semblent suffisamment alléchantes pour attirer nom-

bre d'étrangers, ou plutôt d'étrangers, dans tous les domaines de la santé, du nettoyeur à l'infirmière. Ainsi, à Genève, le personnel étranger et frontalier représente la moitié des effectifs. Il est de 30 % de l'ensemble du pays, avec une pointe de 42 % pour le centre hospitalier universitaire de Lausanne. Pour colmater les brèches, cette institution moderne et à technologie de pointe n'hésite pas à attirer large en faisant de la prospection jusqu'au Québec. Elle envoie régulièrement des émissaires au Salon de recrutement du personnel infirmier qui se tient depuis quelques années à Montréal et s'ouvre des frontières helvétiques.

A Annemasse, on recrutait l'attrait exercé sur le personnel formé dans les écoles spécialisées de l'Est-Savoie par des salaires de 5 000 francs suisses par mois contre moins de la moitié selon les barèmes nationaux français. Phénomène analogue du côté de la Suisse italienne, où un infirmier diplômé peut gagner d'emblée, uniquement en traversant la frontière, autant qu'un médecin dans un établissement hospitalier italien. Les métiers de la santé ont en Suisse, une meilleure image qu'chez eux, que dans les pays voisins. Les conditions de travail y sont plus satisfaisantes, de même que les possibilités de promotion professionnelle. De l'autre côté de la frontière, les responsables italiens et français commencent cependant à réclamer une politique régionale mieux coordonnée en la matière, ainsi que d'éventuelles compensations pour ces échanges mal maîtrisés.

JEAN-CLAUDE BUHNER



مركز التمثيل

# ARTS • SPECTACLES

## LE DOUZIÈME FESTIVAL DE JAZZ DE PARIS



Martial Solal, tête d'affiche de l'édition 91.

BERTRAND DESPREZ/EDITION

## Après Miles, le déluge ?

par Francis Marmande

LES choses ne sont plus les mêmes et rien n'a changé. Miles Davis est mort. La mort de Miles a créé un double vide. Elle se distingue de la mort ordinaire des musiciens de jazz. On entend d'habitude une sorte de lamentation très douce et déçue. Le deuil est d'autant plus lourd à porter qu'il faut l'annoncer à ceux qui l'ignorent. C'est en général ce qui se passe. Les musiciens de jazz ne sont pas interchangeables. Ils ne se succèdent pas.

Un Africain qui meurt, c'est une bibliothèque qui brûle. Un musicien de jazz qui s'en va, ce n'est pas seulement une personnalité qui s'évanouit, pas seulement un art de faire, un savoir-faire, une technique, une maîtrise, une personne qui disparaît, c'est à lui seul une idée du jazz — donc, l'idée même du jazz — qui finit. Chaque musicien porte à lui seul le jazz qu'il ne peut jouer qu'avec d'autres et avec quoi il part : pour parler des derniers à avoir passé l'anneau à gauche, Dexter Gordon, c'était une façon de tenir le ténor et le timbre unique d'une voix ; Sarah Vaughan, un port de tête et un jeu d'inflections qui signaient sa présence sur terre ; Stan Getz, une aisance et une souveraineté faussement désinvoltes ; Chet Baker, un rôle et un rythme, le souffle d'une voix réservée à la confidence.

Ce qui embrouille les amateurs, ce qui les enlève d'une discrète névrose sacrée qu'ils cultivent comme d'autres les gémissements, ce qui laisse bien désemparés les profanes, ce n'est pas ce rapport familial que les esprits courts mettent à la communauté du jazz (elle n'est en rien la « famille du jazz », elle est justement le bonheur de l'anti-famille !), c'est qu'on entre ou pas dans la confidence d'amour, qu'on partage ou pas le secret d'amour, qu'on est ou non dans l'œil du cyclone.

En pervers rapide et tendre voyou, Miles Davis a joué ce rapport aux musiciens et au public jusqu'au bout. Avec adresse et culot. Comme on joue une mise. Comme on joue un rôle. Comme on se joue de soi. C'est ce qui fait que sa mort est la première d'un Nègre américain à avoir déclenché des débits amoureux, des colères d'enfant blessé, la souffrance à l'état pur ou l'abandon du deuil. Il

avait induit ce rapport-là aussi. Il avait suscité par avance ce désarroi que l'on respecte. Sa disparition laisse la scène d'un vide étrange parce qu'elle ne se confond pas avec la simple brutalité de la mort. Kierkegaard a ce mot : « Ma tête est vide comme un théâtre où l'on vient de jouer. » Ce vide est stellaire. Il n'est pas le vide de ce qui n'aura plus lieu, il est le vide de ce qui vient d'avoir eu lieu.

Au lieu de se survivre, de se répéter ou de mourir trop jeune, Miles a changé en question spectaculaire ses limites, la défaite de son organisme et sa conception de la musique. C'est pourquoi il restait sur la scène. C'est pourquoi ses concerts tenaient plus d'un théâtre musical où il exhibait la musique qu'il cachait à la fois, mettant en scène le geste où il dissimulait, par un tour de prestidigitation, la source de la musique dont il feignait de produire l'origine, se tournant comme pour garder le secret, allant de l'un à l'autre comme on marche en studio, comme on va en répétition, donnant aux photographes la posture qu'ils allaient justement lui demander, se déplaçant ou se touchant pour dire de plus ? mon cœur ? mon âme ?

A Vienne, il y a deux ans, dans l'amphithéâtre romain, il a captivé huit mille personnes trempées jusqu'à l'os par un déluge de deux heures et demie. Sous les parapluies, des inconnus se tenaient la main et ne bougeaient pas. Pourquoi ? Pour la musique. Il sautait à la diable et quittait la scène, l'orchestre continuait seul, puis se séparait un par un jusqu'au moment où il ne restait plus que des boîtes électroniques à lampes de contrôle rouges, bleus, verts, les derniers synthés à jouer, seuls comme sur une planète abandonnée, jouaient-ils d'ailleurs ? Ils signalaient prudemment que c'était fini, que ça venait de finir, que rien n'allait finir de ce qui finirait.

La scène est vide de lui, et il va falloir inventer d'autres formes de présence. Miles est souvent venu au Festival de Paris comme il participait désormais à toutes sortes de manifestations d'importance inégale. Ses rôles de locomotive, d'alibi et de déséquilibre — ses cachets étaient autant de lettres de cachet pour tant de musiciens méritants — agapant. On vient de commencer de les regretter. On n'a pas fini. Ni pour la légende (pur symbolique) ni pour la

vérité (purement imaginaire), encore moins — les organisateurs vont sentir leur douleur — pour les affaires (le business, l'argent, le réel-réel).

Miles électrisait toutes relations, féminisait le masculin, vidait les femmes, conduisait vite, aimait les substances et faisait danser l'argent. Mais enfin, c'est sa musique, son art de la note, de la durée, qui traînent dans les têtes, dans les crânes, et, pour les plus chanceux, les musiciens, dans les doigts, ce souffle coloré en son, cette imitation poétique du mouvement du siècle.

Comment monter un programme auquel il a si souvent participé ? En créant. En créant comme à Paris aujourd'hui des rencontres nécessaires, des attentes : Martial Solal, Max Roach et Gary Peacock, par exemple, une formule géométrique qui, sur le papier, avant toute réalisation, fait lever plus de désirs, de fantasmes et d'orages que la lecture d'un script de Fellini. Ou encore Solal, Humair et ce jeune prodige — comme un renversement de formule ancienne — Jerry Bergonzi, et pour finir, en duo, déjà mieux éprouvé, avec Toots Thielemans, qui est à l'harmonica ce que Youri Bashmet est à l'alto.

De Bill Frisell, on ne peut attendre que l'étonnement, l'inattendu, la tension de ce qui n'aura pas lieu. Idem pour Ray Anderson, entouré de pointures encore peu connues (Simon Nabatov), c'est le jazz tel qu'il se fait demain, hors toute idée préconçue et détonnante du jazz. Le jazz tel qu'on ne le sait pas et tel que les festivals de l'été, par routine, par souci de présenter de la musique hygiénique, par peur d'eux-mêmes, écrasent.

Quant à Dave Holland, Kevin Eubanks et Mino Cinelu, on donnerait beaucoup pour les suivre, les entendre préparer, les regarder faire. Voilà : si vous ajoutez qu'on n'a rien dit de Steve Lacy, du Phil Woods European Rhythm Machine reconstitué et de cette idée saugrenue, magnifique, extravagante, casse-gueule, vraiment excitante, de célébrer les vingt-cinq ans de l'Art Ensemble de Chicago au Zénith, on dira du Festival de jazz de Paris, douzième du nom, qu'il s'annonce comme une grille réellement d'après Miles Davis. Ce qui est d'autant mieux que ce programme a été monté longtemps avant sa disparition. (Lire nos articles pages 20 à 22.) ■

### CINÉMA 23

Wim Wenders  
au bout du monde

### DISQUES 29

Le XX<sup>e</sup> siècle dans le violon  
d'Irvine Arditti

### ARTS 30

Les sculptures de fer  
de Robert Jacobsen

Lire pages 24 à 28 la sélection  
des rendez-vous de la semaine.

## IMMENSE



**BEETHOVEN**  
**LES 9 SYMPHONIES**  
The Chamber Orchestra of Europe  
NIKOLAUS HARNONCOURT



Prix  
Nouveauté  
**-20%**  
mac

مركز الفن

## JAZZ A PARIS

RENCONTRE AVEC LE PIANISTE ET COMPOSITEUR JOACHIM KÜHN

# La bohème au clavier

Pianiste et compositeur né à Leipzig, ex-RDA, en 1944, Joachim Kühn s'est exprimé dans tous les domaines de la musique : classique, jazz, expérimentale (son groupe avec Jean-Luc Ponty s'appelait Experience)... Depuis sept ans, installé en France, il constitue avec Daniel Humair et Jean-François Jenny Clark un trio auquel se joint souvent Michel Portal. Le Festival de Paris lui donne l'occasion de présenter un all-stars de quelques-uns des principaux musiciens du moment. Dont Rolf Kühn, son frère.

« Quelle est votre idée du piano ? Références, modèles, refus ?

— C'est simple, je refuse dès l'instant que quelqu'un vient me dire ce qu'il faut faire, ce qu'il faut jouer et comment le jouer.

— Vous semblez avoir une conception très spectaculaire de la scène, du mouvement et du jeu. Chacun de vos concerts est très physique, plus qu'un geste, une chorégraphie, une tempête de cheveux très romantique. Est-ce pour vous une condition de la transmission avec le public ?

— Ecoutez : je ne m'étais jamais aperçu de la façon dont je bouge en concert, jusqu'à ce que je le voie à la télévision. J'ai été sidéré de mesurer à quel point je gesticulais. Je ne le savais pas. Je ne m'en étais jamais rendu compte. En même temps, c'est certainement le reflet de mon tempérament le plus naturel, une façon spontanée de descendre au fond de la musique, de son inconscient : je n'ai pas le contrôle de mes mouvements. Je me rappelle que mon professeur me réprimandait déjà, enfant, à cause de mes gesticulations, et aussi du fredonnement dont j'accompagnais mon jeu. Quand il m'arrêtait, c'était comme si je m'éveillais. Je n'avais pas le moindre souvenir de ce que je venais de faire.

» Dans un sens très différent, très conscient celui-là, j'ai toujours attaché, en scène, une énorme importance à la tenue, à l'allure, aux vêtements par exemple. Le public doit absolument comprendre et savoir que vous êtes en train de faire quelque chose de pas ordinaire.

» Jouer, c'est spécial, il faut le signaler, il faut s'en convaincre.

- Le jazz ?
- Un mode de vie.
- Le free jazz ?
- Une partie de la musique.
- Composer ?

— Un morceau de jazz n'est pas une composition. Un vrai compositeur écrit tout le temps, comme s'il répondait à une nécessité intérieure, ce qui arrive plus couramment dans la musique classique. Mais il

n'empêche qu'il y a aussi de vrais compositeurs de jazz.

- La musique contemporaine ?
- Une expression mal employée.
- Les perspectives ?
- Faites votre musique, rien que votre musique, pure, sans compromis, sans intentions commerciales.

— Au Festival de Paris, vous présentez une sorte d'all-stars, avec de grosses pointures comme Michel Portal, Randy Brecker, Palle Mikkelborg, ceux que je ne cite pas et qui en sont déjà tristes. Ne me dites pas que ça ne pose pas des problèmes d'ego, de narcissisme, de préséance, de leadership... Y a-t-il un risque à ne pas voir venir la musique à force de multiplier les personnalités ?

— Un bon chef d'orchestre, ou plutôt *band leader* — le chef, c'est une notion du classique, — n'est pas seulement un leader en musique, c'est aussi une personne qui sait rassembler les gens qu'il faut. Les musiciens qui se comprennent, qui s'attendent.

» Je crois avoir un certain talent pour mettre les

gens ensemble, sur un plan musical et humain. Il n'y aura pas de problèmes d'ego. L'orchestre monté pour le Festival de Paris, cet all-stars, vous avez raison, a d'énormes solistes. Si chacun a la chance de jouer son solo, nous serons tous heureux. Puisqu'il s'agit de mon groupe, j'apporte mon propre matériau écrit, oui, des compositions. Mais je demanderai aussi à Portal ou Mangelsdorff d'écrire pour l'orchestre.

— Si je vous dis Coltrane...

— Depuis que je joue du jazz, Coltrane est là, qui m'accompagne, qui me suit. Et il sera toujours là. C'est un des plus grands musiciens de tous les temps, comme Bach.

— Que diriez-vous du trio que vous formez, depuis longtemps, avec Daniel Humair et Jean-François Jenny Clark, auquel se joint souvent Portal ?

— Que c'est l'expérience la plus longue que j'aie eue en jazz. Nous nous connaissons depuis plus de vingt ans et nous jouons ensemble depuis sept ans. Eh bien, nous continuons de nous surprendre réelle-

ment dans les improvisations, par nos solos. L'inspiration est constante. On ne peut atteindre ce niveau qu'à raison d'une immense confiance réciproque, ce qui suppose aussi l'amitié.

» Néanmoins, ceci explique cela, enfin je n'en sais rien, nous sommes aussi différents que possible dans la vie quotidienne. Trois personnalités à déplacer pour parvenir à jouer ensemble. Quand Portal nous rejoint, idem : un ami des années 60 qui est l'exemple même du musicien européen parfaitement individuel. Je l'admire pour tout, pour Mozart, pour les films, pour le jazz...

— Que diriez-vous des autres pianistes d'aujourd'hui ? Keith Jarrett, Martial Solal, Marcus Roberts ?

— Keith Jarrett, c'est un phénomène de notre temps. Solal, un grand pianiste. Marcus Roberts, j'en balance un peu, mais je songe constamment à Art Tatum, Horace Silver, Bobby Timmons, Red Garland, Wynton Kelly, McCoy Tyner, Herbie Hancock, Cecil Taylor, John Taylor, Gordon Beck, Bobo Stenson, Jasper Van't Hof, Franco d'Andrea, Chick Corea...

— La vie ? Les directions, vous qui avez tout emprunté, le classique, le jazz, le free, la fusion, l'avant-garde...

— Ma vie est celle d'un bohémien sans maison, mes pays préférés sont la France et l'Allemagne. L'Allemagne est aujourd'hui presque plus divisée, plus coupée qu'avant. Mais les nouvelles générations vont changer tout ça, l'Europe est le pays d'avenir.

» Le voyage prend une place énorme dans ma vie. J'aime voyager loin. Je continue de m'investir dans tous les types de musique. Je tiens à être un musicien complet. Je le veux. Pas seulement polarisé sur le jazz, mais sur les nouveaux types de composition et d'improvisation. Je continuerai d'avoir un style personnel dans des projets différents.

— Vous avez des regrets ?

— Des regrets musicaux, non. J'ai eu beaucoup de chance. Je crois fermement que vous pouvez toujours faire ce que vous désirez faire, je crois que c'est possible.

— La tristesse ?

— Une vie de bohémien n'échappe pas à la tristesse, mais les grands moments de musique payent pour tout le reste et, plus encore, vous enrichissent. C'est sans la musique que commencent la vraie tristesse. Je n'ai rien à faire de l'origine d'un type, de sa couleur, de sa religion. Seules comptent la façon dont il joue, sa sincérité, sa maîtrise, son invention et sa personnalité.

» Le plus grand moment d'innovation en jazz, c'est la fin des années 60. Après, tout glisse plus ou moins vers le business. Mais je crois en mes attaches européennes, *my European roots*. Nous savons très bien d'où nous venons, absolument pas où nous allons...

Propos recueillis par FRANCIS MARMANDE



## Ils sont venus, ils sont tous jazz

— SAMEDI 26 OCTOBRE : Martial Solal. Théâtre des Champs-Élysées. 20 h 30. Tél. : 47-20-30-88. F. 60 F à 220 F.

— DIMANCHE 27 OCTOBRE : L'Orchestre national de jazz, dirigé par Denis Badault. Maison de Radio-France. 20 h 30. Tél. : 42-30-15-18. 20 F.

— LUNDI 28 OCTOBRE : Joachim Kühn Jubileum Orchestra (Michel Portal, David Liebman, Cristof Lauer, Rolf Kühn, Randy Brecker, Palle Mikkelborg, Albert Mangelsdorff, Conrad Bauer, Bob Stewart, Jean-François Jenny Clark, Adam Nussbaum). Casino de Paris. 20 h 30. Tél. : 49-95-99-99. 130 F.

— MERCREDI 30 OCTOBRE : Martial Solal et Toots Thielemans. Théâtre de la Ville. 18 heures. 88 F. Frisell, avec Karin Driscoll et Joe Baron. Egberto Gismonti Group (Mardo Carmelo, Zeca Assumpção et Jacques Morelbaum). Théâtre de la Ville. 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 75 F (à 18 heures). 130 F.

— JEUDI 31 OCTOBRE : Kevin Eubanks, Dave Holland, Mino Cinelu, Jean-Marie Machado (vibracordes ; musique inédite en création avec le percussionniste Nana Vasconcelos). Théâtre de la Ville. 20 h 30.

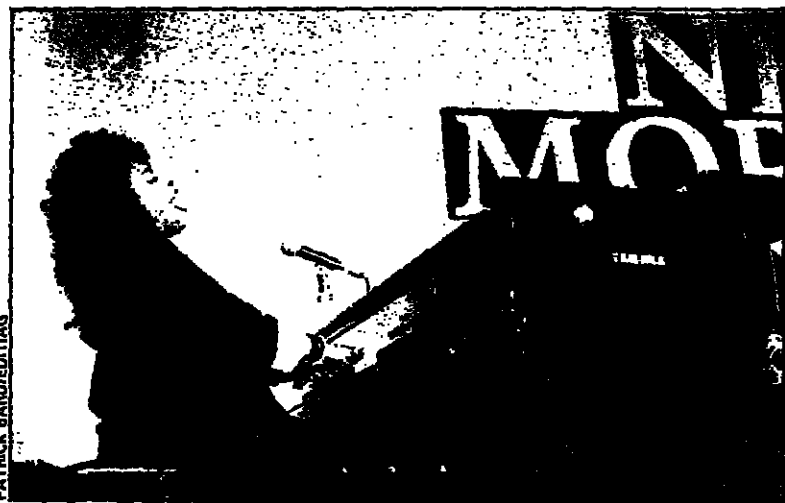
— VENDREDI 1<sup>er</sup> NOVEMBRE : Fe and Male, dirigé par Matthias Rüegg. Radio-France. 20 h 30.

— SAMEDI 2 NOVEMBRE : Art Ensemble of Chicago. Lester Bowie's Brass Fantasy (avec Stanton Davis, E. J. Allen, Gerald Brazel, Vincent Chancey, Steve Turre, Franck Lacy, Bob Stewart, Vinnie Johnson et Don Moye). The Amartubo Male Chorus (avec David Serame, Joe Leguabe, Elliot Ngubane, Max Bhe Bhe, Kay Nsumalo, Thomas Moye, Jonas Dube et Zack Nyoni). Zénith. 20 h 30. Tél. : 42-45-91-48. 150 F.

— LUNDI 4 NOVEMBRE : Masahiko Satoh et Jean-François Jenny Clark. Laurent Newton et Fritz Hauser. Eric Watson et John Lindberg. Auditorium des Halles. 21 heures. Tél. : 42-36-13-90. 130 F.

— MARDI 5 NOVEMBRE : Steve Lacy et Masahiko Togashi. Phil Woods avec Gordon Beck, Henri Texier et Daniel Humair. Théâtre du Châtelet. 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. 150 F.

★ Festival de jazz de Paris. Produit par l'Association nationale de diffusion culturelle, 5, rue Bellart, 75015 Paris. Réservations auprès des théâtres.



## Les New Morning qui chantent

Dix ans, le New Morning ne fait pas son âge. Il cumule plusieurs avantages incontestables. D'abord, il est très confortable. Il n'a aucune grâce particulière. Il n'est pas dans un quartier passant. Ni branché. Son côté loft à trois sous a toujours l'air bricolé. La scène est comme rafistolée. Maurice Cullaz, son directeur, n'a pas le droit de fumer « backstage ». Le son est moyen. Les éclairages étiés. Le panneau immense du titre qui tient lieu de toile de fond a quelque chose de lassant. Par temps couvert, les places sont chères. C'est dans l'ensemble plutôt cher. Le public est une bonne collection de blairaux fuchs de faire fête à la première adoille armée d'un saxophone à bretelles. Mais l'essentiel n'est pas là.

An New Morning, on se sent bien. La musique vient souvent. Plus qu'ailleurs. Le mélange même du public est très excitant. C'est le premier club à avoir mêlé les vrais blairaux aux débutants, ceux-ci aux pseudo-spécialistes et ces derniers aux musiciens. Beaucoup de musiciens dans la salle. C'est un signe qui ne trompe pas. Le public est un vrai public. Très jeune. Finitôt indigent : c'est qu'il aime aimer, on ne va pas le lui reprocher. Le lieu inachevé a des airs de studio, de club, de hangar, de grenier, de garage, de possible, de n'importe quoi, de rêve ouvert. Son confort est intérieur. Rien n'y invite l'ordre de penser, d'écouter. C'est ce qui fait qu'on y tend plus fort que n'importe où.

Dernier point. Mais n'importe qui de sensé eût commencé par là. N'importe qui, qui eût à produire un discours promotionnel. Ce n'est pas notre

affaire. Voilà : si vous prenez en jazz la liste des musiciens qui se sont succédés sur cette scène mal fichue (ce n'est pas vrai) du New Morning, si vous lisez celle du mois prochain, vous tomberez, ni plus ni moins, sur tous ceux qui comptent, sans exception, sans réserves, sans distinction d'âge, de styles, de générations. On devrait feuilleter les programmes du New Morning comme un calendrier ouvert, comme une anthologie, comme un dictionnaire en désordre, comme un livre d'images musicales. Un calendrier de rendez-vous inespérés. Plus tard, on le fera, ces choses-là circuleront, on se dira, ce n'est pas possible, ils forcent la note, c'était un dictionnaire animé.

Non, ce sera simplement l'éphéméride du New Morning. L'histoire de nos jours, de nos nuits de Paris pendant dix ans (pour l'instant), une succession de noms incomparables. On a pas mal voyagé. Nulle part ailleurs, un simple club fuchs comme l'as de pique n'a su proposer, ces dix dernières années, autant de listes dignes d'un festival de haut niveau, autant de noms dignes des plus grandes salles, autant d'assemblages dignes des initiatives les plus gaies et les plus hardies. Nulle part. Même à New-York ? Même à New-York City...

A supposer que vous ne soyez jamais allés au New Morning, tout est possible, vous venez de perdre dix ans de votre vie. Ce n'est pas grave en soi, mais ça compte. Malgré tout.

F. M.

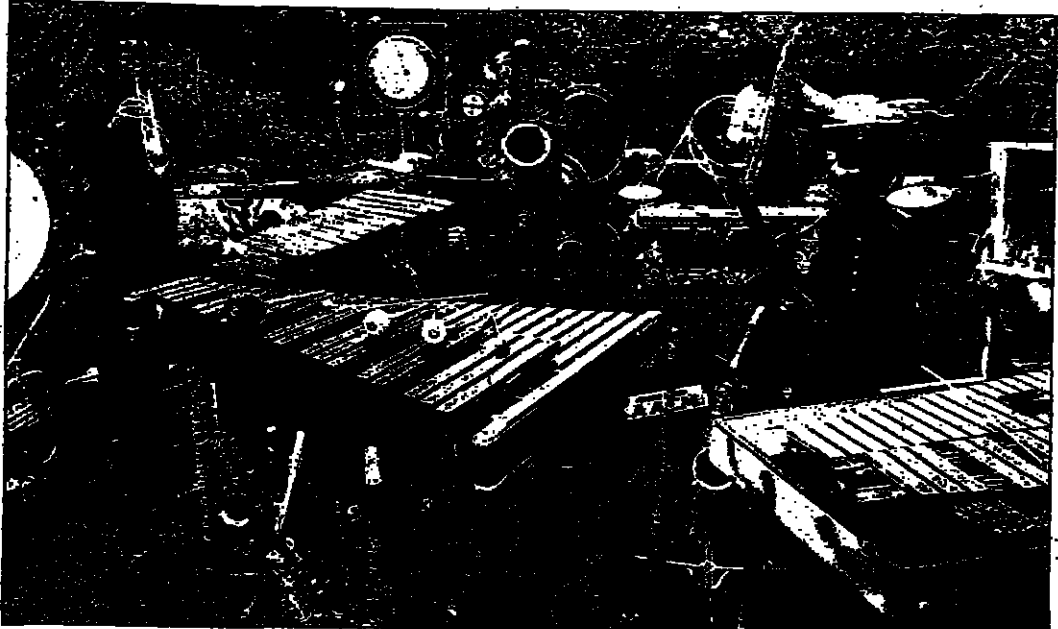


مركز الفن

## JAZZ A PARIS

LE VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ART ENSEMBLE OF CHICAGO

# Great Black Music



L'Art Ensemble of Chicago en 1969...



...et en 1979.

Tout concert de l'Art Ensemble of Chicago commençait avant le concert. Il commençait dans les têtes. Il commençait sur scène avant toute entrée, une scène façon caverne d'Ali-Baba, grand ouverte sur le monde, sur le Sud. Bientôt quatre, puis cinq musiciens déboulaient, acteurs, créateurs, activistes. Noirs. C'était en 1966. Les mêmes, aujourd'hui, fêtent à Paris leur anniversaire.

QUAND le rideau se levait - le plus souvent, il n'y avait pas de rideau - la scène surgissait, encombrée d'une quincaillerie de boutique du Sud, ivre d'un capharnaüm tiré d'un songe, grenier d'enfance de plusieurs lignes de musiciens de province, frottoir magnifique de cuivres, de peaux et d'os, les plus beaux instruments européens (le saxophone basse, par exemple) voisinant avec des balafons superbes, les plus remarquables percussions africaines mélangées à des trucs informes, le rêve du bricolage et de l'antiquaire, la cave d'une maison inconnue et familière, le labyrinthe à cachettes, une sorte de projection hologrammatique des inconscients de l'époque, tout faisait sens, le sens était partout, non-sens compris, ils n'avaient pas commencé de jouer, la musique était déjà là, épaisse, installée, entremêlée, disponible, bordélique, oui, c'était le bordel imaginaire du jazz, monté par des artistes.

L'époque, 1966, tombe juste, ils ont vingt-cinq ou trente ans. Ils en sont des acteurs, des activistes. Ils : Malachi Favors, peintures de guerre, galabets de cré-

monie, contrebasse, sifflets, percussions, balalaïka, lamentations rituelles; Lester Bowie, fines lunettes et blouse blanche ouverte d'apothicaire, irrésistible Grouches black; trompette, tambours, trompe tibétaine, harmonica, claviers. Roscoe Mitchell, anches, famille des saxophones au grand complet, roulette, boubou chamarré, planche à laver, happenings sourcilieux, cris de guerre; Joseph Jarman, itou, double menaçant et cependant très identifiable, dans le registre des mêmes séries, tous cuivres au vent, peinture nuba, amateur, comme les autres, de nouba; Famoudou Don Moyé, percussions avant tout, branlebas de combat, batteur hétérodoxe, promoteur de mystères, si peu grimaçant qu'il en paraissait sous masque, grand collectionneur de couvre-chefs pour un bataillon sans chef.

Tels ils sont, vite cinq après s'être construits à quatre, venus de Chicago où la musique s'est arrêtée un instant après ses courses de furet, sa vitesse de feu qui se propage, de Nouvelle-Orléans en Saint-Louis, Chicago une première fois, Kansas City au temps des langoustines, New-York New-York, plusieurs fois, Los Angeles le temps de rêver les vagues, et quand le pays commence à prendre feu, justement à Watts, le ghetto de L.A., retour à New-York avec une escale imprévue à Chicago, dans les années 60.

Chicago n'est pas une ville ordinaire. C'est une ville du blues. Rien ne la prédispose à symboliser la révolution en jazz. Rien ne prédispose personne aux révolutions. Il suffit de voir aujourd'hui. Deux hommes pourtant, quelques autres sans doute, cassent les images et inventent une nouvelle forme d'amour (ce nom plus général de la musique et moins raciste que le jazz) au début des années 60. L'un est Von Freeman, le père de celui qui le rendra célèbre, Chico, saxophoniste ténu parfaitement insensible aux ex-

gences de la mode et des margoulins. Famille de musiciens, cœur d'or, ce qui sauve Von Freeman et nos âmes, c'est sa mère. Il n'a jamais voulu quitter Chicago de son vivant. Ça ne l'intéressait pas. Les tournées, les journaux, les succès, la pacotille, ça ne lui disait rien. C'est ainsi. Il jouait régulièrement dans un club du sud de la ville. En tournée, les grands du jazz, Armstrong, Parker, Miles, Dexter, Gillespie, venaient jouer avec lui, aucun besoin de bouger. Sa musique bougeait bien assez comme ça.

Dans les années 40, compagnon de Sun Ra, «otro toro», il disposait déjà d'une espèce d'esthétique free, outrancièrement libre, qui ficherait en l'air les grandes généalogies du jazz (ultime recours théorique de ceux qui n'ont pour toute base que l'imitation de Jésus) et les censures des médiocres («le free est fini, mauvais moment, bruitage et commissariats politiques en tous genres») : ultime recours théorique de ceux qui fonctionnent au fantasme - ce qui n'est pas, on le sait, le meilleur carburant.

En 1965, à l'initiative de Muhl Richard Abrams, pianiste et compositeur qui menaça deux ans plus tard l'Experimental Band (on voit le genre), les chicagoans de vingt ans se réunissent. Ça tient du mouvement surréaliste, de Contre-Attaque et des groupes d'action. C'est politique, oui. Ça ne fait ni peur ni mal, c'est une machine à faire de la musique (voir plus haut), à aimer, à avancer. Muhl donne un nom : Association for the Advancement of Creative Musicians. Free Jazz, ce n'est pas un sigle, un pin's, une légende, ça veut dire très simplement : libérons le jazz!

Voilà l'aventure. On va essayer, c'est couru, de la réduire, de l'écraser, de l'antériorité historiquement, mais ça ne marche pas. Tous ces types ont eu un mélange étonnant de lucidité historique - ils savaient ce qu'il en était de l'histoire du jazz - et de désir de

renouvellement. Tous les concerts des bureaux de l'AAACM et de son groupe phare, l'Art Ensemble, étaient des actes, des actions, de l'activisme. de la création, de la gaieté, des excès, du grandiose, un sujet de conversation, pas un qui laisse indifférent, on en sortait brisés, regonflés, hilares, en colère, amoureux, ça allait de pair avec Tel Quel, Lacan, Foucault, Deleuze, les manifestations, le remue-ménage des idées, l'art du temps, les poings gantés de noir des sprinters américains à Mexico, la contestation généralisée, le joli mois de Mai et toutes ces années qui se sont ensuivies. Qui durent encore, en un sens. Sauf pour les repentis et les vrais névrosés - ce qui n'est pas donné à tout le monde. Ceux qui se laissaient simplement porter par l'époque, ils étaient la farine du soufflé, sont retombés. Ils cultivent l'oubli.

Les autres savent à quel point ils ont été changés par l'Art Ensemble. Autour de Muhl, une génération entière, Anthony Braxton, Kalaparusha, John Stubblefield, Henry Threadgill, Leo Smith, George Lewis, Leroy Jenkins, Fred Hopkins, Kahil El Zabar, Philip Wilson, Jack DeJohnette, comme la Jazz Composer's Guild à New-York, d'autres ailleurs, ont promu la Great Black Music. Quand on juge de l'état actuel du spectacle et de la musique, avec une pointe pessimiste, on pourrait dire que ça n'a pas pris. Ça n'a pas donné. Pas plus que les idées de 68. En cynique, on pourrait ajouter, « nous avons fait mai 68 pour ne pas devenir ce que nous sommes devenus » (Wolinski). En optimistes et au regard des résultats (donc, en réalistes), on dira ceci : si ces types n'avaient pas existé, mistère, qu'est-ce que ça serait, alors, aujourd'hui...

F. M.

### PASSATION DE POUVOIR A LA TÊTE

## Mélophile

Claude Barthélémy, directeur sortant d'une formule phibiscotée de l'Orchestre national de jazz, cède son tour. Il a succédé à François Joanneau (1986-1987), Antoine Hervé (1987-1989), et passe le relais à Denis Badaut. Un saxophoniste, un pianiste, un guitariste, un pianiste. Des moyens mesurés, en comparaison des divers budgets de la direction de la musique. Un libre choix des pupitres. Quatre esthétiques radicalement différentes. Bilan du départ après conversation avec les autres.

par Claude Barthélémy

CONTRE la montre... Ce n'est pas de Greg LeMond que je parle, c'est de l'ONJ. N'empêche que diriger l'ONJ tient, à bien des égards, d'une course contre la montre par équipes. L'épreuve reine, en un sens, mais à quel prix? Une année d'exercice (François Joanneau), deux et demie (Antoine Hervé), deux (ma pomme) ou trois (Denis Badaut), ça importe. La durée pourvu qu'on ait la vitesse. Soient par conséquent qu'on finit dans le décor avec l'arrêt du mandat.

D'où un forcé désir de tout dire, au risque de précipitation saillante. Plutôt garder en soi, dirais-je, l'urgence. Mes camarades, les musiciens, ne s'y sont pas trompés, qui m'ont amicalement poussé à réduire de plus de trois heures à moins de deux la durée de chaque spectacle.

Cette expérience, unique au monde - car il ne s'agit pas, comme en Allemagne, par exemple, d'un orchestre de radio avec pupitres permanents et chefs invités, mais d'une sorte de carte blanche laissée à un directeur musical - ne peut être que marquante pour celui-ci, surtout à la fin : un an de purgatoire pour Antoine Hervé, un exil à la Réunion pour Joanneau, faite en avant pour moi dans l'espoir de maintenir le fond de l'orchestre. « Ça fait partie de mon histoire



Denis Badaut, nouveau chef de l'Orchestre national de jazz.

### DE L'ORCHESTRE NATIONAL DE JAZZ

## et mélomane

mais je ne veux pas en être tributaire», me glisse Hervé. Je n'en suis pas à ce point de sauvagerie. (Car il s'agit bien de cela : on devrait dire mélophile, comme philosophe ou philatéliste; or l'on dit mélomane, comme toxicomane).

Cela dit, il est réconfortant de constater qu'au moins quatre esthétiques radicalement différentes peuvent se manifester en France en six ans, avec des instrumentistes de haut niveau, différents, changés, pour les servir, dans le cadre d'un « grand orchestre » - quel terme idiot : en classique, vingt musiciens, ce n'est même pas l'orchestre de chambre mozartien, mais bon...

Radicalement différentes? Bien sûr, chez Joanneau, le soliste n'était pas forcément désigné à l'avance, alors que toutes mes pièces, et de plus en plus, sont des portraits - réminiscence ellingtonienne, peut-être. Voilà, parmi tant d'autres, un exemple de différence... Une chose est sûre, nous avons tous partagé le même désir de convivialité dans nos formations, beaucoup d'initiatives au sein du groupe, que l'on soit trois ou vingt, c'est pareil, en veillant tout de même au risque « d'une certaine dilution des responsabilités par effet de masse » (Joanneau).

Bilan personnel : neuf mois de préparation dont trois consacrés au casting et six à l'écriture. Deux années de concerts, un salaire de caïd sup, bref, un exténuant petit nuage en somme, beaucoup de rires et des amis nettement décidés à continuer l'aventure, quelque difficile qu'elle semble hors cadre institutionnel : le revers de la médaille d'originalité de la formule. Plus l'immense joie, la vraie joie de se faire jouer et reconnaître comme compositeur-arrangeur, même si l'ensemble des responsabilités ne permet pas trop de se pencher sur son propre instrument. Petite blessure. On va arranger ça tout de suite.

J'ai beaucoup parlé de temps, mais la musique n'en est-elle pas l'expression la plus exacte, la plus sûre? Et pendant ce temps-là, Denis Badaut jubile. Tant mieux!

## JAZZ A PARIS

RENCONTRE AVEC LE BRÉSILIEN EGBERTO GISMONTI

## Les humeurs joyeuses d'un cannibale

Jazzman hétéroclite, virtuose du piano et de la guitare, Egberto Gismonti dévore Villa-Lobos et le folklore nordestin, prolonge en défilés construits la tradition des musiques populaires et érudites de son pays. Et perpétue, en le modernisant, le mouvement artistique né au Brésil dans les années 30, l'Anthropophagisme. Le gourmand s'explique.

ENTRE intellectuel et primitivisme : la musique de Gismonti, comme celle de ses compatriotes Hermeto Pascoal et Nana Vasconcelos, est faite de ruptures, de chocs frontaux et de difficultés contournées en pirouettes. Compositeur prolifique, il multiplie thèmes et improvisations qu'il truffe de références musicales « natives », d'emprunts maniés en jongleur : à la chanson populaire, quatre mesures d'Aquarella do Brasil, une samba d'Arry Barroso (1939) ; au folklore nordestin, lames lancinantes des repentistas, poètes sans domicile fixe ; il y ajoute une touche de bumba-meu-boi, tradition noire du bœuf expiatoire de la côte atlantique ; un mystère en forme de chant indien, écho de la réserve indigène du Haut-Paraná, où Gismonti s'en fut apprendre la flûte à la fin des années 70 ; du choro, notes égrenées dans un sanglot joyeux et populaire ; Webern, « stiel mystérieux » ; Carlos Gesualdo, son fétiche ; Villa-Lobos, beaucoup de Villa-Lobos. Et du swing en torsion, à la Mingus. De la contrebasse, du violoncelle. « Vous appelez ça du jazz, vous, eh bien, pourquoi pas ? »

Gourmand, iconoclaste, copieur, ogre, Gismonti ? Non, digne héritier de l'Anthropophagisme brésilien, mouvement artistique et littéraire né dans le bouillonnement des années 30 au Brésil, et qui a, jusqu'aujourd'hui, résisté à toutes les modes. Rockers inspirés (Cazuza, mort l'an passé du sida), chanteurs vedettes (Caciano Veloso, co-inventeur de la vague tropicaliste), jazzmen éclectiques (Hermeto Pascoal, Pau Braz, Nivelo Ornelas) en revendiquent la filiation directe, et Egberto Gismonti, griot sans roi, Brésilien de l'Etat de Rio (un grand-père né à Beyrouth, un autre à Catane, en Sicile) plus que d'autres.

Anthropophage : le pays méritait-il pu choisir meilleur mot ? En 1928, le poète Oswald de Andrade s'en empara et en fit une philosophie de l'irrespect : enthousiasme illimité à phagocytiser tout ce qui passe à portée de main, l'Europe, les indigènes, la cruauté, l'humanisme, l'esthétique et la laideur, à coller tout cela dans le même chaudron paysan avant de touiller avec énergie et malice. « Aujourd'hui encore, tout est à prendre, dit Gismonti. Dans ma musique, je veux retrouver les trois Brésils, ces immensités réunies par un lien invisible qui nous donne une hallucinante volonté de vivre. Le Sud, qui produit la majorité des 375 milliards de dollars de PIB ; le Nordeste, ce désert indi-



gent où sont ancrées toutes nos traditions et l'Amazonie indigène.

Grand habitué de la scène jazz occidentale, en quartet, en quintet, en grand orchestre ou en duo, Gismonti fait de la musique instrumentale sans doute insupportable aux oreilles de l'amateur de jazz type. Un éternel bonnet vissé sur la tête, les cheveux noués en catogan et la barbe à la façon d'un virtuose du piano attaque les gammes à la vitesse grand V et casse tout à la moindre trace de facilité. Dilettante surdoué, il joue de sa guitare à dix cordes (ou douze ou quatorze) comme d'un Strayhorn, quand il ne la transforme pas en instrument de percussion raffiné. Comment cet olibrius des tropiques décalé arrive-t-il, malgré tout - c'est étonnant - à rester classique ? Comment avec une musique si difficile parvient-il à nous laisser d'aussi bonne humeur ?

« Eh bien ! C'est que je suis moi-même de bonne humeur », répondait-il à la fin du concert donné à Nancy Jazz Pulsations au début du mois d'octobre. Concert enchanteur, d'où jaillissait, amplifiée, l'extrême complicité du chef d'orchestre entouré par ses pairs (Nando Carneiro aux synthés et à la guitare, ombre portée de son aîné, Zeca Assumpção à la basse et Jacques Morelbaum au violoncelle). S'il y a un mystère Gismonti, c'est celui, insondable, dit-il, « des hasards, de la chance qui m'accompagne, des liens ins-

ses dans la famille des musiciens. Ceux là mêmes qui m'ont toujours répété : « Egberto, tu faisais un immense non. Attends-toi donc à recevoir beaucoup d'autres non en retour. » J'ai entendu la leçon, mais je suis totalement serin. Je ne fais aucune concession sur ma liberté d'expression ».

1968 : le pianiste en herbe à vingt ans. Il monte à Rio. Dans les cafés, il rencontre Tom Jobim, Baden Powell. Un an plus tard, le Festival international de la chanson sélectionne une de ses compositions. Coup de cœur de Mario Lafont qui passe par là. « Elle m'a demandé de faire les arrangements de son disque, puis de tourner avec elle en Europe. C'est comme ça que j'ai passé un an en France. Avec elle, j'ai appris la magie de la scène. » Egberto habite l'avenue Pasteur. Il travaille son piano. Un jour, le concierge, un métis timide et retransché, sonne à la porte : « Monsieur, c'est bien Webern que vous jouez là ? ». Habitué en exil, avocat, musicologue, le concierge était un élève de Nadia Boulanger et un ami de Jean Barraqué. Partitions sous le bras, le potache Gismonti affronte alors Madame le professeur. Zéro pointé : « Vous êtes un musicien européen passable et un compositeur brésilien nul. Où est la samba, où est le choro ? », lui demande abruptement la virtuose. Egberto repart au Brésil méditer son identité. Grands orchestres, thèmes en demi-teintes, harmonies et arrangements inspirés

d'Antonio Carlos Jobim, où le compositeur chante mezza-voce (des poèmes) : sur ces bases évanescentes, il entasse ses recherches rythmiques et sonores.

1975 : Gismonti et son groupe sont invités au Festival de jazz de Berlin. Manfred Eicher, patron du label ECM, sacré depuis champion des mélanges risqués, y découvre le « prodige » et lui propose sur-le-champ d'enregistrer un disque. Mais, subitement, le gouvernement militaire brésilien instaure, pour tout voyage hors frontières, un dépôt obligatoire de 1 000 dollars. Désespéré (la somme est énorme à l'époque), mais pas vaincu, Gismonti part sans musiciens avec un projet de disque en solitaire. Une patte de deux jours à Paris met un inconnu, le percussionniste nordestin Nana Vasconcelos, sur son chemin. « Je lui dis : « Viens avec moi à Oslo ! » Il fut tout de suite d'accord. Nous n'avions jamais joué ensemble, il était impossible de répéter. Donc nous avons parlé en marchant. Puis enregistré Danças das Cabeças, une longue promenade en forêt amazonienne. C'est un objet rare. A cause de son étrange justesse, il a gagné tous les prix possibles, y compris un Grammy aux USA. » Partition sophistiquée mais dépourvue, alternance de temps calmes et de distorsions, Egberto Gismonti met la dernière main à son esthétique. « Bizarrement, mon seul disque d'or au Brésil fut Danças das Cabeças, en 1989, où figure une des compositions les plus célèbres de Villa-Lobos, Tremzinho do Caipira. Villa-Lobos était un voyou de grand chemin, génial, qui pensait que pour arriver à faire de la qualité il fallait faire de la quantité, des kilos et des kilos de musique... C'est un très grand compositeur, un as de la salade brésilienne qui a composé des choros en menant une vie de bohème et Floresta Amazonica en regardant la Merne près de Paris, là même où Debussy avait imaginé la Mer. »

Egberto Gismonti est un individu étonnant. Il a racheté toutes les matrices de ses disques publiés au Brésil chez EMI-Odeon pour fonder son label, Carma. Il a réussi à convaincre ECM d'en assurer la distribution en Europe, puis est parti en campagne auprès de JVC pour l'Orient, Polygram pour les Etats-Unis. Les livrets représentent, en réduction, la formule des albums brésiliens, fameux en Amérique du Sud à cause de leur Journal do Caipira (le Journal du péqueno), avec recettes de cuisine, textes littéraires et un secret de culture brésilienne (l'anthropophagisme, le carnaval...) dévoilé par un écrivain ou un journaliste connus.

Les premiers exemplaires (Arvore, de 1973, Circe, de 1980, Kuari, la musique du film de Ruy Guerra, de 1989, plus Violas, de Nando Carneiro) sont sortis il y a trois mois. D'autres suivront : « A chaque fois que je traverse une ville au Brésil, je ramasse des dizaines de cassettes. J'y retrouve les odeurs de campagne, le vert des jardins, la rosée du matin, la poussière des chemins creux, comme chez Hermeto Pascoal, comme chez Villa-Lobos. » Egberto Gismonti ou l'éloge de la profusion.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

## Notes de lecture

« La plus savante des musiques populaires », selon la formule consacrée, a suscité une vaste bibliographie. Réduire celle-ci aux ouvrages disponibles en français, c'est se prendre pour le monde, à quel point nous n'avons que trop tendance, et sacrifier aux goûts du public que les éditeurs arrachent dans leurs livres de comptes. Ainsi, un livre qui marque l'époque, Free Jazz/Black Power, de Philippe Carles, rédacteur en chef de Jazz Magazine, et Jean-Louis Cornille, ne se trouve plus qu'en bibliothèque, comme plusieurs autres livres essentiels. Le BPI du Centre-Pompidou dispose d'un riche rayon sur le sujet. Voici, pédagogiquement, et comme s'il fallait obéir à une contrainte oulipienne, une liste de douze ouvrages d'intérêt, par ordre de difficulté, puis cinq monographies et deux nouveautés.

« Le Jazz », d'André Francis : André Francis, Monteur Jazz de Radio-France et responsable de la programmation du Festival de jazz de Paris, reste l'auteur de la plus populaire des initiations, qui demande une remise à jour. (Seuil, « Microcosme », 1982, 352 p., 44 F.)

« Les Incontournables », sous la direction de Philippe Carles et André Claret. Une armée de critiques, dont « notre » Francis Marmande, très présent, ont choisi ceux que le jazz a choisis : d'incontournables incontournables. Avec les photos qui révèlent les caractères. (Flammarion, 1990, 266 p., 220 F.)

« L'Aventure du jazz. 1/Des origines au swing, 2/Du swing à nos jours », de James Lincoln Collier : une histoire où dominent les histoires sur le jazz, sans trop verser dans l'anecdote. Le livre date de 1978, sa conception du jazz d'une dizaine d'années plus tôt. On y a beaucoup puisé. Le Roman du jazz, de Philippe Gumplovicz (Fayard, 1991) peut être lu comme une sorte de mise en forme romanesque de cet ouvrage, pour les fatigués. (Traduit par Maurice et Yvonne Cullaz, Albin Michel, 1981, 292 p., et 290 p.)

« Le Guide du jazz », de Jean Wagner : un guide original, où les goûts classiques du critique de jazz à Tchékova s'affirment avec discrétion et beaucoup de chaleur aussi. Une bibliographie française. (Troisième édition revue, Syros/Mémoire, 1989, 238 p., 85 F.)

« L'Esprit du jazz. 1/Du blues au hop, 2/Au-delà

du hop, de Franck Bergerot et Arnaud Merlin : le dernier-né des ouvrages introductifs. La plus réussie des iconographies, d'abord. Ensuite un texte vif écrit par des auteurs jeunes et qui connaissent leur affaire jusqu'au présent, ce qui recommande fortement leurs deux petits volumes. (Gallimard, « Découvertes », 1991, 2 vol. de 160 p.)

« Les Grands Créateurs du jazz », de Gérard Amad et Jacques Chesnel : par style, par instrument, une présentation pleine de savoir et de sérieux, avec la collaboration du pianiste Daniel Goyone pour l'aspect technique. Ouverture sur les musiques connexes. Excellente documentation. (Bordas, « Les Compacts », 256 p., 89 F.)

« La Vie quotidienne des jazzmen américains jusqu'aux années 50 », de François Billard : dans une collection qui a fait ses preuves, les éléments d'une étude socio-historique, mise en récit avec passion. L'auteur a tout lu. (Hachette, 1989, 333 p., 98 F.)

« Dictionnaire du jazz », de Philippe Carles, André Claret et Jean-Louis Cornille : indispensable. Pour connaître la carrière d'un musicien, ses enregistrements principaux (sans les références discographiques, que l'on trouve chaque année dans le Guide Akai du jazz), le sens des termes techniques (par exemple : funk). Ne pas y chercher les nouveautés venues sur la scène. Vous serez spécialiste quand vous verrez les lacunes, qui sont réparties en fin et à mesure des rééditions. (Robert Laffont, « Bouquins », 1988, 160 p., 120 F.)

« Le Jazz », de Lucien Malson et Christian Bellest : Lucien Malson, premier docteur de l'université en matière de jazz et créateur de la rubrique « Jazz » dans le Monde, et Christian Bellest, trompettiste et

compositeur, étaient tout désignés pour un « Que sais-je ? » qui répond aux exigences de l'encyclopédie des PUF, donc aux questions historiques, esthétiques et musicologiques qui se posent sur le sujet. (Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? » n° 2392.)

« L'Improvisation, une lecture du jazz », de Jacques Hérold : le maître écrivain de la critique de jazz en France s'adresse aux lecteurs qui aiment le jazz sans savoir en parler. Lui sait, admirablement. Il aurait tendance à répondre par la négative à la question posée par son compère Michel-Claude Jellard, Le jazz est-il encore possible ? (Paranthèses, 1986 : Gallimard, « Folio Essais », 369 p.)

« Portraits en jazz », d'Alain Gerber : des articles, des notices, des textes de pochettes de disques, toute l'activité d'un critique amoureux et parfois polémiste, aussi exigeant pour le jazz qu'il l'est pour sa propre écriture, pleine de métaphores. (Renaudot et Cie, 363 p., 195 F.)

« Hommes et problèmes du jazz », d'André Hodeir : dans la plus importante des collections spécialisées (repasse aujourd'hui chez P.O.L., sous le nom de « Birdland »), on trouve encore la deuxième édition du seul ouvrage de musicologie et d'esthétique paru en français sur le jazz, en 1954. André Hodeir, compositeur de jazz, a fait autorité dans les années 50 et s'est retiré sous les assauts du free. (Paranthèses, 1981, 284 p., 90 F.)

Cinq monographies exemplaires : Louis Armstrong, de James Lincoln Collier, traduction de Jean-Louis Hodeir, discographie de Daniel Richard. Savant et fiable, une biographie « à l'américaine »

pour le premier génie du jazz (Denoël, 1986, 473 p.). Bird, la légende de Charlie Parker, de Robert Reisner, traduit par François Billard et C. Weinberger-Thommes. Les témoignages de musiciens, d'amis et de parents composent un portrait pénétrant du Mozart du jazz. Discographie par François Billard. La discographie, soit dit en passant, est le genre le plus précis des annuaires du premier cercle (Gallimard, 1989, 283 p.). Bird, la vie de Charlie Parker, de Ross Russell, traduit par Mimi Perrin, préface de Chan Parker. Témoignage d'un producteur qui connaissait la musique, ce récit de vie a inspiré le Bird de Clint Eastwood (Flammarion, 1980, 381 p.). L'Anne de Billie Holiday, de Marc-Edouard Nabe (Denoël, 1986, 250 p., 82 F.). Une évocation digne de son titre, et de Lady Day, par un écrivain provocant, irrépressible, enthousiaste musicien. Son Journal intime, Nabe's Dream (Editions du Rocher, 1991), aux options détestables, contient les pages les plus savantes écrites de l'intérieur du jazz. (Ongaro, Fleury-Hard, de Patrick Williams. Impeccable érudition, tout l'appareil critique attendu pour une étude du plus grand créateur européen du jazz et de sa postérité (Editions du Limon, coll. « Mood Indigo », 1991, 296 p., 98 F.)

« Deux nouveautés : Revue d'esthétique, « Jazz », n° 19, 1991. Critiques spécialisées, écrivains, esthètes, peintres, photographes, musiciens, tous notifiés, en un rassemblement de textes aux niveaux de lecture très variés. Le jazz pour ceux qui veulent en savoir plus (Editions Jean-Michel Place, 240 p., 195 F.). Jazz sur livres, un petit volume remarquablement documenté (par Philippe Fréchet) sur la présence du jazz dans l'édition francophone, avec anthologie, parcours bibliographique, répertoire des collections et des revues (Maison du livre et des écrivains, 20, rue de la République, Montpellier, 94 p.).

« Regarder le jazz : l'œil du jazz », de Herman Leonard. Herman Leonard est le Lester Young des photographes de jazz. La photographie est indispensable au jazz. Textes réunis par Philippe Carles. Conception graphique par Francis Paudras. Flammarion, 158 p., 270 F.)

MICHEL CONTAT



هكذا من العمل

CINÉMA

«JUSQU'AU BOUT DU MONDE», LE NOUVEAU FILM DE WIM WENDERS

Les tribulations du regard

Voir à Paris-France un film né en Australie et qui y finit. En parler à Tokyo avec Wim Wenders en se souvenant des beaux voyages des œuvres précédentes. C'était tourner autour de cette odyssée gigantesque et composite, aux dimensions de la planète et de l'univers des images, qu'est *Jusqu'au bout du monde*. Pour tenter de dresser une carte de ses andaces, de ses éclats et de ses failles.

**A**SSIS au milieu du désert australien en train d'écrire une histoire de science-fiction le jour de Noël 1977... Ce n'est pas le début d'une des chansons de Bob Dylan dont Wim Wenders aimait parer ses premiers films. C'est l'acte de naissance de *Jusqu'au bout du monde*. Chez les aborigènes, du côté de Darwin (Northern Territory), commençait la gestation de cette histoire de l'an 2000 qui allait devenir film-planète, film-mémoire d'éléphant, film casse-cou coulé de dollars et d'idées, de peurs et d'espoir.

Étrange et audacieuse entreprise que celle dans laquelle s'est lancé Wenders : un film double, un film à deux visages – comme son personnage principal, Claire-Solveig Dommartin, alternativement brune Cléopâtre et aveuglante blonde et sentimentale. Un film avec des péripéties et une façon de voir le monde, puis la critique de ces péripéties et de cette représentation, selon un grand «pli» qui, au milieu du film, le rabat sur lui-même. *Jusqu'au bout du monde* se divise très clairement en deux parties, séparées par la plus radicale des ruptures, une explosion atomique.

Avant, il y a ce qui pourrait s'intituler les *Tribulations de Claire*. Dans un univers futuriste entre *Blade Runner* et *Bilal*, Wenders lance son héroïne dans une folle course autour de la planète. Elle rebondit de Venise à Paris, de Lisbonne à Moscou, de Tokyo à San-Francisco (avec un détour par Pékin le temps de dresser un fugace monument à Tiananmen). Tour à tour chassée et chassée, croqueuse de trésor et proie sentimentale, elle piste un mystérieux et séduisant personnage qui ne révélera que tardivement son nom, Sam Farber, mais a d'emblée les traits de William Hurt.

LE MIROIR FATAL DE LA HAUTE DÉFINITION

Dans ce maelström de lieux, de langues, de gadgets, l'héroïne entraîne une multitude de comparses, dont des Dupont-Dupond figurés par son soupirent éconduit et écrivain, Sam Neill (qui a remplacé Jacques Dutronc, forfait pour cause de non-anglophonie), et un détective très wendersien (Rudiger Vogler, qui fut de ses cinq premiers longs métrages). Sur le parcours, une paire de trands français (réjouissants Eddy Mitchell et Chick Ortega), un sbire de la CIA, un vieux sage japonais et guérisseur (Ryu Chishu, l'acteur fétiche d'Ozu), des amis et des ennemis de rencontre.

«Et maintenant, on le refait encore une fois, ce voyage.» Octobre 1991. La voix étonnamment douce de Wenders quand il s'exprime en français. Chambre 827, Hôtel Capitol, Tokyo. Wim Wenders semble las. Il arrive de Berlin, via New-York et Moscou, ou était-ce Madrid ? Il repart bientôt. Ils repartent bientôt, lui et Solveig Dommartin, compagne-interprète-cocoonnière (1)-inspiratrice. Ils ont plus l'air de romanciers plantés que de membres de la jet-set. Wenders : «On arrive de plus en plus vite dans les endroits, et ils se ressemblent de plus en plus. Mêmes musiques, mêmes voitures, mêmes images sur les mêmes télé. C'est de plus en plus difficile de filmer, tout s'aplatit et s'uniformise.»

Ici, au Japon déjà, dans le si beau Tokyo-Ga dédié à Yasujiro Ozu, «dont le regard savait encore créer un ordre dans un monde de plus en plus confus», un autre cinéaste, Werner Herzog, disait à Wenders : «Il ne reste plus beaucoup d'images.» Mais il n'est pas sûr que ce soit en allant «au bout du monde» qu'on en retrouve, des images.

*Jusqu'au bout du monde* (avec, à la caméra, le toujours parfait Robby Müller) est le film de Wenders qui affiche le plus gros kilométrage. Il est pourtant le contraire d'un road-movie, genre auquel le cinéaste d'*Alice dans les villes* et d'*Au fil du temps* a donné ses lettres de noblesse (et emprunté le nom de sa société de production). Le road-movie appelait la durée et la distance, le voyage de Claire est immédiat et ubiquiste : telle une touriste moderne, elle voit d'autant moins qu'elle va plus vite dans plus d'endroits. Et le spectateur aussi, s'il se divertit fort des aventures de cet Ulysse au féminin, ne voit pas grand-chose.

Voilà, c'est pourtant le sujet et l'enjeu du film. Au cours des pérégrinations de la jeune femme, derrière puis aux côtés de Sam Farber, il se révèle que celui-ci transporte une caméra d'un nouveau genre, capable d'enregistrer des images pour les rendre visibles aux aveugles. Avec elle, et dans une souffrance qui l'obligera à utiliser la complicité de Claire, Farber enregis-

tre les visages de sa famille dispersée sur la planète. Au terme de cette folle chevauchée, tout le monde se retrouve en Australie.

En route vers le laboratoire secret de son père (l'inventeur de la caméra), Sam, aux commandes d'un petit avion, enlace Claire. L'hélice s'arrête. Silence. Sens de l'économie et de l'image d'un vrai cinéaste, sans déluge de feu ni tonitrues en THX, une explosion nucléaire vient d'interrompre la course du monde.

Le film change : mobile il était, statique il devient. Les personnages s'enterrent dans un village mi-savane mi-cité des sciences. Là attend la mère aveugle, là règne le père visionnaire. Au voyage horizontal et ultrarapide dans l'espace succède une lente plongée dans le temps (entre aborigènes immémoriaux et quincaillerie futuriste) et dans le subconscient. Pour que sa mère – Jeanne Moreau, impériale – puisse découvrir les visages des siens, Sam a sauvé leurs images, comme le pompier de *Fahrenheit 451* sauvait les livres. Et Claire, tendre médium, se prête à la machine pour qu'avant de mourir ces visages existent malgré la cécité.

Pour ces «images mentales», Wim Wenders n'a pas voulu de la physique et de la chimie du cinéma : «J'ai visionné toutes les séquences de rêve filmées que j'ai pu trouver, que des amis m'ont indiquées (Wenders a, de part le monde, énormément d'amis). Ces images

direct, autre histoire de regard maléfisant). «Je ne sais pas rendre un personnage méchant, confesse Wenders. Même mon Ripley dans l'Ami américain était le moins mauvais possible. Je ne saurais pas quoi dire à un comédien pour lui faire jouer un méchant. Fritz Lang, lui, savait.»

Mais Fritz Lang était un classique, Wim Wenders est, lui, un moderne. Chez lui le mal ne s'incarne plus dans les figures négatives du monde en noir et blanc, il est dissous, en suspension, dans la technique et ses si jolies couleurs. Pris à ses indolores filets, Claire et Sam deviennent des zombies, ils dépeignent en regardant les images de leurs songes : mortifère danger de l'image omnipotente, réduisant ses victimes à l'état de camés autistiques. «J'ai essayé d'anticiper le devenir des images, qui deviennent de plus en plus publicitaires, violentes, accrocheuses. J'ai moi-même subi une dérive semblable à celle qui piège les personnages, les aspirant comme dans un trou noir, lorsque je tournais *Hammett*, avec ce système vidéo que Francis Coppola (2) utilisait. J'étais tout le temps en train de regarder mon petit écran, complètement accro.»

Les métaphores de la vision, de ses vertus et de ses dangers sont elles-mêmes trop «visibles» dans le film, et pour cela laissent insatisfaits. Mais la beauté de *Jusqu'au bout du monde* est aussi dans cette transparence qui laisse apparaître les efforts de sa fabrication. Sam sera sauvé par l'infinie sagesse des aborigènes, ceux

Méliès – et la science-fiction se prête à ce changement de cap. Qui a, cette fois, déséquilibré le «système Wenders».

On pourrait résumer ce système par la devise : «voyage, famille, cinéma», les lignes de force de tous ses films. Mais le voyage est devenu satellisation sans territoire dans la première partie, le regard cinématographique, contaminé par la haute technologie, est empoisonné dans la deuxième. Reste la famille, commanditaire des images du premier acte, creuset où tous se réunissent dans le second. Les histoires de famille prennent l'avantage. Trop.

Du coup, le film aujourd'hui distribué ressemble de très près à son scénario (à son scénario définitif, considérablement amputé après des révisions encore plus multinationales). Au cours d'un tournage marathon, Wenders a pourtant tenté de faire ce qu'il fait dans tous ses films : saisir sur le vif, à la légère. «Quand je tourne, je filme des plans qui n'étaient pas prévus, c'est le plaisir. S'il fallait uniquement enregistrer ce qui a été programmé sur le scénario, ce serait invivable.» Ces scènes d'inserts et de digressions sont le sel de son cinéma.

Mais, au premier bout-à-bout, le fruit de cette quête durait neuf heures. Et le contrat de production, contraignant, à la mesure du budget énorme (140 millions de francs), exigeait deux heures quarante minutes maximum. Remettant son ouvrage sur la



Comme un signal envoyé du bout du monde, le film de Wim Wenders (ici avec Jeanne Moreau, en Australie) donne des nouvelles du voyage du réalisateur, parti d'un cinéma du regard vers un cinéma du récit.

ne me convenaient pas, ça restait du cinéma, la même matière que les séquences réelles.»

Alors, lui qui avait entrevu, en filmant au Japon *Carnet de notes sur vêtements et villes*, que la vidéo pouvait être complice et non ennemie du cinéma, est allé chercher l'électronique de la haute définition. Au Japon toujours, qui n'est pas le «bout du monde» mais «le centre du monde, le pays où l'on fabrique des téléviseurs pour le monde entier, pour que le monde entier puisse regarder les images américaines» (commentaire de Tokyo-Ga). Une alliance avec le diable ?

Périlleuse rencontre, en tout cas, pour les personnages comme pour le film. Les uns et l'autre tombent, victimes de la fascination technique, les premiers en s'abîmant dans la contemplation de leurs propres rêves, le second comme ébloui des artifices de couleurs et de formes qu'autorise la numérisation des images. «J'ai découvert en utilisant cette technique qu'elle tend à se suffire elle-même, et à occuper toute la place. Alors qu'elle devrait mieux montrer le monde, elle s'interpose entre lui et le regard. La haute définition est froide, j'ai voulu la réchauffer en m'inspirant de la peinture.» Étrange, cette convergence qui associe haute définition, rêve et peinture, après Kurosawa (pour celui de ses *Rêves* qui se passait dans les tableaux de Van Gogh), le peintre Peter Greenaway (pour le rêve égotiste qu'est *Prospero's Books*), et Jean-Jacques Annaud (qui avait, pour les rêves de l'Ours, commandé des séquences HD inspirées de Seurat et Signac, finalement abandonnées). Ici, ce sont les impressionnistes, et Vermeer, qui sont mis à contribution.

Avec l'arrivée des machines électroniques, le film, où les références à Fritz Lang abondent, passe du feuilleton – dans le fil des *Araignées* – au panoptique de *Mabuse*, un Mabuse moins méchant que possédé lui aussi par ses inventions. Pas une once de machiavélisme chez le vieux Henry Farber, joué par le charmeur Max von Sydow (dans un personnage exactement opposé à celui qu'il incarnait dans *la Mort en*

qui savent encore rêver le monde et vivre leurs songes sans tout mélanger. Claire sera sauvée par son amoureux écrivain. L'homme des mots et des récits délivrant la belle prisonnière des images ? La morale est osée de la part d'un homme de cinéma, plus encore de la part de Wim Wenders : longtemps le regard a commandé dans ses films. Une intrigue minimum fournissant assez de carburant pour de belles errances, les yeux grands ouverts sur les grises réalités du monde.

DES HISTOIRES ET DES FEMMES

Ces errances étaient masculines aussi, célibataires. Les femmes et le récit sont arrivés ensemble. Précisément, sous les traits de Nastassja Kinski et au cours de la grande confession de Harry Dean Stanton à travers le miroir du *peep-show*, dans *Paris-Texas*. Juste avant, le cinéaste avait filmé au plus près du gouffre l'impossibilité de raconter, avec *l'Etat des choses*, l'avait vécue avec le tournage chaotique de *Hammett*.

Femme et récit ont, de concert, progressé en importance dans *les Alles du désir* – où un ange abandonnait son état de pur regard et son immatérielle immortalité, pour une femme et une histoire d'amour. Femme et récit deviennent, dans *Jusqu'au bout du monde*, l'une personnage central, l'autre baume salvateur. «J'ai commencé par des films où l'image était essentielle : aujourd'hui, je me retourne contre mes anciennes convictions. Désormais, je me méfie des images pour elles-mêmes – et plus encore des «belles images». Je crois de plus en plus à la force des histoires, je crois qu'il faut leur faire confiance. Alors que j'ai des doutes sur le prétendu point de vue du cinéaste. Dans un film de guerre, même si le réalisateur est pacifiste, qui peut dire ce qui passe vraiment ?»

S'éloignant, film après film, des territoires éthérés de la poésie pour les sillons du romanesque et le corps des femmes, Wenders est toujours autant cinéaste, mais de moins en moins témoin, de plus en plus démiurge. Il est passé du camp de Lumière à celui de

Moviola avec son monteur complice de toujours, Peter Przygodda, Wenders est «descendu» à trois heures et a obtenu quitus des producteurs (3). Solveig Dommartin, frustrée de la suppression des séquences qu'elle a réalisées elle-même, seule, en Chine, regrette les scènes de musique et de danse tournées en Australie :

«Beaucoup de séquences humoristiques ont disparu, et presque tout ce qui concernait les aborigènes...»

– Et les personnages secondaires ont été renvoyés à l'arrière-plan...

– Et aussi la tendresse !»

Dans ce dialogue un peu nostalgique se dessine ce qu'on pressent à la vision du film : la machine de production et les méandres du récit ont peu à peu contraint, empêché, le cinéaste. Tel Harry Dean Stanton sillonnant les routes du Texas, le film semble chercher autour du monde, puis dans les tréfonds de l'inconscient, le lieu de sa conception, la belle et simple rêverie née dans le désert rouge d'Australie.

Mais l'histoire n'est pas finie : de sa voix à peine audible, Wim Wenders se promet de recommencer à travailler, cet hiver, sur la version longue (environ six heures) que nous verrons un jour. Et parce qu'il est un vrai auteur de cinéma, parce que chaque film n'est qu'un moment d'une œuvre qui avance, il s'apprête à retourner à Berlin, retrouver le second ange des *Alles du désir*, Cassiel, «l'ange des solitudes». Aller voir ce qui lui arrive dans une Allemagne entre-temps réunifiée, c'est encore reprendre le voyage du cinéma, pour rentrer à la maison. Wim Wenders était en Australie quand le Mur est tombé : «Il n'est pas tombé, il a à peine commencé à tomber. Je veux aller voir.»

JEAN-MICHEL FRÉDON

(1) Le scénario est coécrit par Wim Wenders, Solveig Dommartin et le romancier australien Peter Carey.

(2) Producteur de *Hammett*.

(3) Sauf aux États-Unis, où Warner exige toujours la durée prévue : le film y sortira dans une version encore raccourcie.

trépassés, par où  
 se présente dans  
 à débiter, à l'inter-  
 paque, d'espèce  
 ne dans le cadre de  
 cette manifestation  
 nant de cinéma d'ar-  
 reurs de Jock Lant-

**Box-office**  
 Il faut remonter trois semaines  
 au moins pour voir le succès  
 remporter à l'écran. Les  
 box-offices  
 641000  
 quelques 620000  
 semaine (Roc)  
 22 janvier 1966  
 tous le jour de ca-  
 en première  
 avec quarante-deux  
 remporter dispo-  
 formes de nou-  
 raples.  
 Grand  
 remporter 2 n'a pas  
 médiété tout le temps  
 au moins du douze  
 à peine, au lieu de  
 Gae Blanc  
 100000 spectateurs  
 dans le cher-loup  
 en une salle. Et le suc-  
 pures dans leur  
 plusieurs par-  
 nous d'



هكذا في العمل

## DE LA SEMAINE

### Minnie and Moskowitz

de John Cassavetes, avec Gene Rowlands, Seymour Cassel, Val Avery, Tim Carey, Katherine Cassavetes, John Cassavetes. Américain, 1971 (1 h 55).

On peut toujours revoir les films de Cassavetes, ils ne vieillissent pas. Et cette histoire de beatnik gardien de parking amoureux d'une bourgeoise n'est pas la plus connue.

VO : Action Christine, 8 (43-29-11-30).

### Les Quatre Filles du docteur March

de George Cukor, avec Katharine Hepburn, Joan Bennett, Jean Parker, Frances Dee. Américain, 1949, noir et blanc (1 h 55). Katharine Hepburn, la plus gazonnière des filles du docteur March, qui veut prendre ses responsabilités pendant que son père est à la guerre de Sécession, a fait pleurer des générations et gagné la célébrité avec ce film.

VO : Les Trois Luxembourg, 8 (43-23-97-77) ; Les Trois Balzac, 8 (45-81-10-60).

### Tom Jones

de Tony Richardson, avec Albert Finney, Susannah York, Hugh Griffith, Edith Evans. Britannique, 1963 (2 h 10).

Les pitreries aventures d'un bâtard infamement séduisant, dans le hauts société britannique du XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est vigoureux, sensuel, drôle, et merveilleusement joué. Certaines scènes - celle où, dans un lit, Tom Jones et sa conquête rongent un os de poulet - sont des classiques.

VO : Rétel Logos 1, handicapé, 8 (43-54-42-24) ; Elysées Lincoln, 8 (43-39-38-16) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

VF : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43).

### La Vieille Fille

de Edmund Goulding, avec Bette Davis, Miriam Hopkins, Jane Bryan, George Brent, Donald Crisp. Américain, 1939, noir et blanc (1 h 35). Quand Bette Davis ne joue pas les garces, elle tourne quand même des rôles extravagants qui peuvent entrer dans le livre des records pour la quantité de larmes versées par les spectateurs.

VO : Les Trois Luxembourg, 8 (46-33-97-77).

### Yoyo

de Pierre Etaix, avec Pierre Etaix, Philippe Dierckx, Lucie Klein, Claudine Auger, Dario, Mimmi. Français, 1984, noir et blanc (1 h 20).

Le pauvre petit garçon riche et qui s'en va reconnaître dans l'écrou d'un cirque qui vient à passer la femme de ses rêves.

La Champe - Espace Jacques-Tati, handicapé, 8 (43-54-51-60).

## Festivals

### Hispanités au Nord

« Hispanités », parce que ce festival, qui se promène dans le Nord jusqu'au 3 décembre, s'intéresse aux écrans hispaniques, d'Espagne et d'ailleurs. Réalisée dans le cadre du Festival de Lille, cette manifestation propose un panorama du cinéma espagnol avec des œuvres de José Luis Cuerva, Victor

Erice ou Carlos Saura ; elle rend hommage à Fernando Arrabal, Mario Camus ou Pedro Almodovar et se souvient de la guerre d'Espagne.

Villeneuve-d'Ascq, le Mellis : jusqu'au 3 décembre. Tél. : 20-81-85-62. Le Kira, du 6 au 21 novembre. Tél. : 20-91-08-64. Armentières, du 13 au 19 novembre. Tél. : 20-77-13-54. Clichy, du 20 au 26 novembre. Tél. : 27-81-35-20. Calais, du 20 au 26 novembre. Tél. : 27-81-35-20. Lille, du 13 novembre au 3 décembre. Tél. : 20-08-63-61.

### La Grande Bleue à Montpellier

Depuis douze ans, et comme son nom l'indique, le Festival international du cinéma méditerranéen s'impose comme le rendez-vous annuel des cinéastes de la région. Il propose un panorama des productions récentes en Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, Israël, au Liban, en Turquie ou en Italie. Dix films concurrent pour l'Attribution d'or, prix doté de 25 000 francs pour le réalisateur et de 50 000 francs pour le distributeur français. Le festival propose une rétrospective du néoréalisme italien et à la Grande Bleue au temps du muet ; il visite des villes méditerranéennes, rend hommage à Maurizio Nichetti, aux réalisateurs Tengiz Abouladze et Mohamed Khan et consacre cette année son « gros plan » au cinéma grec des années 50 et 60.

Du 25 octobre au 3 novembre. Tél. : 67-04-29-39.

### Guerre froide à Pessac

Après « Le temps des colonies », le Festival international du film d'histoire du Pessac se penche cette année sur la guerre froide. Espions ou agents doubles, bons et méchants, une cinquantaine de thrillers ou comédies - Hitchcock, Huston, Sternberg et Clouzot, *Don Camillo en Russie*, *le Troisième Homme* ou *Rambo III* - racontent la « coexistence pacifique ». Quatre rencontres autour de la projection d'un film d'interrogation sur : « Le grand schisme » (le 24) ; « Le face-à-face soviéto-américain » (le 25) ; « Les briseurs » (le 26) ; « La guerre est finie ? » (le 27).

Jusqu'au 27 octobre. Tél. : 56-46-25-43.

### Clio à Rueil

Historique également, mais plus dispersé que Pessac, le Festival de Rueil-Malmaison, cinquième du nom, présente dix films récents d'origines variées. Et aussi des fictions TV, des documentaires, et plusieurs rétrospectives consacrées aux grandes batailles, aux grands personnages ou aux péplums.

Jusqu'au 26 octobre. Théâtre André-Malraux à Rueil-Malmaison. Tél. : 47-32-24-42.

### L'Italie à Villers-Clairfontaine

Sorties récentes en France, avant-premières, Villers-Clairfontaine se veut un festival populaire qui présente toute l'actualité cinématographique italienne. Six films inédits concourent pour le Prix du jury, présidé par Giovanni Gagliardo. Parmi eux : *Bonco*, de Claudio Sestini, *Faccia di Lepre*, de Lilianna Gissanechi, *Italia-Germania 4 a 3*, d'Andrea Barzini. La rétrospective annuelle est consacrée au cinéma italien au féminin, pour revoir Sophia Loren dans *la Ciociara*, Monica Vitti dans *Drone de la jalouse* ou Claudia Cardinale dans *la Peau*, de Liliana Cavani.

Du 26 octobre au 11 novembre. Tél. : 82-89-40-22.

La sélection « Cinéma » a été établie par Colette Godard et Béatrice Mathieu.

## THEATRE

### Spectacles nouveaux

#### Au-delà du voile

de Laila Hadj Moulou, mise en scène de Simone Benicassi, avec Fatouma Ouedia, Dalila Halilou et Simone Benicassi.

La condition des femmes dans l'Algérie d'aujourd'hui, libre mais musulmane.

Beaumont-Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix, 4. A partir du 25 octobre. Les mercredi et jeudi à 20 h 30. Tél. : 42-71-26-16. 50 F et 80 F.

#### Le Barbier de Séville

de Beaumarchais, mise en scène de Robert Lescaumont, avec la Compagnie de l'Equipe. Beaumarchais est décidément très en vogue depuis les commémorations du bicentenaire de la Révolution française. Après la trilogie « de Figaro » offerte par la Comédie-Française, voici les aventures du valet, Arlequin français, servies par la compagnie de l'Equipe.

Salle Vellubert, 1, place Vellubert, 13. A partir du 25 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 45-84-30-80. 20 F.

#### Exercices de style

de Raymond Queneau, mise en scène de Michel Abecassis, avec Dominique Falcoz, Philippe Labreau et Michel Abecassis. Variations dans un autobus. Le grand classique. Pour savourer la langue, se moquer des autres et de soi-même.

Nautilus Bateau-théâtre, Quai Malaquais, passage des arts, 6. A partir du 25 octobre. Les vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 40-51-84-53. 70 F et 90 F.

#### Jusqu'à la prochaine nuit

de Ruzmet, mise en scène de Pierre Chabert, avec Anna Tatu et Pierre Chabert. Rezvani revient au théâtre avec une sorte de poème qui fait voyager un homme et une femme dans la musique de leur mémoire.

Essai de Paris, 6, rue Pierre-et-Lud, 4. A partir du 25 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-78-46-42. 80 F et 120 F.

#### Léo Kratz et ses œuvres

de Louis-Charles Stijns, avec les artistes Daniel Kanigberg, Martin Marini, Arthur Naucy et Jean-Luc Porraz.

Trois aventures de Léo, magicien, peintre, puis écrivain. Enfermé peut-être dans un hôpital psychiatrique, qui sait. Un soliloque à multiples voix.

Bestille, 78, rue de la Roquette, 11. A partir du 27 octobre. Du lundi au dimanche à 19 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. De 55 F à 90 F.

#### Misère

d'après « Les Trois Sœurs » d'Anton Tchekov, mise en scène d'Edouard Gaihos, avec Valérie Berger, Anne Dupagne et Cécile Gorgues.

Cloisonnées, défilées, usées, trois femmes revivent les lambeaux de leur

passé. Une adaptation des *Trois Sœurs*, de Tchekov.

Théâtre de Neale, 8, rue de Neale, 6. A partir du 23 octobre. Du lundi au samedi à 19 heures. Tél. : 46-34-81-04. De 65 F à 120 F.

#### Oncle Vanja

d'Anton Tchekov, mise en scène d'André Cazalis, avec Pascal Abecassis, Charlotte Berger, André Cazalis, Robert Delarue, Laurent Lapino, Valérie de La Fonclaise, Arlette Baldis, Alain Paron et Jacques Roux.

Le type même du personnage tchekovien, vieillissant, ému, fragile et blasé, incurablement désespéré.

Lucernaire Forum Centre national d'art et d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6. A partir du 23 octobre. Du lundi au samedi à 21 h 30. Tél. : 45-44-77-34. De 71 F à 140 F.

#### Pour en finir avec le hareng saur

d'après des textes de Charles Cros, d'après les monologues surréalistes et parapsychiques de Charles Cros.

Marie-Stuart, 4, rue Marie-Stuart, 2. A partir du 29 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 45-06-17-30. De 65 F à 95 F.

#### La Valse avant la nuit

de Benoît Marbot, mise en scène de l'auteur, avec Myriam Lothamer, Georges Fricke, Philippe Berdin, Roger Perrin et Djombol Hodgson. Avant de retourner au front, un jeune officier de la Grande Guerre, celle de 14, trouve sa fiancée avec son meilleur ami. Une intrigue Belle Époque dans un monde qui bascule.

Arènes, 168, rue Saint-Maur, 11. A partir du 25 octobre. Les lundi, mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 43-38-19-70. De 50 F à 100 F.

## Paris

#### L'annonce faite à Marie

de Paul Claudel, mise en scène de Philippe Adrien, avec Jean-Pierre Bagot, Béatrice Delavault, Alain Mucé, Jacques Garbille.

Huguette Kingué, Hélène Lepowier et Annie Mercier.

Ce n'est plus un drame mystique, c'est une histoire paysanne, l'impitoyable saga d'une famille où les haines et les jalousies s'exaspèrent et se nourrissent de frustrations.

Cartoucherie, Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manceuvre, 12. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-28-38-36. Durée : 3 heures. De 50 F à 110 F.

#### Le Café

de Rainer Werner Fassbinder, d'après Goldoni, mise en scène d'Ivan Monne, avec Jean-Marc Avoest, Nathalie Besançon, Paul Ecofard, Bruno Fleury, Corinne Frimas, Anne Martinet, Yves Pignot, Bernard Salvage et Jean-Claude Weibel.

Goldoni revu par Fassbinder. On discute toujours à propos de ces tables, mais c'est surtout vivant.

Théâtre le Vavre, 12, rue Sadi-Carnot, 52000 Vavre. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-45-46-47. 60 F et 100 F.

#### Les Chants de Maldoror

de Lautréamont, mise en scène de Hans Peter Cloos, avec Frédéric Adkins, Gitta Barthel et Alex Desmaes.

Précis de sensualité, de violence, dynamique, dérangeant de conscience, dans une version scénique de Hans Peter Cloos dont on a vu à Paris une mise en scène de l'Opéra de qu'il s'agit, et du *Malade imaginaire*.

Paris-Vilette, 211, av. Jean-Jaurès, 19. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-02-02-68. 90 F et 120 F.

#### Les Chœphores

d'Eschyle, mise en scène d'Alfred Mnouchkine, avec Simon Abkarian, G. Bigot, J. Carneiro Da Cunha, N. Nityensand, C. Schaud, M. Barnaud, D. Ballagi, M. Boulay, S. Brodt, S. Canto, L. Clauwaert, O. Delonca, N. Djerrah, E. Fagnon, I. Gezonnois, V. Grail, M. Jacques et B. Jodorowsky.

Après Berlin, Ariane Mnouchkine retrouve sa maison, la Cartoucherie : les splendeurs du théâtre grec et de l'Orient. Un spectacle précieux en alternance avec *Iphigénie et Agamemnon*.

Cartoucherie, Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manceuvre, 12. Le vendredi à

19 h 30, le dimanche à 13 heures. Tél. : 43-74-24-08. 110 F et 135 F.

#### Comédies barbares

de Ramon del Valle-Inclán, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Claude Aufaure, Michel Aumont, Philippe Blanchard, Maria Casarès, J.-C. Châlain, M. Chavit, M. Couturier, L.-A. Diéguez, D. Gence, I. Gonzalez Jairo, P. Joris, G. Juarez, I. Karajan, M. Labovitz, P. de Oliveira, S. Quenno, G. Ser et E. Suarez. C'est une histoire folle, l'histoire la plus folle de toute l'Espagne, ce qui n'est pas peu dire. L'imaginaire furieux de Dumas unifié de Pons du Terrail et de Victor Hugo n'aurait pas à la ville de Valle-Inclán. C'était l'événement-polémique du dernier Festival d'Avignon.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20. Spectacle en intégrale (durée 6 heures) ou en deux soirées. Intégrale à 15 h 30 : samedi et dimanche. Première partie à 20 h : jeudi 24, mardi 29. Deuxième partie : mercredi 23, vendredi 25, mercredi 30. Tél. : 43-66-63-80. De 110 F à 220 F.

#### Les Éphémères

mise en scène de Max Eymle, avec Jacques Barville, Jean-Paul Daniel, Juliette Faurst, Denis Lapage, Gérard Failler et Agnès Valéry.

Une étonnante intrigue sur la morale du plaisir, d'autant qu'elle est menée par une jeune femme qui fait le commerce de son charme, mais pas de son plaisir.

Rosau-Théâtre, 12, rue du Renard, 4. Du mercredi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 18 heures. Tél. : 42-71-30-20. 70 F et 100 F.

Dernière représentation le 27 octobre.

#### La Fausse Suivante ou le Fourbe puni

de Molière, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Geneviève Casile, Alain Pralon, Gérard Ghossein, Richard Fontana, Marie Mayette, Jean-François Rémi, Jean-Baptiste Maistre, Christophe Lidon et Béatrice Demachy.

Comédie des faux-semblants, des masques. Le cynisme de Molière en pleine lumière, dans une mise en scène tendue, précise comme un scalpel. Un spectacle de haute volée, et tout le métier des comédiens français.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1<sup>re</sup>. Le lundi à 20 h 30, le mercredi à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

## Box-office Paris

Il faut remonter plus de cinq ans en arrière pour trouver une performance équivalente à celle de *Terminator 2*, véritable bulldozer du box-office avec plus de 64 000 entrées le premier jour, et quelque 420 000 entrées pour la semaine (*Rocky IV* le semaine du 22 janvier 1986 : 79 000 spectateurs le jour de sa sortie, 437 000 en première semaine). Encore, avec quarante-sept salles, Schwarzenegger dispose-t-il de dix-huit écrans de moins que Stallone naguère.

Grand triomphateur, *Terminator 2* n'a pas pour autant asséché tout le marché. Interdit aux moins de douze ans, il a laissé le public enfantin se rabattre sur *Croc-Blanc* : près de 100 000 spectateurs sont allés flatter le chien-loup dans quarante et une salles. Et, la répartition des genres étant pour une fois assez judicieuse parmi les sorties, les Amants du Pont-Neuf, qui visent un public différent, trouvent aussi

sa place, même si ses 85 000 entrées font un score un peu décevant. Peut-être le film aurait-il mérité en première semaine une combinaison un peu plus vaste que les vingt-six salles auxquelles il a eu droit, afin de bénéficier au mieux de la curiosité que suscite l'œuvre de Léon Carax.

Ces trois nouveautés s'ajoutent 65 % des entrées de la semaine, laissent la portion congrue aux films déjà sortis. *Barton Fink* et surtout *Backdraft* en font les frais, si *Fisher King* résiste bien avec encore 40 000 entrées, qui l'amènent au-delà des 180 000 en trois semaines. Mais, surtout, le coup d'accélérateur donné aux résultats globaux par les débuts fracassants de *Terminator* ne fait qu'aggraver le déséquilibre déjà considérable entre Américains et Français (sans parler des autres...). Il reste un peu plus de deux mois à une poignée de films signés Lauzier, De Broca, Pialet, Tchéchin, Comeau ou Pinaud pour éviter une véritable débâcle sur ce terrain.

Florence CESTAC  
**LA GUERRE DES BOUTONS**  
de Louis PERGAUD  
Illustration de Gallimard

144 P. Couleurs 148 Frs.

PHILIP MORRIS  
JAZZ  
présente  
**B.B.KING**  
**DIANNE REEVES**  
avec  
**GENE HARRIS AND THE PHILIP MORRIS JAZZ BAND**  
WORLD TOUR 1991  
LE 23 OCTOBRE A MONTPELLIER LE ZENITH • LE 25 OCTOBRE A PARIS LE ZENITH  
LOCATIONS : FNAC - VIRGIN - POINTS DE VENTE HABITUELS - 3615 FNAC - 3615 VIRGIN  
RENSEIGNEMENTS : (1) 42 36 43 43





## DE LA SEMAINE

Le Monde • Jeudi 24 octobre 1991 27

## Régions

## Bordeaux

## Verdi

Don Carlo, version de concert  
Pascal Bouchaud,  
Eric Knoch (basse),  
Alexandre Marc (soprano),  
Giuseppe Giacomini (ténor),  
Sylvain Casadei (basse),  
Chœur du Grand Théâtre de Bordeaux,  
Ensemble vocal d'Aquitaine,  
Orchestre national Bordeaux-Médoc,  
Alain Lombard (directeur),  
Daniel Ogier (mise en scène).

Alain Lombard et ses collègues de l'Orchestre de Bordeaux-Médoc ont enregistré début novembre pour FR3 cette production verdienne, signalée a priori par une distribution digne d'une grande scène internationale, dans une mise en scène dans un Palais des Sports, mystère ? Les télespectateurs ont donc des chances de la voir pour les fêtes. Aux Bordelais, l'entraîne de la découvrir maintenant.

Les 25 et 26, 19 h 30 : le 27, 14 h 30.  
Palais des Sports. Tél. : 59-48-88-84. De 70 F à 200 F.

## Lille

## Masque hispanique au temps de Christophe Colomb

Montezuma Fierro (soprano),  
Hesperion XX,  
Jordi Savall (direction).

Quand on parle de Christophe Colomb, les programmes sortent leur Jordi Savall. Le gambiste catalan, le compositeur Montezuma Fierro et ses instrumentistes d'Hesperion XX vont beaucoup donner en 1992. Le Festival de Lille, qui racorde son thème de l'année à l'actualité (Hispanique), tel est son nom) prévoit les derniers et ouvre avec Colomb-Savall-Hesperion.

Les 24 et 25, Opéra, 20 h 30.  
Tél. : 59-54-74-24. De 50 F à 135 F.

## Marseille

## Wagner

Les Maîtres chanteurs de Nuremberg  
Joel Van Dam (baryton-ténor),  
Ben Hopper,  
Les Hesperion XX,  
Jordi Savall (direction),  
Edo de Waart (chef d'orchestre),  
William Murray (baryton),  
Orchestra del Teatro.

Joel Van Dam (baryton-ténor), Ben Hopper, les Hesperion XX, Jordi Savall (direction), Edo de Waart (chef d'orchestre), William Murray (baryton), Orchestra del Teatro.

Le 27, Opéra, 14 h 30 et le 30 octobre 1991. Tél. : 51-58-21-12. De 60 F à 150 F.

## Jazz

## François Tusques

« Parcourez ensemble le jardin musical de la grande incertitude enjouée... » C'est un parcours musical. Le titre promet. Le projet aussi : « Dans un jardin d'été où règne le gazouillis des oiseaux, les paroles des anciens comme Guillaume de Machault et Jean de la Croix voisinent avec les étranges dont parle Billie Holiday. » Ce qui rassure après cette prose, c'est le casting : Denis Collin, Bernard Vitet, Itaru Ohi, Noel McKen, soit la vieille garde, et des chanteuses. Ça se terminera par l'aine mieux mourir vive qu'entendre chanter les grenouilles. Oui, ça se discute.

## Quatuors en série

IS sont russes, hongrois, autrichiens, tchèques, français même. Ils marchent par quatre et généralement droit. Ce sont les quatuors qui défilent à Paris, ces jours-ci. A croire que le public de la capitale est pris de folie pour ces magiciens de l'intimité. Mais à ce rythme ne risque-t-il pas bientôt d'être saturé ?

Ce sont, rien que pour la dernière semaine d'octobre, les Alban Berg, le vendredi 25 à 20 h 30 au Champ-Élysées dans Brahms, Mozart, et la création française du quatuor de Bartók. Ce même vendredi, à 18 heures au Théâtre de la Ville, deuxième partie de l'intégrale des quatuors de Bartók par les Takacs, intégrale qui aura débuté dès le mercredi 23, même heure, même lieu. Pour couronner l'embouteillage, l'Auditorium du Louvre accueille ce même mercredi (20 h 30), et jeudi 24 à 12 h 30, les Keller dans des quatuors de Kurtag, de Haydn et de... Bartók. La semaine précédente n'aura pas vu moins que le Quatuor Borodine fêter Prokofiev, les Telich et les Kocian jouer tchèque.

Haydn encore. Le père spirituel de Mozart est le musicien vedette du Forum international du quatuor à cordes, quatrième du nom, qui battra son plein en novembre. Inaugurée pianissimo par Georges Zeisel à y a quatre ans, cette manifestation nous est maintenant servie par les meilleurs chambrières des pays

Les 24, 25 et 26, Dancos, 20 h 30. Tél. : 45-84-72-00.

## Charlie Haden Quartet West Ernie Watts

Un fidèle de la scène en noir et blanc du New Morning, qui fête ses dix ans. Le bessiste qui, par sa longévité, son histoire personnelle, ses initiatives et son activité quotidienne reste un des musiciens les plus forts du moment. Charlie Haden est hors temps. Il s'est tissé un style de contrebasse qui ne vieillit pas. Il traverse les styles, les noirs, les blancs et les époques. Physiquement, il n'a absolument rien perdu de cet air un peu ahuri, très doux, lunaire et inspiré qui émuait déjà ses camarades de collège à Springfield, Missouri, à la fin des années 40. Les myopes vieillissent bien.

Le 24, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

## Festival de Clermont-Ferrand

Laurent de Wilde, Eddie Henderson, Marcus Roberts, Dave Holland et Mino Cinelu, Branford Marsalis, Tony Williams, Kenny Kirkland, Jeff Gardner, Joe Henderson et Dee Dee Bridgewater, on dira ce qu'on voudra, mais, en plein Festival de Paris, ça fait un beau programme et une belle brucette de pianistes. Les Montfermeils n'ont plus de maître mais ils ont un beau festival de jazz. Ça console.

Du 23 au 27 octobre. De 90 à 130 F. Tél. : (03) 73-62-66-09 ou 73-35-50-10.

## Rock

## Crowded House

Crowded House est un groupe néo-anglais qui consacre tout son talent à la confection d'une pop sophistiquée qui doit beaucoup aux Beatles, à Steely Dan, avec - en plus - une bonne humeur acrobatique qui peut venir à l'agacement. Mais ce n'est pas vraiment pour Crowded House que l'on ira au Bataclan. Richard Thompson, guitariste prodigieux, auteur magistral, chanteur bouleversant, donne plus que tous les groupes de la semaine.

Le 24, Bataclan, 20 heures. Tél. : 47-00-145 F.

## Zebda

Zebda vient de Toulouse, mélange avec un bonheur certain : l'accent des bords de la Garonne et l'accent beur, le funk (il joue de vrais instruments) et le rap (les deux droles qui s'en chargent deviennent bientôt pouvoir faire le nique aux meilleurs). Zebda est quasiment à être drôle. En bref, Zebda promet beaucoup.

Le 25, New Moon, 23 heures. Tél. : 49-95-82-33.

## Les Naufragés

A base de musiciens montpelliérains (extraits d'OTH et des Vierges), les Naufragés font néanmoins preuve d'un attachement émuant à la Bretagne, à ses chants de marins, à ses ivresses maritimes.

Le 25, Espace Orano, 19 h 30. Concert Carte Jeune.

## Steve Young

Il a écrit des chansons qui ont été reprises par Wayne Jennings (le nouvel établissement de Nashville) et le rap (les deux droles qui s'en chargent deviennent bientôt pouvoir faire le nique aux meilleurs). Zebda est quasiment à être drôle. En bref, Zebda promet beaucoup.

Le 26, Théâtre de la Ville, 19 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.



Serge Prokofiev.

## The Pogues

Avec Joe Strummer à la place de Shane McGowan, qui est parti sur sa trajectoire de fusée (ne s'agit pas d'autodéstruction à chaque étape). C'est bien sûr l'âme des Pogues, mais d'une part Strummer est plus qu'un ancien combattant du Clash et, d'autre part, les Pogues ont passé trop d'heures sur scène à batailler victorieusement contre l'incohérence de McGowan pour se trouver brusquement vidés de leur substance.

Le 27, Elysée-Montmartre, 19 h 30. 145 F.

## Big Daddy Kinsey and the Kinsey Report

The Kinsey Report (jeu de mots affligeant s'il en fut) est l'une des formations signées par le nouveau label de blues de Virgin, Point Blank. Comme on trouve également au catalogue Johnny Winter, on peut sans trop de crainte faire un détour par le club Lionel Hampton.

Les 28 et 29, Jazz-Club Lionel Hampton, 22 h 30. Tél. : 40-88-30-42.

## Tournées

## Siouxie and the Banshees

En tête d'affiche, Siouxie Sioux, ex-succube de la naissance du punk, aujourd'hui reconquise, non sans succès, dans l'élegance doucement vénérée. En ouverture, les Blue Aeroplanes, groupe qui souffre (et c'est tant mieux pour eux) d'un excès d'excès : trop d'idées, de références, de guitaristes. Leur musique en devient un peu inaccessible. Si l'on se sent la fibre morale, on dira qu'elle se mérite.

Le 24 octobre, Mulhouse, Phoenix, 20 h 30, 140 F. Le 27, Lyon, Le Trabouler, 20 h 30, 140 F. Le 28, Paris, Zénith, 20 heures, 130 F.

## Dominic Sonic

Chanteur breton traditionnel. C'est à dire relevant de cette tradition vieille comme Marquis de Sade, qui veut que,

à Rennes, on relise le rock comme nulle part ailleurs : en le portant au paroxysme, en le tirant vers le tragique.

Le 24 octobre, Toulouse, Le Bikini, 22 heures. Le 25, Auch, La Nuit, 22 heures. Le 26, Bordeaux, Théâtre Baybay, 20 heures, 80 F. Le 27, Saint-Brieuc, Grand Théâtre du CAC, dans le cadre du Festival Art Rock, 17 heures, 70 F.

## The Innates

Ils ont commencé en 1977, en partant à contresens. Alors que tout le monde se précipitait dans la brèche punk, les Innates se lançaient à corps perdu dans le rhythm and blues. Ils n'ont jamais regardé en arrière et aujourd'hui ils restent la même équipe (Bill Huxley est un excellent chanteur, voix cassée et vibrante, qui retrouve par clairs les intonations d'Otis Redding) et aussi la même maladresse : non qu'ils jouent mal, au contraire, mais leur dévotion à leurs modèles les sépara toujours de la grandeur.

Le 30 octobre, Besançon, Le Montjoye, 19 h 30. Le 31, Lyon Le Glob, 20 heures.

## Pigalle

De salles de café embrumées en corons, Pigalle réinvente la chanson réaliste, empruntant l'exaspération du rock et l'approximation de la scène alternative pour le mettre au service d'une nostalgie qui range comme le plus puissant des acides.

Le 28 octobre, Festival de Champigny-sur-Marne, 21 heures.

## Lloyd Cole

C'est tout à fait Lloyd Cole : il prodame un bel et orbi sa haine des tournées et se lance dans un périple français presque exhaustif. Tant mieux, après tout, il arrive au néo-New-Yorkais de trouver en public l'attitude juste. Alors il fait vivre tous ses fantasmes de rock, avec l'élégance et les manières séduisantes qui caractérisent ses disques.

Le 30 octobre, Petite-Synthe (près de Dunkerque), salle Concorde, 20 heures, 150 F.

## Taj Mahal

Voilà vingt-cinq ans que Taj Mahal enseigne. Au programme, toutes les musiques entre la Jamaïque et la Californie, blues compris. Taj Mahal est de ces musiciens (il joue très bien de la guitare) que la science met à l'abri de toutes les surprises. Quand on connaît bien le blues, on n'est pas trop déçu par le rap. Avec sa grosse voix volée, sa virtuosité tranquille, il colle à l'époque sans jamais tourner le dos à l'histoire.

Le 26 octobre, Toulouse, Le Bikini, Le 28, Bordeaux, Le Cricketers, Le 29, Elysée-Montmartre, 19 h 30, 110 F.

## Festivals

## Saint-Brieuc

## Art rock 91

Un quatuor à cordes (le quatuor Balamo) qui joue du Kraftwerk, un opéra de Fred Frith, bricoleur musical migrateur (Heller Steiner), des vedettes (Dave Stewart et les Pogues avec Joe Strummer), un échantillon représentatif du rock français qui monte (les Coquines, Tobo et les Flammes, FFF, Cruma et Tuscado, Juan Razoni). Art rock donne une image culturelle du rock un peu délicate, mais pas si éloignée de la réalité.

Les 24, 25, 26 et 27 octobre, informations et billetterie, tél. : 96-33-77-50.

## Musiques du monde

## Nina Simone

Nina, faut-il le dire, n'a pas perdu le fil de ses humeurs musicales. La voix, le personnage, la stature de la chanteuse de blues, qui aime les tenues primitives et les larmes de Jacques Brel, la rendent nécessaire. On en oublie ses caprices d'amoureuse négligée, ses envies de tout envoyer balader quand il faudrait qu'elle nous satisfasse.

Du 23 au 27, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. De 122 F à 257 F.

## Ombres dansées Shek Tom

Suite du cycle « Aux confins de l'Asie » à la Maison des cultures du monde. Un ensemble de musique classique khmère, avec un chanteur, un ensemble de gongs métalliques et de tambours, accompagné d'un soliste, petit instrument à vent, ponctue les jeux des danseurs et des manipulateurs de figurines de caïr.

Les 24, 25, 26, 28 et 29, Maison des cultures du monde, 20 h 30 (sa 30 et 31 octobre 1991). Tél. : 45-46-61-42. 100 F.

## Irakere

Onze musiciens porte-parole de la nouvelle musique cubaine, latin-jazz, cha-cha, cuivre et synthés, mangés à la même sauce, sous la présidence du pianiste Chucho Valdés. Le plus connu des groupes cubains, par où sont passés Arturo Sandoval et Paquito D'Rivera.

Les 25 et 26, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

## Kabou

Deux groupes jamaïcains de reggae indits en France. Kabou présente la particularité d'être exclusivement composé de femmes, ce qui suffit à éveiller la curiosité quand on sait la place assez subalterne qu'occupe la femme dans la culture rastafari.

Le 25, Elysée-Montmartre, 19 h 30. 100 F.

## Airtio Moreira Flora Parim Group

Un brésilien percussionniste de premier rang, Airtio Moreira, un cubain pianiste novateur, Gonzalo Roibalca. Où la chanteuse, brésilienne, vit-elle pouvoir casser son talent, au demeurant confirmé de longue date ? Premier concert de la série « Dixième anniversaire » du New Morning, dans la joie.

Le 28, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

## Chanson

## Serge Reggiani

Récital unique pour celui que l'on disait malade. Reggiani à la voix vibrante, une tranchée d'histoire de la chanson française que l'on ne voudrait pas oublier.

Le 24, Courbevoie, Espace Carpeaux, 20 h 45. Tél. : 46-67-70-00. 140 F.

## Tournées

## Jane Birkin

Frère, forte, chanteuse de style, actrice à fleur de peau, Jane Birkin, Gainsbourg for ever, avec pudeur, délicatesse et talent.

Les 24 et 25 octobre, Lyon, Bourse du travail, 20 h 30, 140 F et 170 F. Le 26, Lausanne, grande salle, 20 heures. Le 28, Annecy, hall des expositions, 20 h 30. Le 29, Strasbourg, Palais des Congrès, 20 h 30. Le 30, Thion-las-Vosges (près d'Épinal), La Rotonde, 20 h 30.

## Bernard Lavilliers

Rien de très nouveau sur la planète Lavilliers, l'Asie ne lui ayant pas donné le second souffle espiègre après la période brésilienne. Mais le reggae n'est pas mort, les belles chansons restent belles, fussent-elles inspirées par d'autres latitudes et réécrites cent fois. Moins mobile, plus solide, Lavilliers joue l'intimité des petites salles.

Le 24 octobre, Saintes, Complexe Saintes Vignes, 20 h 30. Le 25, Lézoume, COSEC, 21 heures, 100 F et 140 F. Le 26, Châteauneuf, Salle Racine (Centre universitaire), 20 h 30, 120 F et 130 F.

## Guy Bedos

On l'a vu récemment à la télévision, à « Bonifon de culture », redécouvrir, la larme à l'œil, son oraison funèbre rédigée par Pierre Desproges en forme de blague ultime. Bedos aimait Desproges pour son non-respect des genres convus, même en matière d'humour. Une similitude de caractère, un regard d'intelligence lucide que Bedos a rarement perdus.

Le 24 octobre, Yverres, Association Espace (ex-CEC), 21 heures, 90 F et 120 F. Le 25, Les Pavillons-sous-Bois, Espace des Arts, 20 h 30, 120 F et 160 F (complet). Le 26, Fontenay-le-Comte, salle des sports de la Grande-Paroisse.

La sélection « Classique » a été établie par Anne Rey, « Jazz » : Francis Marmande, « Rock » : Thomas Sotinel, « Musiques du monde » : Véronique Morin, « Danse » : Sylvie de Nassac.

## AUJOURD'HUI, LE GRAND JOUR!

## Les Misérables



EUROPE 1

CE SOIR, LA GENERALE.

T H E A T R E

MOGADOR

EXCEPTIONNELLEMENT A 19H30

LOCATION 48 78 04 04

AU THEATRE, AGENCES, FRAC, VIRGIN MEGASTONE, KILLETTEL-SMUTTEL 36 15 CODE THEA





هكذا انتم

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Gounod

Faust  
Richard Leech (Faust), Cheryl Studer (Marguerite), José Van Dam (Méphisto), Thomas Hampson (Valentin), Marianne Mahé (Siebel), Chœurs et Orchestre du Capitole de Toulouse, Chœurs de l'armée française, Michel Plasson (direction).  
«Quelle musique!», s'exclamaient, extasiés, les membres du jury de l'opéra de Toulouse à l'issue de l'exécution en concert qui précède immédiatement les séances de studio dont est sorti cet enregistrement («le Monde Arts et Spectacles» du 28 février 1991). Comme Plasson aime, qu'il possède comme nul autre Faust - «son» Faust pourrait-on dire, tant cette musique coule sous sa baguette avec naturel et générosité, - nul ne pourra en douter à l'écoute de cette nouvelle version sur disques argentés de l'opéra français le plus joué de l'histoire, version qui vient indubitablement s'aligner aux côtés de celles de Prêtre à l'Opéra de Paris, de Colin Davis avec Ariza, de Lombard avec Aragall et Caballé, ces derniers n'ayant bénéficié que tout récemment d'une réédition laser (Erato). La chaleur du concert nous avait-elle un peu trompés sur le Faust de Richard Leech? Le jeune ténor américain, qu'écrit-il d'être un français toujours stupéfait, avec une vaillance inébranlable, nous paraît maintenant quelque peu claironnant dans l'air, surtout dans la scène initiale qui, il est vrai, l'expose tout entier. Cheryl Studer a la grâce vocale, la simplicité, la clarté d'âme, un certain prosaïsme aussi, un côté «bonne fille sincère et directe», dans ce rôle que Caballé tirait en 1977 vers les grandes coquettes, avec des rubatos, des pianissimos à tomber. Marianne Mahé est un Siebel charmant, désarmant, un peu fragile vocalement. Thomas Hampson, un Valentin de récital, voix superbe mais comme désinvestie au point de vue théâtral. Van Dam, enfin, «est»

Méphisto : l'entendre, c'est le voir jouer; il bâtit le personnage syllabe après syllabe. Sans écarier - c'est sa manière - il domine la distribution. Affiche probablement insurpassable étant donnée (comme nous le rappelle Alain Lanceron, producteur de l'enregistrement) la quasi-impossibilité de réunir aujourd'hui de grands chanteurs pour un travail musical prolongé. Et donc abouit, comme c'est le cas ici. On trouvera, reléguées en appendices, quelques scènes généralement coupées, et la musique du ballet.

1 coffret de 3 CD EMI Classics, 754228 2/4.

Messiaen

Turangulila-Symphonie  
Yvonne Loriod (piano), Jeanne Loriod (ondes Martenot), Orchestre de la Bastille, Myung-Whun Chung (direction).  
Après Ozawa le Japonais, après Rattle l'Anglais, après Salonen le Finlandais, Chung, notre Coréen parisien... Monument colossal en dix mouvements et 2 683 mesures, véritable massif montagneux sorti du cœur jubilant d'un Messiaen amoureux, dérivé en 1946 des menaces de «la fin du temps», la Turangulila reste, ces derniers temps, réservée aux chefs «exotiques», aventureux. Le premier grand enregistrement de Chung sous étiquette jaune exigeait un coup d'éclat. Le voici. Avec ses accords de tendresse exaltée, ses délicieuses sonailles orientales, ses explosions jazzées, avec la majesté de ses frises rythmiques obstinées, ses cadences pianistiques volubiles et pépantes, avec l'alchimie de son orchestration mystérieusement corcée par les ondes Martenot, la Turangulila est l'œuvre la plus éclatante qui soit. L'orchestre, enregistré sous l'œil du maître. Il semble que ça l'ait rendu plus que fervent : gai.

1 CD Deutsche Grammophon, 431 781-2.

Bizet

Carmen suite, Jeux d'enfants, l'Arlesienne suites 1 et 2  
Orchestre de la Bastille, Myung-Whun Chung (direction).  
Quelques lignes pour tempérer l'enthousiasme ressenti à la Turangulila. La seconde suite de l'Arlesienne nous paraît d'un ennui pesant, menée dans un tempo trop lent, avec un style bien sentimental. Dans le pianissimo final du Duo des Jeux d'enfants, les cordes de la Bastille montrent leur fragilité, une intonation incertaine. Tout cela, même Carmen (la Danse bohème colle au sol), manque de désinvolture, de chic, et n'aurait paru indispensable qu'avec un orchestre brillantissime.

1 CD Deutsche Grammophon, 431 778-2.

Lecocq, Offenbach, Gounod, Caplet, Manziari, Van Parys, Trenet  
Fables de La Fontaine



Galliano.

François Le Roux (baryton), Jeff Cohen (piano).

Un sourire pour terminer cette sélection hebdomadaire décidément franco-française. Et une devinette : combien de compositeurs la Cigale et la Fourmi a-t-elle inspirés? Six, à n'en croire que ce seul disque, de Lecocq à Trenet, avec au sommet André Caplet (ses trois Fables, qu'on pourrait croire écrites par un Debussy tenté par l'atonalité, sont les plus belles fleurs du bouquet) et, en guise de curiosité, l'adaptation des mêmes vers par Gounod pour quatre voix d'hommes à cappella. Entouré pour cette seule occasion par les ténors Laurence Dale et Jean-Paul Franchecourt, par la basse Jean-Philippe Courris, François Le Roux n'a qu'une partie de l'humour canaille d'un Pierre Bernin, de l'agilité vocale d'un Hugues Cuénod. Mais c'est une bonne surprise de voir une de nos stars de l'art lyrique sacrifier à ces délicieuses «bêtises» sans cesser d'être perfectionniste.

1 CD EMI Classics, CDC 7 54227 2.

A. R.

Rap

The Sneetches

1985-1991  
Quand on écoute les Sneetches, on pense aux Beatles comme on pense aux dinosaures en regardant un lézard. On s'émerveille de la finesse du détail, on n'arrive plus tout à fait à comprendre comment cette musique a pu dominer le monde. Cette compilation de titres glanés en cinq ans d'une carrière discrète démontre la constance des Sneetches : même modeste, même délicatesse, même fixation obsessionnelle sur ce

moment du rock qui va du premier 45 tours des Beatles à la conversion de Dylan à l'électricité. Cette nérophilie rêveuse est à la fois bizarre et charmante.

Alas Records 30900, distribution Virgin.

Simply Red

Stars  
Simply Red n'est plus un groupe depuis longtemps. L'appellation sert désormais de pseudonyme au chanteur Mick Hucknall, l'homme aux longues boucles rousses, à la voix de cuivre qui peut suivre sur leur terrain à la fois Aretha Franklin et Marvin Gaye. Du temps où Hucknall arborait une casquette de toile style Grande Dépression et reprenait Money's Too Tight To Mention, on l'a par mégarde rangé dans la catégorie chanteur plein d'âme et de conscience sociale.

Another Flame, l'album précédent du groupe, est du coup apparu comme une trahison, le passage avec armes et bagages dans le camp de la danse music sentimentale. Siars ne revient pas en arrière, simplement on a eu le temps de digérer la méprise. Pourquoi ne pas tolérer d'Hucknall ce que l'on a accepté de ses modèles américains, Smokey Robinson ou Luther Vandross? D'autant que le chanteur a retrouvé sur Stars son tour de main de compositeur, se tenant à distance raisonnable de l'univers de la house music, pour proposer un album de soul, commercial et sophistiqué, l'équivalent exact des disques de Julie London ou Peggy Lee que les collabataires des années 50 mettaient sur leur platine quand ils recevaient le soir.

East West/WEA 9031-75284-2.

T. S.

Rap

Galliano

In Pursuit of the 13th Note  
On pourrait, en écoutant ce disque, passer son temps à réfléchir sur la nature du rap : la déclamation ou l'échantillonnage, la danse ou le discours. Galliano, collectif de musiciens qui a pris le nom du rap, dit les quinze textes ici réunis, marche entre les conventions, explore de nouveaux territoires : les textes sont dits, mais on trouve, sur In Pursuit, plus de mélodies (jouées sur de vrais instruments, suggérées dans la scansion) que dans la plupart des albums de pop. On peut danser sur Galliano, mais les textes sont présentés (sans être retranscrits) sur le livret du CD comme des poèmes. En fait, les Anglais ont baptisé le genre acid jazz, parce qu'on l'écoute dans les boîtes comme l'acid house, parce qu'elle se nourrit d'instruments (cuivres, piano, contrebasse) et de figures mélodiques utilisées par les jazzmen. Il se dégage dans la musique de Galliano des espaces, des perspectives que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Cette singularité que n'entache aucune affectation fait tout le prix de cet album à l'évidence beauté.

Talking Loud 848 493-2, distribution Phonogram.

Public Enemy

Apocalypse 91...  
The Enemy Strikes Black  
Public Enemy a inventé une forme classique du rap. Accablé à une rhétorique révolutionnaire, à un son menaçant en permanence par le chaos,

l'adjectif peut détonner. Mais dès les premières mesures d'Apocalypse 91... le paysage semble familier sans être plus hospitalier que d'habitude : le rôle premier du trio est de dire (on trouvera les textes sur le livret du CD) la vie de la communauté noire. Les disques de Public Enemy sont une espèce d'almanach qui passe en revue les thèmes du jour : polémique indirecte avec les groupes de gangsta de la côte ouest, NWA et compagnie (I don't wanna be called Yo Nigger), attaques simultanées contre tous les médias (How to Kill a Radio Consultant, A Letter to The New York Post, More News at 11), Public Enemy est là pour maintenir la pression à un niveau insupportable.

Ce qui ne veut quand même pas dire que le disque est dépourvu d'intérêt musical. Les échantillons (guitares saturées, sirènes de police) s'assemblent en un collage terrifiant, correspondance exacte de l'exaspération urbaine des textes. Et pour conclure le disque, la déjà célèbre reprise de Bring Tha Noise, en collaboration avec Anthrax, groupe de heavy metal radical. Parce que c'est un des meilleurs textes de Public Enemy, parce que les deux parties tournent autour du genre adverse comme Mohammed Ali autour de son adversaire, c'est de loin le meilleur moment du disque.

Def Jam/Sony Music 468751-2.

P. M. Dawn

Of the Heart  
Of the Soul and of the Cross : The Uptown Experience  
«Il fut un temps où la réalité était mon amie» (Reality Used to Be a Friend of Mine) : «Dérive dans la béatitude des souvenirs» (Set Adrift on Memory Bliss) : en deux titres, on a tout le temps de constater l'allergie des deux frères Cordes au monde qui les entoure. Ils sont nés dans le New-Jersey bien après que les Beatles se furent séparés, mais la seule preuve de leur contemporanéité est leur qualité de rapper. A part ça, tout : leur univers sonore, leur imaginaire, les ramène vers le psychédéisme. Ils rappent sur des harmonies vocales qu'on croirait (croirait seulement) empruntées aux Beach Boys, les claviers planent comme ceux du Pink Floyd. Et parfois ils chantent (comme dans passer d'une note aigüe à une note plus grave, et ainsi de suite jusqu'à ce que mélodie s'ensuive). Cette reconstitution d'un passé fantasmé à travers le filtre d'un genre contemporain a attiré à P. M. Dawn la sympathie de sectateurs jusqu'ici réfractaires au rap. Mais on n'arrivera jamais à danser le jerk sur P. M. Dawn, seulement le hip-hop.

Gea Street/Island GEED 7.

A Tribe Called Quest

The Low End Theory  
Quand on énumère les groupes qui poussent le rap new-yorkais vers l'avant, A Tribe Called Quest vient généralement en troisième position, après De La Soul et Jungle Brothers, comme pour faire masse. The Low End Theory ne changera pas grand-chose à ce statut de petits maîtres du hip-hop intelligent. Le trio ne veut pas rompre avec les figures fondatrices du rap (les incantations à l'unisson, les provocations sexistes adolescentes), tout en essayant de renouveler un peu la façon de les présenter. A Tribe Called Quest va donc chercher ses échantillons du côté du jazz, varie ses tempos, et force est de reconnaître que Q Tip et Phife sont des rappers première division, sûrs d'eux-mêmes et souvent drôles. Mais la position du centrisme est aussi difficile à tenir en art qu'en politique : manquent à Tribe Called Quest l'urgence des rappers au premier degré et l'audace formelle des avant-gardistes. Restent les satisfactions qu'apporte un travail bien fait.

Jive/BMG ZD74940.

T. S.

Musiques du monde

Mémoires populaires

Paulo Abel do Nascimento (contralto)  
Cláudio Fontes (piano)  
Voici vingt-deux petits chefs-d'œuvre de la musique brésilienne, qualifiée là-bas d'érudite, par opposition à la chanson des rues, et dont le représentant le plus illustre fut Heitor Villa-Lobos, compositeur «classique», mais aussi grand voyageur et bon buveur. Le contraltiste Paulo Abel do Nascimento chante six courtes

pièces de Villa-Lobos, à commencer par l'incroyable Nozani-ná, un chant indigène du Mato-Grosso recueilli par le futur grand compositeur lors d'un de ses interminables voyages au fin fond du Brésil des années 20, alors que sa mère faisait dire des messes à sa mémoire, le croyant disparu.

Il y a aussi Azuleo (l'Oiseau bleu), de Jayme Ovall, sur un texte du poète Manuel Bandeira; trois Lieder du compositeur de Recife, Marlos Nobre, sur des invocations aux divinités africaines de Bahia; des chants de labeur de l'Etat du Ceara et des histoires de la forêt repêchées par Waldemar Henrique, figure marquante de la ville de Belem dans les premières années du siècle. L'interprétation de Paulo Abel do Nascimento (que l'on a entendu dans le rôle du castrat dans les Liaisons dangereuses de Stephen Frears) est tout en nuances et en force. Traduction et explications dans le livret.

1 CD Lyrynx LVR CD085 distribué par Wotou Music.

Gitanes

Jazz Brésil

Gal Costa, João Bosco, Caetano Veloso, Antonio Carlos Jobim, Maria Bethânia, João Gilberto

Les bonnes compilations sont rares, même quand elles évitent le mélange des genres et des artistes. Profitez-en. En albums séparés, artiste par artiste, Gitanes Jazz passe en revue les pièces essentielles de la chanson brésilienne des années 70 jusqu'en 1987 environ. Pourquoi cet arrêt imprévu? Simple : parce que la série française reprend textuellement la série brésilienne Personnalité, où l'on retrouvait les grands succès de ces personnalités de la musique populaire brésilienne.

Le choix des titres est judicieux, les versions sont originales. Point de conseil d'achat à donner donc, si ce n'est celui de suivre ses goûts, le rock séducteur à la Gal Costa, le sacre de la guitare à la João Bosco, le drame à la Bethânia, le surréalisme à la João Gilberto (donc le dernier album, Joao, vient enfin de sortir en CD chez Phonogram France) ou les sambas orchestrées à la Tom Jobim.

Six CD PolyGram 848 860 à 866 distribués par Phonogram.

V. Mo.

Chanson

Marc Lavoiné

Paris  
Marc Lavoiné n'est pas mauvais chanteur. Il met du punch dans ses interprétations, il possède une tendance élégante aux graves, une envie certaine de convaincre. Les mots (de Marc Lavoiné) visent une simplicité de bonne augure (l'Amour en trente secondes). Tout irait bien si cette même simplicité ne confinait pas à l'indigence lorsqu'il s'agit d'en arriver à la musique. Mélodies répétitives (de Fabrice Aboulker), percussions programmées à un seul bouton, ce qui peut paraître étonnant pour un album fabriqué à Hollywood.

1 CD Avrep 191034 distribué par PolyGram.

La fiancée du pirate

Un nouveau couple pour la rock-chanson française? On en doute. Elle, Lola (paroles), lui, Michel (musique), ont voté à Nelly Kaplan son titre iconoclaste. Le deuxième album du groupe-duo, réalisé avec Steve Forward, joue sur les multiples passages à la radio de Fau pas m'faire..., dont le texte est signé Higelin, et qui rééquilibre l'album vers plus d'authenticité et moins de mièvrerie.

La Fiancée se sort parfois bien de l'exercice du chant, avec de beaux accents vibrants, des chansons bien balancées qui parlent des hommes, des pompiers, des bombons. Le Pirate a quelques jolis tours dans son sac-synthé, mais beaucoup de platitudes aussi, dont on sort un peu las. Les photos de la pochette sont d'Ellie Meideros. Qui se ressemble s'assemble.

1 CD Sony Music 14-468450-11.

V. Mo.

COLLECTION ARDITI D'ŒUVRES CONTEMPORAINES

Quatre garçons dans le temps

CERTAINS interprètes sont de vrais services publics ambulants. Les compositeurs croient en eux, ont envie de leur dédier des inédits dont ils savent qu'ils seront servis au mieux. De leur côté, ces exécutants zélés passent commande, inlassablement. Pour assurer en aval, en braves petits soldats de la création de leur temps, la diffusion de ces nouveautés, d'institutions en festivals.

Mieux que le clarinetiste Portal, que le saxophoniste Kientzy, que le bassoniste Ouzounoff, que le flûtiste Pierre-Yves Artaud, tous bien méritants de la cause contemporaine, plus fort que le Trio à cordes de Paris, que le Quatuor Lasalle (ce genre de militantisme s'effectue aussi en groupe), le Quatuor Arditi pratique à l'anglais, avec méthode et sang-froid, accouchements et baptêmes à la chaîne. A quatre, mais aussi de manière individuelle : Saram de Rohan, le violoncelliste, sert en solo Ligeti (Racine 19), Berio (Il Ritorno degli Sforzandi), Ravel (Sonata pour violoncelle et piano), et le trio Le Cercle. Prochaine partition : Quatuor Arditi et le trio Le Cercle. Prochaine partition : Quatuor Arditi et le trio Le Cercle. Prochaine partition : Quatuor Arditi et le trio Le Cercle.

On sait que Josef Joachim suscita à son époque (la seconde moitié du dix-neuvième siècle) une floraison de concertos pour violon que lui dédicacèrent Bruch, Dvořák, Schumann, ou dont il assura de droit la création, comme le simple et le double de Brahms. Mais on n'en est plus tout à fait au concerto, ou alors au concerto détourné comme ce Dux-Ork de Xenakis, créé par notre Anglais au dernier Musica de Strasbourg (le Monde du 9 octobre). Faute de grandes pages concertantes, Irvine Arditi a donc le cartable bourré d'œuvres pour violon solo dont un grand nombre lui sont dédiées.

Depuis Bach et ses partitas, le genre n'a pas démenti. Irvine et ses compositeurs : voilà bien le fleuron de «The Arditi Quartet Collection» (telle avancée de la production des Disques Montaigne, qui n'a pas à son catalogue que les archives sonores du Théâtre des Champs-Élysées.) On a déjà parlé ici de cette collection, tribut courtoisement payé par les quatre Anglais, sous forme de CD bien sonnants et jamais trébuchants, aux créateurs qui les ont tant gâtés. On ne dira jamais assez la beauté de ce one-man-show, bouquet dont le plus belle fleur est signée d'un Ecossais : Del Cuatro elemento, de James Dillon, est un voyage halluciné dans des matières instrumentales inouïes et cauchemardesques que l'interprète donne moins l'impression de produire que de repousser loin de lui, comme des fantômes.

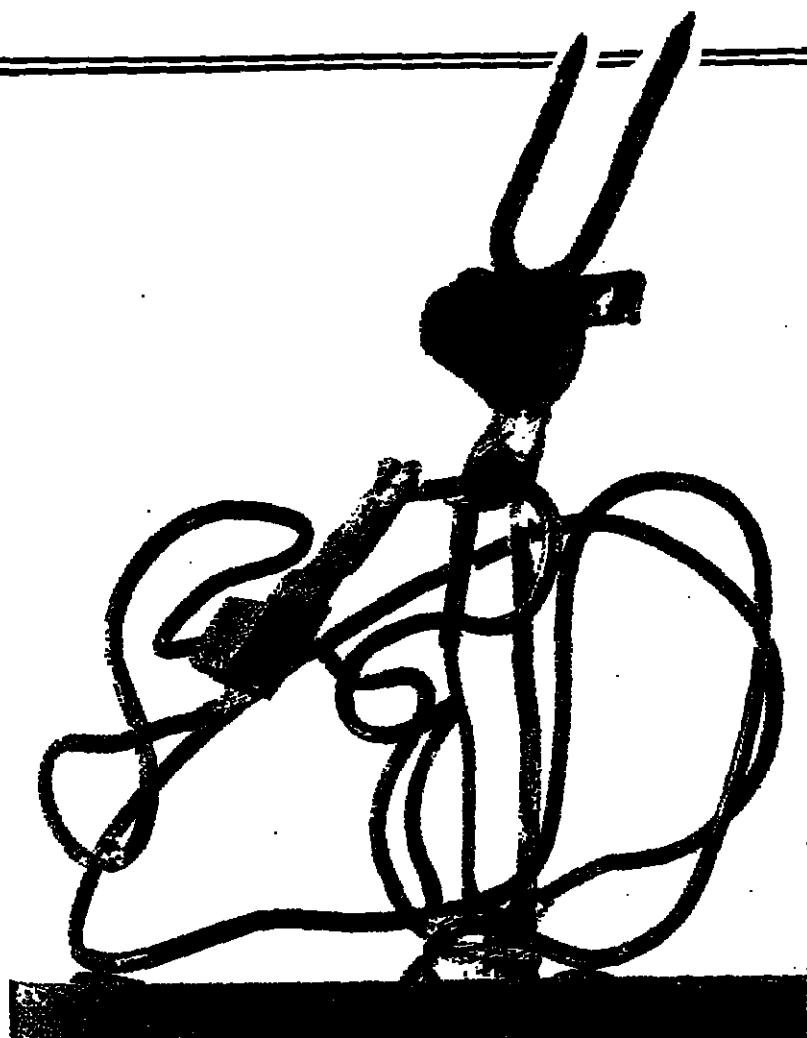
Ce disque, où chaque compositeur se livre à un difficile exercice de style, dit aussi admirablement la diversité des univers de chacun. Folklores imaginaires de l'italien Donatoni (Argot), bizarreries archaïques du Mexicain Julio Estrada (Canto occulto), fuite en avant dans la complexité de l'Anglais Farnaby (Violino spagnolo), retours pièce-sans-titre à Vivaldi chez l'Espagnol Luis de Pablo (Improvisation). Tout cela sorti, comme des foulards multicolores, d'un tout petit violon.

ANNE REY.

\* Irvine Arditi : Recital for Violin. Vient de paraître également : Œuvres pour quatuor à cordes et trio de percussions (Georges Aperghis, François-Bernard Mache, Iannis Xenakis, Alain Gussini) par le Quatuor Arditi et le trio Le Cercle. Prochaine partition : Quatuor Arditi et le trio Le Cercle. Prochaine partition : Quatuor Arditi et le trio Le Cercle. Prochaine partition : Quatuor Arditi et le trio Le Cercle.

هكذا من الفصل

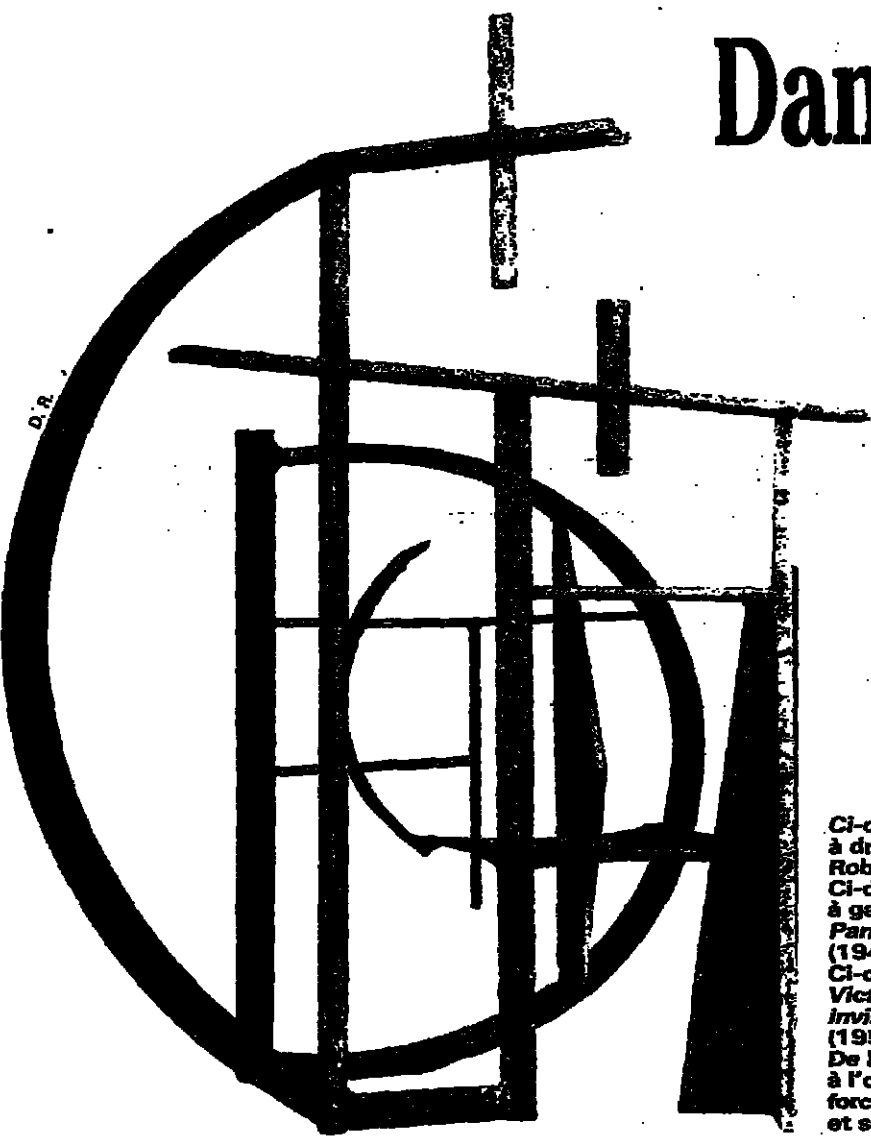
ARTS



LE SCULPTEUR DANOIS EXPOSE AU MUSÉE DU CATEAU-CAMBRÉSIS



Dans les parages de Jacobsen



Ci-dessus, à droite : Robert Jacobsen. Ci-dessus, à gauche : *Par, fer* (1949). Ci-contre : *Victoire invisible, fer* (1957). De l'homme à force, rigueur et sourire.

Le Danois Robert Jacobsen figure dans toutes les histoires de la sculpture moderne pour son œuvre abstraite, construite et linéaire des années 50, à laquelle on ne saurait réduire cette force de la nature.

ON l'appelle familièrement « le gros Robert ». Et c'est vrai qu'il est gros, et grand, Jacobsen, le grand sculpteur danois justement salué cet été à Meymac par une rétrospective et la réalisation d'une commande publique tout près de l'abbaye, devenue Centre d'art contemporain. Salué aujourd'hui au Musée du Cateau-Cambrésis (1). Il est gros et grand, mais pas démesuré. C'est un regard clair dans un corps rond, la transparence dans l'opacité. Le tout s'équilibre.

Jacobsen est taillé à l'image de son œuvre, mélange intime de forces batailleuses et de douceur, de rigueur et d'humour. Une œuvre placée sous haute surveillance, faite de tensions contrôlées, d'angles et de courbes, d'arcs et de plans, mais aussi de lignes giboulées, de cadres éclatés et de poupées. Le sculpteur, qui a beaucoup bourlingué - et fait tous les métiers : coureur, plongeur, tailleur de pierre, marin, joueur de banjo, avant de se mettre au fer, - a tracé sa route en toute liberté. Mais fort d'une certaine idée de l'art : qu'il ne déborde jamais de l'échelle humaine.

Jacobsen a aujourd'hui près de quatre-vingts ans. Depuis vingt ans, il est retourné au pays, après avoir longtemps vécu à Paris, de 1947 aux années 60, moment où le linéaire et le construit l'ont d'abord emporté, avec Denise René pour galeriste, Magnelli, Vasarely et Dewasne pour amis. Mais aussi Mortensen, lui aussi danois, et Jørn, le libérateur des fins fonds scandinaves dans les toulours de Cobra. Pour un peu, en France, on oublierait ces amitiés-là, autrement dit les racines de Jacobsen et une part des sources auxquelles il a puisé.

Cela dit, on ne saurait se résoudre à faire du sculpteur un lointain descendant des Vikings. Trop facile. Ce serait du coup oublier l'Italie de Magnelli, que l'on devine dans certaines pièces des années 50, ou les dérapages de Klee, présents dans les « poupées » qui accompagnent, ludiques, la production abstraite. Pas facile, notre sculpteur. Il se refuse à trancher entre le Nord et le Sud, et le bas et le haut. C'est un bouillonné de toutes les cultures, populaires surtout. La ferme de Tageland, en plein Jutland, où le sculpteur vit et travaille, en donne une idée. Elle regorge d'objets, d'images, d'ex-voto en frises, de la cuisine au salon. Jacobsen y a deux ateliers : l'un pour la scul-

ture, où voisinent un grand Christ pour une église, des poupées frisées, une petite sculpture qui bascule, à laquelle il est en train de travailler, toujours en quête de nouvelles articulations, une maquette pour Cartier..., l'autre pour la lithographie, où, ces derniers temps, il était fort préoccupé par une suite Rimbaud, de nuits et d'éclats : vingt lithos pour *Une saison en enfer*. Il doutait, il avait peur de se tromper encore et toujours, comme un gamain, et demandait ce qu'on en pensait. Il est modeste, vraiment.

Les projets ne manquent pas, plutôt grands : par exemple, une sculpture de 60 mètres pour le port de Copenhague. Jacobsen en profite pour rappeler que la monumentalité ne vient pas du format - il l'a prouvé. Il semble même se faire violence en acceptant ces commandes du soir, à l'heure de la notoriété. Et quand on lui a demandé des sculptures pour réhabiliter un ancien lieu d'extraction de gravier, à Torskind, il a chargé le Français Jean Clareboudt, qu'il connaît depuis plus de dix ans, de s'en occuper.

Torskind, c'est une belle histoire, le produit rare aujourd'hui d'une rencontre fructueuse entre deux artistes de générations différentes. Clareboudt a trente ans de moins que Jacobsen, qu'il considère comme son « papa ». De son côté, Jacobsen affirme : « Travailler avec Jean, ça m'a donné une nouvelle vue. Il avait des idées pour le site. Pas moi. Il m'en a donné. Il m'a appris comment on peut faire des choses autrement. » S'il a aussi pensé à Jean, c'est que « lui travaillait sur des sites, engagé dans le paysage. La question du paysage, franchement, ça ne m'intéressait pas. Toute ma sculpture est en rapport avec la ville, la maison ».

C'est donc Clareboudt qui est intervenu le premier dans le tron de Torskind, remodelant le terrain parfois, avant d'implanter au sol ou en surplomb cinq grandes sculptures, faites de poutrelles, de dalles d'acier, de gros blocs de pierre et de troncs d'arbres entiers, barrant, balisant, fléchant l'espace de ses constructions en suspens, en levier, en porte-à-faux. Après quoi Jacobsen s'est placé, improvisant quatre pièces en réponse, en signe d'amitié, en jouant à la guerre : Clareboudt charrie et catapulte des pierres, lui dirige des canons. Des canons duels, qui pointent en eux l'homme, sa vanité mais aussi sa sagesse. Il n'y aura pas d'escalade. Le site ne sera pas transformé en champ de bataille, sera le lieu sans âge d'une conquête de l'espace, à pied. Un lieu vivant et vivable, où les pique-niqueurs du dimanche ont quelque chose à se mettre sous la dent. Si vous passez par le Jutland, ne manquez pas le « site sculptural » de Torskind. Clareboudt, « le petit Français », s'y est défoncé, et « le gros Robert » bien amusé.

GENEVÈVE BREERETTE

(1) Musée Maris, palais Fénelon, Le Cateau-Cambrésis. Jusqu'au 15 décembre.

**GRANDS ET JEUNES D'AUJOURD'HUI**  
PEINTURES, DESSINS, SCULPTURES  
GRAND PALAIS  
Avenue Winston Churchill  
Tous les jours de 12 h à 19 h  
du 19 octobre au 3 novembre

**OPERA**  
PARIS  
6, 9, 12, 14, 16, 19, 22, 25 NOVEMBRE  
**L'ANGE DE FEU**  
PROKOFIEV  
LOCATION OUVERTE  
SUR PLACE AUX GUICHETS  
14 JOURS AVANT LA DATE CHOISIE

A PARTIR DU 22 OCTOBRE  
**Les chants de Maldoror**  
Lautréamont  
Mise en scène et version scénique  
Hans Peter Cloos  
RÉS. 42.02.02.68  
THEATRE PARIS VILLETTE

**MUSIQUES DU MONDE**  
SAMEDI 26 OCTOBRE 18H  
**STEVE YOUNG**  
un "songwriter"  
pas comme les autres  
75 F - LOC. 42 74 22 77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

**PIANO**  
MURRAY  
**PERAHLA**  
célèbre  
**MOZART**  
3 programmes différents  
les 4, 12 et 18 novembre  
RENS. LOC. PLEYEL 45-61-06-30

LA GALERIE LOUISE LEIRIS  
à  
**50 ANS**  
**PICASSO**  
80 estampes  
23 Octobre - 23 Novembre  
47, rue Monceau, 75008 PARIS  
Tél. : 45 63 28 85 et 37 14

**SALON D'AUTOMNE**  
Hommage à  
**GEORGES OUDOT**  
Sculptures - Dessins  
du 19 octobre au 3 novembre  
GRAND PALAIS - PARIS



24. Les syndicats de fonctionnaires ont obtenu une augmentation de 6,5 % des salaires dans la fonction publique d'ici à 1993.

25. Le groupe Niko en difficulté. Les négociations se poursuivent.

26. Bourse de Paris. 40. Communication.

## BILLET

## Sinistrose et apaisement

«Sinistrose». Le mot a été lâché par le président de la République mardi 22 octobre sur France Inter et tout concourt en apparence dans le paysage à en accréditer l'idée. Le 24 octobre est annoncé comme un «jeudi noir» parce que FO a lancé une grève générale interprofessionnelle - avec un coup de main de la CGT - qui est déjà sûre d'être visible à Paris puisque les usagers y seront privés de métro. Les agriculteurs manifestent leur colère, ou leur inquiétude à coups d'opérations aussi musclées que contestables, courant ainsi le risque de perdre les faveurs de l'opinion. Les infirmières poursuivent leur mouvement. La défiance politique s'installe et le doute, sur le bien-fondé de la politique économique de M. Bérégovoy, encouragée par le patronat et saluée par M. Mitterrand, s'insinue. Rien ne va plus.

A travers la succession de conflits catégoriels, cette sinistrose révèle la malaise social de groupes qui, à tort ou à raison, estiment ne pas avoir touché les dividendes d'une période de plus de trois années de croissance. Le problème est que leurs plaintes surviennent à un moment où aucun faux pas n'est permis. M. Bérégovoy attribue à sa politique de désinflation et de franc fort le retour de la France à un bon niveau de compétitivité. Mais l'irréversible montée du chômage et la persistance du déficit du commerce extérieur (près de 34 milliards de francs en cumulé depuis janvier) sont là pour rappeler nos faiblesses. Pour autant, une sinistrose économique ne se justifie pas plus que le catastrophisme social : le secteur privé reste très calme - alors qu'en 1990, avec 693 700 journées individuelles perdues, on avait atteint le niveau le plus bas depuis 1948 - et l'apaisement semble se dessiner dans les campagnes.

Pourtant, dans ce contexte, les pouvoirs publics, mal assurés politiquement, donnent parfois l'impression d'hésiter entre la carotte et le bâton. M. Mitterrand s'est ainsi montré ferme face aux «bandes» d'agriculteurs et aux revendications sociales qui peuvent être prises en compte mais «sans mettre par terre les finances publiques». En même temps, il a pris soin de renouer le dialogue avec la FNSEA tandis que les discussions se poursuivaient entre M. Bruno Durieux, ministre de la santé, et les infirmières, et que les négociations dans la fonction publique ont abouti à un accord qui, moyennant quelques assurances de présentation, maintient les grandes principes de M. Bérégovoy et écarte un retour à l'indexation des salaires sur les prix. Mais d'autres initiatives gouvernementales seront nécessaires pour calmer durablement le jeu.

MICHEL NOBLECOURT

□ Manifestation d'agriculteurs à Bourg-en-Bresse. - Environ quatre cents agriculteurs ont répondu à l'appel des organisations syndicales départementales de l'Ain et se sont regroupés, mardi 22 octobre peu avant minuit, à Bourg-en-Bresse, devant la préfecture. Après s'être livrés à des occupations de postes de péage d'autoroute, les agriculteurs ont allumé des feux devant la préfecture, où ils ont également déversé 7 000 litres de lisier. L'un des dirigeants syndicaux, M. Albert Thévoz, a mis en cause les propos du chef de l'Etat de mardi matin, qui ont eu, selon lui, «un effet mobilisateur». Les forces de l'ordre, présentes sur place, ne sont pas intervenues. - (AFP)

## Revalorisation de 6,5 % des salaires dans la fonction publique d'ici à 1993

## Le gouvernement et quatre syndicats de fonctionnaires ont trouvé un terrain d'entente

Le gouvernement et quatre syndicats (CFDT, FEN, CFTC, FGA) de fonctionnaires sur sept ont trouvé un terrain d'entente, mardi 22 octobre, au terme de la troisième séance de négociation salariale.

Les traitements des 4,5 millions de salariés de l'Etat, de la fonction publique hospitalière et des collectivités locales, ainsi que les pensions de 1,5 million de retraités progresseront de 6,5 % jusqu'en février 1993.

Le calendrier des hausses prévues est le suivant : 1 % au 1<sup>er</sup> novembre 1991 (ainsi que l'attribution, à titre rétroactif, d'une augmentation de 0,5 % plus deux points d'indice au 1<sup>er</sup> août), 1,3 % au 1<sup>er</sup> février 1992, 1,4 % au 1<sup>er</sup> octobre 1992 et 1,8 % au 1<sup>er</sup> février 1993. Les quatre syndicats vont consulter leurs instances avant de donner une réponse officielle.

C'est en définitive moins sur des augmentations de salaires que sur

des symboles que se sont affrontés, mardi 22 octobre, le ministre de la fonction publique, M. Jean-Pierre Soisson, et les syndicats de fonctionnaires. Cette troisième et ultime séance de négociation - convoquée en hâte après une «mission bons offices» de M. Bernard Pêcheur, directeur général de la fonction publique - a débouché en fin de soirée sur un compromis quelque peu byzantin mais qui permet aux deux parties de sauver les apparences et de relancer la politique contractuelle dans la fonction publique.

Le gouvernement, en accordant 6 % d'augmentation générale des traitements et deux points d'indice, donne satisfaction à ses interlocuteurs pour 1991-1992 (les augmentations intègrent la hausse des prix prévue pour ces deux années, soit 5,6 %) et annule la quasi-totalité du contenu de 1 % né de l'accord 1988-1989. Substantielles (près de 40 milliards de francs jusqu'à fin 1993), ces mesures écartent le spectre de l'indexation : le «passif» de 0,9 % au titre de 1990 (pour lequel aucun accord n'était intervenu) va en pertes et profits alors que la réduction de la clause de rendez-vous, programmée en février 1993, est suffisamment imprécise pour que

le gouvernement ne se lie pas les mains. Quant aux quatre syndicats qui ont donné un avis favorable, ils ont pratiquement atteint l'objectif - une progression de 6,6 % - qu'ils s'étaient assignés puisque l'attribution de deux points d'indice équivaut in fine à une hausse de 0,5 % du traitement moyen.

## Minimiser et valoriser

Pour parvenir à concilier ces deux effets d'affichage, les négociateurs ont dû recourir à une astuce. Les augmentations générales seront calculées non plus sur la base de la valeur du point au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année mais sur une «base fixe», celle du 31 décembre 1990. Si les critères traditionnels avaient été conservés, le même résultat aurait été obtenu avec une progression de l'ordre de 6,4 %. La technique choisie permet au gouvernement de minimiser les concessions accordées et aux syndicats de valoriser un compromis qui, au total, aura nécessité trente heures de discussion. De plus, ce montage avantage relativement les bas salaires, notamment ceux des fonctionnaires hospitaliers, à commencer par les infirmières, car l'attribution uniforme de deux points

d'indice (un peu moins de 50 francs par mois) s'apparente à une augmentation forfaitaire. De ce fait, la progression finale atteindra 6,9 % au bas de l'échelle (soit 376 francs par mois), 6,5 % au niveau de la rémunération moyenne mais à peine plus de 6 % pour les fonctionnaires les mieux payés.

Par contre, ces dispositions, qui aboutissent à tasser encore davantage la hiérarchie des salaires de la fonction publique ont été rejetées par la CFE-CGC. Les négociateurs ont également élaboré des mesures d'accompagnement : prorogation de la cessation progressive d'activité en fin de carrière (qui permet de travailler à mi-temps en percevant 80 % du traitement) et attribution d'une enveloppe de 200 millions de francs pour le logement des fonctionnaires.

Alors que les quatre signataires potentiels considéraient que «les bases d'un compromis sont réunies», la CGT a dénoncé un accord qui entérine une baisse de pouvoir d'achat et a appelé les fonctionnaires à se mobiliser dès le 24 octobre lors de la journée de grève lancée à l'initiative de Force ouvrière. «Ce n'est pas un compromis, c'est une compromission», ont d'ailleurs affirmé les dirigeants de cette dernière organisation

qui, en exigeant une hausse de 7,5 % - c'est-à-dire une stricte indexation - ont de fait refusé de participer à la négociation.

«Plus que jamais le gouvernement croit aux vertus du dialogue social», a déclaré mardi soir M. Soisson en soulignant que «cet accord permettra de jeter les bases d'une nouvelle politique contractuelle». Bloqués depuis dix-huit mois, les négociations sur les conditions de travail, la mobilité, la formation des fonctionnaires et les nouvelles technologies devraient enfin pouvoir s'engager. Quant au premier ministre, elle s'est, à peine les discussions closes, empressée de rendre hommage aux organisations syndicales, qui «ont fait preuve d'un grand sens de leur responsabilité», et a insisté sur «l'effort important» consenti par les pouvoirs publics «pour assurer une augmentation générale des rémunérations dans un contexte économique difficile».

Une rapidité de réaction qui traduit visiblement le soulagement de M. Edith Cresson de voir son gouvernement, confronté à de multiples mouvements catégoriels, parvenir à régler un dossier essentiel sur le plan social, mais aussi sur le plan politique.

JEAN-MICHEL NORMAND

## Après plusieurs semaines de manifestations

## L'heure du dialogue avec les agriculteurs semble venue

Coup de semonce et apaisement. Telle semble être l'attitude des pouvoirs publics vis-à-vis du monde agricole, où l'effervescence, dans certaines régions d'élevage surtout, reste vive. Juste après avoir lancé sa mise en garde solennelle - ce que l'ancien ministre de l'Agriculture, M. François Gaultier, a qualifié d'«admonestation comminatoire» - le président de la République recevait à l'Elysée M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA.

Un geste symbolique et politique destiné à montrer à la fois que le dialogue n'était pas rompu (il ne l'a d'ailleurs jamais été), que l'Etat continuait à reconnaître la représentativité des organisations agricoles, et d'abord de la principale d'entre elles, et enfin pour inviter ces responsables à reprendre en main leurs troupes déboussolées.

M. Philippe Mangin, leader du CNJA, ne manque pas une occasion, pour sa part, de réclamer à cor et à cri la tenue d'une table ronde interministérielle, dans son esprit nécessairement réunie sous la présidence de M. Edith Cresson.

## Le CNJA demande une table ronde

«Nous sommes prêts à suspendre dans les départements les actions syndicales à risques comme celles qui ont lieu depuis plusieurs semaines si les pouvoirs publics, et au premier chef le président de la République, donnent dans les plus brefs délais des signes concrets d'une volonté de négociation», a déclaré mercredi 23 octobre M. Philippe Mangin, président du Centre national des jeunes agriculteurs.

M. Mangin a aussi déclaré que l'ampleur du malaise paysan était gravement sous-estimée et que «la capacité d'ignorance des pouvoirs publics à l'égard de cette crise est incroyable». Pour M. Mangin, l'apaisement est possible si le gouvernement et le président de la République font un geste pour ouvrir une phase concrète de négociations et pour organiser une table ronde interministérielle sur les problèmes de l'agriculture.

Une réunion de concertation est prévue le 30 octobre avec M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture et de la forêt, pour mettre au point des amendements qui pourraient être présentés à l'occasion de la discussion budgétaire.

F. GR.

son, premier ministre. Il faut, selon lui, définir des perspectives claires et des objectifs à long terme : combien d'exploitants à l'horizon 2000 ? Quelles productions encourager et exporter ? Quel mode d'occupation de l'espace rural et quel rôle social et collectif faut-il assigner aux paysans ?

Au moment où s'ouvre la discussion du budget de l'agriculture à l'Assemblée, les syndicats agricoles ont recouru à un slogan percutant : «Des milliards, oui, mais surtout des espoirs!»

Bref, après avoir conquis la compréhension, voire l'amitié des citoyens (dans la foulée de la manifestation modeste du 29 septembre à Paris), les leaders syndicaux sont plus que jamais hostiles à tout ce qui ressemblerait à la politique de la chaise vide, a fortiori à une rupture des relations partenariales.

Ce serait à la fois dangereux et contraire à une longue tradition qui veut que les problèmes agricoles soient quasiment cogérés entre les pouvoirs publics et les professionnels. La modération s'est aussi manifestée dans le verdict du

tribunal de Bourges, nous indique notre correspondant dans le Cher Patrick Martinat, puisque les quatre agriculteurs interpellés le 21 octobre après de violents incidents ont été condamnés à huit jours de prison avec sursis et 2 000 francs d'amende, le procureur de la République, au nom du ministère public, n'ayant pas requis de peines de prison ferme.

Quant aux syndicalistes agricoles de Tarn-et-Garonne qui étaient gardés à vue depuis dimanche soir à la gendarmerie de Montauban, ils ont été inculpés de participation à manifestation non autorisée, mais remis en liberté le 22 octobre en début d'après-midi.

La première bonne nouvelle d'origine gouvernementale, sur la question des réformes structurelles et à long terme, pourrait être annoncée le 7 novembre à l'issue d'un comité interministériel sur l'aménagement rural qui présidera M. Cresson et qui, du Cantal à la Bretagne centrale, est impatientement attendu.

FRANÇOIS GROSCHARD

## Le contrôle de la qualité des viandes importées

## Les inspecteurs vétérinaires dénoncent les «frontières passoirs»

Les inspecteurs vétérinaires attachés au ministère de l'Agriculture - ceux-là mêmes qui sont réveillés en pleine nuit par des éleveurs en colère pour vérifier le changement de camions contenant des animaux vivants ou des carcasses - sont indignés et dénoncent la «contradiction entre les décisions politiques annoncées devant les médias et les propositions budgétaires soumises au vote des parlementaires».

En charge de la protection de la santé publique et de celle des cheptels, ce bataillon de 483 personnes est notamment chargé du contrôle aux frontières. Or, le ministre ne dispose que de 20 vétérinaires inspecteurs pour 96 postes-frontières ouverts aux dérivés animaux et 38 aux animaux vivants. Difficile, dans ces conditions, d'effectuer un contrôle efficace de la viande importée, explique M. François Gerster, président du Syndicat national des vétérinaires inspecteurs du ministère de l'Agriculture (455 adhérents), qui reconnaît donc que les frontières sont des «passoirs». D'autant que, sur place, les inspecteurs ne disposent pas des lieux de déchargement adaptés au contrôle

de camions qui peuvent contenir 50 ou 100 unités, parfois vivantes.

Or, le 18 septembre, le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, donnait l'ordre aux douanes de procéder à des «contrôles systématiques» des importations de viande (Le Monde du 20 septembre). M. Charasse allait plus loin le lendemain en affirmant qu'à cette fin, 50 postes de vétérinaire inspecteur seraient créés. La grotte des inspecteurs est montée d'un cran à la lecture du projet de loi de finances, 1992, qui se traduit, affirme M. Gerster, par la suppression de 4 postes dans les services vétérinaires. «Le décalage entre le discours et les propositions budgétaires (...) tourne à la manipulation», affirme-t-il. Devançant la critique sur la nécessité de créer des emplois pour les contrôles aux frontières à la veille de l'instauration du grand marché unique, il assure enfin que ces cinquante inspecteurs supplémentaires seront utiles au bon fonctionnement (24 heures sur 24) des 20 postes-frontières entre la CEE et les pays tiers.

F. V.

## Alors que le mécontentement des paysans s'accroît en Allemagne et en Finlande

## La Communauté va modifier le régime de soutien aux producteurs d'oléagineux

La réforme de la politique agricole de la Communauté européenne (les ministres de l'Agriculture se sont mis d'accord pour modifier le régime de soutien aux producteurs d'oléagineux) a suscité des mécontentements en Allemagne et en Finlande. Mardi 22 octobre, huit mille paysans de Schleswig-Holstein et de Mecklembourg-Poméranie ont défilé à Lübeck pour protester contre les baisses de prix annoncées pour les céréales, le lait et la viande. A Helsinki, ils étaient près de dix mille à exprimer leur opposition à une entrée de la Finlande dans la CEE, soutenue par le ministre du commerce extérieur finlandais, actuel président de l'AELE, qui milite pour une suppression des subventions aux agriculteurs.

## LUXEMBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

La Communauté va modifier le régime de soutien dont bénéficient ses producteurs d'oléagineux - colza, tournesol, soja, - parmi lesquels les Français occupent, et de loin, la première place. L'économie générale du nouveau régime a été approuvée, mardi 22 octobre, par les ministres de l'Agriculture des Douze, réunis à Luxembourg. Mais cet accord, pour devenir définitif, devra obtenir le feu vert du Parlement européen.

La Communauté se conforme ainsi aux injonctions d'un «panel» (une instance d'arbitrage prévue par les procédures du GATT, accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) convoqué en 1989 à la demande des Etats-Unis. Le panel avait donné tort à la CEE au motif que les modalités d'octroi de l'aide accordée à ses producteurs.

Apparemment, les dispositions prises maintenant par la CEE pour mettre en règle ne satisfont pas les Américains, qui estiment que la protection assurée aux exploitants de la Communauté est excessive, qu'elle incite à produire davantage, avec comme conséquence une diminution de leurs propres exportations de soja vers les Douze. Ils menacent de réclamer au GATT la révision d'un nouveau panel. «Nous avons agi avec le souci de pacifier le commerce international. L'espérons qu'on ne va pas encore nous chercher des poux dans la tête», s'est exclamé M. Ray Mac Sharry, le commissaire chargé des affaires agricoles. L'objet de la réforme décidée n'est pas de modifier le niveau mais le mode d'octroi

de l'aide. L'important, pour éviter que les exploitants se détournent des oléagineux et produisent encore davantage de céréales, est de les convaincre qu'en termes de soutien, donc de revenus, cette réforme sera neutre. C'est à quoi s'est employé M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, et ce n'était pas facile compte tenu du fait qu'un des amendements réclamés par le panel vise à ce que les producteurs européens soient moins protégés et davantage exposés au grand vent du marché mondial.

Désormais, l'aide sera forfaitaire et versée directement aux producteurs. Elle sera calculée à l'hectare, par rapport à un prix international de référence, et en fonction des rendements de céréales, ou bien de graines oléagineuses, dans la région de production. La recette de l'exploitant proviendra d'une part de la vente de son colza ou de son tournesol sur le marché à un niveau proche du prix mondial, d'autre part de cette aide forfaitaire. Le montant de celle-ci sera corrigé en cas de fluctuation du prix international de plus de 8 %. M. Mermaz a demandé à la Commission que l'aide puisse également être ajustée en cas de forte fluctuation du dollar. Pour accroître les garanties fournies aux producteurs, la France souhaite qu'ils puissent bénéficier d'un «éprouvé de campagne», autrement dit d'une avance de trésorerie. La Commission verra si c'est possible.

En France, 700 000 hectares sont plantés en colza, 1,1 million d'hectares en tournesol, plus de 100 000 hectares en soja.

## L'aide à l'élevage

D'autre part, neuf ministres sur douze se sont prononcés en faveur d'une augmentation de 20 écus (140 francs) de la prime à la vache allaitante, réservée à l'élevage en pâturage. Elle passerait de 65 écus à 85 écus par tête. Le Parlement doit donner son avis, et les ministres pourraient décider en novembre cette mesure très attendue dans les campagnes françaises.

Le débat sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) est désormais bel et bien engagé. Les groupes d'experts vont examiner au cours des prochaines semaines les propositions présentées en bonne et due forme juridique par la Commission de Bruxelles, si bien que les ministres devraient être en mesure d'avoir un premier débat de synthèse en novembre ou en décembre. L'objectif des Douze est de parvenir à formuler les lignes directrices de la réforme avant Noël, en se laissant ensuite quelques mois pour en préciser les modalités.

PHILIPPE LEMAITRE



## BNP INTERCONTINENTALE

## BON PREMIER SEMESTRE 1991

Les résultats nets consolidés du Groupe BNP INTERCONTINENTALE ont atteint 191,8 millions de francs au 30 juin 1991. Ils progressent de 43 %. Le bénéfice, part du Groupe, passe de 109,4 à 167,6 millions de francs et le résultat net par action, pour le semestre, de 34,28 à 50,20 francs.

Les résultats des sociétés mises en équivalence concourent pour 60 % à cette évolution très satisfaisante grâce, notamment, à la BNP LUXEMBOURG, la BNP SUISSE et la BMOI à Madagascar. Parmi les filiales intégrées globalement, la BMCI au Maroc améliore sensiblement sa contribution aux résultats du Groupe, tandis que le périmètre s'est élargi avec la BIC COMORES.

Le résultat net au 30 juin de la BNP, Maison Mère, atteint 104,6 millions de francs (+ 26,1 %).

L'activité présente de la BNP et de ses filiales consolidées laisse présager la progression des résultats sur l'exercice entier.

BNP. TOUT CE QU'UNE BANQUE PEUT VOUS APPORTER.

GROUPE

35 000 DÉCIDEURS FINANCIERS  
lisent le Monde.

Le Monde est leur premier  
quotidien d'informations générales.

(IPSOS 91)

## Notre gamme de Sicav en 1991

Orientation	Valeur liquidative (en francs)	Performance (coupons inclus) du 28-12-1990 au 30-09-1991
<b>Sicav Actions</b>		
AURECIC Titres rattachés à l'or Capitalisation	1.203,08	11,61 %
CIC EUROLEADERS Luxembourgeoise - Valeurs leaders françaises - capitalisation	4.158,09	19,98 %
CREDINTER Internationale	473,54	15,39 %
EUROCIC LEADERS Valeurs leaders européennes	1.049,05	16,48 %
FRANCIC Monory	448,44	21,13 %
FRANCIC-PIERRE Monory - capitalisation	108,32	8,14 %
FRANCIC-REGIONS Monory	1.189,60	10,88 %
JAPACIC Valeurs du Pacifique	166,09	23,58 %
S.N.I. Diversifiée	1.188,79	21,27 %
TECHNOCIC Valeurs de croissance	1.033,59	16,53 %
<b>Sicav Obligations</b>		
CAPITACIC Capitalisation long terme	1.218,50	8,82 %
MENSUELICIC Revenu mensuel	10.047,96	6,67 %
OBLICIC MONDIAL Obligations étrangères - capitalisation	2.496,85	8,87 %
OBLICIC REGIONS Revenu annuel Obligations première catégorie	1.023,50	9,39 %
RENTACIC Revenu trimestriel	159,28	9,36 %
<b>Sicav Court terme</b>		
ASSOCIC Sensible	1.134,20	8,21 %
EPARCIC Monétaire - personnes morales - capitalisation	3.377,98	6,94 %
MONECIC Régulière	5.418,21	7,33 %
SECURICIC Monétaire - particuliers - capitalisation	1.644,56	6,36 %
TRESORICIC Monétaire - investisseurs institutionnels - capitalisation	121.636,81	7,09 %

Pour tous renseignements, adressez-vous à la Banque du Groupe CIC la plus proche ou renvoyez ce bon à découper à Maryse BELLANDE, BP 207 75452 PARIS CEDEX 09 - Tél. 45.96.98.10

Envoyez-moi votre documentation sur : ☐ SICAV ☐ FCP ☐ TRESORERIE

Nom

Adresse

AMÉLIORATION SENSIBLE DE LA RENTABILITÉ  
AU PREMIER SEMESTRE 1991

Le conseil d'administration réuni le 21 octobre 1991 sous la présidence de M. Jean-Marc VERNES a approuvé les comptes consolidés du groupe pour le premier semestre 1991.

Les principales données consolidées se résument ainsi :

(en millions de francs)	30 juin 1991	30 juin 1990	Variation
Chiffre d'affaires	19 727	18 986	+ 3,9 %
Résultat d'exploitation	1 548	1 217	+ 27,2 %
Résultat courant avant impôts	864	762	+ 13,4 %
Résultat exceptionnel	92	578	- 84,4 %
Résultat net part BEGHIN-SAY	464	759	- 39,3 %

Tous les secteurs d'activité ont enregistré des résultats satisfaisants, en particulier le secteur « Huile Grand Public » qui est en forte progression.

Le recul du résultat net (part BEGHIN-SAY) s'explique par une diminution sensible du résultat exceptionnel. Le résultat exceptionnel du premier semestre 1990 comprenait les plus-values résultant des cessions du solde de notre participation dans KAYSERSBERG et de la Division « Adhésifs » du groupe CERESTAR.

Le premier semestre 1991 a été marqué par le succès de notre appel au marché qui nous a permis de réaliser une augmentation de capital de 1 060 millions de francs et d'émettre un emprunt obligataire convertible de 1 995 millions de francs.

Conformément à ses objectifs, le groupe a poursuivi son expansion européenne dans ses différentes branches. Les principales opérations de croissance externe réalisées jusqu'à la fin du semestre :

- l'acquisition d'une participation de 40 % dans trois sociétés suisses hongroises, représentant une part de marché de près de 40 % ;
- l'acquisition de 24,9 % du groupe espagnol ELOSUA dans le secteur « Huile Grand Public » ;
- dans le domaine de l'union, l'acquisition de 100 % de la société BIACOR, seul producteur italien d'acide citrique, qui détient 10 % du marché européen.

Les résultats du premier semestre permettent d'envisager que le résultat d'exploitation et le résultat courant pour l'ensemble de l'année 1991 seront en progression par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également arrêté les comptes sociaux de BEGHIN-SAY pour le premier semestre 1991. Ces comptes se traduisent par un résultat courant avant impôts de 452 millions de francs (339 millions de francs au premier semestre 1990) et un bénéfice net de 337 millions de francs (248 millions de francs au premier semestre 1990).

Le conseil a, par ailleurs, coopéré MM. Vittorio GIULIANI RICCI, Luigi BRASCA, Romano VENTURI comme nouveaux administrateurs en remplacement de MM. Raul GARDINI, Roberto MICETTI et Marcel KILFINGER, administrateurs démissionnaires.

844 000  
LECTEURS CADRES.  
Le Monde  
est le premier titre  
d'information  
des cadres.  
(IPSOS 91)

## GFC

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT  
DE LA CONSTRUCTION

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 16 octobre 1991 sous la présidence de M. Roger Papaz. Après avoir examiné les comptes du premier semestre 1991, il a pris connaissance de l'activité de la société et des perspectives de résultats pour l'année en cours.

## Résultats du premier semestre 1991

Il est rappelé que la Société GFC a fusionné avec la Société GFII avec date d'effet du 1<sup>er</sup> janvier 1991. De ce fait, pour être significatifs, les résultats du premier semestre 1991 doivent être comparés avec les résultats additionnés du premier semestre 1990 des deux sociétés fusionnées.

Cette comparaison fait apparaître une progression du résultat d'exploitation de 91 675 000 F à 98 946 000 F, soit + 7,93 % et une progression du résultat courant de 115 071 000 F à 120 278 000 F, soit + 4,53 %. Le bénéfice net de 126 507 000 F - qui inclut les plus-values de cessions - ne peut être comparé avec celui de la période correspondante de 1990 qui intégrait un important montant de plus-values.

A noter que, pour le premier semestre 1990 avant fusion, le résultat d'exploitation du GFC était de 44 767 000 F, le résultat courant de 49 751 000 F et le bénéfice net de 56 140 000 F.

## Activité

L'exploitation du patrimoine se poursuit d'une manière favorable avec un taux d'occupation supérieur à 99 % pour les immeubles d'habitation et près de 98 % pour les immeubles de bureaux.

## Patrimoine

Les opérations d'arbitrages d'immobilier se sont poursuivies. Les cessions ont connu un rythme freiné par la conjoncture. Les remplis s'effectuent selon les prévisions. Ainsi :

- L'investissement de bureaux d'Imp-les-Mouliens de 5 350 mètres carrés a été achevé au cours de l'été. D'ores et déjà, 40 % des surfaces sont loués en en négociation avancée à des conditions de rentabilité satisfaisantes.
- La construction de l'immeuble de bureaux de Surènes de 2 700 mètres carrés sera terminée au cours du premier trimestre 1992.
- La construction de l'immeuble de bureaux de Levallois de 4 559 mètres carrés se poursuit normalement. La livraison est prévue pour le printemps 1992.
- L'immeuble d'habitation à réaliser à Paris 13<sup>e</sup> rue Bobillot, représentant une surface habitable de 2 726 mètres carrés, est dans sa phase de formalités administratives.

## Perspectives de résultats

En l'état actuel des prévisions établies pour l'ensemble de l'exercice, le dividende par action qui a été de 24 F pour l'actionnaire GFC, au titre de l'exercice précédent, devrait, pour l'exercice en cours, compte tenu de la fusion avec le GFII, être en très sensible augmentation.

## Groupe



## RÉSULTATS SEMESTRIELS 1991 EN NET REDRESSEMENT

Réuni le 11 octobre 1991, sous la présidence de Monsieur Jean-Paul AGUANO, le Conseil d'Administration du Groupe SANARA a approuvé les comptes du 1<sup>er</sup> semestre 1991.

A structure comparable, le chiffre d'affaires net consolidé progresse de 5,2 % à 1,22 milliard de francs.

Dans la conjoncture économique actuelle, les importants efforts de productivité entrepris depuis un an dans nos exploitations en Europe, se sont traduits par un redressement marqué de la rentabilité du Groupe.

Le bénéfice net consolidé (part du Groupe) a atteint 12,2 millions de francs, en très forte amélioration.

Le bénéfice net de SANARA SA, société-sabre, s'élève à 5,8 millions de francs contre 1,7 l'an dernier.

## RENFORCEMENT DES FONDS PROPRES

Le Conseil a constaté l'augmentation du capital social de SANARA SA, qui est porté à 70 085 750 F.

Au niveau consolidé, les fonds propres s'établissent désormais à 150 millions de francs.

## DÉVELOPPEMENT EUROPÉEN

Après avoir complété, l'été dernier, son pôle groupage européen par la prise de contrôle de TSI GORRAN (120 millions de francs de chiffre d'affaires net, 160 personnes, un réseau de 3 agences : Nice, Marseille, Toulouse, Perpignan, Bordeaux) et le lancement de TSI PARIS (100 millions de francs de chiffre d'affaires net, 90 personnes), le Groupe SANARA se renforce sur 2 axes prioritaires :

- Le transport maritime intra-européen : Il a pris le contrôle majoritaire du groupe espagnol SEA SPAIN. Celui-ci réalise un chiffre d'affaires net de 200 millions de francs et il développe ses activités dans le secteur des prestations portuaires et de la commission de transport international. Il emploie une centaine de personnes dans son réseau (Bilbao, Barcelone, Valence, Séville, Gijón et Madrid).
- Le transport terrestre Europe de l'Est/Ouest : Il crée une filiale autonome SOVIRUCK avec l'important groupe de transport russe SOVINTRAUTOSERVICE (3500 véhicules) pour développer ses opérations de transport entre ses agences occidentales et l'URSS.

Ce développement complète les actions menées depuis plusieurs années avec l'Europe de l'Est par le Groupe GOTTARDO-RUFFONI.



\* Avant amortissement des coûts d'acquisition.





هكر المصل

## ÉCONOMIE

### CONJONCTURE

#### Le déficit du commerce extérieur s'est réduit en septembre

Le déficit du commerce extérieur de la France s'est réduit en septembre, atteignant 3,37 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières après 4,11 milliards en août. Les exportations ont atteint un haut niveau, avec 104,1 milliards de francs; il en a été de même pour les importations, avec 107,5 milliards de francs. Sur un an (septembre 1991 comparé à septembre 1990), les ventes françaises progressent de 9,4 %, tandis que les importations augmentent de 2,7 %.

Le déficit de la balance des produits industriels - habituel sujet d'inquiétude et de déception - tend à se réduire: il a atteint 3,49 milliards de francs contre

3,7 milliards en août. L'amélioration est plus nette quand on ne prend pas en compte le matériel militaire: - 4,1 milliards après 5,1 milliards, soit une réduction de 20 % du déficit d'un mois sur l'autre.

Le déséquilibre de la balance énergétique est resté important: - 8,1 milliards de francs après - 8,7 milliards en août, cela à cause d'une hausse des prix (la tonne de pétrole brut importé a augmenté de 5,6 % en un mois). Enfin, l'excédent de la balance agro-alimentaire est resté élevé, avec 3,59 milliards de francs contre 3,94 milliards en août.

Par pays, le fait important est la forte augmentation de notre déficit

avec les États-Unis, qui passe de 3,5 milliards de francs en août à 4,5 milliards en septembre (+28,6 %). En revanche, nos échanges avec l'Allemagne restent au niveau de l'équilibre (- 300 millions). Au total, notre commerce extérieur est à peu près équilibré avec les pays de la CEE (- 171 millions), mais se déséquilibre fortement avec les pays de l'OCDE (- 9,1 milliards après - 6,3 milliards en août). Éléments favorables: la France a dégagé un solde positif (727 millions) avec les pays de l'Europe pour la première fois de l'année, signe probable d'une reprise des commandes des pays pétroliers.

demandée par tous ceux qui critiquent la politique du gouvernement, ne sera durablement possible qu'avec une monnaie forte. M. Bérégovoy a maintenu l'appui du patronat sur ce point, ce qui est significatif d'une certaine évolution des esprits. Les chefs d'entreprise ont désormais admis dans leur majorité que sortir du système monétaire européen (SME) pour retrouver une certaine liberté des taux de change - c'est-à-dire dévaluer - nous contraindrait à beaucoup plus de rigueur qu'actuellement. Non seulement nous ne pourrions pas nous offrir les facilités budgétaires de l'État, de la fin de 1991 à la fin de 1992, mais nous serions contraints de réduire nos dépenses de 30 milliards de francs, soit 30 milliards de plus que prévu... mais nos taux d'intérêt devraient rester élevés pour soutenir une monnaie privée des interventions concertées du FEOM (Fonds européen de coopération monétaire).

L'économie française a très probablement souffert d'un franc surévalué lors de l'entrée de notre monnaie dans le SME en 1979. Surévaluation qui a entraîné des ajustements monétaires des années 1981 à 1987 n'a complètement corrigée. D'où le trouble qui a longtemps habité les bons esprits. Mais cette «gaffe», comme il y a douze ans, est maintenant compensée par la modernisation des coûts salariaux. Il serait donc particulièrement mal venu de tout remettre en question au moment où l'économie française redonne une compétitivité s'appuyant sur la maîtrise des coûts, fondement de la croissance de 1982-1983.

Si la France doit modifier sa politique économique, c'est sur d'autres points qu'elle doit le faire. Il est navrant d'entendre des ministres ou des hauts fonctionnaires confier qu'ils n'avaient pas vu les lacunes du pays en matière de formation professionnelle ou les immenses besoins de l'éducation nationale ou de la recherche. Sans parler bien sûr des charges sociales excessives pesant sur les salariés. Des lacunes et des faiblesses que nous reprochons pourtant depuis longtemps la plupart des grands organismes internationaux.

ALAIN VERNHOLLES

### ENVIRONNEMENT

Réunis au Parlement de Strasbourg

#### Les partisans du canal Rhin-Rhône invitent les écologistes à le négocier «mètre après mètre»

A l'issue d'un colloque sur «La liaison fluviale Rhin-Rhône» organisé le 22 octobre au Parlement européen de Strasbourg par l'Association Mer du Nord-Méditerranée - que préside M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, - et par la Compagnie nationale du Rhône (CNR), les élus et les professionnels présents ont adopté une déclaration demandant «aux instances françaises et européennes de tout mettre en œuvre pour accélérer l'achèvement» de ce canal à grand gabarit. Les écologistes ont voté contre cette déclaration.

##### STRASBOURG

de notre envoyé spécial

«Le maillon manquant» qu'appellent de leurs vœux et depuis des décennies les élus de Marseille à Strasbourg, les chambres de commerce, les chargeurs et les armateurs du Rhône et du Rhin, consiste en un canal capable d'accueillir des convois poussés de 4 400 tonnes entre la Saône, non loin de Dôle, et le Rhin, via Mulhouse. Cette nouvelle route fluviale de 229 kilomètres passerait par la vallée de l'Ille, la porte de Bourgogne et la vallée du Doubs. Le projet est évalué à plus de 15 milliards de francs.

M. René Beaumont, député UDF-PR et président du conseil général de Saône-et-Loire, y croit, parce qu'il voit la seule alternative possible à l'accroissement du trafic de l'autoroute Beaune-Lyon,

qui bondit de 14 % par an. Parce qu'un convoi poussé de 4 400 tonnes équivaut à 220 camions de 20 tonnes. Parce que la voiture polluée et qu'elle est responsable de 90 % du plomb présent dans l'atmosphère. Parce que «certaines informations permettent d'affirmer que les poids lourds sont impliqués dans 50 % des accidents autoroutiers».

Au nom des écologistes de l'Association Saône vivante-Doubs vivant, le professeur Philippe Lebreton ne veut pas entendre parler de canal à grand gabarit. Aucun traitement paysagé ne peut cicatriser les blessures dues au génie civil. Le passage des bateaux érode les rives. Il n'existe plus d'herbes aquatiques pour la nidification des oiseaux et le frai des poissons.

«Le fleuve est un écosystème. Creuser son lit, l'endiguer, l'assécher, c'est l'atteindre dans sa structure physique. De surcroît, le professeur Lebreton pense avec l'économiste Alain Bonnafant et le maire de Lyon, M. Michel Noir, que cette infrastructure est hors de prix (17,8 milliards de francs) et qu'elle n'est pas une alternative crédible à la route et par exemple aux camions espagnols de fruits et légumes.

##### La France à la traîne

M. Paul Granet, président de la Compagnie nationale du Rhône, est d'accord avec M. Lebreton pour dire que Rhin-Rhône n'est pas rentable selon les purs critères capitalistes. Comme ne sont pas rentables le TGV-Est, les logements sociaux et les lignes secondaires de la SNCF. Pourtant, les

Allemands creusent eux aussi des voies d'eau. «Allons-nous rester à la traîne?» Oui, cette voie d'eau transformerait les sites, mais cela ne se pratique-t-il pas depuis des siècles? Le pont du Gard est-il une horreur? La CNR a commis, il est vrai, dans les années 60 quelques fautes contre le beau dans la vallée du Rhône, mais M. Granet estime que le futur canal à grand gabarit pourrait être un modèle d'insertion dans l'environnement. «Comme les écologistes allemands pour le canal du Main au Danube, négociez avec nous mètre après mètre», a-t-il proposé aux Verts français.

Après les maires socialistes de Marseille et de Strasbourg et bien d'autres intervenants, M. Karel Van Miert, commissaire européen aux transports, rappelle qu'il n'y a pas d'avenir pour le transport européen s'il ne s'oriente pas en priorité vers le rail, la voie maritime et la voie fluviale, mais, dit-il, «il faut prendre en compte l'environnement dès le départ».

M. Georges Sarre, secrétaire d'État français aux transports, ne doute lui ni de la bonne fin du projet - «Rhin-Rhône se fait et se fera» - ni de la qualité du résultat: «Pourquoi serions-nous incapables de faire aussi bien que Paul de Riquet, créateur du canal de Midi au dix-septième siècle?» Et pour quoi au printemps 1992 le feu vert tout enfin donné au canal à grand gabarit, il annonce la création d'un groupe permanent de suivi écologique et d'un autre groupe chargé du cahier des charges portant sur la faisabilité financière de l'opération qui devra être achevée en dix ans.

ALAIN FAUJAS

### REPÈRES

#### MATIÈRES PREMIÈRES

Le prix des importations a diminué en septembre

En septembre, le prix des matières premières importées par la France a baissé de 1,8 %, après avoir diminué de 3 % en août. Cette tendance masque cependant une évolution contrastée entre les prix des matières premières industrielles achetées par la France à l'étranger, qui a enregistré une baisse de 3 % en septembre, et celui des matières premières alimentaires, dont le prix a poursuivi la hausse entamée depuis le début de l'année (+ 2,7 % en septembre).

#### CONJONCTURE

Légère baisse de la consommation des ménages

La consommation des ménages en produits manufacturés a baissé de 1,5 % en septembre, selon les derniers chiffres de l'INSEE publiés le 22 octobre. Cet infatigable

touché en particulier les achats de biens durables, notamment l'électronique grand public et l'ameublement, ainsi que les achats de textile-cuir. Ce retrait ne suffit pas à inverser la tendance observable sur l'ensemble du troisième trimestre, qui indique une légère progression, des acquisitions de produits manufacturés. Le secteur automobile semble, lui, avoir été épargné, le nombre des immatriculations de véhicules ayant légèrement progressé par rapport au mois d'août.

### AUTOMOBILE

#### BMW Diesel : des chevaux à gogo

BMW qui avait présenté en stand au dernier Salon de Francfort ses nouveaux «diesel» annonce qu'ils seront disponibles en France à partir de la fin du mois d'octobre. On se souvient que ces versions qui fonctionnent au fioul avaient en leur temps, lors de leur premier lancement, en 1983, provoqué chez les puristes de la vitesse, du sport automobile et pour tout dire chez les inconditionnels de la marque, un tollé. Comment imaginer, en effet, que la firme munichoise, présente sur tous les circuits de vitesse, ait un jour s'égarer dans un marché dont les troupes étaient faites de nombreux automobilistes que les qualités sportives d'un véhicule concernent moins que l'endurance des mécaniques?

De nos jours d'autres considérations prévalent et pour peu que la fiabilité légendaire d'une marque, associée à des performances plus qu'honorables, s'affirment, il faut bien reconnaître, aux chiffres des ventes, que le créneau diesel a pris chez tous les constructeurs présents en France une place de choix.

Il reste que chaque modèle proposé actuellement vise une nouvelle génération de clients que les conditions de circulations et le prix qu'il faut payer pour rouler inspirent. Aussi peut-on penser que le choix de BMW de mettre en avant ses versions alimentées au gazole est opportun à l'heure où la conquête doit inspirer les constructeurs plus que la

confiance dans la fidélité d'un public. Citroën qui sort ces jours-ci également une remarquable 2X diesel atmosphérique (le Monde du 19 septembre) connaît un succès, dans le genre, estimable.

Cheez BMW on a visé haut. Les diesels sont tout d'abord suralimentés et ont donc une puissance élevée, les chevaux se bousculant à la sortie du moteur. Une plus grande satisfaction est néanmoins à attendre du 6 cylindres à 115 chevaux monté sur la série 3, que du 6 cylindres de la série 5, mal servi par une boîte longue, et qui sort pourtant 143 chevaux. La raison en est simple: le poids de la 5 qui entrave, malgré une puissance supérieure, une allégresse de la mécanique bien agréée à l'usage. Ainsi la version 325 apparaît-elle beaucoup plus homogène.

Du côté du comportement routier, on notera des améliorations dans le train avant, quel que soit le type de conduite, dans les versions précédentes et surtout sur route mouillée. Enfin il est incontestable que la finition qui avait souffert, selon le constructeur allemand, du choix des matériaux recyclables du véhicule, a fait l'objet de soins particuliers, au point de vue sonorisation et confort. Ce qui l'amène au plus haut niveau, autrefois traditionnel, de la marque.

G. L.

► Tarifs: 325 TD (turbo diesel): 159 800 F. 525 TDS 196 500 F. Version Touring (break) disponible de même qu'une boîte automatique.

## Impatiences et bonne gestion

Suite de la première page

Les crises économiques de 1975 et 1980 avaient désorienté tout le monde - et d'abord les économistes - parce qu'au lieu de déboucher sur des baisses de prix comme c'était habituellement le cas, elles avaient alimenté une forte inflation. D'où l'idée communément partagée que ces deux crises - méconnaissables - n'en faisaient qu'une. On parlait encore en 1985-1986 de «la crise» comme d'un phénomène exceptionnel, alors même qu'aux États-Unis la très dure récession qui avait frappé le pays en deux vagues successives (1980 puis 1982) était depuis longtemps oubliée, comme avaient été oubliés les autres creux conjoncturels des cycles précédents.

En France, il semble bien au contraire en cet automne 1991 que nous fassions machine arrière. Il aura suffi que l'activité économique se ralentisse à partir du printemps 1990 pour que renaisse l'idée d'une crise continue dans laquelle serait définitivement plongé le pays. La déflation des loyers, l'outil de guerre, pourtant récents, étaient flagrant dans les reproches faits mardi après-midi 22 octobre au Conseil économique et social par M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, à M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, des finances et du budget. Certes, vous avez réussi à vaincre l'inflation, accorde le premier au second, mais votre victoire est stérile car vous avez échoué en matière de croissance économique, d'investissement, de commerce extérieur, de gestion budgétaire et surtout d'emploi.

Si - curieusement - M. Marchelli, qui a l'habitude d'instruire de tels procès, ne remet pas fondamentalement en cause la politique économique du gouvernement, M. Roland Raignoux, représentant de FO au Conseil économique et social, lui, le pas: le franc fort explique le déficit de notre industrie. Il faudrait donc dévaluer. Les choses, là, sont claires. L'agitation qui a saisi la France, ou plutôt les milieux politiques au sens très large du terme, s'expliquent évidemment par la montée du chômage: + 180 000 en un an. Avec 2 745 000 demandeurs d'emploi se profile à l'horizon le chiffre des 3 millions. Nous en étions à un peu plus d'un million en 1976, ce qui représentait 4,4 % de la population active. Nous en sommes à 9,5 % actuellement.

Faut-il pour autant oublier que la France vient de connaître une période d'un peu plus de trois années de croissance relativement rapide et que durant ce temps ses investissements industriels se sont beaucoup développés, alors même que plus de 800 000 emplois étaient créés? On peut estimer que le pays

aurait pu faire mieux, encore que ses performances soient égales à celles de ses concurrents, Japon excepté. Mais il est faux de dire que le pays n'a jamais sorti de la crise depuis quinze ans, et qu'il faut tout reprendre de zéro. Dans beaucoup de domaines, les progrès accomplis sont considérables (notre compétitivité internationale est devenue bonne, ce qui est un fait majeur) alors même que d'autres pays - parfois cités en exemple - connaissent d'énormes difficultés: la Grande-Bretagne par exemple, ou l'Italie qui, depuis deux ans, est confrontée aux dures réalités d'une mauvaise gestion.

C'est d'une certaine façon le même oubli des rythmes économiques - faits de hauts et de bas - qui a poussé M. Michel Rocard, lorsqu'il était premier ministre, à engager beaucoup de dépenses pour moderniser le pays. Des dépenses qui étaient engagées, comme si la France devait connaître éternellement des taux de croissance de 4 % l'an. Le déficit budgétaire actuel s'est creusé parce que les bénéfices des entreprises ont chuté et que les particuliers consomment moins. L'erreur des années 1988-1990 ne reproduit actuellement, mais à l'inverse.

##### Lacunes et faiblesses

Faut-il alors une autre politique économique pour la France? Le représentant de FO, qui a reproché mardi 22 octobre à M. Bérégovoy son franc fort, aurait pu se rappeler que l'Allemagne - notre voisin tant envié pour ses performances industrielles - a une monnaie forte qui, ceci explique cela, ne fait que peu de concessions aux facilités de l'inflation depuis la fin de la seconde guerre mondiale. C'est bien dès 1972 que l'Allemagne, inquiète de la surchauffe mondiale, prend des mesures de refroidissement de son économie. Nous ne ferons de même - maladroitemment d'ailleurs - que quelques années plus tard. Il en sera encore ainsi au début des années 80. Une réputation s'acquiert en vingt ou trente ans, et il est remarquable de noter qu'en Allemagne, malgré les énormes problèmes posés par la réunification, les taux d'intérêt réels à long terme sont restés plus faibles qu'en France. Ce qui signifie que les marchés jouent l'Allemagne gagnante à terme et continuent de faire payer les primes de risque à la France. Ceci aussi peut changer, mais il y faudra du temps et de l'obstination. La baisse des taux d'intérêt,

### ÉTRANGER

Dans un rapport sur l'industrie

#### Le patronat britannique critique le manque de soutien du gouvernement

LONDRES

de notre correspondant

Sur le plan personnel, c'est une manière détournée de faire savoir que M. Peter Lilley, ministre du commerce et de l'industrie, ne fait vraiment pas l'affaire. Sur le plan de la politique, le rapport du British Industry, le patronat britannique, veut de rendre public est un cri d'alarme lancé sur l'état de l'industrie britannique.

Selon le patronat, le ministre de tutelle ne joue pas son rôle, qui devrait être de promouvoir les intérêts de l'industrie dans les sphères gouvernementales de Whitehall. Dès lors, l'industrie, notamment le Trésor, ainsi que la Banque d'Angleterre souffrent d'une «combinaison d'information insuffisante, d'un manque de compréhension des réalités de l'industrie manufacturière, ainsi que d'une apparente méfiance vis-à-vis des «étrangers» (sous-entendu, les patrons).

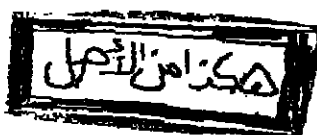
Ce rapport, qui a été approuvé par quelques-uns des plus grands noms de l'industrie (les patrons de Vickers, Vauxhall, British Aerospace, IBM, ICI, etc.), demande un «changement fondamental d'attitude» de la part des pouvoirs publics, c'est-à-dire davantage de soutien, pour que l'industrie britannique cesse de perdre

des marchés au profit de ses principaux concurrents. Le gouvernement, insiste le CBI, doit devenir le «champion de l'industrie», notamment au niveau européen, ce qui ne signifie pas - comme on pourrait le croire - que son rôle interventionniste dans la politique industrielle doit être accru.

Tout en approuvant les efforts qui ont été menés depuis dix ans pour accroître la productivité de l'industrie nationale, le CBI relève que celle-ci est inférieure de 30 % à celle de l'Allemagne (ex-RFA), de 35 % à celle du Japon, et de 45 % à celle des États-Unis. Au rythme actuel, il faudrait que la productivité britannique ait, chaque année, une progression supérieure de 3,5 % celle de l'Allemagne pour parvenir à combler l'écart d'ici à la fin du siècle.

Ce document du patronat met l'accent sur un problème qui n'est pas propre à la Grande-Bretagne, mais qui est aggravé par différents facteurs, notamment l'insuffisance de main-d'œuvre qualifiée: comme dans les autres pays industrialisés, le secteur de la production manufacturière a très nettement fléchi depuis dix ans, alors que le «tertiaire» connaît un essor sans précédent. L'industrie a perdu près de 2 millions d'emplois, au profit des services: 900 000 emplois ont ainsi été créés depuis 1980 dans le secteur financier.

LAURENT ZECCHINI

**L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS DE PARIS**  
**RECRUTE SUR CONTRATS****UN TECHNICIEN**

chargé du suivi de l'assistance et de la maintenance de la base pédagogique vidéo (matériel Sony Hi 8).

**UN TECHNICIEN**

chargé du suivi, de l'assistance et de la maintenance de la base pédagogique infographie (Macintosh et compatibles PC).

**UN RESPONSABLE**

du service intérieur chargé de la surveillance, de la sécurité, de l'entretien des bâtiments, de la coordination des travaux. Encadrement de 50 personnes.

**UN RESPONSABLE**

de la coordination technique et éditoriale des Editions et de l'imprimerie. Encadrement de 15 personnes.

Adresser les candidatures avec curriculum vitae et prétentions à  
**MONSIEUR L'ADMINISTRATEUR DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS,**  
17, quai Malaquais, 75006 Paris.

**AGEFOS PME****SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

AGEFOS-PME, association paritaire de collecte et de gestion des fonds pour la formation des salariés des petites et moyennes entreprises, recherche un secrétaire général pour sa délégation régionale CORSE. Sous la responsabilité d'un conseil d'administration, il mettra en place la stratégie de développement régional et assurera son suivi. Il animera les deux équipes des sites d'Ajaccio et de Bastia, et coordonnera les relations avec les partenaires institutionnels. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure justifiant d'une bonne expérience de la gestion acquise de préférence dans le domaine de la formation professionnelle. Basé à Bastia, ce poste implique des déplacements sur toute la Corse. Écrire en précisant la référence B/5040M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex.

## RECHERCHONS

**CADRE**

pour important organisme socio-économique de la région Ile-de-France

Niveau : BAC + 5.

Formation : universitaire ou grande école de commerce.

**Profil recherché :**

- Comportement de généraliste capable d'être intéressé par l'ensemble des problèmes sociaux, économiques, éducatifs se posant dans un cadre de dimension régionale ;
- aptitude au travail de cabinet dans une équipe pluridisciplinaire :
  - rédaction de notes d'analyse et de synthèse ;
  - préparation de dossiers d'études et de propositions ;
  - participation à des groupes de travail ;
  - représentation auprès d'organismes extérieurs ;
  - esprit d'initiative.

Lieu de travail : Paris.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à :  
**Monsieur le Président du Conseil Régional d'Ile-de-France,**  
Direction de l'administration générale,  
Service du Personnel,  
251, rue de Vaugirard, 75015 PARIS.

**Animateur Commercial**

- sommes un organisme financier spécialisé dans les crédits aux entreprises et aux particuliers, filiale d'une grande banque européenne.
- êtes diplômé d'études supérieures, et justifiez d'une expérience de l'Animation Commerciale d'au moins 2 ans dans les secteurs bancaire, bureautique ou automobile.
- vous proposez d'intégrer notre structure d'Aide à la Vente pour vous occuper de la préparation de nos argumentaires et la conduite des réunions d'information commerciale destinées à nos principaux partenaires extérieurs.
- aurez à présenter, de façon pédagogique, nos produits financiers afin de mieux les faire vendre.
- offrons ainsi, à un spécialiste de la communication de qualité, un poste évolutif en prise directe avec notre potentiel de développement.

Basé à Paris, ce poste implique des déplacements de courte durée dans les grandes villes de Province.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions à notre Conseil ADIAL, shé. 8591, 27 rue Talbot, 75009 Paris, qui trans.

**ODA**  
**APPELEZ VOTRE REUSSITE PAR SON NOM.**

Filiale d'HAVAS et la COGECOM, ODA (4 milliards de CA) élabore la stratégie de communication de 450 000 entreprises dans les annuaires de FRANCE TELECOM. Notre Direction Commerciale recherche pour son service formation intégré :

**FORMATEUR HF**

Au sein d'une équipe de formateurs, vous aurez à concevoir et à animer :

- des stages de perfectionnement pour nos conseillers commerciaux.
- des séminaires de management et de communication destinés à l'encadrement de notre force de vente.

De formation supérieure (BAC + 4), vous pouvez justifier d'une première expérience de l'animation de stage en entreprise (1 à 2 ans). Des déplacements en Province sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence AB/FAO à

Annick BAUDE - ODA  
7, av. de la Cristallerie  
92317 SEVRES Cedex

Factor du groupe des Banques Populaires, sur un marché en plein développement, FACTOREM renforce ses équipes et recherche des

**Chargés de clientèle**

En liaison avec le responsable d'exploitation, vous assurez le développement et la maîtrise des risques de vos portefeuilles d'entreprises adhérentes, et ce sur un vaste secteur géographique.

Vous êtes de formation Ecole de Commerce, Université de Gestion ou enseignement professionnel supérieur (I.T.B. - C.E.S.B.).

Vous justifiez d'une expérience bancaire de quelques années dans l'exploitation d'une clientèle entreprise, vous êtes bien préparé à ce challenge.

Merci d'adresser votre lettre de motivation et CV à **FACTOREM - Direction Générale - 31, Quai de Grenelle - 75015 PARIS.**

**FACTOREM****La ville de Palaiseau (Essonne)**

30 000 habitants, recrute pour son Service Jeunesse et Maisons de Quartier

**1 ADJOINT(E)****Chargé(e) :**

- de développer les projets dans le cadre des orientations municipales ;
- de coordonner l'activité du personnel ;
- de développer et coordonner une politique partenariale.

Emploi contractuel à temps complet renouvelable tous les ans.

Les candidatures doivent être accompagnées :

- d'une lettre motivée (manuscrite), d'un CV, des photocopies de diplômes ou attestations, d'une photo, et être adressées à :

Monsieur le Maire de Palaiseau  
B.P. n° 6, 91125 PALAISEAU CEDEX.

Renseignements complémentaires :  
Service du personnel, 80-10-80-70 p. 454.

MAIRIE DE PARIS

**LA VILLE DE PARIS recrute****13 ARCHITECTES VOYERS**

par voie de concours

INSCRIPTIONS : jusqu'au 22 novembre 1991

ÉPREUVES : à partir du 6 janvier 1992

CONDITIONS : • Être architecte D.P.L.G. D.E.S.A. ou diplômé de l'école supérieure des arts et industries de Strasbourg. • Avoir 37 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 1992.

S'adresser à la Mairie de Paris - Bureau du recrutement - 2, rue de Lobau - 75004 PARIS.

TEL : 42.76.49.79 ou 42.76.47.26

**AUDIAR**

recherche

**CHARGÉ(E) D'ÉTUDES**

« EMPLOI-FORMATION »

Pour enquêtes, études, observatoire emploi-formation.

**PROFIL :**

Bac + 5 (Sciences éco, Sciences de l'éducation...) et pratique des outils informatiques, exp. 3 ans min.  
Envoyer CV et prétentions avant le 23 octobre 1991 à :  
**AUDIAR, 16, bd Laennec, 35000 RENNES.**

**U.D.A.F. de la Nièvre**

recrute son

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

- Pour diriger et gérer ses services (représentation des familles, infirmes, accueil étrangers).
- 35 ans minimum. Études supérieures. Sens des contacts. Connaissances et expériences gestion financière et du personnel.

Envoyer C.V. et lettre candidature manuscrite au Président de l'U.N.A.F.  
B.P. 235 - 58007 NEVERS CEDEX.



L'Agence d'Urbanisme de la Région du Havre recrute pour le compte du SIVOM du Havre un

**CHARGE DE MISSION INSERTION**

Pour animer une cellule d'insertion composée d'un élu local, de représentants de l'Éducation Nationale, de l'ANPE, d'organismes de formation, d'employeurs et de la Mission Locale.

Vous mettez en œuvre des actions d'insertions. Contrat à durée déterminée (1 an). Rémunération entre 200 000 et 230 000 F suivant expérience.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à M<sup>r</sup> le Directeur de l'AURH  
136 rue Victor Hugo - BP 1113 - 76063 LE HAVRE Cedex. Tel. (16) 35.42.17.88.

**LA MUTUELLE GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION NATIONALE**

recherche

**UN(E) CHARGÉ(E) D'ÉTUDES****VOTRE MISSION :**

Vous effectuez des études analytiques des textes officiels et réglementaires dans le cadre de la fonction publique, de la Sécurité sociale, de la santé publique et de la mutualité.

Vous collaborez aux interventions menées auprès des organismes officiels.

**VOTRE PROFIL :**

- Maîtrise de droit social ou d'administration économique et sociale.
- Expert d'analyse et de synthèse, sens de la précision et de l'exactitude des termes et qualités rédactionnelles.
- Sens de la méthode, de l'organisation et prédisposition aux relations humaines.

Poste situé à Paris à pourvoir rapidement.

Adresser C.V. + photo et lettre de motivation sous n° 8414,  
**LE MONDE PUBLICITE, 15-17, av. du Col-P-Avia, 75002 Paris Cedex 15.**

**PROMOTEUR CONSTRUCTEUR PRIVE**

Spécialisé Haut de Gamme crée deux Postes

- Paris : réf. 160
- Nice : réf. 1601

Ces postes s'adressent à des professionnels confirmés, à l'aise dans le relationnel auprès d'interlocuteurs de niveau élevé.

Confidentialité garantie.

Merci d'adresser candidature à B.Barotini  
**META CONSEIL - Le Minotaure**  
34 av. Henri Matisse - 06200 Nice

Chambre syndicale nationale des conseils en Recrutement

**JEUNES CONSULTANTS**

Solennement installés dans le Conseil en Organisation, nous accueillons des diplômés grandes écoles d'ingénieurs, de commerce, Bac + 5, motivés par la gestion du changement. Vous serez :  
• un acteur de l'évolution d'une clientèle variée et, grâce à des missions innovantes, conduit à prendre de larges responsabilités.  
• apprécié pour vos qualités de contact, vos capacités de réflexion, votre goût réel du travail en équipe et votre créativité.  
• retenu si vous êtes capable de vous investir dans notre développement.

**ASCODE**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo  
72, bd Haussmann, 75008 Paris.

**FORMATION PROFESSIONNELLE****Technologies de pointe au Japon ...****Partez aiguïser vos talents...**

Vous êtes Ingénieur ou chercheur salarié d'une entreprise française...

Postulez auprès du COMITE FORME pour obtenir un de ses 6 stages en R et D au Japon...

Vous étudiez intensivement le japonais (6 mois), travaillerez en laboratoire d'Etat ou Universitaire (6 à 12 mois) et vous effectuerez un stage dans une entreprise japonaise (6 mois).

DOMAINE : Sciences et Techniques Appliquées à l'Industrie.

DEPARTS : Printemps 1992 et Automne 1992.

Envoyez CV + photo et contactez : **COMITE FORME**  
17, rue Hamelin - 75783 PARIS CEDEX 16  
TEL : (1) 47.37.21.67.

フランス-日本工業技術協会

**COMITE FORME** SOCIÉTÉ FRANCO-JAPONAISE DES TECHNIQUES INDUSTRIELLES



هكراس النصل

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde des Carrières

Le Monde • Jeudi 24 octobre 1991 35

CADRE

### Ingenieur temps réel pour réseau de pipelines

Débutant (ENSI, INSA,...)

Paris 15ème - Notre Société exploite le plus important réseau de pipelines de produits pétroliers en France. Sa gestion requiert des techniques sophistiquées pour assurer la fiabilité du transport et le maintien de la qualité du produit. Nous cherchons un jeune ingénieur dans un cadre réel et contrôlé de processus. Au sein d'une équipe de 10 personnes, vous participerez à la conception et à la réalisation de nouveaux systèmes destinés aux centres de dispatching, pour intégrer de nouveaux outils et accroître le degré d'automatisation de ces centres.

Jeune ingénieur diplômé (Bac + 5), vous avez de bonnes connaissances des techniques de temps réel et êtes attiré par les problèmes de simulation et de modélisation. Nous vous formerons à nos outils et vous permettrons de développer vos compétences dans des domaines de pointe.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence C.131/M à Catherine CHARVET, OBERTHUR CONSULTANTS, 49 rue Saint-Roch, 75001 PARIS.

**O** Oberthur Consultants

### STÉ DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT EN MUSIQUE ÉLECTRONIQUE

(CIRCUITS INTÉGRÉS DE SYNTHÈSE, LOGICIELS ASSOCIÉS, PRODUITS)  
C.A. 90 % À L'EXPORT.

recherche

#### INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE OU DOCTORAT

DÉBUTANT À 5 ANS D'EXPÉRIENCE  
POUR DÉVELOPPEMENT LOGICIEL TEMPS RÉEL.

Lieu : Bourgogne (1 h 30 de Paris TGV).

ENVOYER C.V. À DREAM  
14, RUE DES SAINTES-MARIE  
21140 SEMUR-EN-AUXOIS.

alain manoukian

La notoriété de notre groupe (570 MF en 1990 - 400 p.) repose sur la qualité de nos produits et sur notre réseau de distribution en France et à l'étranger. Nous créons, à notre siège de Tain l'Hermitage (26) le poste de

### CONTROLEUR DE GESTION

Au sein de notre Direction Financière, vous participerez à l'élaboration de nos budgets, réalisez notre reporting mensuel et contrôlez nos comptes et nos procédures, dans l'optique de la bonne réalisation de notre plan d'action annuel.

28/30 ans, diplômé d'une ESCAE ou maîtrise de gestion, vous avez réussi une première expérience en entreprise et connaissez, si possible, l'industrie textile et les contraintes liées à la mode.

Notre consultante, Mme Catherine de LAPORTE, vous remercie de lui écrire réf. 1610 LM - ALEXANDRE TIC S.A. 7, rue Servient - 69003 LYON - CARRIÈRES GESTION FINANCE.

CONTESSÉ

### Société d'aménagement urbain et construction

cherche à Créteil (94)

#### ARCHITECTE D.P.L.G.

Chargé d'opérations pour la construction de logements, locaux d'activités, etc.

Nanti d'une solide expérience technique, il devra assurer :

- la coordination entre divers intervenants (architecte, maître d'œuvre, B.E.T., entreprises, etc.) ;
- suivre les dossiers au stade APS, APD, DCE, ainsi que la conduite des travaux ;

Il pourra être chargé, en outre, d'assurer des pré-études et des études d'aménagement de locaux d'activités, bureaux et équipements publics divers.

Une bonne connaissance informatique (tableur, base de données, etc.) est également indispensable.

Envoyez C.V. + présentations  
à SEMARC, B.P. 35 - 94001 CRÉTEIL CEDEX

### sofresid IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE A VOCATION INTERNATIONALE recherche

Pour assister le Directeur Commercial de son Département MINES/METALLURGIE.

- Missions :
- prospecter les marchés (étrangers notamment), préparer les appels d'offres en liaison avec les équipes Process et Etudes Techniques ;
  - négocier les contrats d'ingénierie (études, maîtrise d'œuvre), assurer les montages financiers et de partenariat ;

Les candidats ingénieurs diplômés auront une première expérience (METALLURGIE de préf. ou MINES) de quelques années, 5 ans ou +, acquise soit en production exploitation au sein d'unités industrielles, soit en ingénierie industrielle (Projets ou affaires), soit en recherche et négociation de travaux de montage.

- Qualités :
- autonome, indépendant, créatif ;
  - bilingue anglais, allemand ou espagnol apprécié ;

Merci d'adresser votre candidature + CV détaillé s/réf. M P30 à SOFRESID - Direction des Relations Sociales - 59, rue de la République 93100 MONTREUIL.

### ROCKWELL ABS-FRANCE recherche pour son unité de Thury (Calvados)

#### RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES (H.F.)

Le candidat aura la charge d'appliquer l'intégralité de la stratégie sociale du Groupe (prévision et gestion d'effectif, formation, bilan social, relations avec les organismes et partenaires sociaux, ...). Une formation juridique, l'expérience dans la fonction et le goût de la communication sont des critères importants de sélection. Le salaire : 250 KF est négociable. Adresser CV+photo

sous réf. 423,  
à notre conseil.

EUROPSYCHOLOGIES  
BP 248 75464 PARIS CEDEX 10

### Conseil juridique et fiscal

Nous sommes un Cabinet d'Audit et de Conseil, leader dans la région Poitou-Charentes-Vendée (50 Collaborateurs dont 8 Associés Experts-Comptables et Commissaires aux Comptes).

Nous recherchons un jeune professionnel d'environ 30 ans ayant le titre de conseil juridique pour animer notre département juridique et fiscal. Il disposera, pour cela, d'une grande autonomie et de la synergie du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 1019 MONDE à François MANUEL, CAPFOR - 15, rue du Port 79000 NIORT.

Informations Minitel 3615 code CAPFOR.

CAPFOR

INDIS - AIX (MARSEILLE) - ANDRES - BERGANDON - BOBIGNY - BOULANGER - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NIORT - OUDER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERSAILLES

### sdr SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONALE DE NORMANDIE

ÉTABLISSEMENT FINANCIER  
régional spécialisé dans le financement des entreprises  
RECHERCHE pour son siège à ROUEN

#### JURISTE

spécialisé en Droit des Affaires

Au sein du service juridique regroupant plusieurs départements (contrats et réalisations, immobilier, contentieux), il aura la charge du département contentieux (suivi des procédures, gestion des relations avec les conseils et organes judiciaires, mise en œuvre des solutions de recouvrement).

PROFIL RECHERCHÉ : Homme ou femme.  
AGE : environ 30 ans selon expérience et profil.  
FORMATION : Droit des Affaires type maîtrise ou D.E.S.S.

EXPÉRIENCE SOUHAITÉE : 2 à 5 ans dans le domaine de la banque, assurances, avocats, conseils d'entreprise...

Poste très intéressant avec grande autonomie et responsabilité.

RÉMUNÉRATION : selon expérience.

Adresser CV manuscrit et photo à PHILIPPE LEFEBVRE  
Secrétaire Général, S.D.R. DE NORMANDIE - BP 148  
76135 MONT-SAINT-AIGNAN Cedex.

### ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS

recherche

COLLABORATEURS (H ou F)

Bon niveau de culture générale pour postes à caractère commercial (pas de porte-à-porte).

- Formation assurée.

- Rémunération très motivante comportant un minimum garanti.

- Évolution de carrière rapide pour candidat de valeur.

Tél. : 47-54-99-18.

#### ECOÛTE CANCER

Service téléphonique ch.

#### BÉNÉVOLES

pour renforcer son équipe

Nous recrutons du lundi au vendredi de 9 h 30 à 18 h 30 des appels anonymes de malades ou de leurs proches.

Si vous êtes intéressé(e), contactez :

LIGUE CONTRE LE CANCER  
13, av. de la Grande-Armée  
75116 Paris.

ENTREPRISE DE PRESSE  
CENTRE DE PARIS

recherche

#### JOURNALISTE

recherche

La ville du Havre recherche pour son bureau d'études du secteur d'ingénierie :

UN INGÉNIEUR SUITEUR/ANALYSEUR Responsable du bureau d'études d'ingénierie (D.E.S. ou D.E.S.S.)

VOS MISSIONS :

- supervision, conception, l'entretien et la rénovation des équipements

- maîtrise de l'outil informatique

- connaissances en dessin et en électricité

NOUS VOUS PROPOSONS un recrutement soit par mutation/détachement, soit par embauche.

INSCRIPTION sur liste d'attente ou en qualité d'auxiliaire.

Le traitement annuel brut de début est fixé à 80 780 F net.

S'ajoutant une prime technique équivalente à 40 % du traitement brut mensuel + prime de fin d'année.

Un complément familial pour enfants à charge est versé.

Si vous êtes intéressé(e), obtenez de plus amples renseignements en consultant la MINITEL 36-41-48-48

Les lettres de candidatures manuscrites doivent être adressées à :

Monsieur le Directeur-Maître de la Ville du Havre, bureau gestion des Emplois et des carrières Madame GUZMAN BP 51, 76004 LE HAVRE CEDEX

accompagnées d'un CV détaillé et de la copie des diplômes

AVANT LE 15 NOVEMBRE 1991

CABINET JURIDIQUE PARIS-0

recherche

#### COLLABORATEUR

Droit des sociétés

Fonds de commerce, baux et contrats commerciaux. CV et présentations sous n° 8417

LE MONDE PUBLICITÉ 15-17, rue du Col-P.-Ave. 75002 Paris Cedex 15.

Recherche diplômée à niveau pour création Centres pédagogiques privés sur toutes régions, soutien scolaire, formations professionnelles, diffusion produits pédagogiques.

Tél. : (1) 48-29-52-52.

LE MONDE PUBLICITÉ 15-17, rue du Col-P.-Ave. 75002 Paris Cedex 15.

Recherche CV et photo à PHILIPPE LEFEBVRE

Secrétaire Général, S.D.R. DE NORMANDIE - BP 148

76135 MONT-SAINT-AIGNAN Cedex.

ANIMATEUR

Expér. DEFA ou DESS exigé.

Profil : aide de jeunes en difficulté, animation globale.

Adr. CV et motivations à ROYER CLAUDE 14 bis, rue de Roubaix 42000 Saint-Genès.

recherche

#### LE COMITÉ MÉDICAL POUR LES ÉCOLES

recherche

#### RESPONSABLE ADMINISTRATIVE

à temps plein.

Poste à pourvoir rapide.

Candidature et CV à : PATRICK AUGUST DIRECTEUR DU COMITÉ BP 31

94272 Le Kremlin-Bicêtre Cedex.

recherche

« INFORMATIQUE » et « ORGANISATION »

25 ans exp. : MGMT, ventes-conseil échelle internationale. Fort en communication, persuasif, ex. base technique. Bilingue anglais. Réc. Challenge infatigable et rémunérateur.

Sous n° 8418.

LE MONDE PUBLICITÉ 15-17, rue du Col-P.-Ave. 75002 Paris 15.

Secrétaire de Direction plusieurs années d'exp. Autonome. Bilingue anglais. Word 6. Recherche poste à responsabilité.

43-55-55-28.

### Groupes de presse de revues internationales dans le secteur de la lumière, accessoires de décoration, leader dans son secteur, siège à Milan, recherche agent de vente espaces publicitaires pour le marché français. Les personnes intéressées doivent envoyer C.V. à : Studio Stand S.p.A. via Luciano del Malco, 12 - 20144 Milano. Fax (39-2) 48193013.

#### DEMANDES D'EMPLOI

Jeune femme 28 ans, diplômée de l'ICM (CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS) CONSTRUCTION (URBANISME), recherche emploi stable. Tél. 43-32-44-56, libre de suite.

#### RESPONSABLE COMMUNICATION

Professionnelle de la communication, diplômée du CELSA, je propose à une entreprise de taille humaine services de communication et accompagnement pour créer ou améliorer l'ensemble de sa communication.

18 ans d'expérience réussie dans de grands groupes industriels, des PME/PMI et en agence.

La maîtrise des techniques de communication interne et externe.

Le goût et la capacité de mener à bien toutes les actions, de leur conception à leur réalisation pratique. La connaissance du marché international (anglais bilingue, allemand lu et parlé). Mobilité et disponibilité.

Temps partiel possible. Salaire raisonnable.

Pour un premier contact, écrivez-moi ou envoyez votre carte de visite sous pli cacheté à :

LE MONDE PUBLICITÉ 15-17, rue du Col-P.-Ave. 75002 Paris Cedex 15.

Documentaliste dipl. INTD, aut. d'ouvr. techn., fran-angl, équ. Mac, ass. documents, concept, rédact., m. en p. Ser. références. Ecr. sous n° 8072.

LE MONDE PUBLICITÉ 15-17, rue du Col-P.-Ave. 75002 Paris Cedex 15.

L.H. 25 ANS Franco-Américain MBA INSEAD

Expérience professionnelle : 3 ans respons. informatique

Étudier propositions de :

• Gestion de projets

• Élaboration de la stratégie de développement.

Sous n° 8410.

LE MONDE PUBLICITÉ 15-17, rue du Col-P.-Ave. 75002 Paris Cedex 15.

ING. SUPPLÉC anglais cour. 7 ans exp. ind. PC. Rech : travail de enseig. Form. Hypertrid. trad. techn. enquêtes MKTG journal. anglais techn. Tél. : 47-02-32-23.

UK BUSINESS GRADUATED 2 a. agent de change européen, chench, travail Paris et RP. Conn. France/Israël. Tél. : 47-39-14-67.

EX. FONCTRE. DGI, haut niveau, traite tous dossiers fiscaux - 43-39-99-95.

F. 39 ans, cherche poste comptable II, informatique. Tél. : 46-38-98-71.

CHI, marins, expert transp. et forme angl., grec., pil. inf., réf., ch. att. courrier, Anst., etc. Bergen, 31230 Coualle.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3 6 1 5 L M





BILIERE

REPRODUCTION INTERDITE

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Le Monde • Jeudi 24 octobre 1991 37

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>60 - OISE</b>			<b>MAISON 5 PIÈCES</b>			<b>2 PIÈCES</b>		
4 PIÈCES	CHANTILLY	3 500	118 m²	SAINT-NOM-LA BRETECHE	8 894	70 m², 4 <sup>e</sup> étage	SAINT-CLOUD	5 938
69 m², 3 <sup>e</sup> étage	15, avenue Marie-Amélie	+ 1 201	garage	2, rue A.-de-Pommeron	+ 450	cave	5, rue des Gènes-Caps	+ 2 011
parking, balcon	LOC INTER - 47-45-15-71	2 790		SOLVEG - 40-67-06-89	7 071		AGIFRANCE - 46-02-48-68	4 436
<b>PARIS</b>			<b>4-5 PIÈCES</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>4<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			109 m², 1 <sup>er</sup> étage	VERSAILLES	9 200	88 m², 1 <sup>er</sup> étage	SURESNES	6 730
9 PIÈCES TRIPLEX	18, rue Quincampoix	25 000	parking	6, rue du Général-Pershing	+ 1 435	parking, cave	16, av. Salomon-de-Rothschild	+ 1 310
248 m², 5 <sup>e</sup> étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 4 942		Frais de commission	6 624		AGF - 44-36-45-45	4 789
	Frais de commission	18 000	<b>91 - ESSONNE</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
<b>6<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>MAISON 5 PIÈCES</b>			79 m²,	SURESNES	5 900
2/3 PIÈCES	1, rue Paul-Séjourné	9 000	121 m²	EVRY	5 760	rez-de-chaussée	27, avenue Georges-Pompidou	+ 1 173
72 m², 4 <sup>e</sup> étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 156	garage	38, rue de la Tour	+ 174	parking	SAGGEL - 47-78-15-85	4 248
	Frais de commission	6 480		SOLVEG - 40-67-06-89	4 720		Frais de commission	
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>PAVILLON 4 PIÈCES</b>			<b>STUDIO</b>		
4 PIÈCES	189, rue de Grenelle	10 275	115 m²	LONGJUMEAU	5 746	44 m²,	SURESNES	3 800
81 m², 2 <sup>e</sup> étage	AGF - 44-36-45-45	+ 1 400	garage	4, rue des Gènes	+ 318	rez-de-chaussée	33, rue de la République	+ 450
	Frais de commission	7 312	jardin 217 m²	AGIFRANCE - 49-03-43-27	4 293	parking, terrasse	CIGIMO - 48-00-89-89	3 006
<b>2 PIÈCES</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			<b>93 - SEINE-SAINT-DENIS</b>		
52 m², 3 <sup>e</sup> étage	13, rue du Champ-de-Mars	6 633	<b>3 PIÈCES</b>			<b>5 PIÈCES</b>		
parking, cave	AGIFRANCE - 45-56-15-81	+ 1 158	102 m², 1 <sup>er</sup> étage	BOULOGNE	9 420	99 m², 8 <sup>e</sup> étage	NOISY-LE-GRAND	3 880
	Frais de commission	4 720	cave	33-35, rue Anne-Jacquelin	+ 2 205	parking	21, allée du Clo-Saguer	+ 1 378
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>				AGF - 44-36-45-45	6 703	terrasse	LOC INTER - 47-45-16-09	3 078
2 PIÈCES	65-67, av. des Champs-Élysées	5 127	<b>STUDIO</b>			<b>3 PIÈCES DUPLEX</b>		
45 m², 5 <sup>e</sup> étage	AGF - 44-36-45-45	+ 897	27 m²	BOULOGNE	2 484	85 m²	PANTIN	4 000
	Frais de commission	3 573	5 <sup>e</sup> étage	228, boulevard Jean-Jaures	+ 362	10-11 <sup>e</sup> étage	19-21, avenue Jean-Louis	+ 757
<b>4/5 PIÈCES</b>				GCI - 40-16-28-71		parking	LOC INTER - 47-45-15-84	3 150
148 m², 5 <sup>e</sup> étage	118, rue La Botie	20 000	<b>4 PIÈCES</b>			<b>5 PIÈCES DUPLEX</b>		
	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 174	102 m²	COURBEVOIE	6 432	110 m², 10-11 <sup>e</sup> étage	PANTIN	6 255
	Frais de commission	14 400	7 <sup>e</sup> étage	11, place des Dominicains	+ 1 716	parking, terrasse, balcon	31-33, avenue Jean-Louis	+ 1 163
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>				AGF - 44-36-45-45	5 458		LOC INTER - 47-45-15-84	4 806
4 PIÈCES	2, square Trudaine	7 900	<b>5 PIÈCES</b>			<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
109 m², 1 <sup>er</sup> étage	GCI - 40-16-28-71	+ 1 997	138 m², 3 <sup>e</sup> étage	NEUILLY	17 250	<b>5 PIÈCES</b>		
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>				AGF - 44-36-45-45	+ 1 800	96 m²,	BRY-SUR-MARNE	4 900
4 PIÈCES DUPLEX	80-84, rue de l'Abbé-Carton	12 250	<b>3 PIÈCES</b>			rez-de-chaussée	GFC - 48-62-31-26 (H8)	+ 1 125
102 m², 9-10 <sup>e</sup> étage	AGF - 44-36-45-45	+ 1 022	66 m²,	NEUILLY	7 475		LE KREMLIN-BICETRE	6 876
box, cave, balcon	Frais de commission	8 717	rez-de-chaussée	34-36, boulevard Victor-Hugo	+ 1 238	76 m², 1 <sup>er</sup> étage	1-5, avenue du Docteur-Lacroix	+ 860
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			parking	SAGGEL - 47-78-15-85	5 382	parking	LOC INTER - 47-45-14-65	5 310
3 PIÈCES	12, rue Duplex	6 831	3 PIÈCES	NEUILLY	7 900	<b>4 PIÈCES</b>		
60 m², 3 <sup>e</sup> étage	AGF - 44-36-45-45	+ 600	72 m², 3 <sup>e</sup> étage,	20 bis, bd du Général-Lederc	+ 960	87 m², 2 <sup>e</sup> étage	NOGENT-SUR-MARNE	8 080
cave	Frais de commission	4 861	parking	GCI - 40-16-28-68		parking	68, rue François-Rolland	+ 1 070
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3 PIÈCES</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
5 PIÈCES DUPLEX	4, rue Féliçien-David	19 970	62 m², 4 <sup>e</sup> étage	NEUILLY	7 130	72 m², 3 <sup>e</sup> étage	NOGENT-SUR-MARNE	4 285
131 m², 9-10 <sup>e</sup> étage	SOLVEG - 40-67-06-89	+ 1 105	possib. parking	223, avenue Charles-de-Gaulle	+ 988	parking	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 743
box	Frais de commission	15 378	balcon	CIGIMO - 48-00-89-89	5 403		Frais de commission	3 085
<b>STUDIO</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>2 PIÈCES</b>		
44 m², 4 <sup>e</sup> étage	1-9, rue Réaumur	4 000	87 m², 1 <sup>er</sup> étage	NEUILLY	9 600	48 m², 5 <sup>e</sup> étage	SAINT-MANDÉ	4 725
	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 810	parking	5, rue du Général-Lazare	+ 508	parking	LOC INTER - 47-45-15-71	+ 536
	Frais de commission	2 880		Honoraires de location	7 580		Frais de commission	3 690
<b>78 - YVELINES</b>			<b>6 PIÈCES</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
4 PIÈCES	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	7 851	122 m², 3 <sup>e</sup> étage	PUTEAUX	8 100	69 m², 3 <sup>e</sup> étage	SAINT-MANDÉ	6 300
parking, cave	40, rue des Usines	+ 920	parking	8, rue Ampère	+ 850	parking	7, rue Feytaud	+ 731
	AGF - 44-36-45-45	5 445		SAGGEL - 47-78-15-85	4 392		LOC INTER - 47-45-15-71	4 806
	Frais de commission		<b>STUDIO</b>			<b>5 PIÈCES</b>		
			45 m²,	PUTEAUX	8 800	96 m², 5 <sup>e</sup> étage	SAINT-MANDÉ	8 730
			rez-de-chaussée	17, rue Volta	+ 1 282	2 parkings	25, avenue Joffre	+ 1 038
				SAGGEL - 47-78-15-85	6 192	balcon	LOC INTER - 47-45-16-09	6 606
				Frais de commission	3 267			
				SAINT-CLOUD	+ 781			
				2, rue du Bois-de-Boulogne				
				AGIFRANCE - 46-02-48-68	2 673			
				Frais de commission				

Le Monde

CHAQUE MERCREDI  
numéro daté jeudi  
VOS  
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 689 000 Français dont 888 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements  
Professionnels 46-62-73-43  
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX  
GESTION  
GROUPE DES  
AGF ASSURANCES  
Général de France

AGIFRANCE  
GROUPE  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



GFC

SOLVEG  
LOCATION REVE ET GESTION D'IMMEUBLES

LOC INTER  
Transactions Tél. : 17 15 19 97

SAGGEL  
VENDÔME  
GROUPE UAP

CIGIMO  
GROUPE GTF

## MARCHÉS FINANCIERS

Baisse du chiffre d'affaires, effondrement des résultats

## Gros temps sur le conglomérat finlandais Nokia

Le groupe industriel finlandais Nokia (électronique et télécommunications), deuxième du pays après Neste, traverse une zone de turbulences. Déjà nettement en baisse sur l'an dernier, le meagre résultat affiché pour les huit premiers mois de 1991 masque en réalité une dégradation beaucoup plus profonde de la situation du géant nordique, dont trois des quatre principales activités sont frappées de plein fouet par la récession.

La dégringolade n'est pas si fréquente : sur les huit premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires de Nokia ne s'est élevé qu'à 9,6 milliards de marks finlandais (13,44 milliards de francs), contre 13,9 milliards de marks pendant la même période de 1990. A structure constante - hors la cession en octobre 1990 du département informatique du groupe Nokia Data au britannique ICL PLC - elle est encore de 17 %, que le groupe explique par « la situation économique générale dans les pays nordiques », ainsi que par l'arrêt de ses exportations vers l'Union soviétique.

Un déclin aussi marqué ne peut que peser sur les résultats. Les 16 millions de marks de résultat net affichés par le groupe pour les huit premiers mois de l'année ont été obtenus en effet grâce aux 317 millions de cessions d'actifs - la vente d'actions JA/Mont-Nokia notamment - et de retours d'impôts.

Force est de constater qu'aucune des activités n'a été épargnée. Le conglomérat ne détaille pas ses résultats par branche d'activité, mais reconnaît que ses divisions électronique grand public et télécommunications ont enregistré des pertes d'exploitation, alors que les profits de ses deux autres activités majeures - téléphone mobile, câble et machines - ont fondu.

C'est ainsi que l'activité électronique grand public de Nokia a vu son chiffre d'affaires baisser de 15,4 % pour les huit premiers mois de l'année. Comme ses principaux concurrents, le troisième fabricant européen de téléviseurs couleur a été victime de la guerre des prix qui afflue ce marché et du ralentissement de la consommation en Allemagne. Traditionnelle « vache à lait », la branche télécommunications est encore plus durement touchée par la récession scandinave et la désorganisation de l'économie soviétique. D'une année sur l'autre, les ventes de Nokia Télécommunications ont chuté de 29,5 %, revenant de 1,5 milliard de marks à 1,05.

## Le pari de la TVHD

Le département câble et machines a fait à peine mieux (-15,7 %) à la suite de l'effondrement de l'activité du bâtiment en Finlande. « Le marché, qui s'est réduit de près d'un tiers par rapport à 1990, a eu une forte incidence sur les ventes de câbles et la fabrication d'équipement en gros en Finlande », explique le groupe. Quant à Nokia Mobiles Phones, seul secteur en croissance, il doit pour une part le gonflement de son chiffre d'affaires (+12,7 %) au rachat du fabricant britannique de téléphones cellulaires Technophone (le Monde du 15 février). Nokia Mobiles Phones est quand même le seul à être, selon la direction finlandaise, « nettement bénéficiaire ».

Difficile de croire à un redressement rapide tant l'avenir immédiat du groupe paraît sombre. Ses principaux marchés ne devraient pas connaître de reprise avant 1993, au moment où son pari en télévision haute définition (TVHD) fragilise encore un équilibre toujours précaire. Le gigantesque travail de réorganisation entrepris ces dernières années et la réduction de ses effectifs (28 800 salariés contre 31 200 l'an dernier après la vente de Nokia Data) ont entraîné du temps à porter leurs fruits.

P.-A. G.

NEW-YORK, 22 octobre

## Nouveau repli

Pour la deuxième journée consécutive, la tendance s'est alourdie mardi 22 octobre à Wall Street. L'ouverture avait pourtant été prometteuse. Mais rapidement le marché a changé d'orientation et a le soir après une séance en cours de 24 minutes, l'indice Dow Jones des industries américaines a enregistré une baisse de 20,58 points (-0,87 %) pour s'établir à 3 039,80. Le bilan général a été mitigé. Sur l'ensemble des valeurs traitées, 915 ont progressé, 895 ont reculé et 224 n'ont pas varié.

Deux raisons au moins ont contribué à rendre la séance de mardi si décevante. Il y a eu d'abord l'annonce du déficit des deux grands constructeurs automobiles, General Motors et Ford, pour le troisième trimestre. Le nouvel alourdissement du marché obligataire en réaction à l'apparition d'un déficit de la balance fédérale de ne pas modifier pour l'instant sa politique de crédit. Le climat n'était toutefois pas vraiment mauvais autour du « Big Board », où quelques-uns évoquaient la possibilité d'un prochain renversement de tendance économique.

VALEURS	Cours de 21 octobre	Cours de 22 octobre
Alcoa	63 7/8	63 7/8
AT&T	38 5/8	38 3/8
Chemical Bank	19 3/4	19 1/2
Du Pont de Nemours	48 5/8	48
Exxon	61 1/4	61 1/8
Ford	29 1/2	29 1/2
General Electric	37 1/4	36 7/8
IBM	100 1/4	99 1/2
ITT	67 3/8	67 1/8
Johnson & Johnson	67 3/8	67 1/8
Merck	67 3/8	67 1/8
Pharmacia	67 3/8	67 1/8
Schering	67 3/8	67 1/8
Tenneco	67 3/8	67 1/8
US Steel	67 3/8	67 1/8
Union Carbide	67 3/8	67 1/8
Wendover	67 3/8	67 1/8
Yale	67 3/8	67 1/8

LONDRES, 22 octobre

## Poursuite du recul

Les valeurs ont continué dans le rouge mardi 22 octobre au Stock Exchange. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 16,2 points, soit 0,8 %, à 2 659,5.

Le déficit de la balance des paiements courants en septembre, plus faible que les prévisions des analystes à 529 millions de livres, a été joint à la baisse des cours du marché mais la faiblesse de la livre et les récents sondages plaçant les travaillistes en tête devant les conservateurs dans les intentions de vote ont continué de peser sur la tendance.

PARIS, 23 octobre

## Hésitante

Après deux séances de bourse qui lui ont fait perdre 1,5 %, la Bourse de Paris tentait de se ressaisir mercredi en début de journée dans un marché très calme pour la liquidation mensuelle d'octobre. En repli de 0,06 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a enregistré une hausse de 0,11 % à 1 011,11. En début d'après-midi, peu avant l'ouverture de Wall Street, il représentait un petit peu de hauteur, à l'inscrivant en hausse de 0,15 %. Quelques rachats de vendeurs à découvert pouvaient expliquer cette petite amélioration. Non dans l'attente d'un regain d'optimisme, Wall Street a subi mardi des corrections techniques à la baisse, le franc français reste faible face au mark et, en outre, le commerce extérieur en France a encore accusé un déficit de 3,3 milliards de francs portant le déficit depuis le début de l'année à un peu plus de 33 milliards de francs, un chiffre similaire à celui de 1990 à la même époque. Parmi les titres en hausse, on relevait Roussel Uclaf, le Corange bancaire et Eurocom. Du côté des baisses, on notait la Cegid et la Midland Bank. L'UAP ne bougeait pas après l'annonce de la baisse de 33 % de son bénéfice semestriel.

TOKYO, 23 octobre

## Nouvelles prises de bénéfices

De nouvelles prises de bénéfices se sont produites mercredi 23 octobre à la Bourse de Tokyo et l'indice Nikkei, qui la veille avait enregistré la plus forte hausse de la barre des 26 000 points, s'est inscrit à la cote 24 789,84 en baisse de 154,72 points (-0,62 %).

De l'avis des professionnels, les opérateurs ont préféré continuer à rajuster leurs positions en attendant de voir si les nouvelles annonces de renouveau du marché. La communauté financière s'attend toujours à une détente sur le marché des obligations d'Etat japonaises, pour l'instant, ne souhaite anticiper l'événement. Les valeurs du fond et de l'immobilier ont été les seules à bénéficier de l'intérêt. L'activité est restée modérée, avec 450 millions de titres échangés contre 500 millions la veille.

VALEURS	Cours de 22 octobre	Cours de 23 octobre
Alia	1 000	1 000
Asahi	1 000	1 000
Daewoo	1 000	1 000
Daewoo	1 000	1 000
Daewoo	1 000	1 000
Daewoo	1 000	1 000
Daewoo	1 000	1 000
Daewoo	1 000	1 000
Daewoo	1 000	1 000
Daewoo	1 000	1 000

## FAITS ET RÉSULTATS

o Toyota, IBM et Toshiba créent un « joint-venture » - Les géants de l'informatique Toshiba et IBM Japon ont conclu un accord avec le constructeur Toyota pour la création d'un « joint-venture » destiné à construire des systèmes informatiques intégrés avancés et des logiciels adaptés à ces équipements. Installés à Nagoya, au centre du Japon, Toyota, la société commune, Toyota System International, aura un capital de 700 millions de yens (31 millions de francs) dont 65 % par Toyota, 25 % par IBM Japon et 10 % par Toshiba. Selon les prévisions, le chiffre d'affaires de cette société de services et d'ingénierie informatique devrait s'élever à 1,7 milliard de yens (75 millions de francs) la première année, et passer à 7,5 milliards de yens en 1997.

o « Jobs-creation » aux îles britanniques - Le groupe agro-alimentaire Allied-Lyons, troisième brasseur britannique et les brasseurs britanniques ont annoncé la création d'un « joint-venture » à parts égales regroupant leurs brasseries et leurs activités de distribution de boissons en Grande-Bretagne. La nouvelle société, Carlsberg-Tetley, commettra à occuper la troisième place, avec 20 % de marché britannique, dans le chiffre d'affaires d'environ 1 milliard de livres, correspondant à une production de 12 millions d'hectolitres. Le rapprochement des deux groupes confirme la rationalisation de l'industrie britannique de la bière après le rachat des brasseries de Grand Metropolitan par Carlsberg, le groupe britannique du groupe australien Foster's Brewing Group, au début de l'année. Cette opération a fait de Carlsberg le deuxième brasseur du pays derrière Bass.

o Le Crédit du Nord reprend la Banque Courtois. Le Crédit du Nord (groupe Paribas) et la Banque Courtois, banque régionale à capital familial fondée en 1760 à Toulouse, ont signé un protocole d'accord prévoyant la prise de contrôle majoritaire de la seconde par la première, qui « lui apportera le complément de moyens financiers et techniques nécessaires à la poursuite de son expansion ». La Banque Courtois, dirigée par M. Axel Courtois de Vico, a enregistré en 1990 une perte nette de 25 millions de francs (pour un produit net bancaire de 156 millions), due à d'importantes provisions d'exploitation et provisions pour titres. Pour le premier semestre 1991, le résultat net est revenu à l'équilibre avec un produit net bancaire de 84 millions. Le Crédit du Nord, qui dispose de cinq agences dans le Sud-Ouest de la France, renforcera ainsi sa présence dans la région avec les 33 points de vente, les 146 employés, les 20 000 clients particuliers et les 10 000 clients professionnels de la Banque Courtois.

o CSER : le tribunal de commerce a décliné la compétence d'appel - Le président du tribunal de commerce de Paris a renvoyé mardi 22 octobre Quindim devant la cour d'appel, refusant de mettre à exécution les décisions de la CSER, adhérentes par le holding italien Finmeccanica et de lui interdire tout droit de vote sur la maison de commerce et de l'immobilier de l'intérêt. L'activité est restée modérée, avec 450 millions de titres échangés contre 500 millions la veille.

o L'Union Hirochit cotée à Tokyo - L'action du groupe chimique allemand Hirochit a été cotée pour la première fois mardi 22 octobre à la Bourse de Tokyo. L'introduction a été effectuée par la maison de conseil japonaise Yamashita. Actuellement, 125 sociétés étrangères sont cotées à la Bourse de Tokyo, dont 7 allemandes. L'Union Hirochit est également négociable à Vienne, Paris, Zurich, Bâle, Genève, Bruxelles, Amster, Londres, Amsterdam et Luxembourg. Hirochit a été introduite pour la première fois en Bourse à Francfort en 1988. Selon les données officielles de 1990, l'Union Hirochit a été introduite à l'étranger, notamment au Japon, et 1 % de Hirochit est entre les mains d'investisseurs japonais. Hirochit a créé une filiale au Japon en 1990.

o Nouvelles incriminations pour M. Asil Nadir, fondateur de Polly Peck - L'homme d'affaires britannique Asil Nadir, fondateur du conglomérat Polly Peck International aujourd'hui sous administration judiciaire, a été introduit au titre de 58 délits supplémentaires de vol, a annoncé mardi 22 octobre le Bureau des fraudes britannique (SFO). M. Nadir a été déjà inculpé au titre de 18 délits de vol et fautes comptables portant sur une somme totale de 25 millions de livres (250 millions de francs), dont convoqué le même jour devant le tribunal londonien de Bow Street.

o M. Jean-Marie réélu président de la FEDA - M. Jean-Marie a été réélu président de la Fédération française des syndicats de distribution automobile (FEDA). Les adhérents de la FEDA représentant un chiffre d'affaires de 17,3 milliards de francs en 1990, soit 45 % du marché libre de la pièce de rechange, contre 39 % pour les constructeurs.

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3800	3831	France Telecom	219	219
Amiscom	280	280	Immo Compagnie	154	153 50
BAC	130	130	JPRA	72	72
Banque Paribas	810	810	Local Invest	239	239
Banque Paribas	345	340 50	Locatim	70 50	70 20
Banque Paribas	235	237	Memo Court	39 90	39
Banque Paribas	880	889	Mobis	188	173 80
Banque Paribas	355	356	Publi-Financière	370	370
Banque Paribas	700	701	Rafel	680	680
Banque Paribas	140 10	140	Rhône-Alpes (E)	819	819
Banque Paribas	285	280	Satellite Invest (E)	101 50	101 50
Banque Paribas	590	590	Satellite	373	374
Banque Paribas	280 50	280 50	SAIT Group	130	130
Banque Paribas	785	785	Super	255	255
Banque Paribas	185	179 50	TPI	350	350
Banque Paribas	400 10	400 10	Thomson (E)	220	224
Banque Paribas	1240	1205	Unilog	88	88
Banque Paribas	321	347 20	Y. St-Laurent Group	860	850
Banque Paribas	350	351			
Banque Paribas	289	270			
Banque Paribas	147	143			
Banque Paribas	245	245			
Banque Paribas	255 50	255 50			
Banque Paribas	133	133			
Banque Paribas	118	118			
Banque Paribas	143	143			
Banque Paribas	421	415			
Banque Paribas	195	195			
Banque Paribas	530	530			
Banque Paribas	880	880			
Banque Paribas	228 10	228 10			
Banque Paribas	120	120			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notional 10 % - Corrélation en pourcentage du 22 octobre 1991

Nombre de contrats : 113 939

COURS	Déc 91	Mars 92	Jun 92
Dernier	107,10	107,10	107,10
Précédent	107,10	107,10	107,10

CAC40 A TERME			
[MATIF]			
Volume : 8 188			
COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 856	1 864	1 898
Précédent	1 856	1 872	1 889

## CAC 40 A TERME

Volume : 8 188	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 855	1 854	1 850
Précédent	1 855	1 872	1 889

## CHANGES

Dollar : 5,8205 F

Le dollar poursuivait mercredi 23 octobre le mouvement de hausse entamé lundi lorsque la Maison Blanche a évoqué la perspective d'une diminution des impôts aux Etats-Unis. A Paris, la monnaie américaine s'est échangée à 5,8205 francs mardi à la cotation officielle.

FRANCFORT 22 octobre 23 octobre  
Dollar (en DM) 1,978 1,979  
Tokyo 22 octobre 23 octobre  
Dollar (en yen) 134,5 134,5

MARCHÉ MONÉTAIRE (cettes privées)  
Paris (23 octobre) 5,74 : 5,78 %  
New-York (22 octobre) 5,716 %

## BOURSES

PARIS (INSEE base 100 : 28-12-90)

22 octobre 23 octobre  
Valeurs françaises 119,90 119,40  
Valeurs étrangères 117 116,60  
(SSE, base 100 : 31-12-81)  
Indice général CAC 40 1011,11 1011,11  
(SSE, base 1000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40 1845,77 1845,77  
NEW-YORK (indice Dow Jones)  
21 octobre 22 octobre  
Industriel 3 060,38 3 039,80  
LONDRES (indice FTSE 100)  
21 octobre 22 octobre  
100 valeurs 2 575,78 2 539,50  
20 valeurs 1 978,20 1 963,40  
Mises d'or 170,20 174,80  
Fonds d'Etat 86,26 86,22  
FRANCFORT  
21 octobre 22 octobre  
Dax 1 572,68 1 581,71  
Tokyo  
22 octobre 23 octobre  
Nikkei Dow Jones 24 789,84 24 799,84  
Indice général 1 884,27 1 877,09

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	1er mois	2e mois	1er mois	2e mois	1er mois	2e mois	1er mois	2e mois
\$ E.-U.	5.8095	5.8110	+183	+193	+382	+402	+1070	+1130
\$ Can.	5.1480	5.1516	+30	+43	+85	+109	+310	+376
Yen (100)	142.12	142.44	+96	+105	+213	+239	+705	+765
DM	3.6183	3.6133	-13	-13	-14	-14	-55	-2
Mark	3.6263	3.6278	-6	-3	-7	-7	-41	+1
FF (100)	16.5249	16.5700	-40	-20	-40	+50	-190	+10
PS	3.9805	3.9165	+18	+32	+49	+73	+147	+200
£ (1 000)	4.5698	4.5638	-90	-66	-167	-166	-685	-623
£ (1 000)	9.9148	9.9223	-131	-182	-237	-191	-540	-411

## TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.U.	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 7/16	5 7/16
100	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24
100	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24
100	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24
100	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24
100	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24
100	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24
100	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24	4,24

Ces taux indiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

## Le Monde - RTL

## ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mardi 23 octobre : Jean-Pierre président du Syndicat national des agences de voyages (SNAP).

Jeudi 24 octobre : Jean-Marie Laborde PDG de la société Ricard.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc. : 206.806F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme  
des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M. Gumbourg  
92023 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux  
et publications n° 57 437  
ISSN : 0395-2637

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc. : 281.311F

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
François Hubert-Beuve-Méry, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue de Colonne-Pierre-Arès  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Téléc. MONDOPUS 634 128 F

Téléc. 46-62-72-72. Société filiale  
de la SARL Le Monde et de la Société d'Édition du Monde.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composée 38-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

Abonnements sur les microfilms  
 et index du Monde au (1) 40-85-29-33

Reproduction interdite de tout article,  
 sans accord avec l'Administration

# ABONNEMENTS

1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. TEL. : (1) 40-66-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 084 F	2 960 F



# MARCHÉS FINANCIERS

Le Monde • Jeudi 24 octobre 1991 • 39

## BOURSE DU 23 OCTOBRE

Cours relevés à 13 h 47

Règlement mensuel									
Comptes	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptes	VALEURS	Cours	Précéd.
4001	CAE 28	4100	4100	4100	0.00	4001	CAE 28	4100	4100
4002	BAP T.P.	800	800	800	0.00	4002	BAP T.P.	800	800
4003	Alcatel T.P.	1222	1222	1222	0.00	4003	Alcatel T.P.	1222	1222
4004	Alcatel T.P.	1222	1222	1222	0.00	4004	Alcatel T.P.	1222	1222
4005	Alcatel T.P.	1222	1222	1222	0.00	4005	Alcatel T.P.	1222	1222
4006	Alcatel T.P.	1222	1222	1222	0.00	4006	Alcatel T.P.	1222	1222
4007	Alcatel T.P.	1222	1222	1222	0.00	4007	Alcatel T.P.	1222	1222
4008	Alcatel T.P.	1222	1222	1222	0.00	4008	Alcatel T.P.	1222	1222
4009	Alcatel T.P.	1222	1222	1222	0.00	4009	Alcatel T.P.	1222	1222
4010	Alcatel T.P.	1222	1222	1222	0.00	4010	Alcatel T.P.	1222	1222

### COMPTANT (sélection)

### SICAV (sélection) 22/10

VALEURS	% du total	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Emission	Rachet	VALEURS	Emission	Rachet	VALEURS	Emission	Rachet
Obligations			Obligations			Obligations			Obligations			Obligations			Obligations		
Emp. 100% 1997	123.10	3.87	Emp. 100% 1997	123.10	3.87	Emp. 100% 1997	123.10	3.87	Emp. 100% 1997	123.10	3.87	Emp. 100% 1997	123.10	3.87	Emp. 100% 1997	123.10	3.87
Emp. 100% 1998	123.10	3.87	Emp. 100% 1998	123.10	3.87	Emp. 100% 1998	123.10	3.87	Emp. 100% 1998	123.10	3.87	Emp. 100% 1998	123.10	3.87	Emp. 100% 1998	123.10	3.87
Emp. 100% 1999	123.10	3.87	Emp. 100% 1999	123.10	3.87	Emp. 100% 1999	123.10	3.87	Emp. 100% 1999	123.10	3.87	Emp. 100% 1999	123.10	3.87	Emp. 100% 1999	123.10	3.87
Emp. 100% 2000	123.10	3.87	Emp. 100% 2000	123.10	3.87	Emp. 100% 2000	123.10	3.87	Emp. 100% 2000	123.10	3.87	Emp. 100% 2000	123.10	3.87	Emp. 100% 2000	123.10	3.87

Cote des Changes				Marché libre de l'or			
MARCHE OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	MONNAIES	COURS	COURS	COURS
EUR-USD (1 unit.)	6.788	6.820	5.900	Or fin (100 g)	68000	68000	68000
EUR-GBP (100 g)	341.220	341.080	329	Or fin (100 g)	67600	67600	67600
EUR-JPY (100 g)	16.875	16.868	16	Or fin (100 g)	360	360	360
EUR-DEM (100 g)	302.730	302.700	281	Or fin (100 g)	360	360	360
EUR-CHF (100 g)	11.50	11.50	4.250	Or fin (100 g)	360	360	360
EUR-ITL (100 g)	86.230	86.130	83	Or fin (100 g)	360	360	360
EUR-FR (100 g)	9.818	9.822	9.450	Or fin (100 g)	360	360	360
EUR-ESP (100 g)	165.150	165.150	165.150	Or fin (100 g)	360	360	360
EUR-PTG (100 g)	205.700	205.700	205.700	Or fin (100 g)	360	360	360
EUR-ARG (100 g)	87.700	87.700	87.700	Or fin (100 g)	360	360	360
EUR-AUS (100 g)	48.480	48.480	48.480	Or fin (100 g)	360	360	360
EUR-NZD (100 g)	4.614	4.614	4.614	Or fin (100 g)	360	360	360
EUR-SEK (100 g)	3.982	3.982	3.982	Or fin (100 g)	360	360	360
EUR-CAD (100 g)	5.136	5.136	5.136	Or fin (100 g)	360	360	360
EUR-JPY (100 g)	4.411	4.411	4.411	Or fin (100 g)	360	360	360

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements : 46-52-72-67







## Jusqu'au vendredi 25 octobre Les grèves perturberont fortement le secteur des transports

L'agitation sociale gagne le monde des transports, soit pour des raisons de tactique nationale élaborée par les états-majors parisiens de FO et de la CGT, soit pour des motifs propres aux entreprises concernées. Le point culminant de ces grèves sera atteint jeudi 24 octobre. Des arrêts de travail sont organisés à la SNCF, jusqu'au vendredi 25, par la CGT, la CFDT et FO, et la direction prévoit un service normal pour les TGV, les lignes de banlieue et grandes lignes au départ de la gare de Lyon, mais deux trains sur trois pour le reste du réseau.

A la RATP, la quasi-totalité des syndicats appellent à cesser le travail (effectifs, sécurité, rémunérations) durant la journée

de jeudi, ce qui réduira à une rame sur quatre le trafic du métro. En revanche, les RER A et B devraient être « moyennement perturbés » et les bus pourraient circuler sans trop d'altération, à l'exception des lignes dépendant des dépôts nord et nord-est de Paris.

Dans les ports, le syndicat CGT organise, jeudi 24, une grève de vingt-quatre heures pour protester contre le projet de réforme de leur statut de 1947. Il appelle également à cesser le travail dans la marine marchande.

Enfin, le programme réduit d'Air Inter s'exécute, mercredi 23 octobre, comme prévu avec un vol sur quatre environ, sauf vers la Corse, où tous les avions programmés étaient maintenus, et vers Strasbourg, où un vol sur deux était assuré. Les syndicats des personnels au sol de la compagnie intérieure entendent protester contre les projets de réorganisation du groupe Air France, auquel Air Inter appartient. Ils veulent obtenir que la spécificité de leur entreprise soit préservée.

### L'ESSENTIEL

#### SECTION A

**Débats**  
Idéologies : « Les âmes mortes du communisme », par Daniel Rondeau..... 2

**La préparation**  
de la conférence de paix au Proche-Orient..... 3

**La campagne électorale**  
en Pologne  
Les aspirations de la communauté allemande..... 4

**L'accord de Paris**  
sur la paix au Cambodge..... 8-9

**Le bâtonnier de Dijon**  
déféré au parquet  
Mr Bernard a été inculpé d'abus de confiance aggravé..... 13

**Un nouveau patriarche**  
de Constantinople  
Election du métropolite Bartholomée de Chalcédoine..... 14

### EDUCATION • CAMPUS

Branle-bas de combat dans les prépas : La rapide insertion des bacheliers professionnels à Saint-Martial fait de la résistance pour sauver son école • Au secours des DEUG..... 15 à 17

#### POINT

Le mouvement des infirmières..... 18

#### SECTION B

### ARTS • SPECTACLES

Après Miles, le déluge ? • Rencontre avec le pianiste et compositeur Joachim Kühn et avec le Brésilien Egberto Gismonti • « Jusqu'au bout du monde », le dernier film de Wim Wenders..... 19 à 30

#### SECTION C

### Le contrôle des viandes importées

Les inspecteurs vétérinaires dénoncent les frontières « passives »..... 31

### Les manifestations paysannes

L'heure du dialogue semble venue..... 31

#### Services

Abonnements..... 38  
Annonces classées..... 34 à 37  
Automobile..... 40  
Carnet..... 40  
Marchés financiers..... 38-39  
Météorologie..... 41  
Mots croisés..... 40  
Radio-Télévision..... 41  
Paris en visite..... 40

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

Le numéro du « Monde » daté 23 octobre 1991 a été tiré à 510 194 exemplaires.

### Le Monde

#### DES LIVRES

## A Clermont-Ferrand La société Michelin va licencier 189 personnes

CLERMONT-FERRAND  
de notre correspondant

Jeudi 24 octobre, le représentant de la manufacture des pneumatiques Michelin évoquera, devant le comité central d'entreprise les « résultats » du cinquième plan « résultats » du cinquième plan social annoncé en avril 1991. Ce plan prévoyait le départ avant 1992 de 4 900 personnes sur l'ensemble des sites français, dont 2 432 à Clermont-Ferrand.

Si l'on retient de ce chiffre les 2 800 personnes qui bénéficieront des cotisations FNE (départs en pré-retraite) et tous les salariés qui ont accepté de quitter l'entreprise en bénéficiant de l'une des dispositions proposées par la direction, il reste 198 personnes (dont 189 à Clermont-Ferrand) qui recevront sous peu leur lettre de licenciement, tout en disposant d'un mois de délai pour profiter de l'une des dispositions prévues initialement par la direction.

A Orléans, où l'activité industrielle est supprimée, il reste 165 salariés qui ne se sont pas encore prononcés.

J.-P. R.

## Conséquence des « flux tendus » La grève de Renault-Cléon provoque du chômage partiel dans d'autres usines

La grève, commencée jeudi 17 octobre à l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime), porteur gravement d'autres unités du groupe, privées de moteurs et de boîtes de vitesses, en raison de la gestion en « flux tendus » (« zéro stock »). A Sandouville, près du Havre, on est passé le 22 octobre d'une suspension de la production, avec récupération de jours perdus, à des mesures de chômage technique pour près de 6 000 des 7 000 salariés. La situation est la même à Flins (Yvelines), à Maubeuge (Nord), où sont fabriqués, respectivement, les Clio et les Express, ainsi qu'à Harcin, en Belgique. A Douai (Nord), on n'a pu produire les R 19 qu'aux deux tiers de la cadence normale.

A Cléon, les portes de l'usine sont bloquées et la CGT fait état de 70 % de grévistes. La direction, elle, évoque un effritement du mouvement, le taux de participation étant tombé de 51 %, la semaine dernière, à 37 %. Au Mans, le mouvement de débrayage n'a concerné que les employés, techniciens et agents de maîtrise.

### SUR LE VIF

## Les bleus et les blanches

CLAUDE SARRAUTE

Moi, il y a un truc que je ne m'explique pas. Pourquoi les infirmières, les filles, au lieu de leur taper dessus, la semaine dernière, vu qu'ils vont descendre dans la rue, à leur tour, lundi prochain ? Pour gueuler pareil. Ils sont pas assez nombreux. Plus personne veut faire la police. C'est pas payé. Quand ils bossent le dimanche et les jours fériés, on leur file royalement 4 F 73, pas 75, attention. Et sur le terrain, les plateaux-repas, t'intin. A moins d'amener leur gamelle, faut qu'ils se servent la cuisine, les CRS.

De ce côté-là, les infirmières sont moins à plaindre. D'accord, à 5 pour 90 lits, elles ont pas le temps de manger le midi, mais elles grappillent les restes des plateaux servis au pas de course aux malades. Grâce à Dieu, ils mangent parfois d'appétit. Surtout en ré. Et on leur promet d'engager d'ici le fin du siècle 4 000 blouses blanches supplémentaires.

A condition de les trouver ! Dix fois plus que les gamins du continu.

gent appelés à la rescousse des techniques bleues.  
Bref, hôpital et commissariat, même combat ! Le service public est en faillite et notre sécurité est en danger. Remarque, en ces temps de jacqueries, de violences, de grèves et de maris, ça tombe plutôt bien. S'il y avait encore des flics pour rappeler à l'ordre ces fous furieux d'agriculteurs en leur caressant l'échine à la maitresse, il n'y aurait pas d'infirmières pour penser leurs bobos.

Alors que là on tient le bon bout. Vu qu'il n'y a plus un sou dans les caisses de ce pays, on pourrait faire l'économie des cars de police, des ambulances, de l'hôpital, de la surveillance des banlieues chaudes, des lignes de la SNCF et de la RATP, où les agressions se multiplient, et du service des urgences, en envoyant directement les infirmières sur le terrain avec leurs compresses et leurs seringues. Comme ça serait le seul moyen de recevoir des soins, on arriverait peut-être même à recruter quelques flics assez patraques pour se risquer sur un quel que gare ou de métro.

### L'enquête sur l'assassinat de Chapor Bakhtiar

## Un mandat d'arrêt international est lancé contre un conseiller du ministre iranien des télécommunications

Le juge d'instruction parisien chargé du dossier sur l'assassinat de Chapor Bakhtiar, M. Jean-Louis Bruguière, a lancé, mardi 22 octobre, un mandat d'arrêt international contre M. Hossein Sheikhatyar. Ce conseiller du ministre iranien des télécommunications se voit reprocher des démarches administratives conduites afin d'obtenir des visas utilisés par les deux assassins de Téhéran. Le mandat d'arrêt a été délivré pour « complicité d'assassinat et association de malfaiteurs, infractions en relation avec une entreprise terroriste ».

### L'obtention des visas

M. Sheikhatyar s'est trouvé mis en cause à la suite de l'interpellation de M. Massoud Razi, le 17 septembre, par les policiers de la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris (Le Monde du 21 septembre). Membre de la famille de l'ayatollah Khomeiny, M. Razi avait lui-même été inculpé de « complicité d'assassinats et association de malfaiteurs, infractions en relation avec une entreprise terroriste » par M. Bruguière, le 21 septembre. C'est au mois de mars que le membre du cabinet ministériel aurait aidé M. Razi à procurer les visas nécessaires aux deux meurtriers, Azadi et Ali Rad Vakili. Les deux iraniens étaient toutefois en possession d'un autre jeu de visas au moment de leur entrée en France, fin juillet, quelques jours avant l'assassinat de l'ancien premier ministre du chah dans sa villa des Hauts-de-Seine.

ROGER CANS

o Amadeus « stupéfié » de la plainte d'Air Littoral. — La société Amadeus, qui exploite l'un des grands systèmes de réservation électronique européens, s'est déclarée « stupéfiée d'apprendre par voie de presse le dépôt par Air Littoral d'une plainte auprès de la Commission des Communautés européennes » au sujet de l'absence d'affichage sur les écrans de certains de ses vols (Le Monde du 23 octobre). Amadeus déclare qu'Air Littoral a, « en toute connaissance de cause », choisi une formule simplifiée d'adhésion qui permet une mise à jour non pas quotidienne, mais hebdomadaire.

La société à capital variable LES CADRES DU MONDE se réunira à 15 h 30, mardi 12 novembre 1991, à l'ECCIP, rue Armand-Moisant 75015 Paris (école de commerce proche de Fauguère), pour y tenir une assemblée générale ordinaire.

ORDRE DU JOUR :  
- Rapport moral et rapport financier ;  
- élection des membres du conseil d'administration ;  
- Questions diverses.

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT  
200 QUESTIONS A MON AVOCAT

## Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, les Français devraient fermer leurs fenêtres plus souvent. L'ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit.  
Magasin d'exposition 111, rue la Fayette (10<sup>e</sup>) - M<sup>e</sup> Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18.

### Biologie, épuration de l'eau, sécurité routière

## Plus de 2,5 milliards de francs pour trois grands programmes de recherche industrielle

La France préche par l'exemple. Ayant défini ses priorités stratégiques pour sa présidence d'Europe, de mai 1992 à juin 1993 (informatique, automobile, usine du futur et traitement des déchets), l'Etat lance en association avec les industriels concernés trois nouveaux grands programmes de recherche industrielle représentant 2,5 milliards de francs d'investissements, lesquels MM. Curien et Strauss-Kahn ont fait une communication au conseil des ministres du mercredi 23 octobre.

Préparé avec Rhône-Poulenc, le programme Biovenir est le plus important d'entre eux. Par le montant des sommes en jeu, puisque l'Etat y consacrera sur cinq ans 610 millions de francs et Rhône-Poulenc 1 milliard. Par son enjeu économique, puisqu'on évalue à 300 milliards de francs par an le

Marché mondial potentiel de ses retombées industrielles à l'horizon 1995. Centré sur la santé, l'agriculture et la chimie, ce programme, auquel seront associés de grands organismes publics de recherche (CNRS, INSERM, INRA, CEA...), veut radicalement transformer les méthodes de recherche sur les molécules.

Le deuxième programme est consacré aux véhicules et la sécurité routière et vient compléter les ambitieuses recherches lancées l'an dernier sur la voiture propre. Comme ce dernier, il conjugue l'effort de l'Etat (218 millions de francs seront pris en charge par les pouvoirs publics) et celui des deux constructeurs français, Renault et PSA (410 millions d'investissements). Le (410 millions) sera apporté par l'INRETS (Institut national de

recherche sur les transports et leur sécurité). L'objectif, cette fois, est d'accroître la sécurité « passive » des passagers (par une protection accrue contre les collisions) et la sécurité « active » par l'emploi de l'informatique et de l'électronique.

Enfin, la protection de l'environnement et l'amélioration de la qualité de l'eau constituent l'objet d'un troisième programme. Un foyer sur trois seulement est actuellement raccordé à une station d'épuration, alors que les Français consomment 250 litres d'eau par jour (14 millions de mètres cubes quotidiens). Seize projets de recherche ont été définis pour y remédier. Ils associeront les laboratoires publics et l'Etat, qui apportera plus du tiers des 300 millions de francs nécessaires.

## Le gouvernement demande aux préfets de mieux contrôler le développement du littoral

Les vingt-sept préfets des départements littoraux ont été réunis, mardi 22 octobre, au ministère de l'Intérieur, pour une séance de « rectification » de la loi littoral de 1986. Conformément aux intentions annoncées lors d'un conseil des ministres (Le Monde du 7 juin 1990), le gouvernement veut reprendre en main le contrôle d'un développement devenu anarchique avec la loi de décentralisation.

Pas moins de cinq ministres s'étaient déplacés pour dialoguer avec les préfets en charge du littoral. M. Philippe Marchand, bien sûr, le ministre de tutelle, mais aussi MM. Paul Quilès (équipement), Brice Lalonde (environnement), Jean-Yves Le Drian (mer), et Jean-Michel Baylet (tourisme), tous directement concernés par le devenir des régions côtières. « Il s'agit d'un enjeu considérable », a déclaré d'emblée M. Philippe Marchand, lui-même originaire d'un département côtier (Charente-Maritime). Le ministre de l'Intérieur a rappelé qu'il avait été procédé en 1990 à 1,2 million de contrôles administratifs dans ces départements.

M. Quilès a insisté sur sa part sur le caractère « équilibré » de la loi littoral, qui s'efforce de concilier des logiques différentes comme les équipements touristiques, l'exploitation de la mer, le développement économique et la protection de l'environnement.

Il faut prendre le contrôle des éditions Rivages. — Les éditions Payot ont acquis la totalité des parts des éditions Rivages. M. Jean-François Lamunière, le patron de Payot devient également celui de Rivages. Il remplace M. Edouard de Andreis, qui devient conseiller éditorial. « Rivages » fondé en 1979 à Marseille a cultivé pendant quelques années sa vocation de maison d'édition régionale avant de tenter, sous la direction d'Edouard de Andreis, l'aventure parisienne, sans abandonner pour autant ses activités d'origine.

ment. Mais cette volonté d'équilibre a manqué de « points d'ancrage » que le gouvernement a essayé de dissiper avec les préfets en leur donnant des « clés d'interprétation ».

Parmi ces points obscurs, on peut relever l'imprécision de termes comme « espaces proches du rivage » ou « sites remarquables », qui laisse libre cours à l'interprétation des maires et des promoteurs. De même, la loi littoral accepte la construction de « hameaux nouveaux intégrés à l'environnement », ce qui n'autorise pas des lotissements de deux cents pavillons. L'Etat procédera donc à quelques démolitions exemplaires, notamment en Corse et dans le Gard.

Le secrétaire d'Etat à la mer a rappelé qu'un préfet pouvait s'opposer à la construction d'un port de plaisance, même parfaitement légal, s'il le jugeait « superflu » dans la conjon-

ture économique générale (on dénombre déjà plus de cent vingt-cinq mille postes de mouillage en France, sans compter quelques centaines de projets de port à l'étude). Interrogé sur la dotation touristique qui encourage les communes littorales à construire, et pénalise donc les municipalités « proto-touristiques », M. Jean-Michel Baylet a indiqué que cette dotation « récompense un effort d'investissement en faveur du tourisme » et ne pouvait donc être dévalorisée de son objectif. Il faudrait une nouvelle loi de finance pour doter les communes qui préservent leur littoral.

Sans doute gêné par le déséquilibre des cinq départements ministériels représentés à la tribune, privilégiant le développement au détriment de la protection, M. Brice Lalonde a préféré garder le silence.

ROGER CANS

## La réhabilitation du général soviétique Piotr Grigorienco Sain d'esprit à titre posthume

### MOSCOU

de notre correspondant

C'est une « réhabilitation » d'un genre nouveau. Sept ans après sa mort, le général Piotr Grigorienco a été déclaré sain d'esprit par le parquet militaire de l'URSS, au terme d'une longue expertise « juridique, psychologique et psychiatrique ».

Le général Grigorienco — l'une des figures les plus attachantes de la dissidence des années 60 et 70 — avait été interné par deux fois dans un hôpital psychiatrique, en 1964 pour un an

et en 1969 pour cinq ans. Le premier symptôme de sa « maladie » avait été une intervention en 1961 devant une réunion du PC pour regretter que la direction du parti n'ait pas dénoncé « les conditions de la dictature stalinienne ». En 1969, ce courageux « vétéran » au crâne lisse et aux épaules sourcils avait eu le tort de prendre la défense des Tatars déportés par Staline. Après sa libération, il reprit le flambeau en adhérant, au milieu des années 70, au Groupe pour l'application des accords d'Helsinki,

tout en dénonçant la responsabilité personnelle de Staline dans les terribles revers essuyés par l'armée soviétique lors de l'attaque allemande en 1941.

Piotr Grigorienco avait fini par émigrer aux Etats-Unis, où il est mort en 1983. Il lui aurait fallu attendre le 18 octobre 1991 et l'avènement d'une tout autre époque pour apprendre que, tout bien considéré, il n'avait jamais été fou. Cette réhabilitation « médicale » est apparemment la première du genre dans l'histoire de l'URSS.

J. K.